TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — Nº 10 163 · 22 PAGES · DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 2 - LUNDI 3 OCTOBRE 1977

RENONÇANT A L'AUTARCIE

La Chine souhaite bénéficier de l'aide internationale

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Le jeu nucléaire de M. Carter

Le président des Etats-Unis a sur les questions nucléaires un objectif éminemment raisonnable : éviter toute dissémination de l'arme atomique. Chacun se déclare d'accord avec lui, à commencer par M. Brejnev, qui, dans son message à la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) à Vienne, déclare que l'U.R.S.S. est fermement résolue à renforcer le système international de non-prolifération nucléaire.

Dès qu'il s'agit de passer des paroles aux actes, un front se forme pour battre en brèche ses initiatives. Aux Etats-Unis, c'est au Congrès qui, sous la pression intense exercée par le lobby de l'énergie nucléaire, refuse d'arrêter ou même de freiner la construction du surrégénérateur de Clinch-River, dont le combustible ne peut être qu'un plutonium dont quelques kilos suffisent à faire la *bombe*.

A l'extérieur, les propositions du président Carter se heurtent à une opposition tout aussi résolue. A la conférence de Salzbourg, en mai dernier, peu de pays ont approuvé la décision américaine d'arrêter « sine die » le retraitement de l'uranium. La France est toujours décidée à livrer au Pakistan une installation de retraitement, dont on voit mal quel besoin a ce pays, si ce n'est pour construire une bombe atomique, et s'aligner ainsi sur l'Inde. L'Allemagne fédérale livrera au Brésil une panoplie complète d'installations nucléaires, avec usine d'enrichissement et atelier de retraitement, qui donnera à ce pays la possibilité de se doter d'armes atomiques, et même celle d'en faire profiter qui bon lui semblera. Officiellement, Français et Allemands redoutent la dissémination des armes atomiques. Mais, en fait, ils ne veulent pas sacrifier le moindre intérêt national au combat contre un mal qu'ils jugent inévitable.

Cette résistance presque unanime aux idées du président Carter n'a pas que des motifs égoïstes. Les Etats-Unis font un peu comme ces enfants qui veulent arrêter le jeu quand ils gagnent. Figer la situation actuelle, c'est contraindre pour longtemps les pays qui veulent utiliser l'énergie nucléaire à acheter de l'uranium enrichi américain et des centrales américaines, et de conception américaine.

La force des idées a cependant un *étonnant pouvoir diplomatique*. Le président des Etats-Unis a proposé, en mai dernier, un programme international d'évaluation du cycle de combustible nucléaire qui est destiné à décourager les pays qui n'en possèdent pas de se doter d'installations pouvant faciliter la construction d'armes atomiques. Une conférence se tiendra en octobre à Washington, et les pays invités s'y rendront, même s'ils le font avec d'importantes réserves, en souhaitant, comme l'a dit le délégué ouest-allemand à la conférence de Vienne, qu'aucun participant ne soit tenu d'accepter les *décisions* qui seront prises.

De même, les pays exportateurs de technologie nucléaire ont adopté, récemment à Londres, un *« code de conduite » qui va dans* le sens des demandes américaines et prévoirait un embargo strict sur l'exportation d'usines enrichissant ou retraitant l'uranium.

Si le président américain *marque* peu à peu des points, c'est que l'unanimité des autres pays n'est qu'apparente, et qu'ils n'ont pas de thème commun à lui opposer. On a bien vu cette division à Vienne ; la politique a souvent pris le pas sur la technique. Pour beaucoup de pays du tiers-monde, il était plus important d'exclure *l'Afrique du Sud* que de donner à l'Agence les *moyens d'exercer son rôle d'assistance* technique et de contrôle. Même les pays développés sont loin d'être d'accord entre eux. Le président américain progresse lentement et péniblement, mais il impose peu à peu ses vues.

(Lire nos informations page 6.)

La crise mondiale de la sidérurgie

• Les États-Unis menacent de limiter les importations d'acier

• Français et Allemands incriminent les Italiens

La situation s'aggrave dans la sidérurgie mondiale, qui souffre désormais de surproduction chronique face à une consommation qui stagne à un très bas niveau. La crise est telle que certains pays, en premier lieu les Etats-Unis, menacent d'imposer des quotas sur les importations d'acier, tandis qu'au sein de la Communauté européenne, les pratiques de certains producteurs italiens, les fameux « Bresciani », compromettent le plan anticrise péniblement mis sur pied par la Commission de Bruxelles.

Sombres perspectives que celles de l'industrie mondiale de l'acier à *l'approche du congrès annuel de* cette branche qui s'ouvre le dimanche 9 octobre à Rome. La stagnation de l'activité à l'échelle planétaire, consécutive à la forte augmentation du prix du pétrole, a durablement touché les investissements, qui *représentent de 70 % à 80 % des débouchés* de la sidérurgie.

L'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs, notamment dans les pays sous-développés, a créé une situation de surproduction dramatique, avec la hantise d'exportations à tout prix. Résultat, les industries anciennes sont de plus en plus *atteintes : licenciements* en France, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, *en* Belgique, *en* Suède, aux Etats-Unis (dix-huit mille en deux mois). Du coup, le gouvernement américain, sous la pression de ses industriels et revenant sur ses déclarations antérieures, a indiqué vendredi 30 septembre qu'*« il étudiait la possibilité d'imposer des quotas sur les importations d'acier »*. Même si, a précisé M. Robert Strauss, conseiller commercial spécial du président Carter, *aucune décision n'est imminente*, le ton est donné. Les sidérurgies modernes ne sont pas épargnées. Même au Japon, champion de la productivité, les aciéries commencent à perdre de l'argent et essaient de relever leurs prix, mais la conjoncture ne s'y prête guère.

Quant à l'Europe, terre de sidérurgie *traditionnelle, sa situation est* critique. Car l'industrie communautaire, *qui essuie le feu convergent* des exportations des pays tiers (Corée du Sud, Afrique du Sud, etc.) et de ses voisins (Espagne, pays de l'Est, notamment la Tchécoslovaquie), se trouve attaquée de l'intérieur par ses propres « francs-tireurs ». Il s'agit, en l'occurrence, *des fameux* « Bresciani » : cent cinquante à deux cents *industriels (on ne connaît pas très* bien leur nombre exact), qui ont installé, dans la région de Brescia, des mini-aciéries extrêmement productives, et réduites au minimum ; un ou plusieurs fours électriques alimentés en ferraille et des petits laminoirs intégrés fabriquant des ronds à béton et des produits longs (*petits fers et petites poutrelles*).

Des conditions de travail très « souples »

Travaillant dans des conditions très « italiennes » avec des contrats de fourniture d'énergie *« sur mesure »*, des périodes de fonctionnement souvent intermittentes et une main-d'œuvre très « souple », ces entreprises ont réussi à produire près du quart de *l'acier italien* (6 à 7 millions de tonnes sur 23 millions de tonnes). *Echappant à tout contrôle dans un* pays où l'autorité centrale a déjà peu de moyens, ils inondent l'Europe de leurs produits à des prix inférieurs de 20 % à 25 %. En France, la Lorraine et le Sud-Est sont particulière*ment touchés, les livraisons* des « Bresciani » ont quadruplé en un an et même davantage pour les ronds à béton (de 4 000 tonnes à 29 000 tonnes par mois entre le premier trimestre 1976 et celui de 1977).

Fait plus *grave*, les Bresciani « oublient » délibérément de se plier aux directives émises par la Commission de Bruxelles au titre de son plan anti-crise péniblement mis au point : instauration de quotas de livraisons à partir du 1er janvier, fixation de prix minima pour les ronds à béton et de prix « indicatifs » pour les autres produits. Autour de Brescia, les sidérurgistes, ignorant la convocation des inspecteurs de la Commission (« *Nous n'avons pas reçu les lettres* »), non seulement n'ont pas réduit leurs livraisons, mais continuent à pratiquer des prix inférieurs de 20 % à 25 % aux nouveaux barèmes, établis en hausse de 10 % puis de 20 % par la Commission pour éviter une *faillite généralisée*

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 20.)

Relance de la conférence sur le Proche-Orient

• *Moscou et Washington veulent convoquer les participants avant la fin de l'année*

• *L'O.L.P. « participera à des efforts de paix » si les droits des Palestiniens sont reconnus*

Les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus de déployer un « maximum d'efforts » en vue de la convocation de la conférence de Genève sur le Proche-Orient avant la fin de cette année. Cette décision commune a été annoncée vendredi, à New-York, par le secrétaire d'Etat *américain, M. Cyrus Vance, en* présence du ministre soviétique des affaires *étrangères*, M. Gromyko, avec lequel il venait d'avoir un long entretien.

Un document commun américano-soviétique devait être mis au point ce samedi 1er octobre. Selon l'Agence France-Presse, il sera publié simultanément à New-York et à Moscou le même jour. Ce document revêtirait la forme d'un appel aux pays arabes concernés et à Israël pour qu'ils acceptent la convocation de la conférence de Genève avant la fin de l'année.

D'autre part, l'O.L.P. a publié, vendredi, également à New-York, une « déclaration » en cinq points, qui est une réponse indirecte à l'offre du président Carter, formulée jeudi, de dialoguer avec elle si elle reconnaissait la résolution *242* du Conseil de sécurité et le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. L'organisation *maintient son refus de la résolution 242*, mais affirme qu'une nouvelle résolution de l'ONU qui reconnaîtrait les droits nationaux des Palestiniens « pourrait être le fondement d'une participation (de l'O.L.P.) à des efforts de paix ».

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — A l'issue d'un entretien d'une heure et demie avec M. Gromyko, vendredi 30 novembre, à New-York, M. Cyrus Vance a déclaré que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. s'étaient engagés à déployer les plus grands efforts pour « *surmonter les divergences israélo-arabes et convoquer la conférence de Genève avant la fin de l'année* ». Il a annoncé que les deux gouvernements vont publier un communiqué en tant que coprésidents de la conférence de Genève, et qu'il portera notamment sur la manière de résoudre le problème de la participation des Palestiniens à la conférence.

« *Nous sommes tous les deux persuadés*, a dit M. Vance, *que nous devons déployer le maximum d'efforts pour permettre à la conférence de Genève de se tenir avant la fin de l'année. Nous avons discuté des problèmes qui doivent être surmontés si nous voulons atteindre cet objectif commun. Nous avons procédé à un échange de vues au sujet des conversations que nous avons eues chacun avec les différentes parties en présence. Nous comptons rester en contact de façon active et fréquente au cours des prochains mois.* »

Il a ajouté : « *Nombre de questions de procédure doivent être résolues, et cela exige que les Soviétiques et nous, nous nous consultions de manière étroite* ».

Depuis décembre 1973, les deux gouvernements n'avaient pas affiché un tel degré de coopération à propos du Proche-Orient. Ces dernières années, les Soviétiques s'étaient plaints à plusieurs reprises de ce que les Etats-Unis menaient leur diplomatie dans la région sans les consulter. M. Gromyko, qui se tenait à côté du secrétaire d'Etat pendant la conférence de presse, s'est dit « *d'accord avec tout ce que M. Vance venait de dire* ». Il a quitté New-York en fin d'après-midi pour regagner Moscou.

M. Vance s'est également entretenu vendredi, durant quatre-vingt minutes, avec M. Moshe Dayan, ministre des affaires étrangères israélien, sur les modalités d'organisation de la conférence de Genève et sur la façon d'assurer la participation palestinienne ; le secrétaire d'Etat a soumis à M. Dayan des suggestions sur la manière de surmonter les obstacles. Un léger progrès aurait été accompli au cours de cet entretien, bien que M. Dayan *ait déclaré*, en quittant son collègue américain : « *Nous continuons à n'être pas entièrement d'accord* ». M. Vance et M. Dayan poursuivront leurs entretiens dans les jours qui viennent. En fait, le secrétaire d'Etat effectue, à New-York même, une véritable « navette », puisqu'il rencontre tour à tour les ministres des affaires étrangères d'*Egypte*, de Syrie, de *Jordanie*, du Liban et d'Israël.

LOUIS WIZNITZER.

(Lire nos informations page 5.)

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU P.C.F.

par JACQUES HUNTZIGER (*)

Le parti communiste français s'est rallié à la force nucléaire lors de son comité central de juin 1977, à la suite de l'audition et de la discussion du rapport Kanapa. Quelques semaines plus tard, le problème de la défense « ouvrait le ban » du débat public entre le parti socialiste et le parti *communiste*.

Le débat nucléaire au sein de *la gauche comporte trois aspects*. Le premier est technique et ne pose pas de difficultés considérables : il intéresse la théorie de la dissuasion. L'acceptation de la force nucléaire stratégique n'a aucun sens en dehors de la logique de la dissuasion proportionnelle, car l'efficacité de la force *française repose sur la menace* du faible au fort. Pas question donc de stratégie anti-forces, de représailles trop graduées, ou de non-emploi en premier usage. Le parti communiste français semble aujourd'hui avoir compris cette logique.

Le second aspect du débat intéresse la politique de la sécurité. La difficulté pour la gauche provient du fait qu'elle doit rendre compatible la dissuasion avec deux autres *principes qui lui ont* toujours été chers : le désarmement et la démocratie. Comment agencer le maintien d'une dissuasion efficace avec une politique du désarmement nucléaire ?

Quelles proportions faire aux autres puissances nucléaires ? Que penser des SALT ou des M.B.R.F. ? Comment concilier l'efficacité de la dissuasion avec les pouvoirs *du Parlement ou la démocratie* gouvernementale ? Comment faire coexister l'arme nucléaire et une armée démocratique ? Autant de questions sérieuses auxquelles il n'est pas simple de répondre. Personne d'ailleurs n'a de réponses toutes faites ni au sein du parti socialiste ni au sein du parti *communiste. Chacun* cherche et s'interroge.

Le troisième aspect du débat nucléaire de la gauche est le plus important : il intéresse la politique étrangère du parti communiste. *Ce dernier a ratifié l'arme nucléaire parce que ce choix était inscrit, comme le germe dans l'œuf, dans le nouveau cours de sa politique étrangère*. La force *nucléaire stratégique était la dernière* pierre qui manquait à l'édifice.

***

Quel est le nouveau cours de cette politique étrangère ?

Chaque parti communiste appartient par nature à deux cercles : le cercle national et le cercle du *mouvement* communiste *international*. Le parti communiste français plonge ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier et s'inscrit dans la société française. Mais le P.C.F., dès sa naissance, a accepté les vingt et une conditions de Lénine et a été partie prenante de l'internationalisme socialiste. Pendant une *dizaine d'années, il a été un membre* du Komintern et du Kominform. D'où la double tradition de sa politique étrangère : parce que français et jacobin, il a toujours été patriote, nationaliste et favorable à une défense nationale ? et parce que héritier de la gauche française il a toujours été favorable au désarmement et à la sécurité collective ; mais parce qu'il adhère aux *thèses fondamentales* du mouvement communiste *international* — *division du* monde entre le camp socialiste et le camp impérialiste, l'U.R.S.S., patrie du socialisme — le P.C.F. a longtemps pratiqué l'alignement sur la politique étrangère soviétique et a campé à la lisière du camp occidental. La politique étrangère du parti communiste est, en fait, depuis le début la recherche d'un équilibre entre le patriotisme et l'internationalisme *socialiste*.

(Lire la suite page 5.)

(*) Professeur à l'université de Besançon, membre de la commission de la défense du P.S.

AU JOUR LE JOUR

Sur un violoncelle

Le violoncelliste Mstislav Rostropovitch a déclaré que l'émigration des artistes et des intellectuels d'Union soviétique était une grande perte pour son pays et qu'il espère qu'ils resteront désormais en U.R.S.S.

M. Rostropovitch, qui vit lui-même à l'étranger, est bien placé pour savoir que tout ce qui ne ressortit pas aux parades de l'art pompier y est condamné à plus ou moins long terme au violon, que les clés de sol y sont réduites à prendre la clé des champs et que la musique de chambre y est celle des chambres closes.

Pourtant, le célèbre violoncelliste semble garder l'espoir qu'un jour des hommes comme M. Brejnev, quand ils entendront parler de culture, ne sortiront plus leur somnifère. Encore faudra-t-il que, ce jour-là, il ne soit pas trop tard et que les maîtres du monde ne se réveillent pas pour constater que l'univers est vide comme une forêt sans oiseaux.

BERNARD CHAPUIS.

LES TÉLÉVISIONS AU PRIX ITALIA

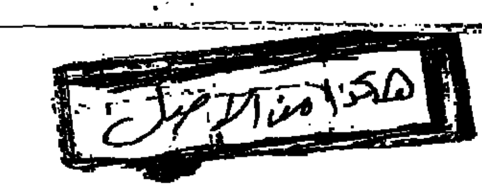
Un nouveau réalisme

Des documentaires ? Pourquoi faire ? On pouvait — on n'y a pas manqué — se le demander à Venise la semaine dernière. Sauf de rares *exceptions*, les dramatiques projetées cette année au Prix Italia *empruntaient toutes* leur *sujet, leur* format, à ce qui relevait naguère du reportage ou du débat. Ce glissement de terrain prend, à l'étranger, de telles proportions qu'on finit par se poser la question : où commence, où s'arrête le domaine de plus en plus étendu, riche, varié, de la fiction par opposition à ce qu'on appelle maintenant la non-fiction ?

Mais d'abord une précision : le Prix Italia est au petit écran ce que le *Festival de Cannes* est au grand. A une différence près. Capitale. *Réunies en assemblée générale*, à l'issue de chaque compétition, les sociétés de télévision qui participent à ces rencontres amicales tranchent de tout : depuis le montant des cotisations jusqu'à celui des récompenses en passant par la nomination des jurés et les *demandes d'adhésion de nouveaux* membres. Elles sont, cela va de soi, entièrement libres du choix de l'œuvre qui les représentera.

Laissés à l'appréciation de chacun, les critères de sélection se recoupent pourtant d'étonnante façon. Les projecteurs sont partout braqués sur une certaine réalité *sociale, celle qui gêne, qui dérange*, qui n'est *pas* belle à voir, et que *l'on regarde, que l'on avale* avec moins de dégoût quand elle renonce à la *sécheresse* du document pour se nimber de romance et d'émotion. — C. S.

(Lire notre article page 11.)



idées

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

Le point de vue de...

MICHEL CULLIN

De nouvelles convergences

M. Michel Cullin est attaché à l'université d'Orléans et membre du comité de rédaction de la revue Allemagnes d'aujourd'hui.

PEUT-ON considérer la crise qui affecte actuellement les rapports franco-allemands comme particulièrement néfaste au rapprochement entre les deux pays ? Certes, on a bien des *raisons d'être inquiet devant* la vague de germanophobie qui *déferle* sur l'opinion publique française ces derniers temps. Le rappel de tous les poncifs et de tous les stéréotypes anti-allemands à propos de la R.F.A. brouille toute analyse sérieuse de la société ouest-allemande. Et il est vrai que le nationalisme anti-allemand, dont il faut bien dire qu'il reste beaucoup plus l'apanage de la droite que de la gauche (que l'on pense à la permanence de la tradition maurrassienne jusque dans les rangs gaullistes !), est une stratégie politique irresponsable dans un pays enclin à la xénophobie et au racisme.

Mais la crise n'est-elle pas aussi, dans un certain sens, bénéfique ? Ne met-elle pas un terme au discours idéaliste sur l'amitié franco-allemande ? Le verbiage qui a accompagné tant de rencontres et tant de jumelages a été, en définitive, dommageable au véritable rapprochement. L'idéologie de la réconciliation consistait alors à évacuer les conflits : il n'y avait plus qu'un corps social français et un corps social allemand, tous les deux neutres et parfaitement abstraits, dont l'union devait former la base de toute construction européenne ultérieure. Cette philosophie des échanges franco-allemands, claironnée par les hérauts de la droite en France comme en R.F.A., *était inévitablement vouée à l'échec. Parler de solidarité* franco-allemande sans analyser auparavant les conflits internes aux deux sociétés, sans parler des forces antagonistes qui s'opposent à l'intérieur de chacun des deux pays, revenait à entretenir de dangereuses illusions et, par là même, des malentendus funestes.

Les travailleurs des deux pays ont des intérêts communs ; les bourgeoisies également. Mais ces intérêts sont-ils les mêmes ?

La crise actuelle montre donc les limites de l'analyse proposée aux Allemands et aux Français ces dernières décennies. Mais elle permet que se dessinent de nouvelles convergences, à condition que l'on ne taxe pas d'anti-germanisme toute attitude critique à l'égard de la R.F.A. Car nourrir l'espoir d'une autre Allemagne, celle qui s'était réconciliée avec elle-même grâce à Willy Brandt et à Gustav Heinemann, *c'est penser comme des centaines et des centaines* d'Allemands, des jeunes et des moins jeunes, qui estiment que leur démocratie n'a pas tenu les engagements de ses origines et que la loi fondamentale a rétréci avec les années comme une véritable peau de chagrin.

Ils protestent contre la « banalisation » du phénomène hitlérien et contre ce monstrueux droit à l'oubli que revendique la droite de *leur pays. Ils ne s'identifient pas au groupe Baader-Meinhof* et réprouvent sa stratégie d'assassinats politiques. Mais ils estiment que leur Etat, compte tenu du passé récent, doit éviter toutes les tentations autoritaires et fascistes. Est-ce être anti-allemand que de répondre à l'appel de ces Allemands qui ont besoin dans leur pays du soutien de la gauche française ? Est-on un ennemi de l'Allemagne lorsqu'on évoque en France les luttes et les espoirs des forces progressistes chez nos voisins ?

C'est en faisant apparaître ces nouvelles convergences entre démocrates et progressistes des deux pays que l'on donnera un sens au rapprochement franco-allemand. C'est en parlant de cette *autre Allemagne* que l'on fera reculer la germanophobie. Pour détruire les « phantasmes français » et enlever à nos compatriotes l'obsession de l'Allemagne d'hier, il faut d'abord informer sur ces hommes et ces femmes qui sont l'honneur de leur pays, parce qu'ils construisent l'Allemagne de demain.

BIBLIOGRAPHIE

« LA BANDE A BAADER », de Jullian Becker

On pourra regretter le titre français du livre dans lequel Jillian Becker, journaliste anglaise, dresse l'historique et le bilan *de ce qu'il est convenu* d'appeler la « bande à Baader ». L'appellation originale du livre annonce mieux la couleur : *Hitler's children* (les Enfants de Hitler).

L'auteur prend pour point de départ de sa thèse l'affaire d'Entebbe, en 1976, lorsque les terroristes palestiniens ont été aidés (et peut-être encadrés) par des « experts » de l'extrême gauche ouest-allemande dont Wilfrid Böse est un complice. « *Certains, parmi les otages d'Entebbe*, écrit Jillian Becker, *ont connu les camps de concentration de Hitler. Les voilà donc à nouveau séparés des autres, juifs d'un côté, non-juifs de l'autre, et ce sont les juifs qui doivent mourir. De nouveau, il y a des gardes, l'arme au poing, qui leur donnent des ordres, leur crient de se dépêcher — schnell !* »

On reconnaît à ce livre, qui fait déjà un certain bruit en République fédérale bien qu'il n'y soit pas encore traduit, trois mérites importants. Le premier est que, rédigé comme un roman policier, il fourmille de précisions, qu'il faudrait pouvoir toutes vérifier, mais qui correspondent, dans l'ensemble, à ce que l'on peut savoir de la Fraction armée rouge. Il donne aussi un fil conducteur chronologique bien utile. En second lieu, il met en lumière la dimension internationale d'un problème dont on a trop vite dit qu'il est strictement allemand. N'est-ce pas la visite du chah d'Iran en 1967 et la dénonciation du soutien militaire américain au Vietnam du Sud qui ont provoqué l'arrivée de cette « opposition extra-militaire » (APO) qui devait donner naissance à l'activisme d'extrême-gauche après la scission du S.D.S. (étudiants socialistes allemands) en 1970, puis au terrorisme de la RAF après l'évasion d'Andreas Baader ?

Enfin, l'auteur rappelle que, dans ses débuts, les intentions et les méthodes de ce mouvement — qui était alors bien loin d'offrir *l'aspect meurtrier qu'on lui con*naît aujourd'hui — ont été systématiquement présentées sous un jour outré, voire odieux, par la grande presse ouest-allemande, en particulier par les journaux du groupe Springer.

Les extrémistes devaient, par la *suite, mettre un certain acharne*ment à ressembler à cette peinture. Peut-être Jillian Becker met-elle le doigt sur un élément non négligeable d'un phénomène politique qui reste lié, pour une part, à l'absence d'une extrême gauche légale en R.F.A.

*On pourra lui reprocher, inver*sement, de procéder à une assimilation abusive. Dire que les terroristes ouest-allemands sont « les enfants de Hitler », c'est méconnaître que l'attitude des nationaux-socialistes fut, sous la République de Weimar, fort différente de celle de ceux qui sont ainsi présentés comme leurs héritiers. Les nazis recoururent à la brutalité la plus extrême pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire au pouvoir (une fin que ne recherche pas la « bande à Baader »). Mais *ils exploitèrent aussi les commo*dités et les garanties du régime démocratique. Dans le même temps qu'ils attaquaient leurs adversaires, et parfois les tuaient, ils se présentaient aux élections, tenaient des meetings, constituaient une armée officieuse et exploitaient le nationalisme de l'opinion modérée.

Cette stratégie à double visage n'est pas celle des terroristes contemporains qui ne se sentent tenus à aucune révérence, même formelle, à l'égard des institu*tions. Ce n'est, sans doute, servir* ni la vérité ni la compréhension de l'Allemagne libérale d'aujourd'hui que de s'en tenir à l'équation : violence plus Allemagne égalent nazisme.

BERNARD BRIGOULEIX.

★ *La Bande à Baader*, par Jillian Becker, 360 p., Julliard, 12 F.

Un débat entre Günther Grass et Alfred Grosser

LES CARENCES DE L'INFORMATION CONTRIBUENT A LA TENSION

L'hebdomadaire de Hambourg « Die Zeit » a publié, dans son numéro daté du 23 septembre, le texte d'un débat qu'il avait organisé entre deux personnalités dont l'attachement à la compréhension et à la coopération franco-allemandes est connu : M. Alfred Grosser, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, *spécialiste de l'Allemagne fédérale, dont* « le Monde » accueille fréquemment les réflexions dans ses colonnes, et l'écrivain Günther Grass.

Le texte de cette confrontation a été publié par l'hebdomadaire sous le titre général : « L'image que les Français ont de l'Allemagne est dangereuse. » Avec l'autorisation de « Die Zeit », « le Monde » en reproduit des extraits, qui apportent une contribution au débat dont *l'Allemagne fédérale et ses relations avec la* France sont aujourd'hui l'objet.

DIE ZEIT. — Il faut relever une éclatante détérioration des relations franco-allemandes — peut-être pas entre Etats, mais en tout cas en ce qui concerne le dialogue (...). Quelles sont les raisons d'une vague si soudaine de critiques ?

G. GRASS. — (...) *On peut, on* doit rester vigilant vis-à-vis de la République fédérale, et même de l'ensemble des Allemands, après l'expérience de la seconde guerre mondiale et de crimes que l'on ne peut dépasser — Auschwitz et ce qui s'y rapporte. Et nous-mêmes, Allemands, avons toutes raisons de le faire. Mais on ne peut non plus méconnaître que dans la République fédérale en dépit des tentatives de refoulement du passé, cette idée est, pour le moins, demeurée vivace trente ans durant, jusque dans la génération née après la guerre, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres pays.

» Quand je me pose la question de savoir où, en Europe, se présente aujourd'hui le danger d'un mouvement de droite agressif — j'écarte le mot « fascisme », qui vient trop facilement à la bouche — alors j'observe l'Italie ou l'Angleterre, et j'y vois surgir des problèmes qui me font peur.

DIE ZEIT. — Jusqu'au racisme même...

G. GRASS. — Mais il ne me viendrait pas à l'idée de dire pour autant : l'Angleterre est en marche vers le fascisme. (...) J'ai la conviction que la Grande-Bretagne est suffisamment assurée dans ses structures démocratiques pour supporter aussi ce fardeau.

» D'où, au juste, tire-t-on le droit, la justification morale ? En France, par exemple, après avoir rejeté dans l'oubli tant de crimes de guerre et de paix — Madagascar, l'Algérie ; autant de choses que j'ai toujours mises à part, moi qui suis étranger, car j'estime que c'est l'affaire des Français.

» Mais puisque nous en sommes là, il faut bien appeler les choses par leur nom : d'où tire-t-on la force morale de parler, et *d'une façon aussi simplificatrice*, d'un danger en République fédérale ? Et même d'en parler non pas seulement comme d'un danger, mais comme d'une chose déjà survenue ?

A. GROSSER. — D'abord, à propos de ce que vous avez dit de l'Angleterre. Il faudrait dire ici, en République fédérale, que le mot fascisme est très vite utilisé à gauche en France, et pas seulement à propos de la République fédérale : par exemple, dans les récits des antagonismes raciaux en Grande-Bretagne. Ou quand notre police, une fois de plus, rosse des Algériens. Tout de suite, la notion de fascisme apparaît dans la presse d'extrême gauche et même de gauche. (...)

« Les gens ne veulent pas être informés. »

G. GRASS. — Au vingtième siècle, la communication devrait tout de même fonctionner...

A. GROSSER. — La plupart des gens, dans tous les pays, ne veulent pas être informés. Ils veulent avoir confirmation de leurs préjugés par l'information. Les rapports entre la République fédérale et la France sont plus intimes qu'entre chacun d'eux et n'importe quel autre pays. Voilà la réponse à la question de Grass.

» La tragédie de la République fédérale, c'est que tout ce qui, dans le monde occidental — je souligne « occidental », car à l'Est, c'est différent, — demeure comme antigermanisme s'applique à la République fédérale. On est contre la R.D.A. quand on est anticommuniste, pas quand on est anti-allemand. Et le fait que la République fédérale a accepté sincèrement, honnêtement et efficacement la responsabilité civile [*Haftung*, en anglais *liability*, très différents de la notion de culpabilité collective] du passé — et cela va du traité d'Adenauer avec Israël jusqu'à l'agenouillement de Brandt à Varsovie, — ce fait contribue à en faire un objet d'antigermanisme.

G. GRASS. — (...) Je n'ose m'imaginer comment réagiront un grand nombre de jeunes gens, qui sont beaucoup moins défendus que nous ne l'étions contre un tel chauvinisme, une telle bigoterie, une telle manie d'avoir toujours raison et de porter des condamnations morales. Une partie opportuniste et qui a elle-même été atteinte par les injustices de notre pays, les décrets contre les extrémistes, le rétrécissement des libertés durement conquises, se sentira en insécurité. Une autre partie — la plus grande, je le crains — se retournera vers la droite ; nous vivons une phase de retour aux positions extrêmes.

DIE ZEIT. — Et vers la droite comme vers la gauche.

A. GROSSER. — Je voudrais insister sur les causes de la tension actuelle. Votre critère de la réussite d'un *système politique* est différent du critère français. La République fédérale s'est édifiée sur un double refus parfaitement sain : le refus du passé nazi, et le refus du présent totalitaire à l'Est. Le critère de la réussite de l'Etat et de la démocratie, on le cherche là. La situation est bonne quand le pluralisme existe, quand on a des institutions démocratiques, etc.

» En France, le jugement sur la réussite ne se situe pas sur ce terrain. Le pluralisme, les institutions libérales, cela paraît de *l'ordre du normal, de l'évi*dent. A gauche, ce qui importe d'abord, c'est la justice sociale. Pour la démocratie et les libertés fondamentales, Georges Marchais parle le même langage que Helmut Kohl, président des chrétiens-démocrates, et pas du tout celui du D.K.P., le parti communiste ouest-allemand, qui trouve la R.D.A. parfaite. Alors que regarde-t-on en France ? La notion de capitalisme, l'injustice des structures sociales, tout ce *qui n'est pas souligné* en République fédérale à propos de la crise économique actuelle ; tout ce qui, selon moi, est écarté chez vous bien rapidement. Quand je pense, par exemple, au remarquable discours de Helmut Schmidt voici quelques jours au cours du débat parlementaire sur le terrorisme, jusqu'à la conclusion je trouve le discours épatant. Mais la fin est, pour des yeux français comme les miens, une justification du conservatisme social ; c'est la meilleure société, le meilleur Etat que vous autres, jeunes, ayez jamais eus.

DIE ZEIT. — N'est-ce pas vrai ?

A. GROSSER. — C'est vrai. Mais peut-on vraiment s'en tenir là ? Si oui, on donne des armes à la C.D.U. (1) et on justifie la pression qu'elle exerce constamment sur le S.P.D. (2).

» N'oubliez pas qu'aujourd'hui 53 % des Français (il se peut qu'ils ne soient plus que 47 % dans trois semaines) sont convaincus que la société française est encore plus injuste que l'allemande. C'est *bien pour cela* qu'ils votent à gauche...

DIE ZEIT. — Mais d'où vient alors le jugement défavorable sur la situation en République fédérale ? Ce grand courant de sympathie pour ce qu'on appelle chez nous ultra-gauche, extrémiste ?

A. GROSSER. — Je vous en prie, ne parlez pas comme *Die Welt !* Ce que vous venez de dire, c'est vraiment *Die Welt* : la sympathie pour la gauche, c'est de la sympathie pour le terrorisme ! Je m'inscris en faux !

» (...) J'en viens à mon point central : le véritable fossé entre opinion française et opinion allemande. Sans trop généraliser, on peut tout de même dire qu'en France on ne pense pas assez au conflit, à l'antagonisme Est-Ouest, et qu'on y parle de plus en plus de la *dimension Nord-Sud*. Tandis que, en République fédérale, on s'est fixé une fois pour toutes sur l'Est-Ouest et on *ne pense pratiquement* pas au Nord-Sud. Je déplore l'une et l'autre simplification.

» Quand les mots de justice et de liberté sont évoqués en France, je regrette que, pour des millions de jeunes Français, le mot Chili apparaisse seul et pas le mot R.D.A. Mais en République fédérale, je déplore que le ministre de l'intérieur de Bade-Wurtemberg dénie le droit d'asile à des réfugiés chiliens, sous prétexte qu'ils seraient marxistes. Ou prenez l'Eglise catholique. Pour un évêque allemand, un social-démocrate est tout juste acceptable comme chrétien ; pour un évêque français, c'est l'idée *de patron chrétien qui fait* problème !

« La volonté ne suffit pas. »

(Le journaliste de Die Zeit *cite quelques exemples du déclin de la tolérance en Allemagne fédérale.)*

G. GRASS. — Nous avons besoins de la critique de nos voisins, et pas seulement de l'étranger.

A. GROSSER. — Mais c'est précisément la difficulté. Quand des choses pareilles se passent en République fédérale, c'est tout de suite la preuve de sa « mauvaiseté » intrinsèque *et congénitale*.

G. GRASS. — Tout cela n'est pas seulement stupide, c'est aussi dangereux. De toute façon, cela n'a rien à voir avec le fascisme. Cela met en place une bureaucra*tie, qui s'installe dans* le monde, qui devient autonome et qui, comme toutes les bureaucraties du monde, doit faire ses preuves chaque jour. Le pire est qu'il n'y a là aucun secours contre le terrorisme, qui en est activé.

» Mais si l'on se montre critique à notre égard, il ne faut pas toujours brandir le spectre du fascisme, mais plutôt dire : amis, que faites-vous ? Vous voulez vous protéger ; nous aussi, mais *est-ce la bonne méthode ? Dans* la situation actuelle, ne serait-il pas opportun d'abolir sans contrepartie ces funestes décrets contre les extrémistes, d'utiliser enfin le personnel et les moyens disponibles pour mener, juste au point *critique où l'Etat* est menacé par le terrorisme, une politique raisonnable du personnel ? Nous avons en Allemagne fédérale quelque deux cent mille jeunes chômeurs, sans formation ; je crois qu'en France il y en a encore *davantage* ; en *Italie*, le chiffre est effrayant, de même qu'en Grande-Bretagne. Le problème concerne tous les pays. Ce que nous vivons en Allemagne fédérale, c'est le boycottage de cette exigence par l'économie, par le patronat dans son ensemble. Voilà des raisons politiques.

» Mais tout le monde en supportera les conséquences, même ceux qui sont aujourd'hui dans l'opposition et qui ne semblent pas en mesure de le manifester d'une façon démocratique. Les dégâts sont manifestes. Ces deux cent mille jeunes gens sans motivation, sans perspectives de pouvoir s'affirmer dans un métier de leur choix (...) constituent un potentiel immédiat pour les terroristes, et non pas seulement pour la gauche. Cela ne concerne *déjà plus* guère la gauche.

A. GROSSER. — Je suis presque d'accord avec Grass. Tout ce qu'il dit sur la chasse aux extrémistes dans la fonction publique, je le proclame depuis des années en République fédérale. Mais je diverge complètement sur un autre point, quand Grass dit à peu près que, s'il n'y avait pas les patrons, ce serait facile de trouver du travail pour les jeunes.

G. GRASS. — Pas facile, mais ce serait possible.

A. GROSSER. — Précisément : la volonté ne suffit pas. Au moins la moitié des Français (plus, car c'est une idée qui existe jusque assez loin à droite) mettent en doute la foi allemande dans les mécanismes du marché qui s'exprime chaque semaine dans *Die Zeit !* Surtout quand on voit que, lorsqu'un dirigeant syndicaliste dit : « *N'y a-t-il pas quelque chose de pourri dans l'ensemble de la structure du pouvoir économique ?* », on le dénonce tout de suite comme un épouvantable gauchiste. Ou quand *on voit que*, dès qu'il est seulement fait mention d'une orientation par l'Etat des investissements, *Die Zeit* pousse un hurlement.

G. GRASS. — La rubrique économique de *Die Zeit !*

A. GROSSER. — En France, voici quelques semaines, la sidérurgie était une fois de plus en crise et a, une fois de plus, demandé de l'argent à l'Etat. Pour la première fois, l'Etat a dit : « *Je vais vous envoyer quelqu'un qui surveillera l'utilisation de mon argent.* » Toute la France, à de rares exceptions près, a respiré : « *Enfin !* » Tous les journaux allemands que j'ai lus et qui en ont parlé ont dit : « *C'est épouvantable !* »

« Un cercle vicieux. »

G. GRASS. — (...) Voici un an, j'étais en Hollande, à Amsterdam. Je suis allé à l'université — c'était peu de temps après le suicide d'Ulrike Meinhof — et j'y ai vu des affiches avec sa photo, et portant l'inscription en langue hollandaise : « *Tombée dans le combat contre le fascisme.* » C'est une offense à tous les gens qui sont vraiment tombés dans le combat contre le fascisme. Mais ce n'est pas un *cas isolé*. Je le prends comme exemple parce que, maintenant, nous ne parlons que de la France. C'est un cercle vicieux qui conduit de nouveau en Allemagne à un processus fatal : (...) nous, les Allemands, nous *sommes une fois* de plus abandonnés du monde entier. Les ressentiments de ce genre croissent, s'imbriquent inextricablement les uns dans les autres. Et une situation se crée, devant laquelle j'ai peur.

(1) Chrétiens-démocrates.
(2) Sociaux-démocrates.

Le Monde

étranger

LES DÉBATS AU SEIN DU MONDE COMMUNISTE

La Chine compte sur un « vaste soutien international » pour surmonter ses difficultés économiques

La célébration officielle du vingt-huitième anniversaire de la fondation de la République populaire, samedi 1er octobre, a été précédée, vendredi, par un important discours de M. Hua Kuo-feng, qui, en présence d'invités occidentaux, a évoqué *« le vaste soutien international »*, grâce auquel la Chine compte surmonter les difficultés économiques engendrées notamment par son retard dans le domaine scientifique.

De son côté, M. Teng Hsiao-ping a affirmé que des « arrangements » avec l'Occident étaient concevables dans la perspective de la coopération militaire souhaitée par Pékin.

De notre correspondant

Pékin. — Les autorités chinoises ont voulu donner un éclat exceptionnel à la première fête nationale célébrée depuis *« l'écrasement de la bande des quatre »*. Un spectacle et un feu d'artifice devaient être offerts dans la soirée du 1er octobre sur la place Tien-An-Men, et la pénurie d'électricité a été oubliée pour cette occasion. Des guirlandes lumineuses ornent tous les bâtiments publics tandis que de puissants projecteurs balayent le ciel de la capitale. Vendredi soir, plus de trois mille personnes ont participé au banquet traditionnel offert au palais de l'Assemblée nationale populaire en présence de M. Hua Kuo-feng et de la quasi-totalité des membres du bureau politique présents à Pékin, du chef du gouvernement cambodgien, M. Pol Pot, et de multiples délégations étrangères. Sur la longue liste des personnalités chinoises qui étaient également invitées les spécialistes ont relevé le nom de M. Chou Yang, ancien vice-ministre de la culture et directeur adjoint de la propagande, traducteur de Tolstoï, qu'on n'avait plus revu depuis sa dénonciation en 1966 comme *« élément anti-parti »*.

Dans la brève allocution qu'il a prononcée devant ses hôtes, le président Hua Kuo-feng a déclaré que *« d'immenses et profonds changements »* étaient intervenus en Chine après l'élimination de la *« bande des quatre »*. *« A présent, a-t-il dit, la révolution et l'édification socialistes en Chine sont entrées dans une nouvelle phase »*. Il a exprimé sa certitude que le plan de développement économique pour 1977 serait réalisé *« ou même dépassé »* et réaffirmé sa détermination de voir la Chine se transformer *« avant la fin du siècle en un grand Etat socialiste, puissant et moderne »*. *« L'ardeur révolutionnaire de la masse des intellectuels est mise davantage en valeur »*, a encore dit le président du P.C.C.

« Moins de discours creux »

Ces différents thèmes sont repris dans l'éditorial conjoint publié samedi par les journaux pékinois, qui appelle instamment la population à un redoublement d'efforts dans l'édification économique du pays. *« Nous devons, dit-il, accélérer le rythme de la construction... Les quotes de production doivent être atteintes mais la qualité est plus importante encore [...]. Il faut moins de discours creux, plus d'efforts et de dur travail »*.

« Nous devons également étudier consciencieusement la science, dit aussi l'éditorial. *Il existe de nombreuses questions touchant à l'édification socialiste, particulièrement aux quatre modernisations* (de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et de la recherche scientifique et technique) *que nous ne comprenons pas encore complètement [...]. Nous devons étudier ce qui est le plus avancé dans les pays étrangers. »*

Déjà dans son allocution de vendredi soir, M. Hua Kuo-feng avait abordé ce dernier point en évoquant *« le vaste soutien international »*, grâce auquel le peuple chinois compte surmonter toutes les difficultés. Peut-être est-ce là l'aspect le plus original de la célébration de cette fête nationale, l'un de ceux, en tout cas, qui frappent le plus nettement. Indépendamment des vieux *« amis de la Chine »*, on ne comptait pas moins d'une douzaine d'invités américains au banquet de vendredi de l'ancien secrétaire d'Etat, M. Rogers, des représentants du monde scientifique venus des universités américaines, dont un certain nombre d'origine chinoise.

On remarquait également une délégation allemande, conduite par le président de la commission de défense du Bundestag, M. Woerner, qui avait visité le jour même une unité des forces aériennes chinoises et rencontré d'autre part M. Teng Hsiao-ping. *Ce dernier avait déclaré* à ses hôtes que, la Chine étant un pays *sous-développé, elle ne saurait* moderniser ses forces armées dans les délais voulus sans la coopération de pays hautement industrialisés comme la République fédérale.

Les interlocuteurs du vice-premier ministre chinois ont été frappé par l'insistance avec *laquelle il a évoqué* tous les *« arrangements »* qui seraient concevables dans la perspective de cette coopération. Une trentaine d'hommes d'affaires ouest-allemands accompagneront le ministre des affaires étrangères de la R.F.A., M. *Genscher, lors de la* visite qu'il doit effectuer ce mois-ci en *République populaire*.

ALAIN JACOB.

M. Pol Pot estime que le Cambodge est pris « entre les pinces de l'impérialisme et des réactionnaires étrangers »

Actuellement en visite à Pékin, M. Pol Pot, premier ministre cambodgien et premier secrétaire du P.C., a prononcé un important discours à Phnom-Penh, le 27 septembre, à l'occasion du dix-septième anniversaire de la fondation du parti. Ce discours révèle une obsession persistante de la menace étrangère.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le discours de M. Pol Pot, qui n'a pas duré moins de cinq heures, devant quelque dix mille cadres, représentants des coopératives et membres du parti et du gouvernement, consacre le retour au tout premier plan de l'une des personnalités révolutionnaires khmères les moins connues à l'étranger, du moins jusqu'à la visite très remarquée qu'il vient de faire à Pékin. S'agit-il, à la manière chinoise, d'un « retour » réussi au prix de luttes intestines au sein des cercles dirigeants par ce premier ministre qui avait dû abandonner ses fonctions gouvernementales en septembre 1976 *« pour raisons de santé »* ? Des rumeurs sur des rivalités de personnes sont parvenues récemment jusqu'aux frontières du Cambodge.

Le marathon verbal du premier secrétaire du parti constitue également la toute première version officielle de la *« longue marche »* du P.C. khmer, de ses analyses, de sa stratégie, depuis sa création, le 30 septembre 1960, jusqu'à sa prise du pouvoir, le 17 avril 1975. Lorsqu'il se réfère au présent, ce texte est d'abord marqué par une véritable hantise des *« ennemis étrangers »* susceptibles de menacer une révolution que M. Pol Pot reconnaît encore fragile. Dix fois, vingt fois, dans sa prolixité, M. Pol Pot est revenu de façon quasi obsessionnelle sur le thème de la défense de *« la souveraineté et de l'intégrité territoriale »*. *« Depuis l'indépendance, l'impérialisme et les réactionnaires étrangers ont tout tenté pour placer notre pays entre leurs pinces »*, a dit le premier ministre. Bien que nul ne soit mentionné, on peut voir dans cette métaphore une allusion aux voisins thaïlandais et vietnamiens, que des affrontements frontaliers ont opposé, séparément, à Phnom-Penh. L'« impérialisme américain » est dénoncé, lui, nommément.

Ainsi que Radio-Phnom-Penh l'a fait régulièrement depuis deux mois, M. Pol Pot a rendu hommage *« à tous nos soldats révolutionnaires qui, hier comme aujourd'hui, se sont battus et continuent à se battre, éliminant tous les obstacles sur les champs de bataille les plus reculés pour défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Cambodge démocratique »*. Le secrétaire du P.C. a lancé un appel pour que chaque citoyen *« étudie avec le plus grand sérieux le mouvement révolutionnaire cambodgien entrepris par le peuple tout entier sous la direction du parti communiste »*. Une telle étude devrait permettre *« de ne plus céder de notre territoire comme cela fut le cas lorsque les classes des oppresseurs gouvernaient le pays »*. C'est là une claire référence aux colonisateurs français puis aux gouvernements successifs du prince Sihanouk, accusés à diverses occasions d'avoir abandonné des portions du territoire national aux pays voisins.

M. Pol Pot se garde cependant de propos revanchards. *« Nous ne voulons pas un pouce du territoire des autres peuples. (...) Nous nous sommes engagés à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des autres pays. »* Les parties en conflit paraissent aujourd'hui soucieuses d'apaisement et l'on indique à Bangkok que la Chine pourrait jouer un rôle discret de « bons offices » dans les querelles frontalières.

Le prince Sihanouk cité nommément

Abordant ensuite le chapitre de l'ennemi intérieur, le dirigeant cambodgien a déclaré : *« Dans notre société le conflit vie-mort existe toujours car divers réseaux d'espions à la solde de l'étranger opèrent sur notre sol et des réactionnaires internationaux sont toujours parmi nous pour organiser des activités contre-révolutionnaires. »* Ces personnes représentent, selon l'orateur, *« 1 à 2 % de la population »*. Une population qu'il a estimée par ailleurs à *« seulement quelque huit millions de personnes »*. Il s'agit là d'une *« estimation »* qui ne devrait pas manquer de prêter à controverse à l'étranger.

Deux méthodes seraient, selon M. Pol Pot, en vigueur pour traiter les éléments contre-révolutionnaires. L'une consiste à récupérer ceux qui peuvent l'être en les *« séparant, en les entraînant et en les éduquant »*, l'autre à *« éliminer* (AMCHAT) *le plus petit nombre de ceux qui sont cruels et qui travaillent pour les ennemis étrangers »*...

M. Pol Pot a retracé ensuite l'évolution du P.C., depuis le premier congrès, tenu clandestinement le 30 septembre 1960 à Phnom-Penh avec la participation de l'actuel président, M. Khieu Samphan (ce que souligne le premier ministre), jusqu'à la prise de Phnom-Penh (1). L'orateur a alors rappelé que *« des capitalistes et des féodaux ont accepté de coopérer à la révolution »*. Il cite nommément à ce propos le prince Sihanouk et les chefs du clergé bouddhiste.

C'est apparemment l'histoire de la révolution telle qu'elle a été officiellement consignée et telle qu'elle sera officiellement enseignée. Dans cette version, l'intervention des Etats-Unis au Cambodge apparaît comme principalement dirigée contre les Khmers rouges (dont on parlait à peine à l'époque et que Washington considérait comme quantité négligeable) et non pas contre l'implantation des communistes vietnamiens, alliés des premiers temps dont il n'est pas fait mention dans ce discours.

S'expliquant sur les raisons du « retard » avec lequel le rôle du P.C. est affirmé, M. Pol Pot a déclaré : *« En dépit du fait que cela n'avait pas été ouvertement proclamé, toutes les classes de notre peuple connaissaient parfaitement depuis des années l'existence du parti communiste cambodgien. »* (2). *« Mais pourquoi, se demandaient nos amis étrangers, n'entendons-nous pas parler du parti communiste cambodgien ? »*, a-t-il ajouté, avant d'enchaîner : *« Ils auront maintenant l'occasion, sur les cinq continents, d'exprimer leur grande joie. »*

ROLAND-PIERRE PARINGAUD.

(1) Jusqu'à présent les discours officiels radiodiffusés étaient faits par M. Khieu Samphan. Il s'adressait à ses compatriotes en utilisant les termes *« frères et sœurs »*. M. Pol Pot utilise celui de *« camarades »*.

(2) C'est une affirmation que contestent la majorité des réfugiés, et la Constitution promulguée en 1976 ne fait pas une seule fois référence au parti communiste.

La thèse chinoise des « trois mondes » est critiquée au congrès de la jeunesse du travail d'Albanie

De notre correspondant en Europe orientale

Vienne. — Dans un message adressé au septième Congrès de l'Union de la jeunesse du travail d'Albanie (UJTA) réuni depuis le lundi 26 septembre à Elbasan, M. Enver Hodja, chef du parti, a invité les participants à *« faire front avec intelligence et habileté aux complots de l'impérialisme américain et du social impérialisme soviétique, et à combattre toujours résolument le révisionnisme et toute forme d'opportunisme »*.

Opposant les *« perspectives radieuses »* qui s'offrent à la jeunesse en Albanie à celles régnant dans la plupart des autres pays, M. Hodja, qui n'était pas présent dans la salle du congrès — son message a été lu par M. Kapo, membre du bureau politique, — a dressé un sombre tableau de la situatiooon régnant dans les Etats occcidentaux et ceux qui sont sous domination soviétique. *« L'impérialisme et le social-impérialisme,* a-t-il dit, *la bourgeoisie et le révisionnisme, s'emploient à engourdir la force de la jeunesse, à l'étourdir dans une confusion et une corruption générales, idéologique et morale, à inciter en elle les tendances à une vie vide de sens, dépourvue de tout idéal, à l'entraîner dans des actions anarchistes et aventureuses. »* Quelle liberté peut bien exister dans ce *« monde en putréfaction »* ? poursuit le message qui estime qu' *« une telle absence d'espoir ne peut que conduire à la révolte légitime de la jeunesse »*.

M. Hodja ne fait aucune allusion précise à la querelle idéologique qui oppose depuis plus de deux mois son parti au parti chinois. Tel n'avait pas été *le cas, la* veille de Mme Lumturi Redja, *première secrétaire de l'UJTA*. Dans son rapport d'activité, la jeune dirigeante avait une *fois* de plus critiqué la « thèse des trois mondes » *soutenue* par les Chinois. Renvoyant dos à dos l'impérialisme américain et le social-impérialisme — pour Pékin *ce dernier est devenu le danger* numéro un, — elle avait déclaré que *« la jeunesse du monde ne peut pas pactiser avec les sermons bourgeois, révisionnistes et opportunistes qui préconisent la conciliation avec les impérialistes, les colonialistes et les néo-colonialistes, avec la bourgeoisie et les cliques réactionnaires qui exercent leur domination sur les peuples, avec les sociétés multinationales et tous les oppresseurs et les exploiteurs »*.

Mme Redja avait critiqué la survivance dans son pays de *« manifestations libérales, de mentalités conservatrices et patriarcales, d'une psychologie petite-bourgeoisie et de survivances religieuses »*. Elle avait déclaré que l'organisation de la jeunesse albanaise considérait comme son *« devoir sacré »* de défendre la dictature du prolétariat *« comme la prunelle de ses yeux »*.

Le congrès se déroule en présence de près d'une vingtaine d'organisations de jeunesse marxistes-léninistes étrangères, dont une délégation vietnamienne. La Chine, en revanche, n'est pas représentée, pas plus d'ailleurs que la France.

MANUEL LUCBERT.

LA VISITE DE M. EDVARD KARDELJ AUX ÉTATS-UNIS

La politique de non-alignement de la Yougoslavie est une importante contribution à la paix

estime Washington

Washington *(A.F.P.)*. — Le président Jimmy Carter a réaffirmé, le vendredi 30 septembre, devant M. Edvard Kardelj, membre de la collégiale yougoslave, *« l'intérêt primordial »* accordé par les Etats-Unis à l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie.

M. Kardelj, qui était porteur d'une lettre du maréchal Tito pour M. Carter, s'est entretenu pendant une heure avec le chef de l'exécutif américain. Il lui a annoncé que le maréchal Tito avait accepté *« avec plaisir »* de venir en visite officielle aux Etats-Unis, probablement au printemps prochain.

Dans son message, le président yougoslave donne son point de vue sur plusieurs questions internationales et relate en détail ses récents voyages en Union soviétique, en Corée du Nord et en Chine, a précisé M. Kardelj, à sa sortie de la Maison Blanche.

Le conseiller pour les affaires de sécurité nationale du président Carter, M. Zbigniew Brzezinski, a dit, pour sa part, que *« la politique d'indépendance et de non-alignement de la Yougoslavie est une importante contribution à la paix du monde »*. Du fait de sa position géographique et politique particulière, ce pays, a-t-il ajouté, joue *« un rôle des plus importants »* dans le système de sécurité européenne.

M. Brzezinski a annoncé la prochaine visite en Yougoslavie d'un membre du cabinet américain. Il ne s'agit pas du secrétaire d'Etat Cyrus Vance, a-t-il seulement précisé. Le vice-président Walter Mondale et le sous-secrétaire d'Etat Warren Christopher se sont déjà rendus à Belgrade en mai dernier.

VERS UNE REPRISE DU DIALOGUE ENTRE HANOI ET WASHINGTON

Hanoï *(A.F.P.)*. — Les dépouilles mortelles de vingt-deux citoyens américains tués au Vietnam ont été remises vendredi 30 septembre, à l'aéroport de Gia-Lam, à une délégation américaine.

Ce geste signifie, selon les observateurs, que le dialogue sur la normalisation des rapports entre Hanoï et Washington va reprendre d'ici peu. Hanoï a donné l'assurance que tous les efforts seraient faits pour rechercher et identifier les Américains disparus au Vietnam, et ce problème ne semble plus devoir constituer un préalable pour Washington. Les Vietnamiens réclament toujours le *« pansement des blessures de guerre »* promis par l'ancien président Nixon. Washington a déjà levé son veto à l'admission du Vietnam à l'ONU et l'embargo économique américain à l'égard d'Hanoï est devenu moins strict.

A Moscou

Mme ALLENDE HONORÉE L'ANCIEN PRÉSIDENT OUBLIÉ

(De notre correspondant.)

Moscou. — *Mme Hortensia Bussi de Allende a reçu le vendredi 30 septembre, au Kremlin, le diplôme et la médaille d'or de lauréat du prix international Lénine. Mme Allende est présentée comme « une personnalité renommée du Chili », vice-présidente d'honneur de la Fédération démocratique internationale des femmes, connue pour son grand mérite dans la lutte pour le maintien et le renforcement de la paix.*

La Pravda *publie les discours des orateurs qui ont participé à la cérémonie. A aucun moment, si on se fie à ce compte rendu, ils n'ont signalé que Mme Allende était la veuve de l'ancien président du Chili.*

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

● UN IMPORTANT RÉMANIEMENT MINISTERIEL est en cours en Colombie, après la démission, le 27 septembre, du ministre de l'Intérieur, M. Rafael Pardo Buelvas, qui avait été suivie par celle de dix des douze autres membres du cabinet. Le président Alfonso Lopez Michelsen a déjà nommé le sénateur conservateur M. Alfredo Araujo Grau comme remplaçant de M. Pardo. Celui-ci avait démissionné à la suite des sévères critiques qui avaient été lancées, dans les milieux politiques et syndicaux, contre la manière dont avait été matée la grève générale du 14 septembre. Il y avait eu au moins treize morts.

Egypte

● LE PRESIDENT EGYPTIEN SADATE a *donné* vendredi 30 septembre l'ordre de déférer trente-quatre communistes égyptiens devant un tribunal militaire, a annoncé l'agence du Moyen-Orient (MEN). Les services de sécurité avaient arrêté les deux jours précédents, ces militants, membres du parti communiste égyptien et du parti communiste des ouvriers. Des tracts *« mettant en doute les réalisations du régime dans le domaine de l'action nationale et incitant les masses à la rebellion »* ont été trouvés au moment de l'arrestation des inculpés, indique l'agence. — *(A.F.P.)*

États-Unis

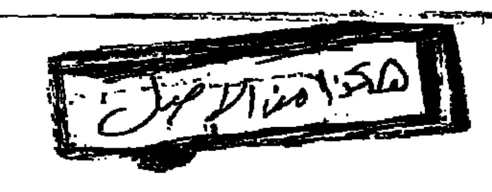
● C'EST LE CHANCELIER SCHMIDT qui a souhaité l'annulation de l'escale en République fédérale d'Allemagne, d'abord prévue par M. Carter lors de son grand voyage fin novembre et début décembre, a révélé, le vendredi 30 septembre, M. Zbigniew Brzezinski, conseiller du président américain pour les affaires de sécurité nationale. M. Schmidt a fait savoir que l'emploi du temps du dirigeant de la R.F.A. était très chargé à la fin de novembre, et qu'il préférerait accueillir M. Carter à l'occasion d'un autre de ses déplacements en Europe occidentale, au printemps prochain par exemple. — *(A.F.P.)*

Liban

● TROIS JOURNALISTES LIBANAIS, qui faisaient un reportage dans le Sud-Liban ont disparu depuis jeudi 29 septembre a-t-on appris vendredi de source bien informée à Beyrouth. Il s'agit de MM. Esber Melhem, Tarek Madi et Ahmed El Zein, qui auraient été interceptés à Kfar-Chouba par une patrouille des forces conservatrices libanaises. Le 2 septembre dernier, un journaliste libanais, M. Ali Ammar, avait été enlevé par des soldats israéliens dans la région frontalière de Meiss-El-Jabal, et libéré seize jours plus tard. — *(A.F.P.)*

Rhodésie

● UNE ENFANT BLANCHE DE SIX MOIS a été tuée jeudi 29 septembre à coups de baïonnette lors de l'attaque par des guérilleros nationalistes d'une exploitation agricole dans le district de Melsette, au sud-est du pays, a indiqué vendredi un communiqué officiel. D'autre part, les troupes gouvernementales ont tué dix-neuf maquisards, ainsi que *« huit Noirs vivant avec les terroristes et les assistant »*. — *(A.F.P., Reuter.)*



DIPLOMATIE

Devant l'Assemblée générale de l'O.N.U.

Le représentant yougoslave dénonce les actions visant à "déstabiliser les pays non alignés"

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — M. Minitch, ministre yougoslave des affaires étrangères, a prononcé vendredi 30 septembre devant l'Assemblée générale un discours dans lequel il a passé en revue quelques-uns des problèmes internationaux les plus importants en les analysant du point de vue des non-alignés. Il n'a nommé aucun pays lorsqu'il s'est élevé contre « *la pratique de l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays par le recours à des méthodes variées et, semble-t-il, destinées à miner le développement économique, la stabilité sociale et politique, l'unité nationale des pays indépendants* ». Il n'a pas précisé à qui il faisait allusion lorsqu'il a évoqué « *ce type d'agression indirecte visant à déstabiliser des pays non alignés et en voie de développement et à leur imposer de nouvelles formes d'hégémonie* », mais, en privé, les diplomates yougoslaves n'ont pas caché que M. Minitch se référait non pas à une super-puissance, mais à deux.

Le ministre a parlé des hostilités dans la Corne de l'Afrique : « *La seule manière de résoudre les problèmes de cette région*, a-t-il dit, *est d'utiliser des moyens pacifiques et de respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance de tous les pays de la région.* »

M. Roel, ministre des affaires étrangères du Mexique, a, de son côté, émis un jugement négatif sur la Conférence de Paris (dialogue Nord-Sud) : « *Nous avons vu ce qui arrive quand les questions touchant à la coopération économique internationale sont examinées hors de leur cadre naturel : l'O.N.U. Il faut espérer qu'instruits de cette expérience, nous éviterons à l'avenir d'organiser des réunions qui ne font que distraire l'attention et disperser les efforts qui devraient être consacrés à la poursuite d'objectifs plus urgents.* »

Il faisait écho à la déclaration des ministres des affaires étrangères des « 77 » qui s'étaient réunis la veille à l'O.N.U. Elle affirmait que « *le fossé se creuse entre les pays développés et les pays en voie de développement et que les pays développés ne semblent pas vouloir renverser cette tendance* ». Elle soulignait aussi que les problèmes concernant le nouvel ordre économique mondial devaient désormais être traités uniquement dans le cadre de l'O.N.U. M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères, parlant à la presse au nom de la Comunauté, a exprimé vendredi de sérieuses réserves sur ce point de vue et a estimé que les forums restreints se prêtaient mieux que les Nations unies à ce type de négociation. — L. W.

Un colloque sur les élections au Parlement européen

UNE INCONNUE : L'ÉLECTORAT

L'élection au suffrage universel du Parlement européen constituera, l'année prochaine, une grande « première ». La campagne précédant cette élection sera-t-elle européenne ou seulement la juxtaposition de neuf campagnes nationales ? Quelle sera la place que tiendront, dans les propos des candidats, les problèmes locaux ou nationaux par rapport aux thèmes communs à l'ensemble de l'Europe, les questions institutionnelles des Communautés par rapport aux sujets de fond ? Quelle importance les candidats et l'électorat accorderont-ils aux préoccupations conjoncturelles et aux problèmes de société ?

Telles sont quelques-unes des questions soulevées vendredi 30 septembre dans son rapport par M. Cesare Merlini, professeur à l'université de Rome, en introduisant un débat sur « *les thèmes de la campagne électorale* » au Parlement européen. Ce débat se déroulait au palais du Luxembourg, à Paris, sous la présidence de M. Klaus von Dohnanyi, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la R.F.A., dans le cadre d'un colloque organisé par l'Association française d'études pour l'Union européenne, l'université de Paris-I et le Goethe Institut de Paris.

M. Merlini, prudent, estime que, en définitive, on peut s'attendre à une « campagne mixte », la liste des thèmes pouvant être fort longue et variée. Il a toutefois souligné que les partis auraient intérêt à ne pas axer la campagne sur les seuls aspects économiques et intégrationnistes de la construction européenne. Diverses communications venant de représentants d'associations européennes ou de partis politiques devaient confirmer les vues du rapporteur.

Tout au long de cette séance, comme de celle de la matinée, consacrée au rôle du Parlement européen et à ses compétences, une inconnue a dominé la plupart des interventions : l'attitude de l'électorat. Les participants au colloque s'accordent pour reconnaître que rien ne prouve que les électeurs seront au rendez-vous. Or un taux d'abstention important constituerait un échec grave pour la cause européenne. Dans ses séances de la veille, le colloque avait traité des modes de scrutin et du regroupement des partis politiques.

● *M. Robert Galley* a commencé samedi 1er octobre une visite officielle de deux jours à N'Djamena. Il se rendra ensuite, jusqu'au 7 octobre, en Empire Centrafricain. — *(A.F.P.)*

● « *Djakarta est prêt à normaliser ses relations avec la Chine* », a déclaré vendredi 30 septembre le ministre des affaires étrangères, M. Malik, à son retour de New-York, où il a récemment rencontré son homologue chinois, M. Huang Hua. — *(A.F.P.)*

M. Callaghan définit un programme de réforme de la Communauté européenne

De notre correspondant

Londres. — A la veille du congrès du parti travailliste, qui s'ouvre lundi 3 octobre à Brighton, le premier ministre, M. Callaghan, a réaffirmé le caractère irrévocable de la présence de la Grande-Bretagne en Europe, mais il a insisté sur la nécessité de réformer la Communauté pour satisfaire « aux préoccupations légitimes et aux intérêts du peuple britannique ».

La démarche du premier ministre a pris la forme d'une lettre adressée à M. Hayward, le secrétaire général du Labour, lui proposant une discussion sur l'Europe « *aussitôt que possible* », probablement à la fin octobre. M. Callaghan espère ainsi empêcher un débat difficile sur l'Europe à Brighton, où la majorité anti-européenne de l'exécutif du parti risque de s'opposer à la majorité proeuropéenne du gouvernement.

La lettre de M. Callaghan a été immédiatement envoyée par le Foreign Office aux gouvernements de la Communauté européenne. Le premier ministre indique en effet que les réformes ou les changements désirables devront être discutés avec les partenaires européens de la Grande-Bretagne, qui ont « *leurs propres conceptions quant à l'avenir de l'Europe et leurs intérêts nationaux à défendre* ». M. Callaghan écrit que si l'Angleterre remplit ses obligations de membre de la C.E.E., par exemple en ce qui concerne les élections directes au Parlement européen, ses partenaires ne pourront pas lui reprocher son manque de coopération. Le premier ministre paraît peu tenir compte de la position de l'exécutif du Labour, qui a clairement et ouvertement réaffirmé son opposition à ces élections directes.

Mettre notre maison en ordre

Le premier ministre dénonce ce « nationalisme », qui contredit les aspirations des autres partis socialistes européens. Il recommande de ne pas traiter la Communauté en « *bouc émissaire de nos maux* », car une telle attitude ne pourra qu'indisposer les autres membres de la Communauté. « *Nos problèmes datent d'une époque antérieure à notre entrée dans l'Europe (...). Nous devons mettre notre maison en ordre* », indique-t-il.

La solution des difficultés créées par certains aspects de la politique communautaire contraires aux intérêts et aux conceptions britanniques sur l'Europe ne saurait être obtenue par un retrait de la Communauté, précise M. Callaghan. Ce retrait bouleverserait profondément les relations de la Grande-Bretagne avec l'Europe et, au-delà, avec les Etats-Unis. Il aurait des conséquences fâcheuses sur la politique de l'Allemagne fédérale, accroîtrait le risque de tension Est-Ouest et aurait un effet néfaste sur le développement des nouvelles démocraties portugaise, grecque et espagnole.

M. Callaghan insiste sur la nécessité pour les Britanniques de définir une « *politique distincte* » qui, tout en tenant compte de leurs intérêts, « *renforcera l'unité et la démocratie en Europe* ». Les travaillistes doivent ainsi définir leurs objectifs de manière à convaincre l'opinion britannique que le Labour est le plus qualifié pour défendre ses intérêts « *au sein de la Communauté* ».

L'élargissement de la C.E.E.

Le premier ministre définit alors un programme d'action en six points pour les affaires communautaires :

— *Maintien de l'autorité des gouvernements et des Parlements nationaux.* Le gouvernement britannique n'a jamais accepté que la Communauté évolue vers une fédération et n'envisage pas un accroissement des pouvoirs du Parlement européen ; tout changement dans les pouvoirs de cette assemblée exigerait une nouvelle loi votée par les Communes ;

— *Contrôle démocratique.* Le gouvernement britannique désire un contrôle parlementaire plus grand sur la législation communautaire et souhaite que les procédures soient plus ouvertes, notamment grâce à l'organisation de débats publics ;

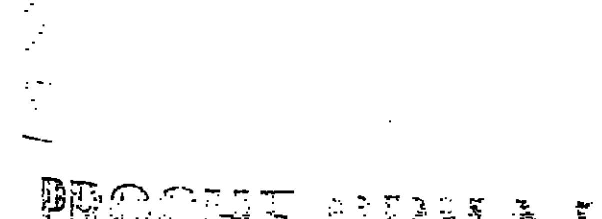
— *Liberté pour les gouvernements de chercher à atteindre leurs objectifs économiques, industriels et régionaux.* Le gouvernement britannique insiste pour maintenir cette liberté d'agir unilatéralement, recommande la vigilance à cet égard, et souhaite une consultation avec les autres partis socialistes européens ;

— *Réforme de la politique agricole commune.* M. Callaghan recommande l'établissement d'un plan de quatre ans visant à assurer une réduction substantielle des surplus et à maintenir les prix à un minimum nécessaire pour une production efficace ;

— *Développement dune politique communautaire de l'énergie.* M. Callaghan entend que les intérêts de la Grande-Bretagne soient « *vigoureusement protégés* », tout en tenant compte de la pénurie des ressources européennes en carburant ;

— Elargissement de la Communauté. M. Callaghan se déclare favorable à l'entrée du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce, notamment parce que le danger d'une trop grande centralisation et d'une bureaucratie envahissante diminuera dans une Communauté de douze membres.

HENRI PIERRE.



Comment sauver la détente ?

II. — « L'équation de la coexistence »

Par SAMUEL PISAR (*)

L'attitude moralisatrice de Washington vis-à-vis de Moscou plonge dans les racines profondes du peuple américain. Mais si les droits de l'homme doivent être partout défendus avec vigueur, le président Carter est dans le rêve s'il croit pouvoir imposer ses vues au Kremlin, estime Samuel Pisar. En revanche, il risque de remettre en cause la détente (« le Monde » du 1er octobre).

A travers les âges, les minorités ethniques, religieuses, raciales, ont toujours été les premières victimes des tensions internationales. Aussi, l'évolution récente de l'émigration juive d'U.R.S.S. constitue un signe d'apaisement des tensions en comparaison de l'ère stalinienne.

Les chiffres de cette émigration sont devenus significatifs vers les années 70. Moins de 1 000 visas ont été délivrés en 1970, mais, en 1971, leur nombre a atteint près de 15 000. Il est monté en 1972 jusqu'à environ 30 000 et presque 35 000 en 1973. A la fin de 1974, au moment de la vive discussion sur l'amendement Jackson — qui subordonnait l'octroi à l'U.R.S.S. de facilités commerciales à la levée des restrictions sur l'émigration — la moyenne annuelle redescendit aux alentours de 20 000. Après le vote par le Sénat de l'amendement, la courbe est tombée à moins de 15 000 en 1975 et 1976.

Ainsi la diplomatie plus discrète de M. Kissinger semble rétrospectivement avoir été plus fructueuse dans ce domaine si sensible, et significatif, que les pressions politiques. On peut en dire autant de la tactique diplomatique choisie par le chancelier Schmidt ; l'an dernier, il a pu obtenir le rapatriement de 70 000 citoyens d'origine allemande venus du bloc soviétique. Maniées avec prudence, les pressions peuvent être efficaces ; rendues publiques, c'est l'inverse.

Aujourd'hui, les échanges industriels et la liberté d'émigrer restent soudés étroitement dans une situation complexe. L'effort nécessaire demandera à Washington et à Moscou autant de sagesse que de générosité. Une libéralisation de l'émigration serait plus éloquente que l'accord diplomatique le plus solennel. Rien ne démontre plus clairement au Parlement et au peuple américains, que l'insertion de conditions politiques dans nos accords commerciaux avec n'étaient pas la meilleure voie. pas la meilleure voie.

Les prévisions politiciennes selon lesquelles les restrictions des échanges désorganiseraient le monde soviétique, ou le contraindraient à utiliser ses ressources à des fins pacifiques et non plus stratégiques, sont simplistes. Khrouchtchev avait l'habitude de déclarer, en riant, que l'Amérique ne vendrait jamais à la Russie quelque chose d'aussi stratégique que de simples boutons, car si les soldats soviétiques avaient des boutons à leurs pantalons, ils pourraient tirer des deux mains, et non plus d'une...

En fait, il n'est pas dit que le système démocratique américain puisse supporter, plus facilement que le régime autoritaire de ses adversaires, un budget de la défense de l'ordre de plus de 100 milliards de dollars. Une balance des paiements en déficit, le coût de l'énergie, la baisse du niveau des études, la pauvreté parmi les Noirs, une foule de problèmes, minent la société américaine de l'intérieur.

Vers la relève au Kremlin

Pour l'actuelle génération de dirigeants soviétiques, qui a combattu et souffert pendant la guerre contre le nazisme, le choix entre « du beurre ou des canons » n'est pas ce que l'on voudrait croire. Leur obsession de sécurité, comme le prouvent les expériences historiques précédentes, les poussent à sacrifier le consommateur sans risque ni regret. Une population chez qui le souvenir des invasions est encore douloureusement présent supporte la privation avec stoïcisme.

Aujourd'hui, elle redoute aussi la menace nouvelle de la Chine. Je me souviens de la consternation avec laquelle, au cours d'une rencontre avec des personnalités haut placées en Union soviétique en 1971, nos hôtes accueillirent la nouvelle que Henry Kissinger venait, pour la première fois, de mener une mission secrète à Pékin.

Pour les jeunes Soviétiques, maintenant au seuil du pouvoir, la répartition des ressources disponibles entre une machine militaire vorace et les besoins élémentaires de la population représente un choix bien plus délicat. Cette génération est lasse des récits héroïques des anciens combattants, bardés de médailles, qui sont encore aux commandes. Leurs préoccupations sont différentes, tournées vers l'avenir.

Comme les millions de jeunes Américains qui s'inquiètent du chaos des villes, de la criminalité, de l'inflation, du chômage, de la détérioration de l'environnement, ces nouveaux Soviétiques s'intéressent d'abord à la solution de leurs problèmes internes. Ils constatent le retard technologique, la pénurie de logements, la productivité décroissante, l'alcoolisme, l'insuffisance chronique de l'agriculture, etc. Ils ne veulent plus sacrifier sur l'autel de la vieille idéologie l'espoir d'un meilleur mode de vie, et de l'ouverture de leur société. A plus forte raison ne sont-ils nullement tentés par le risque d'une épreuve de force avec l'Ouest.

S'ils sont prêts à construire des automobiles, des autoroutes, des stations-service, des parkings, des motels, des restaurants, il est de notre intérêt évident de les aider à le faire. Avec le temps, leur société ne pourra, alors, manquer de devenir plus mobile, plus complexe, plus pacifique.

Je crois que les pressions sociales et économiques à l'intérieur de l'Union soviétique seront suffisamment fortes pour faire pencher la balance vers le relâchement des contraintes, et qu'une ingérence extérieure brutale ne pourrait que rendre la tâche plus difficile et donner des armes aux plus « durs », toujours prêts à l'épreuve de force.

Deux continents analogues

La vérité, c'est que l'expérience historique des Etats-Unis est en passe de correspondre de plus en plus aux besoins de la Russie d'aujourd'hui. Malgré le fossé politique qui les sépare encore, les deux pays ont de grandes affinités. Tous deux ont la taille d'un continent, une vaste population, des côtes sans fin, de puissants fleuves, des climats variés et d'énormes ressources naturelles.

Le défi auquel doivent répondre les responsables soviétiques est de donner, enfin, à leur peuple un niveau de vie décent. Que l'Amérique ait fait face à ce défi mieux qu'aucune autre société avant elle est un fait qui n'échappe pas à la génération montante des planificateurs et des techniciens de Russie.

Il faut voir l'intérêt ardent, non dissimulé, de ces hommes plongés dans les cheminements de la création, indifférents à la rigidité dogmatique du marxisme-léninisme, devant les présentations audio-visuelles faites par des experts américains de la culture des arbres fruitiers en Floride, ou de la fabrication de cosmétiques dans les usines du New-Jersey, ou encore de l'agriculture industrielle dans les prairies de l'Oklahoma ! Ceux qui se sont engagés sur cette voie ont démontré qu'ils peuvent traverser les frontières idéologiques entre l'Est et l'Ouest plus efficacement que les armées, les églises, ou les diplomates.

Lorsque ces nouveaux responsables se mobilisent pour des buts communs, le réseau de relations qu'ils tissent — d'industrie à industrie, d'entreprise à entreprise, d'homme à homme — est plus difficile à déchirer que les accords diplomatiques les plus élaborés, car leurs carrières et leur avenir sont liés aux projets mêmes auxquels ils participent.

Parce qu'ils souhaitent le développement et le succès de ces projets, ils deviennent autant de facteurs de stabilité, un contrepoids grandissant à l'influence des « mangeurs de métal », attachés, dans les deux camps, au développement indéfini de leurs arsenaux militaires.

Cette réalité humaine de la détente accroît les pressions à l'intérieur du système soviétique, pour la satisfaction des vraies aspirations, jusqu'ici sacrifiées.

Au-delà des relations bilatérales, l'Est et l'Ouest doivent affronter d'immenses problèmes mondiaux qui éclipsent leurs divergences.

Les pénuries soudaines d'énergie et de matières premières, la pollution de l'atmosphère et des océans, l'abîme entre la croissance démographique et les ressources alimentaires, l'érosion du système monétaire et l'impuissance des organisations internationales — sans même évoquer la prolifération, terrifiante, des engins nucléaires, — tout cela constitue une menace pour tous les pays riches ou pauvres, petits ou grands, communistes ou libéraux. Sur tous ces sujets, l'Amérique et la Russie ont une évidente communauté d'intérêts. Pour répondre à leurs craintes et à leurs besoins, il leur faut forger de nouvelles formes de coopération.

De récentes études de la C.I.A. montrent, par exemple, que si la Russie vend aujourd'hui plus de pétrole à l'Occident qu'à ses propres alliés, bientôt, en 1985 — précisément lorsque l'Amérique, l'Europe et le Japon affronteront des pénuries graves et peut-être catastrophiques, — le bloc soviétique aura, lui aussi, besoin d'importer chaque jour 5 millions de barils supplémentaires.

La mise en service des gisements sibériens déjà décelés et l'utilisation des ressources considérables en gaz naturel, charbon et hydro-électricité, à l'est de l'Oural, permettraient d'éviter de recourir à ces importations, et même de fournir au marché mondial de nouveaux approvisionnements.

Que l'industrie américaine doive ou non être encouragée à participer au développement des ressources énergétiques de la Sibérie est sans doute une question politique délicate. Mais, sur le plan économique, une telle participation diminuerait la pression mondiale sur les prix, nous rendrait tous moins dépendants du Proche-Orient, allégerait la balance commerciale des Etats-Unis, les revenus des exportations soviétiques permettant d'accroître les achats de produits américains. Ces dernières années, on l'oublie souvent, les échanges entre les deux pays se sont soldés par un excédent de plusieurs centaines de millions de dollars en faveur de l'Ouest.

J'ai discuté de toutes ces possibilités avec le vieux dirigeant bolchévik Anastase Mikoyan, qui est aussi un expert en questions économiques. L'Union soviétique est, selon lui, prête à vendre du gaz naturel liquéfié à l'Occident : « *Nous ne voudrions pas vous vendre plus qu'une partie de cette richesse, parce que les problèmes énergétiques que vous rencontrez aujourd'hui, nous les affronterons demain, et nos enfants et petits-enfants ne nous pardonneraient pas d'avoir épuisé les ressources vitales dont ils auront besoin un jour pour éclairer et chauffer Moscou, Leningrad et Kiev.* » Mais il admettait que « *parce que nous avons besoin de votre équipement, et souvent de vos surplus de céréales pour nourrir notre population, nous devons vendre tout ce que nous pouvons pour gagner les devises avec lesquelles nous vous payons* ».

Sortir des « guerres de religion »

La pauvreté toujours plus grande des pays sous-développés fournit un exemple du même type. Ces dernières années, des groupes expérimentaux, auxquels participent des entreprises privées occidentales et des entreprises d'Etat communistes, se sont implantés dans certains pays d'Afrique et d'Asie. Si cette tendance devait s'accentuer, bien des régions désolées pourraient, au lieu de demeurer le théâtre d'affrontements politiques et militaires stériles, devenir le lieu d'une entreprise commune fructueuse.

J'ai entendu les Russes s'étonner de vive voix que leur gouvernement ait dilapidé des milliards de roubles, sans profit diplomatique durable, dans l'aide militaire à l'Egypte et à la construction du barrage d'Assouan. Si ce grand projet, par exemple, avait été entrepris conjointement par les Etats-Unis et l'Union soviétique, au lieu de l'être dans un esprit de propagande spectaculaire attisé par le président Nasser, les résultats auraient été plus satisfaisants sur le triple plan technique, écologique et économique.

Aujourd'hui, plus d'un Américain pourrait se demander si le même esprit de compétition futile va continuer de caractériser les relations des super-puissances en Inde, ou bien si quelque chose d'utile sera enfin entrepris pour les 500 millions d'hommes et de femmes qui sont en permanence au bord de la famine.

L'administration Carter a inscrit au programme de l'humanité des tâches urgentes au nombre desquelles figure la limitation des armements stratégiques, le contrôle de la prolifération nucléaire et la construction d'un nouveau système de relations internationales. Ces tâches demeureront hors de portée aussi longtemps que les deux super-puissances resteront prisonnières d'une « guerre de religion » sur les aspects moraux de la détente. A moins que les deux camps ne mettent de côté ces discussions idéologiques, qui exacerbent les tensions sur tous les fronts, l'humanité sombrera dans le terrorisme politique, le chaos social, l'affrontement des arsenaux.

Le discours du président Carter à Charleston, en juillet dernier, et la réponse que lui a apportée le président Brejnev, en recevant en août le maréchal Tito, indiquent qu'aucun des deux ne veut pousser les tensions actuelles jusqu'au point de rupture. Mais de simples modulations ne suffiront pas à recréer la dynamique si difficilement mise en route après la guerre froide.

Avec la toute prochaine « relève de la garde » au Kremlin, le président Carter a une occasion historique de jeter les bases d'une coexistence constructive et féconde. Le moment est venu de faire savoir aux dirigeants soviétiques de la jeune génération que les Américains sont prêts à s'engager avec eux sur une nouvelle voie de coopération.

Des actions concrètes dans les domaines scientifique, technologique, commercial et industriel, où les divergences idéologiques s'estompent, permettront à chaque camp d'aller de l'avant. Et rien ne peut mieux que l'intégration et la compétition économiques fournir la puissante impulsion pacifique qui est si indispensable.

FIN.

(*) Avocat international de nationalité américaine, auteur de « les Armes de la paix » et de « Transactions entre l'Est et l'Ouest ».

M. BETTENCOURT DIRIGERA LA DÉLÉGATION FRANÇAISE A LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

M. Bettencourt dirigera la délégation française à la conférence sur la sécurité et la coopération européenne qui s'ouvre le 4 octobre à Belgrade. Elu le 25 septembre sénateur (P.R.) de Seine-Maritime, après avoir été député de ce département, il a été membre de plusieurs gouvernements et a notamment été ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères de juillet 1972 à mars 1973.

Il sera assisté à Belgrade par M. Philippe Richer, ministre plénipotentiaire, qui, après avoir été en poste à Alger, Moscou et Bucarest, fut ambassadeur à Hanoï de 1974 à 1976.

● *La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.* — Le président Carter souhaite que les pays de l'OTAN maintiennent une « *cohésion exemplaire* » à la conférence qui s'ouvre le 4 octobre à Belgrade. Il a envoyé un message en ce sens aux chefs de délégations diplomatiques à Belgrade, qui se sont réunis mercredi, à huis clos, au siège de l'OTAN, à Bruxelles, pour une séance de concertation. — *(A.F.P.)*

M. MAURICE FOUGEROUSE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU BAHREIN

M. Maurice Fougerouse a été nommé ambassadeur à Manama (Bahrein) en remplacement de M. Jacques Bourgoin.

[Officier d'active de 1937 à 1965, M. Fougerouse a été intégré dans le corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères (Orient) le 1er octobre 1965. Il a été en poste successivement à Rabat, Diego-Suarez et Djeddah.]

DIPLOMATIE

LES RÉSULTATS DE LA VISITE DE M. BARRE A MOSCOU

La France et l'U.R.S.S. vont étendre leur coopération au retraitement des combustibles nucléaires

De notre envoyé spécial

Leningrad. — Ayant achevé ses conversations politiques et économiques à Moscou, M. Raymond Barre est arrivé dans la soirée de vendredi 30 septembre à Leningrad. Le premier ministre doit séjourner jusqu'à dimanche après-midi dans l'ancienne capitale et en visiter les principales curiosités touristiques. Contrairement à ce qui avait été prévu, il n'a pas été accueilli par M. Romanov, le premier secrétaire de l'organisation du parti de la région de Leningrad, qui se trouve actuellement à Moscou pour participer, lundi sans doute, à un plénum du comité central, puis à la session extraordinaire du Soviet suprême, qui doit adopter cette semaine la nouvelle Constitution soviétique.

Avant de quitter Moscou, M. Barre s'est déclaré « satisfait » des conversations qu'il a eues pendant deux jours, avec notamment MM. Brejnev et Kossyguine, et qui se sont déroulées dans un climat qualifié officiellement d'« *amical et constructif* ». Selon le premier ministre, *il n'existe plus de problèmes dans la coopération franco-soviétique, mais il y aurait encore des « manières différentes de voir les choses »* à Paris et à Moscou. M. Barre n'a pas voulu préciser si une solution avait été trouvée au problème des crédits gouvernementaux destinés à financer le développement des échanges entre les deux pays. L'U.R.S.S. voudrait en effet que le gouvernement français n'augmente pas le taux de ses crédits, mais la France est liée dans cette question par ses tement des déchets nucléaires.

Les thèmes prioritaires

Cette affaire des crédits a été au centre des conversations que M. Barre a eues vendredi matin pendant deux heures avec M. Patolitchev, le ministre soviétique du commerce extérieur. On pense que le dossier a été encore abordé vendredi après-midi au cours d'une ultime rencontre de M. Barre avec M. Kossyguine. En fin de soirée, vendredi, on laissait entendre dans les milieux proches de la délégation française que les grandes lignes d'une solution avaient été dégagées, mais on ne voulait pas en dire plus.

Le protocole sur la coopération franco-soviétique — un texte long de plus de vingt pages, — qui a été signé vendredi, ne fait pas allusion au problème du financement des échanges. Comme prévu, ce texte dégage les « thèmes prioritaires » de la coopération, aussi bien dans le domaine de *la recherche fondamentale que* dans celui de la recherche industrielle *et* technique. Parmi les thèmes retenus, signalons, comme le plus sensible, celui du retraitement des déchets nucléaires.

Voici plusieurs années que l'U.R.S.S. suit de près le programme français en la matière et s'intéresse beaucoup à l'usine de La Hague. Selon certaines informations, la France serait prête à coopérer à la construction en U.R.S.S. d'installations équivalentes. Interrogés sur ce point, ni M. Barre ni M. Kirilline, le président du Comité d'État pour le développement de la science et de la technique, n'ont voulu fournir la moindre précision.

Le communiqué publié à la fin des travaux de la grande commission indique que les deux parties « *se sont félicitées du développement positif de la coopération dans ce domaine et d'étendre cette coopération au retraitement des combustibles nucléaires ainsi qu'aux réacteurs nucléaires destinés au chauffage* ».

Pour équilibrer les échanges commerciaux nettement défavorables à l'U.R.S.S., M. Barre a promis aux Soviétiques d'augmenter les achats français d'uranium, de pétrole et de gaz. Le premier ministre a également promis que la France étudierait toutes les possibilités d'achat d'équipements industriels. Aucun accord définitif, en revanche, n'aurait été *conclu sur le* problème de l'Airbus. Les Soviétiques, en *fait*, aimeraient « geler » cette question jusqu'à ce que leur avion gros porteur Ilyouchine-86 soit opérationnel. Ils auraient cependant *promis* à M. Barre de réexaminer rapidement la question.

JACQUES AMALRIC.

PROCHE-ORIENT

AVANT DE « PARTICIPER AUX EFFORTS DE PAIX »

L'O.L.P. réclame une nouvelle résolution de l'ONU sur les droits nationaux des Palestiniens

New-York (A.F.P.). — L'O.L.P. a publié, vendredi 30 septembre à New-York, une déclaration en cinq points qui constitue une réponse indirecte aux propos du président Carter, qui avait indiqué jeudi que son gouvernement serait prêt à dialoguer avec l'Organisation palestinienne si celle-ci reconnaissait la résolution 242 (*le Monde* du 1er octobre). Voici le texte de cette déclaration :

« *1) La représentation par l'Organisation de libération de la Palestine de la totalité du peuple palestinien, tant en deçà qu'au-delà des territoires occupés, n'est pas négociable et ne saurait être mise en discussion, car cette représentation est fondée sur un mandat palestinien massivement majoritaire, sur les engagements souscrits lors des « sommets » arabes d'Alger, de Rabat et du Caire, sur une reconnaissance universelle proclamée par les « sommets » des pays non alignés, par les pays islamiques et socialistes ainsi que par l'Organisation de l'unité africaine. En outre, l'O.L.P. a été admise à l'ONU avec statut d'observateur ;*

» *2) En vertu de ce qui précède, l'O.L.P. considère les tentatives de scinder la représentation palestinienne comme étant simplement des manœuvres destinées à faire obstacle aux efforts de paix et à retarder le moment où le peuple palestinien, par son unique représentant légitime, pourra, sur un pied d'égalité et en toute indépendance, jouer un rôle aux côtés des parties concernées lors de la conférence de paix internationale. C'est pourquoi aucune autre partie n'a ni droit ni mandat pour parler au nom du peuple palestinien et pour discuter de la question de la représentation palestinienne ;*

» *3) Tandis que l'O.L.P. maintient son opposition à la résolution 242, elle se félicite de l'orientation de la communauté internationale appuyant cette position et considère cette résolution comme une base inadéquate pour traiter de la question des droits nationaux du peuple palestinien ;*

» *Avec un large soutien arabe et international, l'O.L.P. affirme la nécessité de mettre au point une base politique qui émanerait d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité et qui proclamerait explicitement le droit du peuple palestinien à s'autodéterminer, à être doté d'un État, à retourner dans ses foyers et à retrouver ses biens. Une telle résolution pourrait être le fondement d'une participation (de l'O.L.P.) à des efforts de paix ;*

» *4) Les modes de discussion et les procédures concernant la conférence de Genève et qui sont relatives à la question de la délégation arabe à cette conférence relèvent de la compétence de parties arabes. Étant entendu qu'elle serait invitée en tant qu'entité indépendante et sur un pied d'égalité, l'O.L.P. décidera de sa position en consultation avec les États arabes ;*

» *5) La délégation de l'O.L.P. estime que les efforts visant à l'adoption par le Conseil de sécurité d'une nouvelle résolution constitueraient une initiative positive.*

» *(...) En même temps, l'O.L.P. proclame la nécessité d'une condamnation énergique par l'ONU des agissements des agresseurs israéliens dans les territoires palestiniens et arabes occupés, condamnations qui serait assortie de mesures adéquates de dissuasion et qui s'adresserait spécifiquement à la création de nouvelles colonies de peuplement, défi flagrant à la communauté internationale et aux droits des peuples palestiniens et arabes.* »

De leur côté, les ministres des affaires étrangères des pays non-alignés ont adopté, vendredi, à l'ONU une déclaration dans laquelle ils demandent à tous les États, et plus particulièrement aux États-Unis, « *de cesser tout soutien politique, économique et militaire à Israël* ».

Les ministres, réunis en séance solennelle à la demande de la Syrie, précisent que ce soutien « *a permis jusqu'ici à Israël de persister dans ses manœuvres dilatoires et dans son occupation des territoires arabes* ».

● A Beyrouth, le quotidien *Al Nahar* écrit, ce samedi 1er octobre, qu'un gouvernement palestinien en exil « *sera proclamé la semaine prochaine* » si les efforts déployés à New-York en vue de la relance de la conférence de Genève portent leurs fruits.

POLITIQUE

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU P.C.F.

(Suite de la première page.)

Il y eut des époques difficiles en 1936, en 1939, en 1947 où il dut se plier aux injonctions de Moscou.

Mais aujourd'hui ?

Depuis maintenant près de dix ans, le parti communiste français a décidé de pratiquer à sa façon l'eurocommunisme. Le Manifeste de Champigny de 1968, la politique de Waldeck Rochet, l'action de Georges Marchais, ont débouché sur le XXe Congrès de 1976. L'eurocommunisme pour le P.C.F. signifie la chose suivante : s'il veut accéder un *jour au pouvoir en France*, le parti doit choisir avec netteté la *voie pacifique* du socialisme et les règles du jeu de la démocratie occidentale, et d'autre part prendre ses distances avec Moscou et renforcer son caractère national. Pour se rapprocher du gouvernement, il faudra bien être plus loin du P.C. de l'U.R.S.S., et plus lié aux autres forces démocratiques françaises et notamment à la social-démocratie. La prise de distance avec Moscou a commencé à s'opérer dès 1968, au lendemain de l'affaire de Prague. Les événements à l'Est vont accélérer les choses. Pourquoi un homme comme Jean Kanapa est-il devenu l'un des défenseurs les plus ardents d'un « socialisme aux couleurs de la France » ? Vraisemblablement parce qu'il a été l'un des premiers à percevoir les difficultés et les éléments de crise qui existe en Union Soviétique et dans les démocraties populaires ; de nouveaux Soljenistyne, de nouveaux Prague ou de nouveaux Gdansk y sont possibles dans l'avenir. Il est vital pour l'avenir du P.C.F. de prendre ses distances avec le socialisme oriental, afin de ne pas être victime des retombées de tels événements. Aussi, aujourd'hui et demain, pour se rapprocher du gouvernement il faudra prendre ses distances avec l'Est.

Toutes ces analyses ont conduit le P.C.F. à se nationaliser. *L'évolution est nette, et semble-t-il* profonde, en matière de politique étrangère. L'acceptation franche de la C.E.E. et du développement de la Coopération économique européenne, l'acceptation du Parlement européen et de l'élection au suffrage universel, la prise en compte de l'alliance atlantique, *sont des éléments qui s'inscrivent* dans ce nouveau cours. Mais la *nationalisation de la politique* étrangère du P.C.F. a une limite. La parti s'est éloigné de Moscou, mais demeure encore fidèle aux thèses traditionnelles du mouvement communiste international. Jusqu'à preuve du contraire, il reste convaincu qu'il existe d'un côté un camp socialiste et de l'autre un camp impérialiste. Et il reste attaché à un modèle socialiste relativement proche du socialisme d'État. Dans ces conditions comment *concilier le nouveau* cours avec sa fidélité aux *dogmes ?* Comment s'éloigner de Lénine tout en se gardant du monde occidental ?

Le P.C.F. a trouvé la réponse dans sa tradition jacobine : la France devra pratiquer une politique inspi.ée d'un nationalisme défensif. Parce que le P.C.F. a peur de Washington, de Bonn et *de Bruxelles*, il a *choisi* la *voie* d'un socialisme « campé dans son donjon ». Les différents rapports Kanapa sur la politique étrangère, présentés au comité central en 1975 et 1976, expriment fort bien cette sensibilité. Le *choix d'une défense nationale* autarcique était inscrit en pointillé dans ces rapports, ainsi que dans le texte final du XXe Congrès.

On comprend bien les problèmes qui se posent actuellement au parti communiste français, à *partir du moment* où il a entrepris de vouloir changer. Mais deux *questions* se posent à lui pour l'avenir.

La première est celle-ci : faut-il défendre l'Allemagne *fédérale* ? Dans le système international actuel, il y a deux camps face à face ; c'est absurde, mais c'est ainsi. *Les choses étant ce qu*'elles son camp. Et le principe de l'al- *et de la défense, il faut choisir* son camp. Et le principe de l'Alliance atlantique est clair : le cas échéant, la France défendra l'Occident à Berlin-Ouest et en Allemagne occidentale contre le pacte de Varsovie. Si on accepte cette alliance, on doit en accepter la logique.

La deuxième est la suivante : comment concilier dans le *futur Lénine et l'Occident ?* Il sera de plus en plus malaisé de pratiquer l'eurocommunisme et de vivre dans les deux cercles. Il sera de plus en plus difficile de vouloir un communisme à l'occidentale et d'admettre le caractère socialiste de l'Europe de l'Est.

Parce que le parti communiste français a décidé de changer, le nouveau cours de sa politique étrangère *affrontera de plus en* plus de problèmes. Le P.C.F., en la matière, est encore au milieu du gué.

JACQUES HUNTZIGER.

La presse soviétique commente les difficultés de la gauche française et les succès des communistes italiens

De notre correspondant

Moscou. — Les moyens d'information *soviétiques n'avaient* pas commenté jusqu'à maintenant les *difficultés de la gauche française*. Ils s'étaient bornés à annoncer *la suspension des négociations* ; tout au plus avaient-ils laissé *entendre* que l'U.R.S.S. soutenait la position ferme du P.C.F. Ils ont *rompu* ce silence, vendredi 30 septembre, avec un commentaire de l'agence Tass et un long article des *Izvestia* consacré à la situation générale en Europe occidentale.

Selon une *méthode* éprouvée, Tass s'en prend à la presse française, et particulièrement au *Monde*, coupable, selon elle, de manœuvrer avec les milieux de droite en France, et à l'étranger, afin de ne pas permettre la victoire de la gauche.

« *Comme dans le passé, dans des cas semblables, la droite use de nouveau de manœuvres anticommunistes, y compris antisoviétiques* », écrit l'agence Tass. Affirmer que l'U.R.S.S. est contre la victoire de la gauche et fait tout pour l'éviter est absurde. « *Fontaine, par exemple, a essayé dernièrement*, poursuit l'agence, *de trouver « la main de Moscou » dans la ligne appliquée par les communistes français dans leur lutte pour la consolidation de l'unité des forces de gauche* (1). » Ces renseignements proviennent des nues, affirme Tass, qui poursuit : « *Les Soviétiques ne cachent pas leur sympathie et leur solidarité envers la lutte des travailleurs des pays capitalistes et des pays communistes, leur avant-garde, pour leurs droits, pour la paix, pour la démocratie et le socialisme* », mais cela n'a rien à voir avec une ingérence dans les affaires intérieures des autres peuples et de leur parti communiste.

L'agence s'indigne de l'affirmation selon laquelle les Soviétiques prendraient ombrage du fait qu'« *il y a trop de juifs à la direction du parti communiste français* ». « *C'est là que les calomniateurs sont tombés dans leurs propres filets*, écrit Tass. *L'Union soviétique n'a jamais opposé les hommes du point de vue de leur nationalité. Tous les Soviétiques, quelle que soit leur nationalité, sont des citoyens de l'U.R.S.S., et tous les Français, indépendamment de leur origine nationale, sont des citoyens de la République française. Il va de soi que tout citoyen de l'Union soviétique peut être membre de notre parti communiste, comme tout Français peut adhérer au P.C.F. et être membre de sa direction, cela ne regarde et ne peut regarder personne.* »

Le journal du gouvernement, les *Izvestia*, compare de son côté le stratégie du parti communiste français à celle du parti communiste *italien. S'il constate* une consolidation générale de l'unité *de toutes les forces de gauche et* des forces démocratiques en *Europe occidentale*, il fait la différence entre les obstacles rencontrés par la gauche française et les succès du parti communiste italien. Pour les *Izvestia*, la direction du parti socialiste français est responsable des difficultés survenues dans l'actualisation du programme commun. Les *Izvestia* cite le programme gouvernemental mis au point par six partis italiens, y compris le parti communiste, qui, « *pour la première fois depuis trente ans, a participé à la mise au point d'un tel document* ».

Le journal évite d'employer le terme de « *compromis historique* » et raille la presse bourgeoise, qui parle de « *compromis peu ordinaire* ». Les *Izvestia* rappelle que Lénine distinguait plusieurs sortes de compromis et note que les attaques de la bourgeoisie contre la politique du parti communiste italien donnent raison à ce dernier.

Cependant, l'Union soviétique considère que le facteur le plus important dans la situation politique en Europe n'est pas l'union des forces de gauche ou l'union des forces démocratiques : « *La contribution la plus appréciable à la lutte pour la paix et pour les intérêts concrets des travailleurs est apportée par l'U.R.S.S. et la communauté des pays socialistes.* »

DANIEL VERNET.

(1) Dans *le Monde* daté 25-26 septembre, André Fontaine écrivait notamment : « *Rien (...) ne suggère qu'il ait pu y avoir à un moment ou à un autre une grande explication entre dirigeants communistes soviétiques et français. Aurait-elle été nécessaire ? Si l'on met à part la condamnation de l'intervention soviétique à Prague, qui n'empêche pas d'ailleurs le P.C.F. de considérer le parti tchécoslovaque comme un parti frère, ainsi que le maintien d'une position plus nuancée sur la Chine, le P.C.F. s'est toujours bien gardé de critiquer en quoi que ce soit la politique étrangère soviétique, surtout en ce qui concerne les États-Unis.*

» *Faut-il y voir la marque d'une dépendance ? Ne s'agit-il pas plutôt de conformité des mentalités, des interprétation ? (...) Le P.C.F. tient pour vérité scientifique son analyse de l'impérialisme, et c'est à travers ce prisme qu'il apprécie tout, jusques et y compris le comportement de ses alliés.*

» *Pour ce faire, il n'a nul besoin des ordres d'une Union soviétique dont ses dirigeants ont pris l'habitude, au fil des ans, de parler avec une indulgence amusée, mais, si l'on ne retrouve plus trace du culte idolâtre qu'ils lui vouaient jadis, l'U.R.S.S. demeure aux yeux des communistes français la patrie du socialisme et, en tout cas, sa forteresse face à un impérialisme par définition criminel.* »

M. Barrot renonce au secrétariat général du C.D.S.

M. Jacques Barrot, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, secrétaire d'État, a publié vendredi 30 septembre, en fin de journée, la déclaration suivante : « *J'ai l'intention de ne pas solliciter la reconduction de mon mandat de secrétaire général du C.D.S. pour des raisons que j'exposerait au congrès de Lyon.*

» *Après avoir travaillé activement à la réussite de la fusion du Centre démocrate et du Centre démocratie et progrès, je souhaite que le renouvellement du mouvement soit poursuivi avec détermination.* »

Cette décision met un terme à un certain nombre de rumeurs sur les intentions de M. Barrot. Annoncé depuis plusieurs semaines, ce départ semblait moins sûr depuis quelques jours.

Fondateur avec Jacques Duhamel, en 1969, du Centre démocratie et progrès (le parti des centristes ralliés à Georges Pompidou), M. Barrot avait été l'un des artisans de la fusion du C.D.P. avec le Centre démocrate de M. Lecanuet. Il était devenu le secrétaire général de la formation issue de cette fusion — le Centre des démocrates sociaux — lors du congrès constitutif de Rennes en mai 1976.

Désireux de donner à ce parti des structures et un fonctionnement modernes, M. Barrot s'était heurté, à plusieurs reprises, à des oppositions internes, notamment de la part de militants et de cadres demeurés quelque peu nostalgiques de l'époque où les centristes étaient dans l'opposition. M. André Diligent, qui s'est porté candidat à la succession du secrétaire général, est de ceux-là. Les adversaires de M. Barrot lui avaient aussi reproché de cumuler des responsabilités de dirigeant de parti et de membre du gouvernement.

M. Bernard Stasi, actuellement vice-président du C.D.S. — et lui aussi originaire du C.D.P. — pourrait être candidat à un poste de « premier vice-président délégué », M. Lecanuet demeurant président.

Les dividendes distribués par les entreprises nationalisées

Une réponse du P.C. à M. Mitterrand

A la suite de l'explication que nous avons donnée de l'affirmation du premier secrétaire du P.S. selon lequel le P.C. aurait changé d'avis concernant les filiales à nationaliser — affirmation qui s'appuyait sur un article de la revue communiste Economie et politique, — *nous avons reçu de M. Jean-Claude Poulain, secrétaire de la section économique du comité central du P.C.F., la lettre suivante :*

Le Monde du 30 septembre a publié les propos suivants de François Mitterrand : « *Dans la revue* Economie et Politique, *Fiterman — si ce n'est pas lui, c'en est un autre — a écrit que les filiales pourraient être, selon les cas, nationalisées à 60, 70 ou 90 %.* » Tous vos lecteurs doivent savoir qu'il s'agit d'une contre-vérité flagrante. Ni Charles Fiterman ni aucun autre communiste n'a jamais écrit dans la revue *Economie et Politique* ce qu'affirme François Mitterrand.

Au contraire, dans l'article d'*Economie et Politique* de mai *1977* (évoqué en note dans le commentaire des affirmations de *François Mitterrand*), les auteurs recensaient le nombre de filiales *détenues à plus de 50 % par* les groupes industriels concernés et par le système bancaire. Et ils écrivaient : « *Sur cette base (de ce recensement), la délimitation du champ des nationalisations qui seraient réalisées dans le début de la législature peut être clairement précisée, à partir de la liste établie, étant entendu que l'on ne saurait confondre une nationalisation avec une simple prise de participation financière. Celles-ci sont insuffisantes pour garantir un affaiblissement décisif de la puissance des monopoles, la réorientation vers un nouveau type de croissance, une réelle gestion démocratique. Ce sont avant tout les usines et les machines que l'on nationalise, là où elles sont et où se trouvent les travailleurs pour les faire fonctionner, et pas seulement les sièges sociaux parisiens ou bruxellois.* » On ne peut être plus clair.

Cela confirme que la position du Parti communiste français a toujours été, effectivement, celle du programme commun de gouvernement des trois partis de gauche : à savoir la nationalisation *des groupes tels qu'ils* existent concrètement, c'est-à-dire la nationalisation du holding et de l'ensemble de ses filiales majoritaires. Et c'est également ce que traduit, parmi quantité d'autres textes, la déclaration faite par Charles Fiterman au journal *les Echos*, le 11 février dernier, à propos des problèmes de l'indemnisation.

A ce sujet, d'ailleurs, nous pensons utile de vous donner les précisions suivantes :

— Le montant brut des dividendes — avoir fiscal compris — versés par les mille quatre cent cinquante sociétés dont nous avons proposé la nationalisation s'élève à 4,2 milliards de francs. Mais, dans ce chiffre, apparaissent des « doubles comptes », engendrés par le fait que des sociétés dont nous demandons la nationalisation versent des dividendes à d'autres sociétés qui seront également, ou sont déjà, nationalisées. Il est donc naturel d'éliminer ces « doubles comptes », si l'on veut savoir combien de dividendes le secteur à nationaliser verse à des porteurs privés d'actions.

Le chiffre alors obtenu est de 2 769 millions de francs, qui se décomposent ainsi :

— 1 598 millions de francs pour les quinze grands groupes industriels (sidérurgie, Peugeot-Citroën et C.F.P.-Total compris), dont 240 millions de francs correspondent aux dividendes versés aux actionnaires minoritaires ;

— 94 millions de francs pour les compagnies d'assurance ;

— 1 077 millions de francs pour les banques et les sociétés financières, dont 110 millions de francs correspondent aux dividendes versés aux actionnaires minoritaires.

Ces chiffres ont été calculés pendant le troisième trimestre 1976, compte tenu des données disponibles à cette époque. Nos calculs ont eu comme base : pour les grands groupes industriels, les chiffres de 1975 et, pour les autres, les chiffres de 1974.

Il convient de préciser, enfin, que les calculs du parti socialiste dont vous faites état ne sont pas comparables aux nôtres, puisque :

— Ils ont été établis à partir de bases annuelles différentes ;

— Ils ne tiennent pas compte des « *doubles* », ce *qui aboutit* notamment dans le secteur des assurances (*qui est largement* contrôlé par le secteur bancaire et financier) à un écart de 240 % entre nos chiffres et les leurs ;

— Ils ne concernent pas le même nombre de groupes.

Chacun comprendra que, dans ces conditions, il n'est vraiment pas possible de déduire des calculs du parti socialiste dont vous faites état que le parti communiste aurait « changé de position » entre février et juin 1977.

M. DEFFERRE : « l'Humanité » publie beaucoup de contre-vérités.

M. Gaston Defferre, président *du groupe socialiste* de l'Assemblée nationale, a déclaré, vendredi 30 *septembre*, au micro de France-Inter :

« L'Humanité *publie, en ce moment, beaucoup de contre-vérités. Hier M. Andrieu, dans son article-éditorial, disait que M. François Mitterrand avait repris, au cours de sa conférence de presse, l'idée du référendum pour la défense nationale. C'est un mensonge. J'étais présent à la conférence de presse, et M. François Mitterrand a, au contraire, rappelé qu'il avait renoncé à l'idée du référendum. Aujourd'hui,* l'Humanité *dit que la lettre que le bureau exécutif du P.S. a adressée au P.C.F. est vide ; c'est totalement inexact. Cette lettre contient un certain nombre de précisions. Mais j'ai l'impression, quand je lis* l'Humanité, *que le parti communiste ne veut pas répondre à nos lettres.* »

● *M. Jean-Pierre Soisson*, secrétaire général du parti républicain, a déclaré, vendredi 30 septembre, à Strasbourg, que toute tentative de « *récupération* » par la majorité d'un parti d'opposition serait « *inopportune, voire incongrue* ». M. Soisson a aussi affirmé qu'il ne dirait « *rien qui puisse compromettre l'entente retrouvée de la majorité* ».

POLITIQUE

Le P.S. cet inconnu

Le parti socialiste a-t-il changé ? M. Marchais, qui se posait la question, répond désormais par l'affirmative, et M. Chirac, qui ne se la posait pas, donne une réponse négative. Peu importe, à l'un comme à l'autre, que M. Mitterrand proclame sa fidélité aux engagements pris : MM. Marchais et Chirac ont, pour les mêmes raisons tactiques, besoin de s'appuyer sur des jugements contradictoires au sujet du P.S. Le P.C. et le R.P.R. doivent, chacun dans son camp, apparaître comme le parti le plus exigeant par rapport à ses alliés, comme le fer de lance de la bataille. Sinon, ils perdent de leur nécessité et, par conséquent, de leur substance.

Ce trait commun, plusieurs raisons l'expliquent. L'histoire a conféré, au P.C. comme au parti gaulliste, une vocation combattante que l'un tient de son engagement révolutionnaire, l'autre de son affirmation comme force de résistance à tout ce qui menace la nation, à l'intérieur et à l'extérieur. Leur nature les conduit à s'affirmer beaucoup plus dans l'épreuve que dans la sérénité. Parti de militants, constamment mobilisés, le P.C. ne trouve sa récompense dans le combat ingrat de l'opposition que s'il est en pointe, que s'il apparaît comme le meilleur. Formation née du pouvoir, le gaullisme politique n'a d'avenir que s'il y reste. Dans l'opposition, ou, même, dans l'ombre du pouvoir, il périclite. Le général de Gaulle l'avait cruellement constaté pendant sa « traversée du désert », de son départ du gouvernement en 1946 à son retour en 1958.

Leur raison d'être, enfin, oblige régulièrement les communistes et les gaullistes à préserver leur identité, surtout quand elle connaît une crise, comme c'est le cas actuellement puisque les deux partis ont dû s'adapter à des situations nouvelles.

Tout au long de son processus d'intégration à la vie politique nationale et pour sortir de son ghetto, le P.C. s'est engagé dans une évolution en profondeur. On lui a beaucoup demandé, il a accepté beaucoup. Le P.C. a changé et il changera encore, dit souvent M. Marchais, mais, en raison même de ces changements, il lui faut s'affirmer contre les socialistes sous peine d'être bientôt confondu avec eux.

Quant au gaullisme, son passé et les gaullistes eux-mêmes ont montré qu'il était divers dans le temps comme dans ses frontières. Avec M. Chirac, c'est une nouvelle version qui nous en est donnée et qui ne fait pas l'unanimité (le général de Gaulle n'a, il est vrai, jamais fait l'unanimité de tous les gaullistes en même temps). Il n'empêche que, à travers le pompidolisme et le chiraquisme, une forme de gaullisme s'est maintenue, qui cherche sa voie. La force du R.P.R., c'est toujours d'être indispensable au sein de la majorité parlementaire et c'est cet acquis qu'il entend préserver contre ceux qui s'organisent pour le réduire.

Il est significatif que l'actualisation du programme commun ait échoué sur les points forts de la propagande communiste de ces derniers mois, soit qu'elle ait repris une argumentation ancienne sur le seuil de nationalisations nécessaire pour amorcer un vrai changement, soit qu'elle ait mis en avant un thème nouveau, celui de la défense nucléaire, soit qu'elle ait emprunté au vieux fond égalitariste (le resserrement de la hiérarchie des salaires). Dire, à partir de là, que le P.S. a changé, affirmer qu'il n'honore plus les engagements pris, c'est justifier le caractère indispensable, « irremplaçable », du P.C. dans l'union de la gauche pour en maintenir la qualité. Les communistes ont besoin d'ancrer cette idée dans l'opinion, afin que la pratique unitaire cesse d'avantager les socialistes.

Prétendre que le P.S. a changé, ce ne serait qu'un procès d'intention à des fins tactiques si, précisément, les socialistes n'avaient pas, par leur indifférence aux préoccupations de leurs partenaires — y compris les radicaux de gauche — et par leur propension à agir déjà avec les prudences et les ambiguïtés d'un parti de gouvernement, inquiété les autres signataires du programme commun. Et s'il est vrai que la méfiance et l'aggressivité du P.C. se tournent surtout vers M. Mitterrand — et vers ses conseillers, — c'est parce que la ligne du parti socialiste paraît procéder des seules décisions du premier secrétaire.

La méfiance du P.C., latente au moment où il signait le programme commun en 1972, comme le révéla deux ans plus tard la publication d'une intervention de M. Marchais devant le comité central, avait des motifs de se réveiller. Plutôt que de la taire, les dirigeants communistes ont choisi de l'utiliser comme un moyen de ramener à leur parti ceux qui jugeaient suffisant, désormais, de voter socialiste pour voter à gauche. Aussi ont-ils mis en branle leur technique de mobilisation de l'opinion qui a souvent prouvé son efficacité.

Devant cette pression, le P.S. avait le choix entre deux solutions : reculer, par rapport à ses positions dans la négociation, au risque de paraître céder devant les communistes, ou accepter l'épreuve de force, ce qu'il s'apprête à faire. Le fait nouveau est là : dans la confrontation, acceptée par les socialistes, sur un autre terrain que celui des élections. Au risque de voir l'alliance conflictuelle de la gauche atteindre son point de rupture.

Incertitude

Dans la mesure où elle contrecarrait les espérances de M. Giscard d'Estaing et de ses amis sur le rééquilibrage de la majorité, le réformisme libéral, le gouvernement de la France par le centre, l'union de la gauche servait les intérêts du R.P.R. Sous l'impulsion de M. Chirac, ce mouvement, héritier de la tradition anti-communiste du gaullisme, pouvait s'affirmer comme le meilleur rempart contre le collectivisme. Communistes et socialistes étaient mêlés dans la même opprobe. Est-ce toujours possible, et le paysage politique a-t-il changé ou non ? MM. Barre et Chirac répondent de manière différente. Le premier ministre se range, prudemment, du côté de ceux qui, comme M. Lecanuet, envisagent une éventuelle redistribution des cartes, tandis que le président du R.P.R. considère que le P.S. reste toujours travaillé par le marxisme et le collectivisme. Pour conserver leur capacité mobilisatrice devant le danger d'un changement de société, les gaullistes ont besoin que le socialisme, déjà désigné comme l'ennemi principal, continue de faire peur. S'il n'en est pas ainsi, on n'a plus besoin d'eux.

Le P.S. est ainsi accusé d'un côté de rester en deçà du programme commun, de l'autre de vouloir aller au-delà. La part de la propagande et de la tactique étant faite, il reste que ces accusations contradictoires, outre qu'elles peuvent affaiblir la poussée socialiste, révèlent l'incertitude que laisse planer l'avenir d'un parti présenté comme le premier de France. La vraie question n'est pas de savoir si le P.S. a changé ou non, mais s'il changera ou non. Elle concerne ses potentialités : est-il porteur de déviations aussi contradictoires que celles dont on le soupçonne ?

ANDRÉ LAURENS.

Des autonomistes bretons à FR 3

« Sommes-nous si dangereux? »

De notre correspondant

Brest. — Pour la première fois, vendredi 30 septembre, trois membres de l'Union démocratique bretonne (U.D.B.) sont apparus sur l'écran de FR 3, dans le cadre de l'émission « Tribune libre ». Ils ont pu recueillir quelque neuf mille signatures pour pouvoir « *forcer les portes de la libre parole* », a expliqué M. Fanch Morvannou, maître-assistant à l'université de Bretagne occidentale (U.B.O.) à Brest. « *Sommes-nous si dangereux ?* », a-t-il interrogé avant de s'écrier, un peu plus tard : « *Nous ne sommes pas des plastiqueurs !* » L'U.D.B. a choisi la voie de la légalité pour faire triompher ses thèses. M. Fanch Morvannou et ses deux compagnons, le docteur Yann Daumer, adjoint au maire de Brest, et M. Ronan Leprohon, lui aussi maître-assistant à l'U.B.O., conseiller régional de Bretagne, se sont efforcés, pendant un peu moins d'un quart d'heure, de présenter leur parti et leurs aspirations.

L'U.D.B. est née il y a environ quatorze ans. Les élections municipales de mars 1977 l'ont vu sortir de son isolement. Elle compte maintenant pas moins de trente-six conseillers municipaux en Bretagne, élus sur des listes d'union de la gauche, à Brest et à Rennes, mais aussi à Nantes et à Saint-Nazaire, car, pour l'U.D.B., la Loire-Atlantique est tout naturellement bretonne. L'U.D.B. souhaite que, à l'image du Pays de Galles ou de l'Ecosse, la Bretagne soit reconnue comme une province à part entière, maîtresse de son destin. « *Nous sommes des autonomistes bretons,* a déclaré M. Daumer, *lorsque nous affirmons que notre peuple a le droit à vivre en Bretagne avec des salaires décents, avec des emplois pour tous, avec la possibilité pour chaque jeune de vivre au pays près de ses parents...* »

Son combat politique, l'U.D.B. entend le mener toujours à gauche, mais elle se refuse, a souligné M. Leprohon, à signer un chèque en blanc aux partenaires du programme commun. Non par méfiance, mais par souci de veiller au respect de l'entité bretonne dans un cadre socialiste. L'U.D.B. édite deux mensuels, l'un en langue française : *le Peuple breton,* qui tire à environ dix mille exemplaires ; l'autre en langue bretonne, *Pobl Vrelzh,* vendu à quelque deux mille exemplaires. « *Les Bretons ont aussi droit à la parole dans leur langue* », a dit M. Fanch Morvannou, qui, pendant quelques instants, s'est exprimé en breton — ses propos étaient sous-titrés — pour dénoncer le peu de place accordée à sa langue maternelle à la radio et à la télévision.

Désireuse donc de mêler la voix du peuple breton au concert de la gauche, l'U.D.B. propose la sienne, dans des messages enregistrés, à qui veut l'entendre. Il suffit d'appeler, à Brest, le 80-18-47.

JEAN DE ROSIERE.

JEUNESSE

La ronde des motos à Rungis

Des élus dans un tonnerre de décibels

Lumière blafarde des néons, hurlement des moteurs, la mort a rôdé de nouveau sur le circuit « sauvage » de Rungis vendredi 30 septembre au soir. Mais on a évité le pire : deux ou trois « bécanes » couchées sur le flanc, quelques égratignures. La routine.

Il y a maintenant cinq ans que le Marché d'intérêt national sert de point de ralliement aux motards de la région parisienne chassés de la Bastille. Cinq ans de courses folles, de risques insensés, d'émotions-chocs, de peurs et de drames. Il y a une semaine, Carole Le Fol, dix-huit ans, passionnée de moto, est morte en tombant de la machine que conduisait son ami (le Monde *du 29 septembre). Elle est la dix-septième victime.*

Les jeunes communistes ont protesté, les jeunes socialistes aussi. Le conseil municipal de Chevilly-Larue (Val-de-Marne), la commune dont dépend Rungis, avait décidé de se réunir vendredi aux abords du circuit en séance extraordinaire. Entouré de ses adjoints ceints de leur écharpe tricolore, le maire, M. Guy Pettenati (P.C.), est parvenu tant bien que mal à dominer le rugissement des gros « cubes » lancés dans une ronde infernale.

« A chaque accident mortel, le gouvernement fait des promesses qu'ensuite il ne tient pas, *a-t-il déclaré dans un tonnerre de décibels.* M. Poniatowski, ministre de l'intérieur, puis M. Soisson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, nous avaient dit l'année dernière : « Un nouveau circuit est à l'étude. Il verra bientôt le jour. » Nous attendons toujours. »

En fait, les projets du gouvernement ne butent pas que sur des obstacles financiers. Ils provoquent aussi l'hostilité des communes où on envisage d'implanter des circuits. Chevilly-Larue en particulier refuse énergiquement l'aménagement à Rungis d'une piste officielle : « Nous considérons, *déclaraient vendredi soir ses élus,* qu'elle est trop près d'une population de travailleurs qui aspirent légitimement au calme. »

Rejetés de partout sauf du Marché d'intérêt national, d'où cependant tout le monde souhaite leur départ, les motards continuent à « balancer » leurs énormes machines dans des virages au tracé mortel, frôlant à chaque instant le public que ne protège par endroits aucune glissière de sécurité.

Après le dérapage qui a coûté la vie à Carole Le Fol, M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a annoncé qu'il rendrait public fin octobre un certain nombre de mesures en faveur de la moto. Il est à souhaiter que la liste des accidents mortels ne s'allonge pas d'ici là.

BERTRAND LE GENDRE.

SCIENCES

Le cycle du combustible nucléaire

L'Agence atomique de Vienne participera aux négociations proposées par le président Carter, mais n'acceptera aucune condition préalable

L'Afrique du Sud est exclue du conseil des gouverneurs

Vienne. — Les problèmes liés à l'Afrique du Sud, l'élargissement du conseil des gouverneurs et la politique nucléaire du président Carter ont été les points marquants de la vingt et unième conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), réunie à Vienne du 26 au 30 septembre. Pendant cette réunion, qui marquait aussi le vingtième anniversaire de l'agence, les délégués ont réélu M. Sigvard Eklund (Suède) au poste de directeur général, le reconduisant ainsi dans une fonction qu'il assume depuis 1961.

Le budget de l'agence, qui pour 1978 devait s'élever à 48,9 millions de dollars, a été finalement porté à 50,8 millions, soit une augmentation d'environ 12 % par rapport à celui de l'année dernière. Le domaine des garanties (c'est-à-dire celui des systèmes de contrôle mis en place par l'A.I.E.A.) absorbera 20 % de ce budget, tandis qu'un peu plus de 13 % seront alloués à celui de l'assistance technique.

De notre correspondante

Désormais, l'Afrique du Sud ne fait plus partie du conseil des gouverneurs de l'A.I.E.A., mais elle reste membre de l'organisation. Cette décision, qui avait été prise en juin dernier par le conseil, a été entérinée par la conférence générale de Vienne. Sur les trente-quatre membres du conseil, vingt-deux sont en effet élus par la conférence générale et douze désignés par le conseil lui-même. A la place de l'Afrique du Sud, le conseil a désigné l'Egypte. Cette exclusion, nous a déclaré M. Amadou Cissé, président sortant du conseil (1), ambassadeur du Sénégal en Suisse et représentant permanent auprès des Nations unies à Genève « *a été votée par tous les représentants au conseil des pays en voie de développement ; si elle a pu être réalisée aussi facilement, c'est également grâce au fait que, pour la première fois depuis vingt ans, un Africain était président du conseil* ».

L'ancien représentant de l'Afrique du Sud au conseil des gouverneurs, l'ambassadeur von Schirnding, a affirmé, pour sa part, devant l'assemblée générale, que, « *en rejetant la désignation de son pays comme le plus avancé en technologie nucléaire pour la région africaine, le conseil a agi illégalement et violé les statuts de l'agence* ».

Les délégués de la plupart des pays développés, dont la France et une partie des pays de l'Est, ont, d'autre part, refusé une nouvelle fois d'accepter l'élargissement du conseil des gouverneurs en faveur de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. La question a été remise à l'étude et doit être rediscutée à la prochaine assemblée générale qui aura lieu, en 1979, à New-Delhi.

La place des pays en voie de développement

Cette requête avait déjà été formulée par les représentants au conseil des pays en voie de développement, lors de la dernière assemblée générale. Selon M. Cissé, cette modification est justifiée, car, dit-il, « *il y a actuellement au sein du conseil un déséquilibre numérique au détriment de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique* ». Même si les activités de l'Agence ont un caractère bien spécifique, difficilement comparable avec celles d'autres organisations de l'ONU et si l'on admet que parmi les cent dix pays membres de l'A.I.E.A. trente-six seulement sont effectivement producteurs d'énergie nucléaire ou constructeurs de centrales (les autres ne représentant pour le moment qu'un facteur potentiel), « *il es anormal,* selon M. Cissé, *que les pays du tiers-monde souhaitent être représentés d'une manière plus équitable au niveau des prises de décisions de l'Agence* ». « *Il faut,* nous a-t-il dit, *que l'A.I.E.A. sache qu'elle ne peut être à l'abri du vent politique qui souffle sur la planète. Il s'agit de la remise en cause de l'ordre économique et culturel et les pays en voie de développement continueront de militer en ce sens.* »

Ces derniers ont aussi regretté que la part du budget consacrée au système de contrôle soit nettement plus élevée que celle qui est attribuée à l'assistance technique. Ils souhaiteraient au minimum que les sommes affectées à ce secteur augmentent au même rythme que celles dévolues au contrôle. A l'A.I.E.A., on fait remarquer qu'à côté de la répartition du budget une grande partie des activités de l'Agence se fait au bénéfice des pays du tiers-monde.

L'isolement américain

Un important sujet a été l'objet d'échanges intenses dans les couloirs : « *Le programme international d'évaluation du cycle du combustible* », lancé par le président Carter. Le conseil des gouverneurs a approuvé à Vienne la participation de l'Agence à ce programme ; celle-ci sera donc représentée avec trente-six pays à la réunion organisée à Washington du 19 au 21 octobre prochain par le président des Etats-Unis. Mais il n'en reste pas moins que le clivage qui était déjà apparu à Salzbourg en mai dernier entre les différentes puissances industrielles nucléaires se confirme. De plus en plus de pays — et en tout cas ceux d'Europe de l'Ouest — semblent se rallier à la thèse française, qui consiste à accepter de participer au programme américain, mais sans accepter au préalable une quelconque limitation ou un quelconque changement dans les programmes de cycles de combustibles déjà engagés.

Les Etats-Unis, auxquels seuls le Canada et l'Australie ont apparemment apporté leur soutien, sont apparus assez isolés. Le programme lancé par le président Carter devrait durer deux ans et comporter huit grands secteurs d'étude : l'approvisionnement en combustibles et en eau lourde ; la capacité d'enrichissement ; les moyens de garantir l'offre à long terme pour éviter la prolifération ; le retraitement du plutonium isolé et son recyclage ; les surrégénérateurs à neutrons rapides ; le stockage et l'élimination des combustibles ; l'utilisation du combustible au recyclage, ainsi que l'étude des autres réacteurs et du concept du cycle du combustible.

ANITA RIND.

(1) M. Khor Eng Hee, ambassadeur de Malaisie en Autriche et en Yougoslavie, a été élu nouveau président du conseil des gouverneurs. MM. Loosch (R.F.A.) et Barabbas (Tchécoslovaquie) ont été élus vice-présidents.

M. MITTERRAND : je ne suis pas marxiste !

Invité à commenter la publication de son dernier ouvrage *Politique*, M. Mitterrand a répondu vendredi 30 septembre au journal de 13 heures de TF 1 aux déclarations de M. Chirac sur le marxisme du P.S. Il a déclaré : « *La culture de M. Chirac s'est arrêtée avant Marx. S'il savait de quoi il parle, il saurait que je ne suis pas marxiste, les marxistes s'en sont aperçus. Je suis flatté quand on dit, à droite, que le P.S. est l'adversaire le plus dangereux. C'est vrai. M. Chirac ne se trompe pas, le P.S. est le plus dangereux mais avec les autres ; avec le P.C., le M.R.G. et tous ceux qui veulent nous rejoindre.* »

MÉDECINE

A L'ASSEMBLÉE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE

Le thermalisme en quête d'une caution scientifique

L'assemblée des délégués de la Fédération internationale du thermalisme et du climatisme, dont les travaux avaient commencé le 26 septembre, s'est terminée le 30 septembre à Vichy (1). Les travaux avaient été ouverts par Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale. « Seul un effort de formation des médecins et de recherche sur le thermalisme devrait permettre de vaincre le scepticisme dont souffrent encore actuellement les cures thermales », a notamment déclaré Mme Veil. On compte en France un demi-million de curistes seulement par an, contre 1,7 million en République fédérale d'Allemagne et 1,3 million en Italie. Des efforts sont faits en ce moment pour étudier le thermalisme par des méthodes modernes de statistique déjà utilisées pour tester la chimiothérapie.

Ainsi Mme Veil a demandé à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale de faire un certain nombre d'essais thérapeutiques contrôlés sur les eaux thermales. D'autre part, aux Entretiens de Bichat, le professeur Duchêne-Marullaz (Clermont-Ferrand) a analysé, le 26 septembre, le traitement de l'artérite oblitérante par la cure thermale de Royat.

Le traitement de l'artérite oblitérante

Près de vingt-trois mille curistes sont soignés chaque année à Royat par une injection sous-cutanée de gaz thermal au niveau des membres malades et par des bains de ce même gaz ou d'eau gazéifiée. Si les bienfaits de la cure ont une explication — le gaz thermal de Royat est à 99 % composé d'un vaso-dilatateur puissant, l'anhydride carbonique, — il restait à calculer leur degré d'efficacité. Or le maître symptôme de l'artérite oblitérante est une douleur, une crampe, qui apparaît après 400 à 500 mètres de marche, cette distance diminuant au fur et à mesure que la maladie progresse. Aussi, pour avoir une appréciation non plus empirique mais scientifique et objective de la cure, le professeur Duchêne-Marullaz a mis au point le test du tapis roulant.

Au début, puis à l'issue de leur séjour, des curistes marchent, jusqu'à l'apparition des premières douleurs, sur un tapis roulant. Selon les statistiques exploitées ensuite par l'Ecole centrale des arts et manufactures de Paris, sur un échantillon de cent soixante-dix personnes, environ 24 à 26 % doublent leur potentiel de marche, 50 % ont une amélioration de 35 %, alors que 4 à 7 % marchent moins bien. Des calculs comparatifs sur six cent vingt malades ont permis de démontrer que, si les effets de la première cure sont toujours perceptibles un an après, un deuxième traitement ne permet pas d'obtenir de résultats aussi nets.

En fait, le nombre de cas est encore trop limité pour préciser l'effet des cures successives, ou dans quelle forme d'artérite oblitérante la cure est la plus efficace. Des chiffres plus complets devront être comparés aux résultats obtenus par traitement chirurgical et médical, afin d'appliquer, à chaque cas, la ou les meilleures thérapeutiques. L'Association pour le soutien et le développement de la recherche thermale, que dirige le professeur Duchêne-Marullaz, continue ses travaux à Royat, certes, mais aussi au Mont-Dore, à La Bourboule, à Saint-Nectaire et à Châtel-Guyon, afin que la pharmacologie des cures thermales remplace les notions très approximatives que médecins et public ont du thermalisme.

NICOLAS BEAU.

(1) Les travaux de la Fédération internationale du thermalisme et du climatisme, tenus en France sous les auspices de la Fédération thermale et climatique française et de la Confédération thermale d'Auvergne, ont eu lieu successivement à Paris et dans un certain nombre de stations thermales d'Auvergne.

ÉQUIPEMENT

PÊCHE

Après l'échec des négociations à Bruxelles

La C.E.E. interdit l'accès de ses eaux aux chalutiers soviétiques

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — *L'accès de la zone des 200 milles communautaires est interdit aux pêcheurs soviétiques prise, vendredi soir, par le comité des représentants permanents des à compter de ce samedi 1er octobre. C'est ce qui ressort de la décision Neuf de ne pas adopter le règlement octroyant des licences aux bateaux soviétiques pour la période allant du 1er octobre au 30 novembre.*

A la veille de la conférence de Belgrade, les conséquences politiques de la crise ainsi ouverte, à la suite, il faut le noter, d'une escalade des mesures de représailles déclenchée par l'U.R.S.S., sont encore difficiles à évaluer. Sur le plan purement économique, elles risquent de compromettre les négociations en vue de la conclusion d'un accord de pêche à long terme engagé entre la C.E.E. et l'U.R.S.S. depuis février dernier.

Depuis le début de l'année, des restrictions sérieuses sont appliquées par les Neuf aux droits de pêche de l'Union soviétique dans les eaux communautaires : des quotas de capture sont fixés, et seuls les chalutiers munis d'une licence délivrée par la C.E.E. sont autorisés à travailler dans la bande des 200 milles communautaires. Simultanément, des négociations, en vue de la conclusion d'un accord de pêche à long terme, ont été engagées entre l'U.R.S.S. et la C.E.E. (*le Monde* daté des 18, 20 et 21 février). Au mois d'août, alors que ces négociations marquaient le pas, les Soviétiques ont fait connaître leur intention de réduire, à leur tour, considérablement l'activité des pêcheurs de la C.E.E. en mer de Barents.

La Communauté répliqua que des droits de pêche substantiels ne pourraient continuer à être accordés aux Soviétiques dans sa zone de 200 milles que dans la mesure où les facilités d'accès à ses propres pêcheurs en mer de Barents ne seraient pas réduites.

Le 20 septembre, les ministres des affaires étrangères, agissant comme si Moscou avait tenu compte de cet avertissement, prenaient la décision de principe de proroger de deux mois les licences accordées aux Soviétiques. Ils chargeaient cependant la commission européenne d'indiquer aux Soviétiques que ce régime de fait ne pourrait être maintenu indéfiniment et qu'il convenait de débloquer la négociation de l'accord à long terme.

Les Soviétiques ont répondu d'une manière peu encourageante. Le 24, leurs autorités maritimes expulsaient deux chalutiers français et un chalutier anglais. Quelques jours plus tard, elles faisaient savoir à Bruxelles que les mesures restrictives annoncées en août entraient en application.

Pour quelques poissons

Devant cette évolution, le comité des représentants permanents a préféré ne pas approuver formellement le règlement correspondant à la décision de principe prise voici quelques jours par les ministres des affaires étrangères. « *Le gouvernement de Moscou ne modifiera pas sa politique à l'égard de la Communauté pour quelques poissons* », commentait récemment un haut fonctionnaire bruxellois. C'est sans doute exact. On se souvient cependant que l'ouverture des négociations sur la pêche, l'hiver dernier, avec la présence d'un ministre soviétique à Bruxelles, avait été considérée alors comme un signe de détente et de rapprochement avec la C.E.E.

L'intérêt économique que représente pour l'U.R.S.S. la pêche dans les eaux communautaires n'est pas négligeable, sans compter, ajoutent certains, que les chalutiers soviétiques qui travaillent et stationnent donc dans les eaux communautaires peuvent jouer aussi un précieux rôle d'observateur. On est donc en droit de se demander pourquoi, quelques jours à peine après que la Communauté et le Comecon ont décidé de négocier un accord de coopération, quelques heures avant l'ouverture de la conférence de Belgrade, les Soviétiques ont choisi de prendre des mesures dont ils n'ignoraient pas qu'elles aboutiraient à un regain de tension.

PHILIPPE LEMAITRE.

URBANISME

AU CONGRÈS DE STRASBOURG

Les sociétés d'économie mixte dans les mains des élus

De notre correspondant

Strasbourg. — Une certaine morosité a marqué les travaux du XVIIe congrès annuel de la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte de construction, d'aménagement et de rénovation, qui s'est réuni à Strasbourg du 28 au 30 septembre. Les difficultés de très nombreuses sociétés d'économie mixte (S.E.M.), leur nécessaire réorientation (« le Monde » des 28 et 29 septembre), étaient présentes à l'esprit des quelque quatre cents participants représentant les collectivités locales, les S.E.M., les banques et l'administration. Elles furent encore évoquées lors de la séance de clôture, tant par M. René Pafra, président de la fédération, que par M. Pierre Mayet, directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, qui représentait M. Fernand Icart, ministre de l'équipement.

Tout en indiquant que l'Etat ne restait pas indifférent à ces difficultés, M. Mayet a déclaré : « *L'âge d'or des S.E.M. est révolu, Il ne reviendra pas. Il nous faut l'oublier.* » Après l'achèvement des grandes opérations d'urbanisme, lancées voici dix à quinze ans, s'ouvre une ère de « *réalisations plus modestes* », ce qui ne devrait pas réduire le volume des travaux à effectuer. D'autre part, les S.E.M. doivent « *compter davantage avec les responsables des collectivités locales, la population et... la concurrence* ». « *Les situations de monopoles ne sont plus la règle* », a noté le représentant du ministre.

Rappelant les critiques du système actuel, M. Mayet a notamment déclaré : « *L'économie mixte était censée sceller l'association des capitaux publics et des capitaux privés pour la poursuite de buts d'intérêt public, avec la souplesse et l'efficacité des méthodes et des moyens du secteur privé. Dans la pratique, cette association n'a jamais vraiment vu le jour.* »

De nouvelles orientations vont être définies par un groupe de travail interministériel, en liaison avec les représentants de la profession, dans quatre directions. Le rôle d'initiative et la responsabilité des collectivités locales dans la conduite de l'aménagement urbain vont être renforcés, ainsi que leurs moyens. Dans cette perspective, les études préalables aux réalisations devraient être confiées « *de préférence à des bureaux d'études indépendants de l'intérêt immédiat des réalisateurs* ». D'autre part, le champ d'intervention des S.E.M. va être élargi : elles pourront participer à la création de lotissements ou à la rénovation « *sagement conduite des quartiers anciens, le temps de la rénovation brutale étant achevé* ». Enfin, le cadre juridique d'intervention des S.E.M. sera assoupli, et les taux de rémunérations réformés.

De leur côté, les élus socialistes présents au congrès ont demandé que « *les élus figurent en majorité au conseil d'administration et au bureau de la fédération* », pour contrebalancer « *le poids excessif d'importants groupes financiers et parapublics dans les instances dirigeantes de la fédération* ». Dans une motion, les représentants socialistes ont regretté, par ailleurs, que le congrès n'ait pas évoqué la situation actuelle des SEM.

La nécessité d'une intervention de l'Etat a également été formulée par le maire adjoint de Saint-Etienne, tandis que M. Aufort, adjoint au maire communiste de Vitry-sur-Seine, dénonçait, de son côté, « *le désengagement du gouvernement au détriment des collectivités locales, contraintes, de ce fait, de recourir au financement par les organismes privés et de se soumettre à leurs exigences* ». Les uns et les autres reconnaissent que les SEM représentent un instrument utile au service des collectivités locales, à condition que ces dernières obtiennent, par le biais d'une autre politique gouvernementale, les moyens juridiques et financiers pour réaliser « *un urbanisme social équilibré et humain* ».

Dans ses motions finales, le congrès a réclamé l'attribution aux municipalités des pouvoirs et moyens nécessaires, tant financiers que techniques, pour assumer leurs responsabilités en matière d'aménagement. Il s'est félicité que les élus de toutes tendances maintiennent leur confiance dans la formule de l'économie mixte. Le congrès a insisté sur le développement des nouvelles missions des SEM dans l'aménagement des centres-ville, en périphérie urbaine comme en milieu rural, mais a regretté la tendance parfois « *restrictive et discriminatoire de l'administration* » à l'égard des sociétés, en ce qui concerne les études préalables, estimant qu'il était « *néfaste de séparer responsabilité d'études et responsabilité de réalisation* ».

JEAN-CLAUDE HAHN.

JUSTICE

L'avocat ouest-allemand Klaus Croissant est arrêté à Paris

Arrêté le 30 septembre à Paris, Me Klaus Croissant, quarante-six ans, doit comparaître lundi 3 octobre devant la chambre d'accusation appelée à statuer sur sa détention. L'avocat ouest-allemand, ancien défenseur du groupe Baader-Meinhof, réfugié depuis le 10 juillet en France, où il vivait dans la clandestinité, a été interpellé par la police dans un appartement situé 110, avenue du Général-Leclerc, à Paris-14e. Estimant qu'il ne pouvait plus assurer ses fonctions de défenseur en Allemagne, Me Croissant avait fait déposer, le 11 juillet, une demande d'asile politique en France. Le 15 juillet, un mandat d'arrêt international pour complicité d'associations de malfaiteurs et propagande en faveur de telles associations avait été délivré par un juge de la cour de Stuttgart. Ce mandat et la demande d'extradition présentée depuis par les autorités fédérales ont été notifiés à l'avocat dans la soirée du 30 septembre par M. Mario Moyal, premier substitut, qui l'a fait écrouer à la prison de la Santé. Me Croissant était assisté par Me Roland Dumas. Il sera également défendu par Mes Stéphanie Bordier, Jean-Jacques de Félice et Joe Nordman.

Le parquet de Paris a, d'autre part, ouvert une information contre X... pour recel de malfaiteur, visant tous ceux qui ont pu héberger l'avocat depuis qu'il est recherché par la police. L'appartement où se trouvait Me Croissant au moment de son interpellation est également occupé par un couple de jeunes Belges. La principale locataire de cet appartement, absente de Paris, sera entendue ultérieurement par les enquêteurs. Les recherches de la police avaient été récemment renforcées, alors que, auparavant, l'avocat avait pu s'entretenir à plusieurs reprises avec des journalistes (« le Monde » des 27 août et 14 septembre).

Me Roland Dumas a déclaré dans un communiqué : « Je trouve inadmissible le procédé qui a consisté à arrêter un avocat étranger qui avait demandé à bénéficier du droit d'asile sur le territoire français, alors que j'étais en pourparlers avec les autorités judiciaires pour assurer sa présentation dans des conditions qui assuraient le libre exercice du droit de la défense. »

SATISFACTION A BONN

De notre correspondant

Bonn. — L'arrestation de l'avocat Klaus Croissant est saluée avec beaucoup de satisfaction à Bonn. Selon une porte-parole du ministère fédéral de la justice, il s'agit là d'« *une action exemplaire pour la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme* ». D'autre part, le ministre fédéral de l'intérieur, M. Maihofer, a téléphoné à son collègue français, M. Bonnet, pour le remercier de cette intervention. On fait observer à Bonn qu'il reste aux autorités judiciaires de Paris à se prononcer sur la demande d'extradition présentée par la République fédérale. Mais, dans l'immédiat, l'arrestation met fin à ce que l'on considérait ici comme un scandale, en particulier depuis que l'avocat en fuite avait été interviewé à la télévision française alors que la police affirmait ne pas être en mesure de mettre la main sur lui. Une réaction caractéristique à cet égard est celle du grand journal populaire *Bild*. Son titre, étalé sur toute la première page, annonce : « *Enfin ! L'avocat terroriste Croissant est arrêté.* »

Me Croissant avait disparu le 11 juillet, alors qu'il se trouvait en liberté provisoire, après avoir versé une caution de 80 000 marks. Il était accusé alors d'avoir donné son appui à une « *organisation criminelle* ». Depuis deux ans déjà, on le soupçonnait d'avoir servi de lien entre les membres emprisonnés du groupe Baader-Meinhof et leurs amis ou complices toujours en liberté. Il y a quelques jours, le ministère de la justice de l'Etat de Bade-Wurtemberg a rayé Croissant de la liste des avocats, en arguant du fait qu'il ne réside plus à Stuttgart.

Dimanche 2 octobre entrera, d'autre part, en vigueur la nouvelle loi permettant aux autorités judiciaires d'interdir des contacts entre les terroristes emprisonnés et leurs avocats (*le Monde* du 1er octobre). La police ouest-allemande est en effet convaincue que des directives ont été données de l'intérieur des prisons pour préparer certains attentats, et grâce à la complicité des défenseurs. Certains se demandent même si Me Croissant n'aurait pas joué un rôle dans l'enlèvement de M. Schleyer.

Plusieurs membres de son entourage sont recherchés. Son associé, M. Jörg Lang, a disparu ; son assistant, M. Willy-Peter Stoll, est soupçonné d'avoir joué un rôle dans l'assassinat du banquier Ponto. Enfin, M. Joachim Klein, qui avait accompagné Me Croissant et Jean-Paul Sartre au cours d'une visite à la prison d'Andreas Baader, aurait pris part à l'attentat contre la conférence de l'OPEP à Vienne.

JEAN WETZ.

En bref...

● *L'incendie du C.E.S. Edouard-Pailleron.* — Le procès des neuf prévenus, — fonctionnaires, architectes, entrepreneurs, techniciens du Gaz de France — considérés par le parquet comme coupables d'homicides et blessures par imprudence au sujet de l'incendie de cet établissement scolaire, qui entraîna le 6 février 1973 la mort de vingt personnes (seize enfants, quatre adultes) et occasionna des blessures à douze autres, doit commencer le 17 novembre à la seizième chambre correctionnelle de Paris.

Le procès doit durer quatre à cinq semaines à raison de trois audiences par semaine. Les 5 et 6 octobre doivent comparaître, à huis clos devant le tribunal pour enfants de Paris les deux garçons qui avaient mis le feu à l'établissement.

● *Un incendie* a éclaté samedi 1er octobre, vers 3 heures, dans les locaux de la Ligue française des droits de l'homme, au rez-de-chaussée de l'immeuble, 27, rue Jean-Dolent, Paris (14e). Les dégâts matériels sont peu importants, mais les enquêteurs ont constaté des traces d'effraction et des documents ont été dérobés.

AÉRONAUTIQUE

LA SNIAS CONSTRUIRA AU BRÉSIL UNE USINE DE PRODUCTION D'HÉLICOPTÈRES

Brasilia (*A.F.P.*). — La Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) va monter et exploiter prochainement au Brésil la première usine de fabrication d'hélicoptères de ce pays. La SNIAS détiendra 45 % du capital social de la firme He Libras S.A. qui exploitera l'usine, les 55% restants étant contrôlés par la compagnie brésilienne Aerofoto Cruzeiro et l'Etat du Minas Gerais, puisque c'est dans le sud de ce territoire, à Itajuba, que sera construite l'usine d'hélicoptères.

L'usine représente un investissement initial de 122 millions de cruzeiros (40 millions de francs). Elle produira dans un premier temps des hélicoptères civils du type Ecureuil et Lama, la production devant atteindre au total quelque deux cents unités au cours des quatre premières années.

L'accord définitif, dont les principes avaient été élaborés au dernier salon aéronautique du Bourget, sera signé en novembre et la construction de l'usine commencera au début de 1978, le premier hélicoptère devant sortir des chaînes de montage vers la fin de l'année prochaine.

« *Nous allons construire au Brésil des hélicoptères à usage civil, dont l'utilisation pourrait éventuellement être étendue au domaine militaire* », a indiqué M. Yves Barbé, directeur général adjoint de la SNIAS.

Faits et projets

CORSE

● *Manifestations à Bastia.* — Un rassemblement aura lieu à Bastia, *le mercredi 5 octobre* après-midi, à l'appel du Comité *de sauvegarde des libertés* pour protester contre l'emprisonnement, *depuis le 14 septembre* dernier, de deux autonomistes, M. José Stromboni et Jean Nicolaï. Dans une lettre ouverte adressée à M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, les organisateurs de cette manifestation écrivent : « *Ces arrestations sur présomptions, avec des preuves factices, sont la démonstration de votre impossibilité de stopper les violences.* »

ENVIRONNEMENT

● *La dioxine de Seveso s'étend.* Une cinquantaine d'établissements scolaires de la région de Seveso sont contaminés par la dioxine, ce poison répandu accidentellement par l'usine Icmesa, le 10 juillet 1976. La nouvelle vient d'être donnée par le docteur Ezio Zambrelli, chargé par les autorités provinciales de la surveillance médicale des zones polluées.

Les prélèvements ont révélé un phénomène allant à l'inverse des résultats escomptés par les équipes d'assainissement : dans la plupart des cas les doses de dioxine sont plus concentrées qu'au début du mois. — (*A.F.P.*)

ILE-DE-FRANCE

● *Appel d'offres pour les travaux de la rue Vercingétorix.* — Les travaux de la rue Vercingétorix (XIVe arrondissement) vont commencer. Un appel d'offres publié au *Bulletin municipal officiel* vient d'être lancé par la Ville de Paris.

SPORTS

FOOTBALL. — *Au terme de deux matches comptant pour le championnat de France de première division, Saint-Etienne a battu Nîmes 2 à1, Strasbourg a battu Metz 5 à 1. En seconde division, Lille a battu Dunkerque 1 à 0.*

TENNIS. — *Au tournoi de la Raquette d'or, à Aix-en-Provence, l'Argentin Vilas s'est qualifié pour les quarts de finale en battant l'Australien MacNamara, puis pour les demi-finales en éliminant l'Espagnol Higueras. Les Français Deblicker et Goven ont vu leurs adversaires Zugarelli (Italie) et Gildmeister (Chili) abandonner pour protester contre l'utilisation de la raquette à double cordage.*

RÉGIONS

Ile-de-France

M. CHIRAC ANNONCE LA CONSTRUCTION D'UN VEL' D'HIV' A PARIS

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé, vendredi 30 septembre, au cours d'une conférence de presse, que le Conseil de Paris aurait à se prononcer dès lundi sur sa proposition de débloquer un crédit de 200 000 francs pour entreprendre une étude précise sur l'installation d'un Vel' d'Hiv' à Paris.

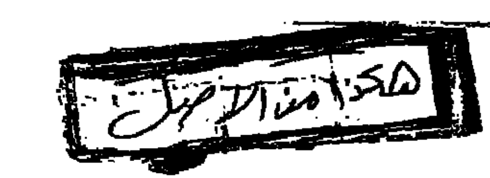
Il s'agirait d'un ensemble sportif d'une capacité de quinze mille places, adapté à la plupart des disciplines, et notamment aux compétitions sur piste en toutes saisons.

C'est en 1959 qu'avait été détruit le fameux Vel' d'Hiv' situé près du pont de Grenelle, lieu des Six Jours d'avant-guerre et des réunions politiques. Depuis, et malgré les demandes réitérées des milieux sportifs, il n'a jamais été possible de reconstruire ce grand complexe qui fait défaut à la capitale.

M. JacquesChirac, au cours de cette conférence de presse a confirmé la création d'une allocation en faveur des efmmes seules ayant un enfant à charge. D'un montant de 1 000 francs par an, cette allocation sera versée aux femmes élevant un enfant de plus de trois ans scolarisé dans les écoles publiques ou privées de Paris. Leurs revenus ne devront pas dépasser 2 400 francs par mois.

Le maire de la capitale a indiqué que les élus parisiens seraient saisis, au cours de la session du conseil de Paris, qui s'ouvre le 3 octobre, de dossiers concernant l'urbanisme, l'environnement et les affaires sociales. Une communication sera faite sur l'état d'avancement des travaux d'aménagement de La Villette, où une première tranche de 3 hectares du programme d'espaces verts sera terminée à la fin de cette année.

Enfin, une commission extra-municipale du mobilier urbain sera créée. MM. Maurice Druon, de l'Académie française, Guy Laroche, couturier, Savignac, peintre affichiste, Pierre Soulages, peintre, et Mme Gisèle Halimi, avocat, en feront notamment partie.



RELIGION

DEVANT LES PÈRES DU SYNODE

Paul VI affirme clairement qu'il n'a pas l'intention d'abdiquer

De notre envoyé spécial

Rome. — Paul VI ne l'avait sans doute jamais dit aussi clairement. Dès les premières lignes de son discours devant la session inaugurale du synode, il a affirmé sa *« volonté de consacrer totalement tout le temps que Dieu nous donne encore au bien de l'Eglise afin que la lumière se diffuse et que s'opère le salut des hommes ».* La cause semble donc entendue définitivement : Paul VI n'a pas l'intention d'abdiquer. Il considère même sa présence comme indispensable à l'Eglise d'aujourd'hui, persuadé que son départ ajouterait au trouble des esprits.

La suite de l'allocution pontificale est d'une remarquable et remarquée discrétion. Certains attendaient, sinon des directives, du moins des recommandations et une certaine impulsion. Il n'en a rien été. Tout se passe comme si le pape s'était abstenu pour *respecter l'entière liberté* des Pères du synode. Cet effacement donne du poids aux arguments de ceux qui estiment que l'institution synodale est en voie de progrès. Le pape est, en tout cas, de ceux-là. Il s'est réjoui que le synode ait affirmé la coopération entre le pontife romain et les évêques du monde entier et ait permis de mieux connaître la situation des Eglises particulières.

Unité d'action pour la catéchèse

En ce qui concerne le thème de la session — la cathéchèse, — le pape a rappelé que, dès 1971, le Saint-Siège avait préparé un « directoire général » qui fournissait des principes théologiques et pastoraux, mais qu'il avait cru utile de confier au synode *« un examen plus approfondi de la question »* et le soin de *« promouvoir une unité d'action ».*

Les Pères du synode n'ont plus qu'à se mettre au travail. En voici la répartition par continent : Amériques, quarante-quatre ; Europe, trente-neuf ; Afrique, trente-quatre ; Asie, vingt et un ; Australie, cinq.

Parmi les treize experts attachés au secrétariat spécial du synode se trouvent quatre religieuses, quatre laïcs dont deux femmes. La France est représentée par le Père Jacques Audinet, professeur à l'Institut catholique de Paris, qui avait participé, en 1975, à l'assemblée plénière des évêques français de Lourdes. Ce *même* religieux a participé directement à la rédaction définitive du document préparatoire du synode.

Le rapport de Mgr Degenhardt, archevêque de Paderbon (Allemagne fédérale), sur la situation d'ensemble de l'Eglise, qui a été présenté vendredi 30 septembre, est essentiellement descriptif. Il fait notamment allusion aux difficultés traversées par les Eglises dans les pays de mouvance communiste et dans ceux qui subissent des dictatures. Quelques lignes sont explicitement consacrées à Mgr Lefebvre.

HENRI FESQUET.

● *Un incident protocolaire* a marqué, le 30 septembre, la messe d'ouverture du synode des évêques à Rome. Mécontent de la place qui lui était réservée, le patriarche grec catholique Hakim Maximos V a quitté la chapelle Sixtine au début de la cérémonie. Deux autres prélats l'ont suivi : le cardinal Slipyj, archevêque des uniates ukrainiens, et le patriarche Ignace Antoine II Hayek, d'Antioche (Syrie). *« On nous a mis au dernier rang des deux cent quatre évêques, parce que nous ne pouvons pas concélébrer la messe »,* a déclaré le patriarche Maximos V qui a l'intention de déposer une plainte auprès du secrétariat du synode. — *(A.F.P.)*

● *Paul VI a accepté la démission de l'archevêque de Mexico,* Mgr Miguez Dario Miranda y Gomez, âgé de quatre-vingt un ans, et a désigné, pour lui succéder, Mgr Ernesto Corripio Ahumada, cinquante-huit ans, archevêque de Puebla de Los Angeles.

LE SECOURS CATHOLIQUE PRENDRA EN CHARGE MILLE ORPHELINS LIBANAIS

(De notre correspondant.)

Lourdes. — Quatre mille délégués du Secours catholique français se sont rassemblés récemment à Lourdes pour célébrer le trentième anniversaire de la fondation de l'œuvre créée par Mgr Jean Rodhain décédé au début de l'année. On remarquait la présence du cardinal Garonne, préfet de la congrégation romaine de l'éducation catholique.

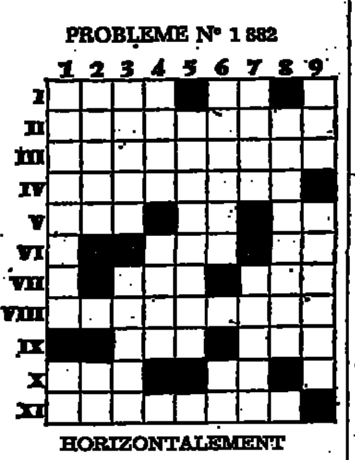
M. Amachia, ambassadeur de la Côte-d'Ivoire auprès du Saint-Siège, a présenté un appel des peuples du tiers-monde mettant l'accent sur la misère matérielle et morale des populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Le Secours catholique a notamment décidé de prendre entièrement en charge, en France, mille des trente mille orphelins libanais.

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1 882



HORIZONTALEMENT

I. Aux arrêts de rigueur ; Pronom. — II. Sans addition chimique. — III. Débute généralement par une ouverture. — IV. Déchirent superficiellement le sein d'une vieille nourrice. — V. Lettres d'introduction ; Symbole ; Fleuve. — VI. Se distingua au cours d'une guerre fratricide ; Imprimé sur un calendrier. — VII. Flot descendant ; Marque d'égocentrisme latin. — VIII. Entraînent certains sacrifices. — IX. Une des Cyclades ; Orientation. — X. N'implique aucune différence ; Terme musical. — XI. Te montreras un bon serviteur de l'ordre.

VERTICALEMENT

1. Affectation spéciale ; Désinence verbale. — 2. Battu par un militaire sans armes; Possessif. — 3. Dissipent ; Court sur le haricot. — 4. Innocente ; Compositeur. — 5. Fatales à maints rongeurs. — 6. De plus en plus timbrée ! ; Cité. — 7. Prophète ; S'attaqua au chef. — 8. Bonnes figures. — 9. Devise étrangère ; Tout un chacun sait qu'elles ne manquent pas de sang... froid.

Solution du problème n° 1 881

Horizontalement

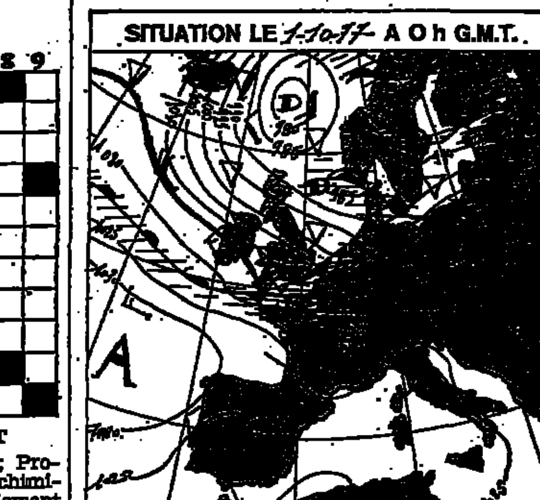
I. Varioloïde ; Revu. — II. Ardus ; N.L. ; Cartes. — III. Mi ; Lenteurs ; Ira. — IV. Pôles ; Triste. — V. Iso ; Eosine ; R.S.T. — VI. Rouillé ; S.N. ; Si. — VII. Asile ; Eh ! ; Et. — VIII. Spéciales ; Ruade. — IX. Mus ; Sérail. — X. Er ; Périt ; Oiseau. — XI. Sassera ; St ; Sûr. — XII. Gag ; S.O.S. ; Aéra. — XIII. Neutre ; Rentrée. — XIV. Agnès ; Valeur. — XV. Fières ; Eole.

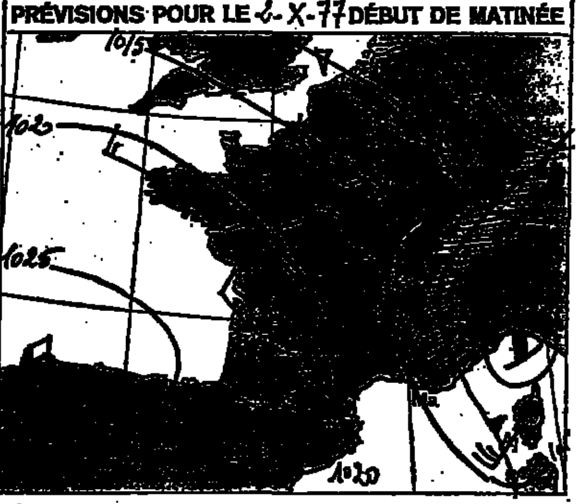
Verticalement

1. Vampirisme ; As. — 2. Arioso ; Pur-sang. — 3. RD ; Louves ; Agent. — 4. Iule ; P.S. ; Ue. — 5. Osés ; Laides ; T.S.F. — 6. Elsa ; Réer. — 7. Ont ; Œil ; Ir ; Eve. — 8. Ilets ; Lestas ; A.R. — 9. Uri ; ESE ; Orle. — 10. Ecrins ; Rossées. — 11. Asseneralt ; Nu. — 12. RR ; Huis ; Atre. — 13. Etiers ; Aléser. — 14. Ver ; Sied ; Aure. — 15. Usait; Té ; Uraète.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses ⏋orages ➡ Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 1er octobre à 0 heure et le dimanche 2 octobre à 24 heures :

Les masses d'air froid venant du nord de l'Atlantique achèveront d'envahir la France dans un flux de nord-ouest assez rapide.

Dimanche 2 octobre, sur l'ensemble du pays, le temps sera frais et variable avec alternance d'éclaircies et de nuages. Des averses ou des pluies passagères se produiront dans la plupart des régions. Les éclaircies seront généralement de courte durée, sauf dans le Midi méditerranéen, où les périodes ensoleillées prédomineront avec mistral et tramontane. Ailleurs, les vents, de secteur nord-ouest, seront modérés ou assez forts et irréguliers. Des rafales accompagneront les averses. Ces averses donneront des chutes de neige en moyenne et haute montagne sur les régions de l'Est et du Nord-Est.

Samedi 1er octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget de 1 014,8 millibars, soit 761,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 septembre; le second, le minimum de la nuit du 30 septembre au 1er octobre) : Ajaccio, 22 et 13 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux 22 et 14 ; Brest, 17 et 13 ; Caen, 17 et 13 ; Cherbourg, 16 et 13; Clermont-Ferrand, 22 et 13; Dijon, 19 et 9 ; Grenoble, 21 et 8 ; Lille, 17 et 10 ; Lyon, 21 et 11 ; Marseille, 25 et 16 ; Nancy, 20 et 11 ; Nantes, 18 et 10 ; Nice, 20 et 14 ; Paris - Le Bourget, 21 et 13 ; Pau, 22 et 16 ; Perpignan, 24 et 16 ; Rennes, 19 et 11; Strasbourg, 21 et 10; Tours, 20 et 10 ; Toulouse, 26 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 11 degrés ; Amsterdam, 16 et 12 ; Athènes, 17 et 12 ; Berlin, 15 et 13 ; Bonn, 17 et 11 ; Bruxelles, 18 et 12 ; îles Canaries, 28 et 23 ; Copenhague, 15 et 10 ; Genève, 23 et 11; Lisbonne, 31 et 20; Londres, 17 et 10 ; Madrid, 28 et 11 ; Moscou, 5 et 5 ; New-York, 22 et 17 ; Palma-de-Majorque, 24 et 12 ; Rome, 21 et 11 ; Stockholm, 13 et 8.

Circulation

DES INDEMNITÉS D'ASSURANCES PLUS RAPIDES

A partir de ce 1er octobre les blessés de la route toucheront plus rapidement leurs indemnités d'assurance, vient d'annoncer M. Michel Gaudet, président de la Fédération française des sociétés d'assurances.

La plupart des sociétés d'assurances, a-t-il indiqué, ont passé entre elles une convention pour se charger mutuellement d'indemniser directement leurs propres assurés et les passagers de ceux-ci, quand ils n'ont pas été arrêtés plus de trois mois par leur accident et qu'ils n'en conservent aucune infirmité permanente.

Dans le système précédent, l'agent d'assurance de la victime s'adressait au responsable de l'accident ou à son assureur, d'où des délais parfois fort longs pour faire indemniser son client. Rien ne sera changé quant à l'indemnité versée à la victime. Par contre, le règlement sera accéléré. La *nouvelle procédure,* appelée « indemnisation directe des accidents corporels (IDAC) », profiterait chaque année à environ soixante mille victimes, soit plus d'un accidenté sur deux. Un livre-pochette du « blessé de la route », regroupant toutes les pièces justificatives du préjudice, sera adressé à tout blessé de la route par son propre assureur.

Journal officiel

Est publié au *Journal officiel* du 1er octobre 1977 :

UN DECRET

● Portant publication du protocole relatif à la situation des volontaires du service national actif mis à la disposition du gouvernement du royaume du Maroc par le gouvernement de la République française, signé à Paris le 14 décembre 1976.

Expositions

● *Une exposition de champignons,* principalement des espèces comestibles et vénéneuses, organisée par la Société mycologique de France, sera ouverte au public toute la journée de dimanche 2 octobre, de 10 heures à 18 heures, à la faculté de pharmacie, 4, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

EXPOSITION

S. 8 - Haute Epoque, meubles et sièges rustiques.
S. 11 - Tableaux modernes, art contemporain.

VENTE

S. 1 - R. Mendès France.
S. 9 - Haute Couture, fourrures.
S. 15 - Bons meubles anc. et mod.

Stages

● *A l'intention des jeunes chômeurs* diplômés de l'enseignement supérieur, le Centre parisien de management de la chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, mercredi 5 octobre, à 9 heures, 108, boulevard Malesherbes (17e), une séance d'information sur un stage de gestion des entreprises, qui débutera le 24 octobre. Ce stage dure sept mois. La rémunération est fixée à 90 % du SMIC.

Médecine

● *Les nouveaux taux de remboursement de certains médicaments,* publiés au *Journal officiel* du 31 juillet 1977 (*le Monde* du 2 août 1977) entrent en vigueur ce samedi 1er octobre : un certain nombre de médicaments, notamment les levures, les laxatifs et les fortifiants, ne seront plus remboursés qu'à 40 %. D'autre part, des produits tels les immuno-globulines ou certains sérums seront remboursés désormais à 100 %, ainsi que toutes les dépenses pharmaceutiques — même les produits pour lesquels le ticket modérateur a été augmenté — dues à un traitement « prolongé » ou à une thérapeutique « particulièrement coûteuse ».

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du vingt-huitième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, l'ambassadeur de la République populaire de Chine, M. Han Ke-hua, a offert une réception le vendredi 30 septembre 1977.

Naissances

— M. et Mme Jean-Marc SIMON, ainsi que Lionel Aymeric et Alexis, sont heureux de faire part de la naissance
d'Aurélie
le 8 septembre 1977.

Décès

— Mme René Achard.
M. et Mme Jean-Jacques Achard,
M. P.-François Achard,
vous demandent une pensée pour
M. René ACHARD,
cinquante et un ans,
ingénieur E.S.C.I.L.,
qui nous a quittés le 27 septembre.
Pas de cérémonie.
99, rue P.-Brunier, Caluire.

— Mme Noël Bayon, son épouse,
M. et Mme Jehan Bayon-Auboyer, ses enfants,
Noël, Eric et Marie-Hélène, ses petits-enfants,
M. et Mme Louis Auboyer, ses beau-frère et belle-sœur,
Les familles Bayon, Amiot et Sampieri, ses cousins et cousines,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Noël BAYON,
chroniqueur médical à « l'Aurore » et à « Valeurs actuelles »,
président de l'Association nationale des journalistes d'information médicale,
survenu à Paris le 24 septembre 1977.
La cérémonie religieuse a été célébrée à Paris dans la plus stricte intimité le 28 septembre 1977.
23, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris.
5, impasse La Bruyère, 79100 Thouars.
Le Monde du 27 septembre.

— Mme L. J. Madeline et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de
M. Léon-Joseph MADELINE,
architecte D.P.L.G.,
chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
survenu le 28 septembre, à l'âge de quatre-vingt-six ans.
Les obsèques auront lieu le lundi 3 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 75007 Paris.

Remerciements

— Mme Kourilsky et ses enfants, très touchés des nombreuses marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de
M. Raoul KOURILSKY
expriment leur profonde gratitude à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Ceux qui ont connu et aimé
Mme Gabriel ARCHÉ
(Jeanne Bonjassy)
sont priés d'avoir une pieuse pensée pour elle, en ce jour, quinzième anniversaire de sa disparition.

Offices religieux

— Une messe sera célébrée à la mémoire du personnel navigant de l'aéronautique civile et militaire, tombé en service aérien, le dimanche 9 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Visites et conférences

Dimanche 2 octobre

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 10 h. : 2 bis, place Denfert-Rochereau : « Les Catacombes » (Tourisme Culturel).

10 h. : 13, avenue du Président-Wilson : « Au Palais de l'Alma » (L'Art pour tous).

10 h. 30 : 15, rue de Vaugirard, Mme Magnani : « Le Sénat au Palais du Luxembourg ».

NADES. — 11 h. : 92, rue Saint-Martin, Mme Oswald : « Le Centre Georges-Pompidou ».

13 h. 30 : Place de la Concorde, grille des Tuileries, Mme Pennec : « Le château de Nantouillet ».

15 h. : 62, rue Saint-Antoine, Mme Guillier : « Hôtel de Sully ».

15 h. : 12, rue Monsieur, Mme Lamy-Lassalle : « Connaissance du Faubourg Saint-Germain ».

15 h. : 277, rue Saint-Jacques, Mme Lemarchand : « Histoire des rues de Paris ».

15 h. 30 : Hall gauche, côté parc, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte » Caisse nationale des monuments historiques).

15 h. : 12, rue de Tournon : « Le Sénat » (Mme Barbier). (Entrées limitées.)

15 h. 30 : Métro Lamarck-Caulaincourt : « Vieux village de Montmartre » (Mme Camus).

15 h. : 23, quai Conti : « L'Académie française et les autres académies » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h. : 34, avenue de Madrid : « La Folie Saint-James » (Mme Ferrand).

15 h. : 70, rue de Vaugirard : « Œuvres d'art et souvenirs des souvenirs des Carmes-Deschaux » (Histoire et Archéologie).

15 h. : 93, rue de Rivoli : « Les salons du ministère des finances » (M. de La Roche). (Entrées limitées.)

15 h. : Place du Palais-Royal : « Les salons du Palais-Royal » (Paris et son Histoire).

15 h. : Métro Corentin-Celton : « Le grand séminaire et le village d'Issy » (Paris Inconnu).

CONFERENCES. — 15 h. et 17 h. : 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale : illumination et plein développement ». (Entrée libre.)

17 h. 30 : 11 bis, rue Keppler : « La Réincarnation et la Destinée de l'homme » (Loge Unie des Théosophes). (Entrée libre.)

LUNDI 3 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 30, devant les grilles du Palais de justice, Mme Allaz : « Le Palais de la Cité ».

15 h., entrée du musée, place Paul-Painlevé, Mme Garnier-Ahlberg : « Le musée de Cluny ».

15 h., façade, place de l'Opéra, Mme Oswald : « Le palais Garnier ».

15 h., métro Odéon, Mme Pennec : « Le rempart de Philippe-Auguste ».

15 h., entrée, Mme Vermeersch : « La basilique royale de Saint-Denis » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., métro Vavin : « Chez un restaurateur de vitraux » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., entrée, boulevard de Ménilmontant : « Promenade automnale au Père-Lachaise » (Mme Hager).

15 h., Musée des monuments français : « L'Auvergne » (Histoire et Archéologie).

15 h., cour Carrée : « La cour Carrée du Louvre » (M. de La Roche).

15 h., métro Ranelagh : « Eglises méconnues à Auteuil » (Paris et son histoire).

14 h. 30, métro Abbesses : « Le vieux Montmartre » (Mme Rouch-Gain).

CONFERENCES. — 14 h. 45, Institut de France, 23, quai Conti, M. Jacques Lesourne : « La notion de système et les sciences sociales : une prudente espérance ? ».

15 h., 13, rue Etienne-Marcel : « La méditation transcendantale et l'épanouissement de l'individu », entrée libre.

19 h. 30, salle Psyché 15, rue Jean-Jacques-Rousseau, M. Pierre Janin : « Introduction à la parapsychologie » (G. E. R. P.).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	108 F	195 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	198 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE	173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

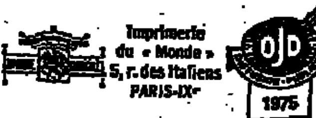
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

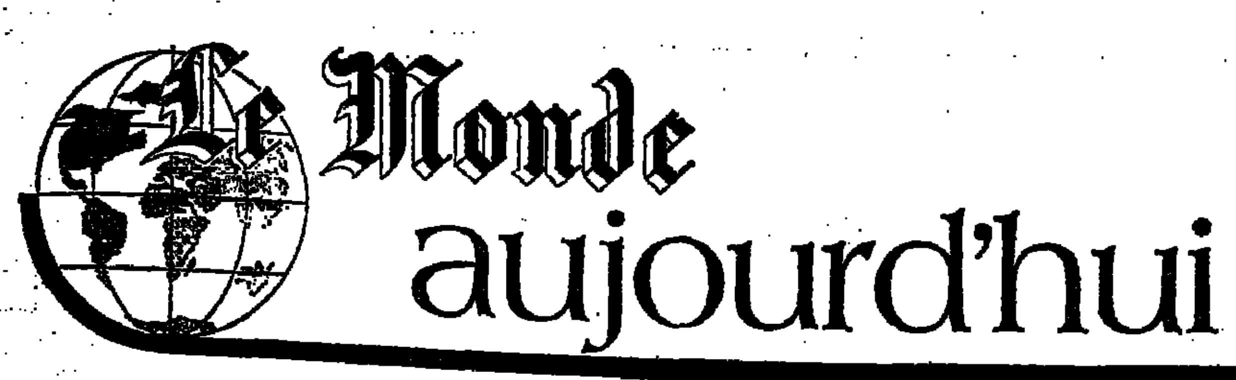
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.



LE SILENCE

Un voyage à Paris

« PARDON, je voudrais un renseignement.
— Oui ?
— La rue de la Gaîté, s'il vous plaît. »

Le temps de prendre l'inspiration nécessaire à la formulation de ma réponse, négative, puisque je connais très mal les rues de Paris, et je me retrouve avec un livre dans les mains.

« Nous sommes étudiants aux Beaux-Arts et nous vendons des livres pour acheter nos crayons. Tu donnes la somme que tu veux. »

Je refuse poliment, trop pauvre que je suis pour jeter mes quelques deniers dans l'achat d'un livre apparemment sans intérêt.

Les insultes pleuvent devant mon empressement soudain à déguerpir. Puis, dernier argument, apothéose de la mauvaise foi :

« Tu es donc contre les étudiants ? »

Dent pour dent.

« Oui ! »

Je quitte la gare Montparnasse et m'engouffre dans le métro.

Ici commence le royaume des ombres blafardes où les regards s'enfuient, se fuient. Assis ou debout, les voyageurs scrutent sans les voir la demi-obscurité du tunnel, la publicité qui pendouille au plafond, le dossier d'en face, au mieux une nuque, un dos, le coin d'une oreille. Aucun regard ne se croise. Il est vrai que nous sommes au pays des taupes.

Si, par erreur et par malheur, quatre pupilles échangent la vision de deux visages, le masque de l'appréhension et de la gêne sourd de chaque pore, dégouline en fine sueur de la racine des cheveux à la pointe du menton.

Sifflement des roues contre le rail, cahot des virages, basculement des freinages, on évite tout autant de se toucher. L'autre est un monstre, c'est évident. Quoi de plus normal au pays de l'agression permanente...

Dehors, enfin ! L'air est lourd des vapeurs d'échappement. Je me promène du côté de la rue de Rivoli et cherche la rue des Bourdonnais.

« Pardon, mademoiselle, je... »

Elle hâte le pas, lève les yeux, crispe les lèvres, et passe.

« Pardon, madame... »

La réaction est la même.

« Pardon, je... »

Fantômes ou êtres réels, m'entendent-ils, sommes-nous bien dans la même dimension, suis-je ou non sur la troisième planète à partir du Soleil ?

Pardon. Excusez-moi de vous causer une telle frayeur, mais je voudrais tout simplement vous demander où se trouve la rue des Bourdonnais. Puisque j'ai fui, envoyez-moi donc le renseignement à Quimper. Et, encore une fois, je vous prie de m'excuser.

Et pourtant, je n'avais rien à vendre, moi...

ANDRÉ GRALL.

SUR LE VIF

Les enfants

Rentrée des classes : le professeur de géographie relève les noms des élèves de cinquième. Il ne comprend pas celui d'une petite Chinoise, le fait répéter, ne comprend toujours pas et s'écrie : *« Vous ne pouvez pas vous appeler Fleur de lotus comme tout le monde. »* L'enfant, confuse, voudrait se cacher. Le professeur est satisfait de son joli mot. L'humour raciste a des semelles de plomb.

⁂

Un gamin commet quelques menus larcins dans la résidence secondaire où sa mère travaille comme femme de ménage. Réflexion de celle-ci : *« Tu ne pouvais pas faire ça ailleurs ! » « Mon autre fils n'aurait pas fait ça,* dit-elle encore. *C'est vrai qu'il est retardé. Il vaut mieux les avoir un peu retardés. »*

FRANÇOIS BOTT.

L'INSTANT

Sur le chemin de l'amitié

C'EST la campagne normande. Avec, à perte de vue, des bocages. Et ces arbres, droits, élancés, généreusement déployés, ou noueux, rabougris, torturés. Et, glorieuse ou tourmentée, leur beauté qui s'accorde à nos paysages intérieurs et récuse la solitude.

C'est la fin de l'été. Incertaine, la lumière tour à tour se précise, s'assourdit, se retire. Et revient, d'une douceur singulière, plus délicate, plus précieuse encore de tant de fragilité.

Vous êtes là le temps d'un week-end, deux jours privilégiés pour le temps de l'amitié.

Cendre et braise

Elle. Calme, douce, en apparence. Attentive, passionnée ou indifférente selon son humeur. Mesurant ses révoltes et démesurant ses enthousiasmes. A la fois prévisible et inattendue. Le charme de la braise sous la cendre quand la cendre ne peut éteindre la braise. De la générosité, beaucoup, jusqu'à la tolérance, extrême. De l'anticonformisme, pas trop. Une certaine manière d'être, discrète, chaleureuse. Le don de faire partager sa joie de vivre quand une heure, un jour, ressemblent au bonheur. Et, entre-temps, l'insatiable désir d'aller ailleurs, le plus loin possible, avec l'espoir avoué de s'y sentir différente. Elle, c'est une amitié venue au jour le jour, faite de ressemblances, de connivence, d'une complicité secrète qui se nourrit d'accords et de désaccords ; une sorte de prisme où se confondent deux personnalités, l'une s'enrichissant de ce qu'elle n'est pas par les reflets de l'autre. Elle, c'est l'amitié de cette qualité rare qui se prolonge jusque dans l'absence.

Lui, rieur, affable, à première vue. Dissimulant tant bien que mal, et plus souvent mal que bien, une sensibilité violente. Solide, jovial. Ou instable, buté, bougon. Mais sans complaisance, jamais. Lui, c'est une amitié qui doit beaucoup au hasard, et plus encore à cette sorte d'affectueuse estime qui, pudiquement, se déguise en humour ou en agressivité pour n'exprimer que les divergences. Et l'humour et l'agressivité se télescopent allègrement quand vient le besoin d'éprouver l'autre, de s'éprouver à travers l'autre. Lui, c'est l'amitié en vadrouille, c'est l'amitié en déroute, c'est l'amitié qui se cherche.

Et lui, l'autre ? Lui, c'est encore, c'est presque un inconnu. Rien entre vous n'est délimité de possible ou d'impossible. Rien sinon, à travers des mots anodins, une sorte d'alliance insidieuse qui rôde, déjà. Vous ne connaissez de lui que sa manière d'être présent, en ce lieu, sa façon d'habiter l'espace, en ce moment, ce mouvement de tête, ce geste qu'il a pour rejeter ses cheveux en arrière. Vous ne devriez peut-être pas, sûrement pas, vous laisser prendre en flagrant délit d'intérêt et découvrir, à l'ironie amusée de son regard, que vous êtes en train de le dévisager. Vous savez bien pourtant que le chemin de l'amitié prend des détours indicibles et que, pour le raccourcir, il faut au moins, il faut surtout d'impondérables, de prodigieux hasards. Vous le savez. Mais n'est-elle pas impondérable, et déjà prodigieuse, votre curiosité, offerte, puis contenue, mais rebelle, mais têtue ? Mais tellement irraisonnée ? Et ce n'est certes pas de la raison que nous vient l'amitié, ni son ampleur, ni sa durée. Mais bien plutôt de tels instants, chargés d'un climat particulier, à ne pas laisser perdre.

Sûr que vous auriez su le piéger, cet instant. S'il n'avait été requis par cette autre amitié, bizarre, ambiguë, légère et exigeante, la seule qui puisse ainsi faire de vous le maître, et aussi l'esclave. S'il n'avait été choisi par votre chat pour quémander la caresse qui le délivrerait d'une résille de toiles d'araignée.

EDITH WEIBEL.

Propos désobligeants sur un plaisir de saison

SEPTEMBRE, ce sont les aubes brumeuses et floues, les crépuscules éclatants de la lumière dorée des frondaisons mourantes. Septembre c'est aussi (et surtout) pour des milliers de Français le mois de Nemrod, grand chasseur devant l'Eternel et accessoirement roi de Chaldée.

Si l'on osait, en un pareil domaine, demander le secours de la poésie, on rappellerait les vers du charmant Géo Pomel, qui chante ainsi Vendémiaire :

C'est la ronde des feuilles
Triste l'on se recueille
Des lapins vous dépassent
Coursés par des chiens d'chasse
Et l'on r'çoit brusquement
Douze plombs dans les fesses
Pan ! C'est l'automne.

L'armada des chevaliers du deux-coups se constitue chaque année, avec soin et minutie. Les hectares de prés et de plaines, fraîchement veufs de leurs foins et de leurs blés, se cotent comme des valeurs en Bourse, par actions, que l'on débite selon la qualité du capital social, c'est-à-dire l'importance du gibier. Là où icelui est parcimonieusement lâché, on restreint le massacre à un nombre de « pièces » fixes. Ailleurs, chez les plus aisés, on tape dans le tas sans limiter l'artillerie.

A l'heure « H », des multitudes de solides godasses graissées, de confortables bottes huilées, écrasent la glèbe dans la foulée des battues et au milieu du concert de jappements des chiens. Le jour sacro-saint de l' « ouverture » a bloqué depuis des semaines les agendas de rendez-vous de tout un monde laborieux.

On part pour chercher à retrouver l'ancestral frisson de l'homme de Cro-Magnon lorsqu'il affrontait le dinosaure. Les redoutables fauves que l'on se propose d'occire sont, pour l'heure, blottis de frayeur dans leur antre. C'est la boule soyeuse du lièvre et celle plus douce encore du lapin, la tache grise de la perdrix, l'arc-en-ciel du faisant, auxquels le plomb, gracieusement éparpillé en éventail de fer, laisse peu de chances.

Taïaut !... Taïaut !... *Le belliqueux cri de guerre retentit le long des routes, rebondit sur les orées forestières, heurte la hure des sangliers, ferme l'œil des volatiles et meurt dans les oreilles couchées des « capucins ». On assiste à la mobilisation générale des soldats de Manufrance avec la hiérarchie minutieuse qui s'attache à cette armée de temps de paix. Il y a les modestes, seuls avec leur corniaud mais seuls aussi à saliver l'affront de manquer le gibier ; il y a les groupes indépendants qui dévorent des kilomètres pour débusquer l'animal avec souvent une stratégie hautement fantaisiste qui ne va point toujours sans dommage pour le cheptel local et les chiens, voire les maîtres. Il y a aussi ceux qui possèdent des rabatteurs. Ce sont les rentiers cynégétiques auxquels un garde passe le fusil tout chargé parce qu'ils ont tendance à armer à l'envers. Leur adresse est en général telle qu'ils rateraient une vache dans un couloir avec un canon de 75.*

Au-dessus de ces aristocrates de la cartouchière, sous le nez desquels on pousse poils et plumes, vient le nec plus ultra, *les seigneurs qui se réclament des lois de la vénerie, qu'ils affirment chargées de noblesse. Il faut avoir des moyens qui ne sont point ceux du commun des mortels pour traquer le daguet. Toute la pompe empesée de la chasse aboutit là, dans le velours de deuil des bombes, l'écarlate sanglant des tuniques, l'éclat des cuivres et la férocité des meutes.*

« Taïaut !... Taïaut !... *Selon des règles moyenâgeuses et inchangées, on « courre » la bête à l'article un, on l'épuise selon l'alinéa deuxième, on la « sert » en vertu du paragraphe quatre. Puis vient le bouquet de la charognerie, l'ultime chapitre de cette altière et merveilleuse pratique, la « curée », les chiens fouillant les chairs et les tripes encore palpitantes du cerf que l'on vient d'égorger.*

Septembre, c'est le sang des faibles qui étoile les fourrures et meurtrit les plumages. Nos forêts, nos vallées, où il fait si bon courir et s'aimer, brouter et sauter, hors le temps de tuerie légale, deviennent des chausse-trapes, des géhennes pour tout un petit monde vivant et frémissant.

Que Dieu me pardonne, si d'aventure il y a à intervenir en cette affaire, je préfère la gigue irlandaise à celle du chevreuil ! Dussé-je m'attirer quelques inimitiés, j'oserai affirmer que je ne goûte point le son du cor le soir au fond des bois. Tout compte fait, j'aime mieux voir les quatre-vingts chasseurs explorer ceux du lit de la marquise.

SERGE GRAFTEAUX.

Au fil de la semaine

Religion et politique

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

AU sein du catholicisme français, les querelles qui opposent les groupes attachés aux rites traditionnels, les « intégristes », à une Eglise en pleine évolution et surtout à l'avant-garde du changement, les « progressistes » chrétiens, viennent de rebondir ou, à tout le moins, ne semblent guère orientées vers l'apaisement. Ces luttes portent-elles vraiment sur la liturgie, la messe en latin ou en français, le chant grégorien ou la musique pop, la confession individuelle ou l'absolution collective, l'appropriation d'une chapelle ou d'une église, et même sur deux pensées théologiques ? Ou bien recouvrent-elles et expriment-elles dans l'Eglise l'affrontement qui oppose dans la société française les catégories sociales en déclin et les classes montantes ?

En d'autres termes, l'arrière-garde intégriste s'identifie-t-elle vraiment au conservatisme réactionnaire, au sens étymologique du terme, tandis que l'avant-garde progressiste grossirait les courants moderniste, collectiviste, voire marxiste ? Allant plus loin, on peut se demander si les transformations du champ religieux suivent, accompagnent ou précèdent les transformations du champ politique et quelle est leur influence réciproque. Ces chrétiens qui sont progressistes « parce que » chrétiens (et non plus, comme jadis, « bien que » chrétiens) contribuent, c'est certain, à transformer l'image du catholicisme ; mais, en imprégnant de plus en plus profondément la gauche elle-même, ne sont-ils pas en train de changer aussi la gauche ? A la limite, le jour pourrait alors approcher où l'Eglise, si longtemps étroitement solidaire en France de la droite, de la défense des pouvoirs et de l'ordre établi, s'identifierait au contraire aux forces de mouvement, de progrès et de transformation sociale.

ON n'en est certes pas encore là et on ne peut guère, pour l'instant, que s'interroger sur l'ampleur et la nature exactes d'un phénomène qui n'intéresse pas seulement les chrétiens, mais constitue à coup sûr une donnée importante de l'avenir politique et social du pays. Ces questions et bien d'autres, ainsi que les premières conséquences qui en découlent, font précisément l'objet d'une intéressante étude que publie dans son numéro de septembre l'excellente revue « Actes de la recherche en sciences sociales » (1).

L'auteur de cette analyse, M. Claude Grignon, s'appuie principalement sur les travaux développés dans ce même domaine par M. Pierre Bourdieu, directeur de la revue. Il ne prétend nullement apporter des réponses définitives et exhaustives ; simplement, à l'aide de témoignages, d'enquêtes, de lectures, et même en procédant à l'inventaire d'un magasin spécialisé dans le commerce des objets de piété et des livres religieux, il s'efforce de vérifier certaines hypothèses, d'examiner divers aspects des transformations respectives du champ religieux et du champ politique dans la société française.

Pour concrétiser cette double évolution, nous publions d'ailleurs en page 16 l'essentiel de deux portraits contrastés tracés en marge de l'article, qui décrivent bien, nous a-t-il semblé, les deux types de chrétiens — ou plutôt, en l'occurrence, de chrétiennes — qui s'opposent dans cette nouvelle guerre de religion, une « dame intégriste » et une « militante en recherche ».

DE façon schématique, car il ne peut être évidemment question de rendre compte ici d'une étude aussi longue, savante et nuancée, mais simplement d'en citer ou résumer quelques passages, comment caractériser les deux camps ?

Les mouvements intégristes exercent surtout leur attraction sur des fractions plus ou moins en déclin de la classe dominante : aristocratie foncière, armée, professions anciennes pas encore rénovées (telles que le notariat), patrons « vieille France » (par opposition aux « nouveaux managers »), provinciaux plus que parisiens. Et aussi sur des éléments de la petite bourgeoisie appartenant à des professions menacées dans leur avenir, dans leur conception du monde et du métier, petits artisans, petits commerçants, petits fonctionnaires.

Toutefois l'avant-garde et l'arrière-garde peuvent coexister — et s'affronter — à l'intérieur de chaque classe et même de chaque fraction, groupe ou profession. Par exemple on voit s'opposer à l'intérieur d'une même famille aristocratique les branches mortes et les branches vivantes, les cousins désargentés et ceux qui ont su redorer leur blason, ceux qui ont manqué les occasions et ceux qui ont fait en temps utile les bons choix ou les bons placements, Sciences-po plutôt que Saint-Cyr, le Plan plutôt que le Quai d'Orsay, la banque plutôt que l'industrie minière ou sidérurgique, etc. Et une analyse plus fine encore ferait apparaître l'importance des groupes dépossédés de leur patrimoine ou de leur pouvoir par l'évolution historique génératrice de catastrophes personnelles, tels que le personnel de Vichy, d'anciens « collaborateurs », d'anciens colons, etc.

Quant aux catholiques d'avant-garde, ils appartiennent plus souvent, eux, aux professions intellectuelles et, dans la classe moyenne, aux « nouvelles professions ». Une étude de la revue « Autrement » (2) a montré qu'une proportion importante des lecteurs de « Témoignage chrétien » et des militants de « Vie nouvelle » se recrutaient parmi les salariés des classes supérieures (respectivement 33 et 41 %) et des classes moyennes (42,2 et 42,1 %) et non parmi les agriculteurs, les artisans et les commerçants.

⁂

LES catholiques d'avant-garde ont réussi à faire admettre la psychanalyse dans la culture catholique au point que la présence de l'Eglise influence l'évolution de cette discipline. Selon des mécanismes assez semblables, certains d'entre eux tentent maintenant d'introduire le marxisme dans cette culture, et les signes d'une interaction — du catholicisme sur le marxisme, du marxisme sur le catholicisme — se multiplient. Ils ont aussi rapatrié l'anticléricalisme à l'intérieur de l'Eglise : le passage à la gauche de la fraction la plus anticléricale des catholiques, note l'auteur, a pour effet de mettre dans le même sac les partisans « attardés » de l'école libre et les « nostalgiques » de l'école laïque, de renvoyer la « laïcité » et ses défenseurs du côté de la tradition, du passé et de la droite, d'inciter la gauche à abandonner un mot d'ordre « dépassé ».

L'évolution des catholiques vers la gauche a contribué encore à modifier le rapport des forces entre le parti communiste et les autres formations, ainsi qu'au sein de la gauche non-communiste, d'autant plus aisément rejointe par les chrétiens que, au lendemain de la chute de la IVe République, cette gauche vieillie, en pleine décomposition, dépourvue de bases idéologiques, offrait une moindre résistance à la pénétration des « nouveaux catholiques », un emplacement vide, disponible pour l'expression politique des « nouvelles fractions ». L'itinéraire de nombre de « chrétiens de gauche » passant des mouvements d'action catholique à la nouvelle gauche et au P.S.U., puis au parti socialiste, point d'aboutissement actuel de leur trajectoire, a été souvent décrit. Ces jours-ci encore, comme l'a relevé dans sa critique de cet ouvrage Maurice Duverger (3), le livre de Thierry Pfister « les Socialistes » fait bien apparaître la proportion considérable de militants et dirigeants d'origine chrétienne que compte dans ses rangs le P.S., et plus encore son aile gauche, le CERES.

Selon l'analyse, on note également que ce passage à gauche des catholiques d'avant-garde a aussi pour conséquence de retenir la gauche du côté du « cœur » et des grands élans toujours un peu naïfs, de la renvoyer dans l'utopie, dans l'idéal, dans l'irrationnel, et de permettre du même coup à la droite de conserver le monopole du « réalisme » et de la raison. Et l'étude s'achève sur une supputation, une de plus, qui mériterait d'être creusée : « La disparition de l'Eglise traditionnelle pourrait bien avoir pour effet inattendu de redonner une coloration religieuse à la culture et au style de vie des nouvelles fractions et de ramener celles-ci, et plus particulièrement les intellectuels, vers une forme rénovée de la religion. »

(1) Revue bimestrielle, éditée par la Maison des sciences de l'homme, diffusée par les Editions de minuit. Le numéro : 18 F ; abonnement annuel : 70 F (54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06).

(2) N° 8, 1977.

(3) *Le Monde* du 1er octobre.



ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER



« Gallia divisa est »

Sous le titre « Gallia divisa est », l'hebdomadaire de la gauche anglaise *NEW STATESMAN* analyse la situation politique en France :

« *Comme la Gaule dans la phrase un peu éculée de César, la gauche française est aujourd'hui divisée en trois.* » (...) Parmi les propositions communistes, le *NEW STATESMAN* retient particulièrement le projet de nationalisations « à la demande » des travailleurs :

« *Le groupe Tribune* (la gauche travailliste) *devrait se battre pour ne pas y avoir pensé plus tôt. Voilà une idée qui respire l'esprit démocratique et l'initiative populaire et qui prive la droite de l'un de ses arguments préférés : le fait que les nationalisations sont imposées par des doctrinaires contre le vœu des travailleurs concernés. (...) Chez nous, le parti travailliste est déchiré depuis des années par des querelles sur le point de savoir quelles industries ou quelles portions d'industries devraient être nationalisées. La plupart d'entre nous pensent, maintenant, que la construction d'une société socialiste ne dépend pas des dimensions statistiques du secteur public, mais du contrôle des leviers de l'économie et de la possibilité de modifier l'échelle des valeurs et des priorités. Ce qui ne peut se faire que si on a le pouvoir. Avant le pouvoir, il faut une victoire électorale. Et la première condition, pour une victoire électorale — plus importante qu'un « programme », fût-il parfait, — c'est l'unité.* »

TEMPO

Un prisonnier très demandé

Il est dangereux d'être prisonnier en Indonésie, particulièrement quand on est un riche Chinois et que les diverses polices se disputent l'honneur de vous garder.

L'hebdomadaire *TEMPO* raconte l'histoire suivante : « *Un jour, un « cukong »* (nom donné aux riches hommes d'affaires chinois) *fut arrêté par la police. Son avocat, Me Tjiam Djoe Khiam, se posta devant les grilles du commissariat pour protéger son client. Le soir-même, avant que la police n'ait interrogé le détenu, une jeep de la police de l'armée de terre se présenta et demanda à prendre livraison du suspect. La police refusa. Peu après, des émissaires de l'armée de l'air se présentèrent. Nouveau refus, encore plus ferme, de la police. (...) Plus tard, ce fut le tour d'un commando de la marine. Cette fois, encore, la police refusa d'obtempérer. Mais Me Tjiam a dû rester toute la nuit devant le commissariat pour être sûr que son client ne serait pas « enlevé ».*

The Economist

Requiem pour Victor

La mort tragique de Victor, girafe mâle, qui glissa alors qu'il rendait hommage à l'une de ses compagnes et ne put se relever que plusieurs jours plus tard pour mourir d'une crise cardiaque, a été relatée dans de nombreux journaux.

L'hebdomadaire anglais *IHE ECONOMIST* s'interroge sur les raisons de cet intérêt passionné : « *Avec un anthropomorphisme qui aurait fait rougir Walt Disney, les journalistes ont vu en Victor un gentil géant, stoïque, aimant (c'est même la raison pour laquelle il a succombé), plein de joie de vivre. Le* Guardian *lui a prédit l'immortalité en annonçant (fait non confirmé) que l'une des ses femelles attendait un petit.*

» *Pour certains journaux, le fait que Victor fût « britannique » a accru encore son aura : selon le* Daily Express, *il dominait nos difficultés du haut de ses 18 pieds... Il a rendu un peu de foi dans la nature britannique ». Le* Daily Mail *a trouvé un psychologue pour assurer que « Victor est la preuve que le monde envie secrètement notre échelle de valeurs ».*

En fait, juge *THE ECONOMIST*, « *nous allons au zoo pour nous regarder en face. Qui n'a eu un moment de sympathie cauchemardesque pour cette créature dont les jambes n'obéissaient plus et qu'aucune machine ne parvenait à aider ?* »

KOMSOMOLSKAIA PRAVDA

Le « Ruglais » est parmi nous

Le « ruglais » menace le pays de Tolstoï, si on en croit la *KOMSOMOLSKAIA PRAVDA* qui publie, sous la signature du chef de son service artistique, un article sur l'« invasion » des mots anglo-américains :

La langue russe est une langue « *magnifique, puissante, authentique, équilibrée,* écrit l'organe des jeunesses communistes... *Nous n'avons pas le droit de laisser derrière nous une langue appauvrie, faite de clichés, ce serait injuste pour les générations suivantes* ».

Parmi les termes fustigés par la *KOMSOMOLSKAIA PRAVDA* figurent « *servis* », « *offis* », « *autsaider* », « *forvard* », et « *golkiper* ».

« *Je suis hostile à l'emprunt inconsidéré de termes étrangers, car la plupart d'entre eux ne sont pas seulement dépourvus de tout intérêt pour notre enrichissement spirituel, mais contribuent à dégrader notre langue en lui ôtant sa pureté et sa force intrinsèque* », déclare le chroniqueur soviétique qui critique, au passage, les « intellectuels » mécontents du vocabulaire « *bureaucratique* » des autorités.

LOS ANGELES TIMES

Hôtes de charme pour dames seules

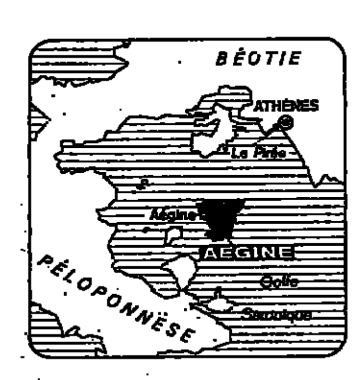
Déjà célèbre pour les distractions qu'il propose aux touristes étrangers, le Japon se lance maintenant dans la conquête de la clientèle féminine. Selon le correspondant à Tokyo du *LOS ANGELES TIMES*, il existe quelque dix mille « hôtes » dans la capitale japonaise prêts à accueillir dans leurs « clubs » les dames esseulées :

« *Dans ces clubs, les femmes viennent chercher un homme qui les écoute, qui leur parle de ce qui les intéresse, qui les fait danser, qui tient leur chaise quand elles s'assoient, qui allume leurs cigarettes, bref qui s'occupe d'elles. Dans un pays où les femmes allument généralement les cigarettes des hommes, cela n'arrive pas souvent. Ces « hôtes » sont généralement beaux, bien habillés et fort bien élevés. Ils ont entre vingt et trente ans et font presque tous ce métier pour pouvoir, un jour, ouvrir un petit commerce.*

» *Ils gagnent en moyenne l'équivalent de 2 200 dollars par mois (11 000 F), c'est-à-dire deux fois plus qu'un employé dans une grande entreprise. Les plus recherchés se font jusqu'à 7 000 dollars. (...) Parmi ces derniers, M. Chiba qui définit ainsi sa « politique » : « Les nouveaux s'intéressent d'abord aux jolies femmes. Mais, ensuite, ils apprennent à découvrir celles qui ont de l'argent et les raisons pour lesquelles elles sont là : bavarder, danser, boire, ou autre chose.* »

Lettre d'Aegine

L'île aux trois cent soixante-cinq églises



EN arrivant au Pirée, on est presque toujours assuré de trouver un bateau pour Aegine. Et il y en a de toutes sortes : depuis les « dauphins volants » qui partent du petit port de Zea, et qui sont d'un *design* tout ce qu'il y a de plus aérodynamique, jusqu'aux rafiots qui semblent sortir de la baraque du *Karagueuz* (le guignol grec), en passant par les « *ferry-boâte* » chers à Pagnol. Les passagers sont tout aussi hétéroclites que les moyens de transport. Des paisibles insulaires revenant du marché, « mamas » felliniennes, des Athéniens propriétaires de villas « *rustiques* », des touristes rougis par le premier coup de soleil sur l'Acropole, de vieilles femmes pareilles à des petits rochers drapés de noir, et des popes à longue barbe sortis de l'éternité orthodoxe ou de quelque conte de Papadiamantis. Ces deux dernières catégories, seules à être constantes à chaque saison, vont *prier devant le corps d'Aghios Nectarios*, le saint thaumaturge de cette île qui détient un record : trois cent soixante-cinq églises ! Le nombre des jours d'une année ; plus de quatre au kilomètre carré.

Le petit port blanc et ocre mi-néoclassique en pierre de taille du pays, mi-chaux blanche des îles, offre à bout de bras une merveilleuse petite chapelle qui eût inspiré Cocteau et dédiée à saint Nicolas, protecteur des marins. Mais ce qui frappe au premier abord ce n'est pas le recueillement dévot, mais une atmosphère de douceur de vivre et ce mélange particulièrement grec de calme et d'animation

AUX temps mythologiques, cette terre abrita la passion clandestine de Jupiter pour Aegine, fille d'Asopos. Le produit de cet amour sera Aiakos, premier roi de l'île, qui lui donnera le nom de sa mère. Plus tard, en l'an 1000 avant J.-C., les Doriens d'Epidaure feront la conquête de cette terre et lui offriront la prospérité. En 700 avant J.-C., Feidon, roi d'Argos, fait battre à Aegine la première monnaie grecque en argent, la fameuse didrachme « à la tortue », si prisée par les collectionneurs. Lors de l'invasion perse, la flotte de l'île se battra à Salamis, mais l'antagonisme des cités grecques jouera désormais contre les Aeginites. Ils deviendront les vassaux des Athéniens et, plus tard, vendus pour 30 talents par les Aetoliens, ils *seront sujets du roi de Pergame.* Entre-temps, l'île aura eu son grand homme : Aristophane, l'auteur comique le plus célèbre du monde antique. En l'an 150 avant J.-C., Pausanias, qui visitera ces lieux, en fera une description complète.

Au Moyen Age, Aegine, province byzantine, vit pendant des siècles en marge de l'histoire et des envahisseurs et, dès 1390, elle fait partie de l'empire maritime de Venise. En 1500 *elle* est prise par les Turcs et, un an plus tard, reprise par les Vénitiens. Les stratèges de cette époque découvrent qu'elle est aussi une « base » puisqu'elle contrôle le golfe du Saronique, et donc Athènes et le Pirée. Reprise par la flotte turque en 1537, et reconquise en 1655 par les Vénitiens, elle revient aux Ottomans en 1715, puis aux Russes en 1770 (pour quatre ans) et ensuite aux Turcs. A la fin du dix-huitième siècle, les révolutionnaires grecs la prennent d'assaut. Terre libre, mais non reconnue par les Grands, elle devient, en 1826, le siège du gouvernement provisoire grec. Un grand nombre d'intellectuels s'y réfugient avec l'arrivée de Jean Capodistria, premier chef d'Etat de la Grèce libre, qui en fait sa capitale pour presque deux ans. Le premier journal franco-grec, qui a comme titre (en français) *l'Abeille grecque,* y voit le jour et on y cultive pour la première fois la pomme de terre, sur l'ordre de Capodistria, car c'est « *un excellent moyen pour nourrir le peuple affamé* ». Par un juste retour des choses, les premières monnaies de la Grèce moderne sont battues à Aegine.

Mais cette gloire est brève. En 1829, une fois la capitale transférée à Athènes, l'île redevient la terre de douceur promise aux solitaires et aux touristes, qui se croisent souvent sur les quais et à l'*agora* en s'ignorant. Ici, artistes et écrivains trouvent un certain calme, car la vie mondaine est quasi inexistante. Nicos Kazantzaki a vécu au bout d'un chemin qui longe une falaise et qui porte maintenant son nom. Il y a composé *l'Odyssée* (suite d'Homère), le plus long poème qu'un homme ait écrit : trente-trois mille trois cent trentre-trois vers.

LA proximité d'Athènes remplit pour le week-end le petit port de transistors et de jeans. Les places sont rares dans les tavernes à poisson. On s'y déplace beaucoup à bicyclette : entre les églises qu'on découvre partout, ce moyen de locomotion, réputé français, est une des caractéristiques d'Aegine. Il y a plus de deux cents vélos de toutes tailles et de toutes marques. Thanassis — mains noires de cambouis et chemise blanche immaculée — est un des loueurs de la place. Son « entreprise » possède huit sortes de bicyclettes, dont quelques-unes couplées, dont les pédaleurs se trouvent côte à côte. « *C'est une invention de feu mon père. Il fut le premier à coller ainsi deux bicyclettes l'une à côté de l'autre pour les couples mariés.* » Ne discutez surtout pas : Thanassis affirme qu'il fera enregistrer (un de ces jours) l'invention de son père « *à l'ONU de Genève* ».

Une des principales routes, celle d'Aghia-Marina, traverse l'île en diagonale. Avec le bus, branlant comme il se doit dans la campagne grecque, on met moins de dix minutes pour trouver une terre très jaune et plantée de pins et d'oliviers. De minuscules collines surmontées d'une chapelle blanche gardée par quelques cyprès, font tourner la route et se succéder les minuscules paysages d'une éternité vivant dans son quotidien. Des pistachiers qui sont une des richesses de l'île, et des amandiers frêles et verts, divisent la « plaine » en parcelles individuelles.

Un quart d'heure encore avec quelques stations, au gré des voyageurs (devant des poignées de maisons), et c'est la fin du billet de 10 drachmes : le monastère d'Aghios-Nectarios, longue bâtisse blanche qui ceint la colline au pied de laquelle l'archevêché fait construire une grandiose église en béton, d'une laideur exemplaire. Jusqu'à ce que les plus âgés des passagers descendent avec un pope, j'ai le temps de penser au neveu du saint, Céfalos, vendeur de marrons à Paris pendant plus de vingt ans — devant le théâtre Sarah-Bernhardt, place du Châtelet — et qui, vers la fin de sa vie, connut, avec deux expositions, la gloire artistique des peintres naïfs.

Maintenant le bus monte vers un des plus beaux temples de la Grèce antique, Aphéa, en pierre jaune comme du liège, d'une simplicité et d'un équilibre à couper le souffle. Ici, Renan aurait pu écrire une prière à l'harmonie et son mystère. Un orchestre de cigales projette une musique spatiale dans l'air chaud. Heureusement, à l'heure qu'il est, il n'y a pas de guide. La route descend maintenant vers Aghia-Marina. L'environnement change. Le petit port est plein de yachts de toute taille, ceint d'hôtels modernes et de restaurants spécialisés. Tout est bien ordonné. « *Aghia-Marina, c'est le luxe,* dit le chauffeur du car, qui se dégourdit les jambes, fumant une cigarette, *des professeurs d'université, des médecins, des diplomates, des armateurs...* » Juste le temps de prendre un bain, avec en toile de fond des chriscraft qui divisent le ciel de la mer.

MAIS il y a des endroits secrets à Aegine, des lieux qui vivent leur réalité séculaire, loin de l'organisation et de l'industrie touristique. Tel est Perdika (en grec « la perdrix ») petit village de pêcheurs à 9 kilomètres de la capitale de l'île. Deux longs bras de terre cachent une mer opaque et transparente. Des maisons de pêcheurs peintes à la chaux, et quelques touffes de verdure entretenues avec soin. Un petit terrain vague réservé au cinéma du samedi soir qui arrive par minibus, avec un film sentimental ou comique. Chacun apporte sa chaise pour la séance quand il fait beau et chaud, c'est-à-dire pendant six mois de l'année. Les gens ici marchent lentement, et les touristes sont rares. Il n'y a qu'un petit hôtel et quelques chambres à louer.

Le bus s'arrête à l'entrée de ce village où règnent le calme et le silence. Le soir, orange et mauve, fait ressortir la blancheur des maisons, et les seuls bruits sont les *tof-tof* des petits bateaux de pêche qui rentrent. Les quatre cafés-tavernes donnent directement sur le promontoire haut de 5 à 6 mètres. Ici on peut savourer un ouzo, du résiné, ou même une bouteille de bière (ça fait plus chic) avec des *mézès* (petits hors-d'œuvre). Les pêcheurs arrivent en famille, car le beau temps chasse tout le monde de chez lui. Les enfants jouent entre les tables, pendant que des odeurs de friture montent dans la nuit. C'est un vrai village de pêcheurs. Pour longtemps ?

DIMITRI T. ANALIS.

DANEMARK

Une semaine de mission pas vraiment impossible

L'INJONCTION était du genre « Mission impossible » : « *Vous vous engagez à faire cinq articles. Vous pouvez, aussi, en faire davantage si vous le voulez.* » Cinq articles en six jours dans une langue — l'anglais — qui n'est tout de même pas vraiment la mienne, et sur un pays — le Danemark — que je connaissais à peine.

Pour élargir l'horizon de ses lecteurs — et peut-être remplacer avantageusement le monstre du loch Ness qui se fait vieux — le quotidien libéral de Copenhague *Politiken* a invité successivement cet été quatre journalistes étrangers — un Américain, une Anglaise, une Française et un Italien — à raconter, une semaine chacun, le Danemark.

Chacun d'entre nous a été — je l'ai appris par la suite — un peu inquiet de cette requête. Mais aussi amusé. Après tout, le rédacteur en chef devait savoir ce qu'il faisait...

Premier contact détendu, amical : « *Pas d'affolement : on ne vous demande pas d'écrire un rapport. Seulement vos impressions.* »

Mes impressions ? Après tant de reportages, d'enquêtes, de « rewriting », d'analyses — définitives — de situations éminemment fluctuantes, avais-je encore des « impressions » ?

Et soudain, miracle ! j'avais bel et bien des « impressions » ! Passionnant et souvent surprenant de rencontrer successivement ces « anciens » du mouvement étudiant de 68 devenus professeurs à l'université « libre » de Roskilde (le Vincennes danois), des émigrés turcs, pakistanais ou indiens, émerveillés de leur nouvelle vie et qui comptent bien transformer leurs enfants en parfaits citoyens danois (mais s'ils veulent bien que leurs fils épousent des Danoises, il n'est pas question que leurs filles épousent des Danois), des « écologistes » qui luttent pour préserver les vieux immeubles de Copenhague et les soustraire aux appétits des promoteurs, etc.

La « logistique » est assurée par *Politiken* : il suffit de « passer sa commande » (tel sujet, tel type d'interlocuteurs) et, quelques heures après, les rendez-vous sont pris. Mirobolant !

L'atmosphère au journal est remarquablement « informel », comme disent les Anglo-Saxons : tout le monde se tutoie, du rédacteur en chef au garçon de courses ; personne ne porte de cravate : la plupart des femmes — un bon tiers de la rédaction — sont en jeans. Les locaux sont d'une propreté stupéfiante pour un quotidien : tout doit être repeint tous les ans. Les meubles sont en vrai bois ou en vrai cuir, à la scandinave. Des tableaux abstraits égaient les murs de couleurs hardies.

La hiérarchie est réduite au minimum : il y a un « chief editor » (rédacteur en chef-directeur), qui vient d'ailleurs de renoncer à son titre de « chief » ; un « news editor » (rédacteur en chef), un « copy editor » qui relit toute la copie, plusieurs « sub-editors » (relecteurs). Le reste de l'équipe est composée de rédacteurs plus ou moins spécialisés. En tout, quelque cent cinquante personnes. Quelques correspondants à l'étranger à poste fixe, qui reviennent périodiquement faire un an de stage au journal.

La plupart des responsables de la rédaction ont été peu ou prou grands reporters à un moment quelconque de leur carrière. Ils parlent, presque tous, trois ou quatre langues, « le danois n'en étant pas une », expliquent-ils avec une fausse humilité. Nombre de rédacteurs ont aussi exercé divers métiers avant de devenir journalistes. La direction apprécie cette multiplicité d'expériences humaines et professionnelles.

La cantine est un lieu de rencontre privilégié. Elle est vaste, gaie, ultra-propre bien sûr, et calme : le Scandinave moyen n'ayant nullement la religion de « l'heure du déjeuner », on s'y retrouve à n'importe quel moment du jour — ou de la nuit — pour un repas simple, mais bon, à base de « smörbrod » — au poisson, à la viande ou aux légumes, — de laitage et de fruits ou de gâteaux. Pas question de plats gastronomiques, mais tout est frais et savoureux.

Un Albanais « bidon »

Les quatre reporters « invités » ont passé peu de temps à la cantine, car ils ont travaillé très dur. Il paraît que le lecteur moyen de *Politiken* a été satisfait de cette expérience. En tout cas, il n'y a pas eu de violentes protestations contre les jugements — forcément discutables — de ces étrangers passés en coup de vent. A une seule exception près : notre consœur du *Guardian* ayant eu l'imprudence d'interviewer une mère de famille qui travaille à mi-temps (fait aussi rare au Danemark qu'ailleurs) a reçu des diatribes de lectrices courroucées qu'on puisse ainsi « *préconiser le sous-emploi féminin* ». Polly Tonybee, qui, elle, travaille plutôt à double temps, n'en est pas encore revenue...

Mise en verve, la direction de *Politiken* a alors annoncé une cinquième semaine de reportage exotique. Cette fois, l'invité était « Albanais ». Albanais, bien entendu, parfaitement « bidon » dont les jugements ingénus sur le Danemark, et plus particulièrement la gauche danoise, provoquèrent quelque surprise. L'« Albanais » se montrait surtout très dur pour les écologistes, les campagnes antipollution, anticonsommation, de gens qui, notait-il, discutent de tous ces problèmes devant des boisons réfrigérées servies dans leur jardin pendant que le gril électrique leur prépare des steaks succulents...

Politiken reçut des coups de téléphone d'« amis » de M. Hrorbah — c'était le nom de l'« Albanais » — à la recherche de son adresse à Copenhague, et un journaliste soviétique souhaita vivement le rencontrer...

A la fin du troisième article « albanais », *Politiken* avoua la supercherie à ses lecteurs. Il y a eu, paraît-il, quelques rires jaunes dans certains cafés très courus du Vieux-Copenhague.

NICOLE BERNHEIM.



RADIO-TELEVISION

LA GAUCHE EN DIRECT

Un équilibre rompu

COMME l'imagination selon Pascal, la télévision, cette autre pourvoyeuse d'images, est d'autant plus fourbe qu'elle ne l'est pas toujours. Les dirigeants de la gauche l'ont appris à leurs dépens au cours des dernières semaines. La politique, que l'influence croissante des mass media soumet chaque jour davantage à la logique du spectacle, a semblé échapper, en effet, l'espace de plusieurs soirées, aux lois du genre.

L'intensité du drame qui s'est joué pendant ces quelques journées dans le secret des réunions d'état-major et qui, dans une autre situation, eût été tempérée par les apprêts d'une mise en scène concertée, s'est brutalement exprimée devant des millions de téléspectateurs, devenus d'un seul coup les témoins d'une réalité offerte à leurs regards dans sa nudité, dans sa spontanéité.

Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que le débat politique déserte les lieux traditionnels que sont le Parlement, les sièges des partis ou les salles de congrès, pour prendre place sur les ondes : chaque campagne électorale, depuis quinze ans au moins, en administre la preuve. Ce n'est pas non plus la première fois que les studios de radio ou de télévision sont le théâtre d'un événement d'une particulière acuité ; pour ne citer que deux exemples, le plaidoyer de M. Jacques Chaban-Delmas, alors premier ministre, après la publication de sa feuille d'impôts ou plus récemment, le duel entre MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, ont été des moments forts des années passées.

Cependant, en ces diverses circonstances, les protagonistes tenaient un rôle qu'ils avaient au préalable soigneusement répété et par lequel ils tentaient de se conformer chacun à un modèle susceptible de toucher l'opinion. M. Chaban-Delmas, par exemple, n'agissait pas sous l'effet d'une émotion, qu'il avait eu déjà le temps de surmonter. MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, malgré les aléas que comporte tout dialogue « en direct » et la tension logue « en direct » n'avançaient pas en terrain inconnu : les arguments étaient rodés, le métier l'emportait sur l'inspiration.

La nouveauté, dans le comportement des principaux négociateurs du programme commun devant les caméras de la télévision ou les micros de la radio, ce fut l'impression d'improvisation donnée au public. Entre les séances de travail à huis clos et les explications offertes aussitôt après au pays tout entier, il ne paraissait y avoir aucune solution de continuité, comme si les secondes étaient le prolongement naturel des premières. Ainsi l'état de crise qu'a entraîné l'échec de la discussion s'est-il reflété, tel quel, à travers les grands moyens de communication sans que les leaders des trois formations en aient apparemment maîtrisé tous les aspects.

MM. Fabre, Marchais et Mitterrand ont cessé de se parler dans le langage codé qui est de mise dans les échanges publics entre chefs de partis. C'est ainsi qu'ils ont lancé, chacun pour son compte, des appels solennels à l'opinion. Le procédé n'est pas exceptionnel, mais le devient quand sont transgressées les règles qui s'imposent, pour d'évidentes raisons, dans les relations entre alliés.

La gauche a donc négligé ces contraintes, au risque de dérouter ceux auxquels elle s'adressait. Car la perplexité qu'a provoquée le dénouement inattendu des conversations engagées entre les trois partis montre que, pour avoir été menée sur la place publique, ou presque, la discussion n'en a pas été beaucoup clarifiée.

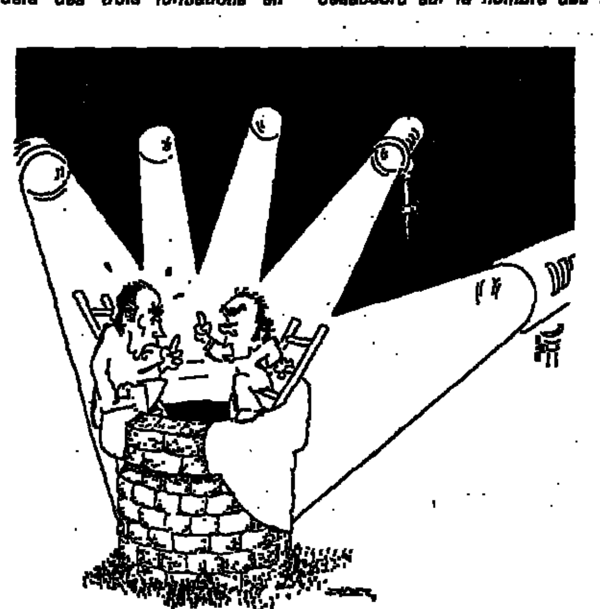
Pour que la communication s'établisse, il faut en effet que le propos soit cohérent. Or le désaccord sur le nombre des nationalisations a été présenté avec trop de véhémence comme le principal motif de la rupture pour ne pas laisser croire, à tort ou à raison, à quelque cause plus profonde. Ainsi est-on conduit à s'interroger sur le sens véritable de l'affrontement, sur les arrière-pensées politiques qui se dissimulent derrière la controverse technique. De la vaste publicité accordée au débat résulte paradoxalement un sentiment d'incertitude, voire de tromperie.

De l'homme politique, on attend qu'il incarne une perspective, un projet fermes. L'adhésion du téléspectateur-électeur va à ce qui est net, se refuse au flou, tenu immédiatement pour suspect. Dès lors que le message est brouillé, la transmission s'interrompt. Jusqu'à présent, MM. Georges Marchais et François Mitterrand avaient réussi, chacun à sa manière, à s'identifier à la fois à l'union de la gauche et au particularisme de ses deux grands courants. Devant les caméras de la télévision, ils ont, volontairement ou non, rompu cet équilibre. La vision s'est troublée, les personnages ont perdu leurs contours, les idées qu'ils représentent ont cessé d'être comprises distinctement.

Les mass media s'accommodent mal, en politique, des variations de l'instinct. Elles requièrent des dirigeants la permanence et la continuité. M. Giscard d'Estaing en a donné l'exemple avant d'accéder à la présidence de la République. M. Mitterrand applique depuis douze ans la même méthode ; M. Chirac a retenu, lui aussi, la leçon : l'opinion, selon les spécialistes du « marketing », aime qu'une ligne soit fixée et qu'on en dévie le moins possible — ou alors qu'on le dise. De ce point de vue, la gauche en a trop dit, ou pas assez

La vérité politique ne procède pas nécessairement de la sincérité psychologique. Elle appelle toujours un patient effort de construction.

THOMAS FERENCZI.



(Dessin de CHENEZ.)

« PROVINCIALES »

Les raisins de leur vigne

UN joli couvert sur une nappe blanche. Plats glissant entre des convives qu'on voit parler sans les entendre et qui portent doucement à leurs lèvres de vieux verres à pied, pour boire le vin, avec attention. Le vin, ici, servi dans des carafes de cristal, un vin respectable, qu'on a dû faire décanter. Images de la vie de famille dans une bonne maison : Château-Canon, à Saint-Emilion. La propriétaire, Mme Fournier, quatre-vingt-quatre ans, apparaît dès la première émission de la nouvelle série des Provinciales, *de Jean-Claude Bringuier et Hubert Knapp. Celle-ci, cependant, en guise d'introduction, invite à d'autres visites, à une tournée dans les pays du vin, chez ceux qui disent « ma vigne », comme d'autres paysans parlent de « leurs » vaches ou de « leur » maïs. Ceux du Médoc, du Roussillon et de Corbières, ceux de Sancerre et de Bourgogne : les vignerons, les éleveurs de vin. Ils parlent de leur travail, de leur vie. Ils disent les saisons de la vigne, la crainte des gelées au moment de la floraison, l'inquiétude des étés trop secs ou trop pluvieux, la joie des vendanges les bonnes années.*

Jean-Claude Bringuier et Hubert Knapp ont tourné au long d'une année entière, suivant ainsi le cycle normal d'une récolte. A Vosnes-Romanée, en Bourgogne, ce sont surtout les femmes qui s'occupent de tailler, d'épamprer, de relever la vigne... opérations parmi d'autres ici expliquées. Ainsi est-il nécessaire de revenir cinquante fois par an sur un pied de vigne, c'est-à-dire une fois par semaine. Quand on sait qu'il y a cinquante mille pieds de vigne à l'hectare, on comprend la gravité d'une de ces vigneronnes levant la tête de son travail pour répondre aux questions. On comprend sa conviction : « Il faut y croire. C'est tout *», dit-elle en souriant. Madeleine Noblet raconte comment, à l'âge de treize ans, elle a commencé à «* aider à la vigne *». Comment tout autre métier a été exclu : elle s'est mariée à un vigneron. «* Une seule année, je n'ai pas pu faire les vendanges, un des mes enfants est né fin septembre *», dit-elle en souriant. Elle ajoute qu'il lui en a coûté. Ce travail-là ne se mesure pas en heures de présence, si elle réfléchissait au temps passé... Oui, il faut aimer beaucoup la vigne pour ne pas vouloir tenir compte de la fatigue, pour considérer celle-ci comme normale. Le visage de Madeleine Noblet témoigne.*

A la suite de Jean-Claude Bringuier et d'Hubert Knapp, on fera ainsi de vraies rencontres, d'un vignoble à l'autre. Les deux réalisateurs se sont cependant arrêtés beaucoup plus longtemps chez Mme Fournier, si proche de sa vigne qu'elle connaît et soigne — ou plutôt fait soigner — depuis sa jeunesse. Ce sera la deuxième émission («Lumières de septembre»*) : un véritable séjour à Château-Canon : la vieille dame digne, qui est aussi extrêmement drôle, les a sans aucun doute séduits. Ils l'ont écoutée des heures (elle sait parler et s'exprime avec une précision mêlée de poésie qui est vraiment de ce pays). Elle bavarde, donnant mille détails techniques ; la caméra la suit, montre avec elle, telle jeune grappe qui, ayant « coulé », ne donnera pas de fruits. Les images en gros plan, dues à Hubert Lhommelais, l'opérateur, sont admirables : comme si on touchait les feuilles, les grains, le tronc des vieux ceps, comme si on sentait l'odeur de la vendange en train de fermenter.*

«Ecoutez le vin, il chante», *s'exclame Mme Fournier, toute réjouie devant sa cuve bouillonnante. La troisième émission, plus didactique, aura pour personnage principal un autre viticulteur de Saint-Emilion, village fleuron où, chaque année en grande cérémonie, la « jurade » proclame la naissance du vin nouveau. Le propriétaire exploitant interrogé est de plus œnologue. Mais il explique simplement toutes les subtilités, tous les aspects techniques de la viticulture, une culture qui, au fond, n'a pas beaucoup changé avec la mécanisation. Le vigneron est resté un artisan et le vin est une affaire de famille.*

Un monde passé

Ces trois volets du triptyque n'effleurent guère les problèmes économiques et commerciaux. Il n'est pas question, ici, de Marché commun ni tellement d'excédents des récoltes. Les orfèvres interrogés sont des tenants de la qualité et, pour eux, faire du bon vin, c'est le fabriquer comme autrefois. On peut sourire de Mme Fournier affirmant que seul un cheval peut passer dans les vignes, que le tracteur est une catastrophe. Elle a les moyens d'être « servie » (il faut derrière le cheval un homme sept jours sur sept).

«Nous ne prétendons pas tout rapporter, *dit Hubert Knapp,* d'autres émissions peuvent évoquer les aspects que nous laissons de côté, faute de temps. Nous n'avons pas voulu faire un cours exhaustif mais montrer. » *Ils montrent. Bien des dramatiques sont moins « romanesques » que ces impressions transmises par une équipe de télévision pour qui le cinéma direct est une sorte d'école, sinon de modèle. Jean-Claude Bringuier et Hubert Knapp savent regarder, prennent le temps de s'attarder. Le hasard les a fait s'arrêter à Saint-Emilion.*

MATHILDE LA BARDONNIE.

* A partir du 4 octobre. TF 1 20 h. 30.

AU PRIX ITALIA

La fin du documentaire

La vie, la vraie vie, pas la vie en *rose, la vie en noir, la vie en* gris, voilà ce que mettaient en *réclame, au rayon fiction, les* écrans de l'étranger représentés cette année au *Prix Italia.* D'est en ouest, de l'Hudson à l'Elbe, les eaux troubles de la misère humaine charriaient des pépites de tendresse étincelant à la lumière d'un sourire, d'un regard attentif. C'était triste parfois, émouvant aussi, jamais sinistre. Contrairement à celle du Nord, l'Europe du Sud semble répugner encore à ouvrir ainsi, de préférence aux fenêtres sur jardin, les lucarnes sur cour. Les pays latins exceptés, tous les autres s'empressent, en revanche, de laisser entrer, pour mieux les balayer, les mauvaises odeurs de pauvreté, de maladie, d'injustice et de malheur.

De la part des Etats-Unis ce *souci peut surprendre.* Les trois grandes chaînes commerciales ne passent pas pour particulièrement philanthropiques et ne se préoccupent guère, que l'on sache, de la qualité de la vie. La quantité de l'audience les intéresse davantage et ce n'est pas avec des alcooliques, *des déprimés,* des chômeurs, des paraplégiques et des ratés, qu'on fait recette.

Exact ! Et pourtant, c'est payant ! Aucun documentaire *n'aurait pu plaider* la cause des handicapés, par exemple, avec la *force et l'efficacité qu'y apportent,* de semaine en semaine, et depuis *des années, la petite sœur du sergent Anderson ou l'homme d'acier.* Programmez, *à une bonne* heure, une bonne émission sur le quatrième âge ou *l'adoption, vous aurez* 2 %, au maximum 3 % de l'écoute. Autant prêcher dans un désert. Intégrez, au contraire, une mère adoptive ou un vieillard grabataire, dans une saga familiale bien populaire, et vous pouvez être à *peu* près certain d'en entendre parler le lendemain à la *ferme, à l'atelier* ou au *bureau.* Pour toucher l'opinion, c'est au cœur qu'il *faut* viser. *La tête, on* l'atteint par ricochet.

A ce titre l'envoi de la C.B.S. américaine est significatif. C'est l'histoire pas racoleuse — en lui *donnant* pour cadre une clinique psychiatrique, la chaîne a sans doute *voulu soigner son image de* marque, — plutôt ingrate même, *d'une jeune femme divorcée, désœuvrée,* qui trouve, dans le *volontariat,* sa vocation de rééducatrice d'enfants gravement inadaptés. Les cas sont *difficiles,* les guérisons rares et l'on tâtonne avec elle dans *l'obscurité de* 'eunes consciences bloquées, retardées, abîmées.

On s'accroche cependant, comme elle, au *moindre signe d'espoir.*

Même phénomène avec ce cadre *finlandais — pas tellement sympathique* pourtant, — victime d'un *accident de voiture,* qui *se retrouve,* après six jours de coma et six mois *de rééducation, dans un fauteuil* roulant. Que voulez-vous, il fau*drait être en bois pour ne pas* essayer de se mettre dans sa peau *ou dans celle de ses proches,* surpris, eux aussi, parfois, par la vio*lence de ses réactions, par les* petits détails d'une existence à ja*mais réduite* de moitié, une existence assise, à mi-hauteur d'homme. Le Tchèque, lui, c'est autre chose, il boit et n'arrive à remonte la pente que poussé, tiré, *par son fils unique. Complètement* traumatisée par des parents irresponsables et *mal accordés,* la petite Yougoslave, perd la raison, il va *falloir* l'interner... Le reste à l'avenant.

La formule présente l'avantage d'une extrême souplesse, elle autorise, elle encourage le mélange *des genres.* Sur *ce plan-là* les Hollandais ont décroché la timbale (et *le prix de la* RAI) avec une pièce de théâtre entièrement im*provisée où les comédiens-pensionnaires* d'un asile d'aliénés échan*gent constamment* leurs rôles de soignés et de soignants. Rien n'in*terdit, au contraire, d'éclairer,* par le biais d'une consultation chez le *médecin* ou d'un commentaire ou même d'un soliloque, la lanterne du *téléspectateur,* de *l'aider* — pas trop, il ne s'agit pas d'une *interview* mais d'un jeu — à mieux deviner les motivations profondes de personnages auxquels il cherche d'instinct à s'identifier.

Eaux-fortes et enluminures

Ce n'est pas toujours facile. Ainsi les Suédois (imbattables sur ce *terrain, aujourd'hui* battu en tous sens, ils ont remporté le Prix *Italia, on ne s'en étonnera pas),* oui, les Suédois se *sont* lancés dans une violente diatribe contre l'administration à l'occasion de la crise traversée par trois ménages ouvriers dont l'usine a été obligée de fermer. Il ne s'agit *pas d'argent,* ou guère. Au pays de l'aide sociale *la question n'est pas là. Il s'agit* de dignité. Sur ce point je dois *avouer que les exigences scandinaves* peuvent frôler le caprice pour des gens moins avertis et moins gâtés. Cela dit, cette *acerbe* critique du fameux modèle suédois a fait l'unanimité, forcément, elle a réjoui tout le monde, de New-York à Moscou.

Avec leur film sur Charlemagne, celui d'Anouilh-*Delannoy,* les Français, décidément voués aux visites de musée, ont trouvé preneurs, eux aussi. Plusieurs acheteurs envisagent de l'inscrire au programme de leurs matinées enfantines. « Cela pourrait très bien convenir, nous *ont-ils assuré, aux moins* de douze ans. » Au milieu de toutes ces *eaux-fortes, nos* enluminures paraissent évidemment un peu mièvres.

De ce côté-là, côté documen*taire, comme la catégorie voisine,* (j'allais dire *rivale*), rafle tous les *sujets d'actualité domestique,* on ne sait plus très bien quoi faire *chez soi.* Alors on sort, on va à l'étranger, on en ramène ou des carnets de voyage ou des dépliants touristiques. Les Japonais se sont installés dans un igloo au Groenland, les Canadiens aussi. Les Polonais ont préféré la *Bretagne* et les marins-pêcheurs. Ça leur a réussi, ils ont eu un prix. Les Norvégiens nous ont menés en Tanzanie, les Allemands de l'Est au Viet*nam,* ceux de l'Ouest ont eu la chance de tomber, aux Etats-Unis, *sur un jeune vétéran pacifiste paralysé* à la suite d'une blessure de *guerre : tout pour plaire.* Et les Français qui pourraient pourtant rester chez eux, personne ne leur coupe l'herbe sous le pied dans l'Hexagone, ont fait comme les autres, ils ont suivi « Deux shérifs dans l'Oklahoma », pour Antenne 2 et « le Nil », pour FR 3. Et ils ont été comme les autres : médiocres.

« Soyons francs, s'exclamait le directeur général d'une société de télévision néerlandaise d'obédience socialiste, les documentaires à l'ancienne, le partage de la terre, l'avortement, les handicapés, les hôpitaux, les « tables rondes », les débats sur les choses de la vie, tout ça, c'est fini, terminé ! Le public n'en veut plus. Ces choses-là, il s'est habitué à en entendre parler autrement, de façon plus accessible, plus humaine, plus vivante en un mot. » Vrai.

*Si vrai qu'on en arrive à se de*mander si le genre n'est pas *condamné, s'il ne faut pas* chercher autre chose, autre part. Très fiers, il y a de quoi, de leur influence sur l'issue de l'affaire du *Watergate* et de *la* guerre du Vietnam, — « Chez nous, rappe*laient-ils, la télé* fait et défait les présidents », — les Américains prônaient, de préférence au reportage de type classique, l'enquête sérieuse, approfondie sur un point précis : scandale immobilier, fraude administrative, mauvaise gestion des deniers publics. L'« investigative reporting », comme ils appellent *cela,* correspond, en effet, là-bas à une tradition à laquelle la presse écrite (je pense au « Washington Post ») a donné ses lettres de noblesse et le direct, de la commission d'enquête du Congrès (je pense aux audiences retransmises, jour après jour, sur toutes les chaînes), ses lettres de crédit.

Cela dit — outre-Atlantique, on *en convient et on le regrette,* — depuis l'arrivée au pouvoir de *M. Jimmy Carter, seules les activités* bancaires de M. Bert Lance *ont intrigué les responsables des* médias. Ils vont se montrer plus *curieux à l'avenir, ils nous l'ont* promis. Les Français, eux, se hérissent quand on leur parle de cette *façon* d'envisager le journalisme. Il ne faut pas mélanger les rôles, à les en croire, et laisser la police remplir le *sien.* Voire. L'intérêt suscité à Venise auprès des autres délégations par la souplesse et la rapidité de l'instrument télévisuel quand il s'agit de débrider certains abcès *donne à penser que, d'ici* un ou deux ans, le documentaire sera *devenu, un peu partout,* dossier.

CLAUDE SARRAUTE.

VU

INTERMÉDIAIRES

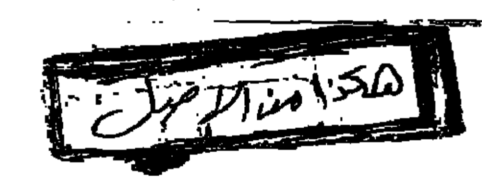
Que faut-il penser de nos maîtres à penser ? Bonne question, mais à qui la poser ? A nos maîtres à penser justement. Ils ont l'habitude, et puis c'est leur métier. Ils sont là pour ça : trancher de tout à notre place, y compris de leur propre cas. On est donc allé leur demander, vendredi sur FR 3, quelle opinion ils avaient d'eux-mêmes. Excellente. Formidable. On ne sait vraiment pas ce qu'on deviendrait sans eux, comment on s'y retrouverait dans des domaines aussi variés, aussi étendus, aussi secrets que ceux des sciences économiques, humaines ou politiques. C'est affaire de spécialistes. Ecoutons donc et taisons-nous.

On n'a pas le choix, notez : les ouvrages, les travaux dont ils viennent nous entretenir (les leurs, le plus souvent) sont trop hermétiques — Claire Bretécher l'a souligné — pour que le commun des mortels puisse les pénétrer. Vigilantes sentinelles d'un savoir privilégié, nos intellectuels veillent, d'ailleurs, à ce qu'on n'y accède pas, et se verrouillent derrière le jargon de tradition en France, du temps des Précieuses déjà... On a fait des progrès depuis. A présent, grâce aux médias, la parution d'un livre s'accompagne d'un lancement qui permet aux gardiens du temple, les créateurs eux-mêmes, les critiques, les collègues, d'en étendre, à l'aide de comptes rendus, de résumés faciles à digérer, le rayonnement. On ne lit pas, ou rarement, l'ouvrage en question ; on lit, on entend ce qu'on écrit ou ce qu'on dit de lui. Et on le répète.

Cette spécialisation se justifie parfois. Le public aime, c'est vrai, être conseillé, guidé, instruit sur certains points précis. Et quand surgit dans sa vie un incident, une situation difficile à maîtriser, il tourne volontiers le bouton qui lui offrira, calquée sur un cas similaire, une consultation gratuite. Qu'il y ait sur les ondes, à l'écran, des conseillers conjugaux, des psychologues d'enfants, chargés de résoudre nos problèmes, bon. Que ce soit toujours les mêmes, non.

Et c'est cela, je crois, c'est cette notion jusqu'ici admise de fief, de mandarinat, qui pourrait bien voler en éclats au cours des prochaines décennies. Dans l'édition, par exemple, pour obtenir de gros tirages, les attachés de presse sont formels, nous disait-on : il faut qu'on parle de vous dans le Monde et le Nouvel Observateur, ou qu'on vous invite à « Apostrophes ». C'est très important. « On », en l'occurrence, c'est nous, les journalistes, détenteurs d'un certain pouvoir. Ce pouvoir est contesté, dès à présent, par une petite partie de l'opinion, et c'est là-dessus qu'il aurait fallu interroger Jean Daniel ou Pierre Viansson-Ponté, sur l'éventualité de voir mettre en question la notion même de critique. Des journaux d'extrême gauche l'ont envisagé, qui ouvrent très largement leurs colonnes aux lecteurs, et même à des collectifs de critiques amateurs.

CLAUDE SARRAUTE.





RADIO-TELEVISION

LA CRISE DE FRANCE-MUSIQUE

Les producteurs en marge des syndicats

CE qui s'est produit à France-Musique depuis septembre 1975 (date de la mise en place de la réforme jusqu'au 10 septembre dernier (démission de M. Louis Dandrel, rédacteur en chef) aura été dans tous les sens du terme exemplaire. Jamais, en effet, phénomène culturel n'aura — Beaubourg excepté — suscité des réactions aussi violentes, constantes, issues d'horizons aussi divers : dès l'arrivée des nouveaux producteurs et le départ (pas toujours volontaire) de certains anciens, les adversaires des « musiques plurielles » affrontèrent les partisans de l' « ouverture » en des termes dont le Monde *s'est, à l'époque, largement fait l'écho. Les points de vue et les correspondances que nous publions ici en guise de bilan expriment à nouveau des positions aussi irréductibles.*

Maintenant qu'une époque s'achève (et comment ne s'achèverait-elle pas, même si « l'esprit de la réforme est maintenu », *comme le promet la direction), le caractère exemplaire des événements apparaît à nouveau, bien que de façon plus indirecte : cas rare dans la profession, les syndicats n'ont eu en effet aucune influence et continuent, semble-t-il, à n'avoir aucune emprise sur la crise qui a suivi le départ de M. Dandrel. En signant une motion de protestation qui, sous couvert de solidarité avec le rédacteur en chef de la chaîne, s'affirmait comme une véritable déclaration de guerre contre M. Pierre Vozlinsky, directeur des programmes et services musicaux, puis en refusant de signer les contrats qui leur étaient envoyés malgré tout (recherche d'un compromis ou tentative de « récupération » ?), ces producteurs-délégués non statutaires se mettaient d'eux-mêmes « hors la loi », d'autant que leurs revendications concernant l'esprit et le contenu des programmes ne se situaient d'aucune sorte dans le rayon d'action syndical.*

*Les instances C.G.T. et C.F.D.T. ne se sont donc pas associées au mot d'ordre de grève lancé — sans grand espoir — par les « dissidents » de France-Musique à l'ensemble des producteurs de Radio-France ,(*le Monde *du 29 septembre). Sans doute les syndicats préfèrent-ils, en effet, canaliser le mouvement vers une action plus générale concernant l'établissement d'un statut des personnels hors convention dans la société et relançant les grèves du mois de juillet dernier. Les membres de l'ancienne équipe de M. Louis Dandrel ont préféré, quant à eux, la méthode individuelle qui consiste à ne pas se présenter dans les studios sans en avertir la direction. Dans un premier temps, l'effet de surprise a joué, ce qui a entraîné des perturbations sensibles à l'antenne. Mais les « grévistes » n'ont pas tardé à être remplacés et leurs émissions assurées par des producteurs non solidaires de leur ancien rédacteur en chef, et cela sans que l'auditeur soit parfois à même de ressentir la différence.*

Absents de l'antenne, en marge des syndicats, déliés de tout contrat, les producteurs en colère disposeront-ils longtemps des moyens de se faire entendre ?

ANNE REY.

Besoin d'apprendre

par ANTOINE VITEZ

EN mon propre nom, modestement, et puisque les goûts exprimés ont pesé lourd, dit-on, dans cette crise, je désire témoigner.

France-Musique, telle qu'elle était devenue, me plaisait. Qui suis-je pour le dire et apporter ma voix, et qu'est-ce que c'est qu'un auditeur fidèle ? J'écoute la radio un peu tous les jours, le matin, et en route, et à la maison, et la nuit. Un grand souvenir de radio est toujours lié à une circonstance de la vie, par exemple une station-service où on s'est arrêté : il a fallu descendre de la voiture, s'arracher à la musique, alors, on a compris qu'on l'aimait ; ainsi, je me souviens de certaines émissions par le déplaisir que j'eus à m'en séparer un instant.

On pourrait dire cela de toute musique, n'est-ce pas, mais on ne pourrait pas le dire de toute radio, et c'est ce qui faisait l'originalité des réformes de Louis Dandrel : nous avions une véritable radio musicale, et non pas une succession de concerts à écouter sans bouger.

Moi, j'ai besoin *toujours* d'apprendre la musique, et je commence par la fin. Le passé, ça se gagne petit à petit. J'aimais bien qu'on m'enseigne. A me faire entendre la musique aujourd'hui vivante telle qu'elle se fait dans la gorge même et sous les doigts des gens, il me semblait qu'on me prenait par la main comme un aveugle, et je me disais en moi-même que depuis quelque temps c'était bien, et je ne savais pas pourquoi. Maintenant, je sais.

Les auditeurs donnent leur avis

C'est sur le thème du pluralisme des répertoires que s'opposent MM. François Lamar, professeur d'anglais à Bologne, et Christophe Billy, de Pau. Le premier écrit :

« Pendant plus de deux ans, M. Dandrel a supprimé ou gâché un des plus grands plaisirs des amateurs de musique. Ils affirment que, sous prétexte d'accueillir toutes les musiques, la réforme, pour leur plus grande exaspération, les obligeait à subir toutes les mauvaises musiques, tous les snobismes à prétention, tous les bavardages creux, toutes les roucoulades de l'autosatisfaction. Ces auditeurs-là, brimés, ennuyés, désespérés, avaient renoncé à écouter France-Musique régulièrement, et ils craignaient d'avoir à y renoncer leur vie durant. Ils ont repris espoir aujourd'hui. M. Dandrel se vante démagogiquement d'un accroissement d'écoute de 19 %, statistique obtenue en demandant : « Ecoutez-vous quelquefois France-Musique ? » Bien entendu, les amateurs de pop, de jazz, de chansons, ont répondu oui, même s'ils n'écoutent que cela (comme je l'ai cent fois constaté) et retournent avec empressement à Europe I ou à France-Inter dès que la vraie musique reprend l'antenne. En revanche, la statistique, à supposer qu'elle soit exacte, ne tient pas compte des amateurs passionnés de France-Musique avant la prétendue réforme, qui l'écoutaient tout le temps, et qui maintenant, en effet, ne l'écoutent plus que quelquefois. »

« Depuis deux ans qu'il était en fonctions, cette radio était devenue pour beaucoup un « réseau continuel de découvertes », selon la formule de Chris Marker dans le Monde *daté 18-19 septembre, où les musiques extra-européennes, contemporaines, d'amateurs, les musiques pop, de jazz, et les chansons, etc., cohabitaient enfin avec la musique « classique », largement majoritaire. »*

M. Billy écrit en revanche : *« Et bientôt, tous ceux qui s'étaient exclus de l'enseignement traditionnel de la musique, sclérosé, pour qui l'expérience du passé était faite en fonction du présent, et qui le prouvaient dans leurs recherches pédagogiques et musicales, trouvaient en France-Musique une radio vivante, qui se tenait au courant de l'invention musicale, et un allié privilégié, et se sentaient par conséquent moins isolés.*

» Hélas ! ce beau rêve n'a duré que deux ans. La plupart des producteurs qui ont soutenu et suivi Louis Dandrel dans cette expérience s'en vont avec lui. La poussière va retomber sur les ondes de France-Musique et fossiliser peu à peu toutes ses émissions, et les tenants du conservatisme le plus étroit peuvent maintenant triompher. »

Renoncer à la diversité

M. Patrick Williams, de Bondy, renchérit :

« Fermer France-Musique aux « musiques du monde », aux « musiques marginales », aux « musiques nouvelles », pour à nouveau s'y complaire, paralysés, dans l'admiration de peu de chose : ce que trois siècles ont produit en Europe de musique savante, c'est tout simplement se fermer au présent. C'est choisir la mort contre la vie. Cela d'un point de vue de « mélomane » : ne sait pas entendre celui qui n'a pas été saisi de la force avec laquelle émergeaient la singularité et la vitalité de certaines œuvres classiques dans la diversité que présentait la radio ; renoncer à cette diversité, c'est mal servir aussi la « grande musique ». Cela d'un point de vue plus général (dirons-nous politique ?) : qu'y a-t-il de plus urgent que de reconnaître et d'entendre ce qu'ailleurs qu'en Occident les hommes disent, ce qu'en dehors de la bourgeoisie des jeunes gens chantent, ce qu'au-delà d'aujourd'hui des rêveurs et des savants récoltent ? Qu'y a-t-il de plus imbécile et de plus dangereux que de se croire seul au monde ? »

Le fait de vouloir ouvrir l'antenne à des répertoires jusque-là dépréciés procède-t-il d'une attitude politique de gauche ? Mme Delrieux, d'Issy-les-Moulineaux, répond par la négative :

« Mes amis et moi-même ne nous sommes jamais résignés au mélange des genres et à la familiarité forcée, frôlant parfois la grossièreté, imposée par M. Dandrel sous prétexte d'élargir l'audience de la chaîne. Nous sommes particulièrement navrés de la réaction des journaux de gauche, symptomatique à notre avis de la confusion régnant dans les esprits en matière culturelle.

» Etre de gauche, c'est vouloir la qualité pour le plus grand nombre, et non abaisser la qualité pour toucher plus de gens. Cette dernière démarche, à mon sens surtout commerciale, n'est que trop répandue, pratiquée par toutes les autres chaînes, et qui ose écrire que les amateurs de chansons, jazz et variétés en tout genre sont oubliés quelque part, alors qu'on les abreuve dans les super-marchés, les gares, les cafés, les cinémas, etc.

» Souhaitons que France-Musique retrouve son identité, qui n'exclut nullement des émissions vivantes comme « La règle du jeu », ou des émissions de musique contemporaine ou extra-européenne. »

France-Parlotte

Le docteur A. Pasticier, chef de clinique à Aubervilliers, s'en prend, quant à lui, à un certain « esprit de chapelle » qu'il considère lié à la réforme :

« L'uniforme de rigueur n'étant plus la queue-de-pie mais le blue-jean, écrit-il, s'est installé le ton, le style « Salut les copains », qui n'est pas moins détestable que les bonnes manières sévissant dans le passé (...) Magie du verbe que mai 68 avait remise au goût du jour, France-Musique est devenue France-Parlotte (...) En résumé, sur le plan de ce qui était à corriger dans l'ancienne conception de France-Musique, il n'y a aucun doute dans mon esprit : ce fut pis largement pis après. »

M. Daniel Lebailly, de Caen, s'en prend en termes plus violents encore à ce qu'il nomme *« le dandrelisme »* :

« Introduction d'un ton débraillé (il paraît que France-Musique était « guindé »), invasion des beuglements à la mode, doses massives de musique contemporaines de nature à écœurer le mélomane de bonne volonté, cette musique étant toujours difficile, introductions d'émissions rébarbatives et assommantes de caractère scolaire, émissions où les bavardages prétentieux et interminables finissent par prendre autant de place contre la musique, autant de griefs que j'ai contre le « dandrelisme » (...)

» Je souhaite vivement, pour terminer, que l'on nous rende un programme qui rappelle — sans pour autant exclure des innovations — celui qui pendant de longues années a peut-être été ma plus grande joie dans la vie. »

M. Michel Chesnay, géographe à Caen, rétorque :

« L'équipe de France-Musique qui s'en va nous a offert, pendant deux ans, l'éveil et l'ouverture des musiques du monde. De la chanson enfin retrouvée aux créations parfois malhabiles des groupes adolescents. De la musique des amateurs, descendus, par deux fois, nombreux, dans la rue aux recherches contemporaines les plus audacieuses. De la redécouverte des œuvres classiques, les plus consacrées comme les moins connues, à l'analyse de l'art musical exprimé avec tant de chaleur par ses interprètes.

» Avez-vous oublié tout ce que deux ans d'une expérience radiophonique, unique en France, nous a apporté ? A mesure que ses échos s'éteignent et qu'interviennent des produits de substitution, toute sa qualité transparaît, comme s'il était besoin d'une telle sanction pour la révéler.

» Et après ? Pour ceux qui ont aimé France-Musique, comme pour ceux qui en ont été gênés — y a-t-il d'ailleurs nouveauté sans gêne ? — il y a place pour l'amertume. Amertume de ne pouvoir rien faire, de ne pouvoir rien dire, de devoir subir au fil des heures ce dépérissement des musiques qui nous ont ouvert à d'autres perspectives.

» Et demain ? On nous proposera la musique soigneusement emballée, et même, puisque ce n'est plus rentable, la musique gratuite.

» Quelle coïncidence ! Alors que l'on nous propose une musique normalisée, on nous absout de toute taxe radiophonique. Le voici le parfait produit de consommation courante, à la portée de tous ! »

M. Manuel Vich, travailleur aux P.T.T., à Paris, dans le sixième arrondissement, écrit également :

« Rendez-nous M. Louis Dandrel, directeur de France-Musique. Ne nous privez plus d'émissions de caractère hautement pédagogique, artistique et culturel, telles que les Ateliers pour enfants, *en espérant, non sans une certaine crainte déjà, qu'un jour les responsables de Radio-France, alliés à d'autres personnalités du monde politique, ne nous suppriment d'autres émissions, telles que* Jazz Time *ou* Ecoute, magazine musical, *qui font, entre autres, l'identité de notre monde contemporain. »*

L'antenne, pour quoi faire ?

M. Jean-Paul Roussel, président de la Maison des jeunes et de la culture de Saint-Dizier, élargit enfin le débat et pose la question : la radio pour qui ? et pour quoi faire ?

« Avant la transformation de France-Musique (prudemment et significativement appelée réforme), la chaîne n'avait, dans la population, qu'un très faible taux d'écoute. En deux ans, il s'est accru de près de 20 %. N'entrons pas dans les détails. France-Musique transformée n'avait pas que des amis et sans doute devait-elle encore être repensée sur bien des points. Cependant, en accroissant considérablement son auditoire, la chaîne avait gagné — lâchons le mot — en popularité. On pouvait donc s'attendre que sa direction et celle de Radio-France en eussent assez de satisfaction pour permettre la poursuite de l'entreprise. Il n'en est rien, visiblement. Alors, pourquoi ?

» En provoquant la rupture, les patrons de Radio-France et de France-Musique ont signifié que s'ils visaient au succès, ce n'était pas à ce succès-là. Or sur quoi reposait-il ? L'auditeur de longtemps que je suis répond : indéniablement sur la popularisation de la chaîne. Ah ! Je sais bien que le mot n'a pas bonne presse, toujours, et qu'à certains, il fleure son H.L.M., il sent son quart de rouge et ses congés payés. France-Musique s'ouvrant au peuple : fantasme d'intellectuel de gauche ! Foutaise ! On en était loin, bien sûr. Mais que les mots plaisent ou non, le mouvement était bien celui-là, vers le peuple, témoignant d'une conception très large et très vivante de la culture où le présent existe, nourri de ses sources passées et contemporaines, où se dessinent des visages de l'avenir ; où rien n'est fermé sur soi ; ou Messiaen, par exemple, redevient ce qu'il est dans le bain retrouvé des musiques d'Asie. Témoignant aussi, par conséquent, d'une conception de ce que pourrait être une politique culturelle bien différente de celle du pouvoir : la radio, les musiques, avaient appris à descendre de leur antenne pour rencontrer le public — le peuple — dans la rue, dans la ville. On a entendu les Français, à qui on l'affirmait depuis plusieurs années, découvrir que « les jeunes Français sont musiciens », par le truchement de l'émission qui porte ce nom, certes, mais d'une autre manière, à travers le jour « J » de la musique.

» C'était bien cela : la radio musicale devenait intéressante en apprenant à « vivre ». De même que les radios périphériques et France-Inter avaient compris il y a beau temps que leur vie et leur prospérité dépendaient largement de leur capacité à nouer des liens avec leur public, de même les responsables de France-Musique s'étaient-ils orientés vers un dialogue de plus en plus ouvert avec un auditoire de moins en moins élitaire. En les conduisant à la démission, la direction a montré son visage et son jeu. Ce sont ceux du pouvoir. »

Les films de la semaine

● **L'ARNAQUEUSE, de Peter Hall. — Dimanche 2 octobre, TF 1, 20 h. 30.**

Les aventures d'un trio d'escrocs à Londres et un humour anglais passablement éventé. La seule raison de regarder cette comédie policière sans aucune importance, c'est la présence d'Ursula Andress (parfois dévêtue).

● **PETER IBBETSON, de Henry Hathaway. — Dimanche 2 octobre, FR 3, 22 h. 30.**

Un Gary Cooper inattendu dans une histoire d'amour fou qui touche au fantastique. C'est tiré d'un roman de Georges du Maurier, le grand-père de la célèbre romancière. Plus connu pour *les Trois Lanciers du Bengale* et ses films d'action, Hathaway atteignit ici au romantisme exacerbé par un climat extrêmement beau et prenant.

● **L'HOMME DES VALLÉES PERDUES, de G. Stevens. — Lundi 3 octobre, TF 1, 20 h. 30.**

A partir d'un thème classique — le conflit entre propriétaires terriens sans scrupules et pionniers indépendants, — ce film fut le premier western « intellectuel », caractérisé par une mise en scène psychologique chargée de symboles.

● **MODESTY BLAISE, de Joseph Losey. — Lundi 3 octobre, FR 3, 20 h. 30.**

Parodie de James Bond avec une héroïne anglaise de bandes dessinées. Aventures, érotisme et violence, gadgets perfectionnés. Et aussi, le thème de la guerre des sexes, alors cher à Losey, dans une atmosphère suprêmement ambiguë. Tout cela s'égare dans une esthétique inspirée du pop'art.

● **LE CŒUR SUR LA MAIN, d'André Berthomieu. — Mardi 4 octobre, TF 1, 15 heures.**

Berthomieu lança Bourvil au cinéma avec *Pas si bête* et *Blanc comme neige*, où il jouait les idiots de village. Dans ce troisième film qu'ils ont tourné ensemble, banalement commercial comme les deux autres, l'acteur accomplit pourtant une sorte de mutation, annonçant les rôles « sérieux » à venir. Bourvil aime et souffre d'être bafoué. Il est à la fin émouvant.

● **S.S. REPRÉSAILLES, de George Pan Cosmatos. — Mardi 4 octobre, A 2, 20 h. 30.**

Ce film italien, qui date de cinq ans, et fut négligé par les distributeurs, apparaît *brusquement* à la suite de la retentissante évasion de l'ancien colonel S.S. Kappler. On verra ici, non sans frémir d'horreur, avec quelle froideur et quelle méthode Kappler organisa à Rome, en 1944, le massacre de plus de trois cents otages dans les fosses ardéatines. C'est Richard Burton qui tient le rôle de Kappler.

● **COUPS DE FEU DANS LA SIERRA, de Sam Peckinpah. — *Mardi 4 octobre*, FR 3, 20 h. 30.**

C'est avec ce western que l'on découvrit, en France, Sam Peckinpah. Un western surprise, puisque, à partir d'un thème classique, le réalisateur créait une atmosphère de tragédie brutale, parlait de l'amitié, de la fidélité à la jeunesse, du poids de la vie et du stoïcisme de deux vieux routiers devant la mort. Randolph Scott (qui n'eut jamais un rôle aussi fort) et Joel McCrea sont les étonnants interprètes d'un film à ne pas manquer.

● **CALCUTTA, de Louis Malle. — Jeudi 6 octobre, A 2, après-midi.**

En 1968, passant de la fiction luxueuse, du film littéraire, au documentaire en 16 mm et son direct, Louis Malle tourna en Inde une sorte de grand reportage, dont le chapitre consacré à *Calcutta* fut exploité au cinéma (la télévision a diffusé, par la suite, sept autres épisodes sous le titre *l'Inde fantôme*). C'est la vision personnelle, subjective, d'un Européen qui se garde autant des mythologies que des complaisances esthétiques. Le choc émotionnel d'un homme placé devant une réalité terrible. Un choc que nous ressentons comme lui.

● **C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE, de Christian Gion. — Jeudi 6 octobre, FR 3, 20 h. 30.**

Une satire du monde (parisien) de la publicité, du cynisme et de la malhonnêteté de certains hommes d'affaires. Christian Gion connaît son dossier pour avoir, lui-même, travaillé dans le film publicitaire. Il règle des comptes, sans férocité d'ailleurs, sans dépasser certaines limites. Il a réalisé une comédie fort drôle, sur un sujet qui n'est pas dans la routine habituelle du genre en France. L'affrontement de Bernard Blier et de Francis Perrin est une des raisons qu'on a de rire.

● **BREWSTER MAC CLOUD, de Robert Altman. — Vendredi 7 octobre, A 2, 22 h. 50.**

Un jeune homme se construit des ailes pour voler. Des choses étranges et burlesques arrivent. Parabole, satire ou fable moderne ? Le tout à la fois. La mise en scène d'Altman est un feu d'artifice. Impossible d'attraper l'histoire par le bon bout de la raison. Il faut se laisser prendre à l'insolite et à l'humour, ou renoncer.

● ***L'HORLOGER DE SAINT-PAUL*, de Bertrand Tavernier. — Dimanche 9 octobre, TF 1, 20 h. 30.**

Qu'un jeune cinéaste des années 70 aille chercher Jean Aurenche et Pierre Bost, scénaristes-dialoguistes des années 50, rejetés, condamnés par la nouvelle vague, pour écrire (d'après un roman de Simenon) son premier film, ce fut évidemment surprenant. Mais, en s'adressant à des professionnels de l'adaptation dramatique, trop négligés pendant dix ans, Tavernier a pu réussir un film romanesque et psychologique d'une solidité et d'une qualité exemplaires. Sa mise en scène se déploie avec aisance sur un scénario bien charpenté, et les acteurs (Philippe Noiret, Jean Rochefort en tête de distribution) sont parfaitement dirigés.

● **BEAU GESTE, de William Wellman. — Dimanche 9 octobre, FR 3, 22 h. 30.**

Gary Cooper, voleur de charme et légionnaire héroïque, affronte Brian Donlevy, sergent qui fait régner la terreur. Ce film de Wellman est peu connu, sinon inconnu. C'est l'aventure hollywoodienne dans la grande tradition. Le roman de Percival Christopher Wren fut porté plusieurs fois à l'écran. Cette version-ci est la meilleure, comme Gary Cooper est le meilleur interprète du rôle de Beau Geste.

● **L'AFFAIRE DU COLLIER DE LA REINE, de Marcel L'Herbier. — Lundi 10 octobre, TF 1, 20 h. 30.**

Bien avant « La caméra explore le temps », à la télévision, Marcel L'Herbier s'était fait une spécialité des chroniques historiques (*Adrienne Lecouvreur, la Tragédie impériale, Entente cordiale*). Celle-ci, sa dernière, retrace — d'après l'historien Funck Brentano — la stupéfiante escroquerie commise par la comtesse de La Motte, aux dépens du cardinal de Rohan et de l'honneur de la reine Marie-Antoinette, quelques années avant la Révolution. Affaire célèbre, film sérieux dans sa reconstitution.

● **DANS LA CHALEUR DE LA NUIT, de Norman Jewison. — Lundi 10 octobre, FR 3, 20 h. 30.**

Sur une intrigue policière *a priori* banale se greffe un problème majeur de notre temps, un problème crucial de la vie aux Etats-Unis : la coexistence entre Blancs et Noirs. Cela se passe dans une ville du Sud où un chef de police blanc, grande gueule, sûr de lui, et jaloux de ses prérogatives, se trouve obligé de mener une enquête avec un détective noir de Philadelphie, qu'il avait d'abord arrêté comme suspect. Les rapports des deux hommes évoluent avec l'enquête, sans manichéisme, sans schématisme.

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h., Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h., Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ; vers 23 h., TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaud. Pour les jeunes : « Les infos », de Claude Pierrard (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h., Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et demi) ; 18 h. 45 (sauf samedi et dimanche), C'est la vie (le ramassage scolaire) ; 20 h., le Journal de Patrick Poivre d'Arvor ; 23 h. le Journal de Patrick Lecocq et de Gérard Holtz (en alternance).

FR 3 : 19 h. 55, « Flashes » (sauf le dimanche) ; vers 22 h., Journal.

RELIGIEUSES ET PHILOSOPIQUES

TF 1 : (le dimanche) : 9 h. 15, A Bible ouverte ; 9 h. 30, La source de vie (le 2) ; Foi et tradition des chrétiens orientaux (le 9) ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le Jour du Seigneur : L'histoire de Dieu dans une vie (le 2) ; « Aller au café » (le 9) ; 11 h., Messe en l'église Saint-Etienne-du-Mont, Paris (le 2) ; en l'église paroissiale de Vaucresson, Hauts-de-Seine (le 9).

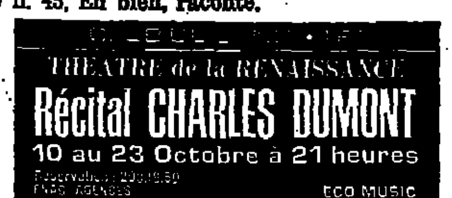


RADIO-TELEVISION

Samedi 1er octobre

CHAINE I : TF 1

19 h. 15, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Eh bien, raconte.



20 h. 30, Variétés : Numéro un (Nana Mouskouri) ; 21 h. 35, Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 25, Catch.

CHAINE II : A 2

19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre.

20 h. 30, En direct du palais Garnier : « la Cenerentola », de G. Rossini, mise en scène de Jacques Rosner, avec M. Cousins, T. Krause, P. Montarsolo, E. Lublin, F. Arrazau, F. von Stade, R. Soyer, M. Rintzler.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 40, Samedi entre nous ; 20 h., Les animaux chez eux.

20 h. 30, Rediffusion : Histoire vraie, de Cl. Santelli, d'après G. de Maupassant, avec M.-C. Barault et P. Mondy.

Une « servante maîtresse » face à la brutalité d'un hobereau.

FRANCE-CULTURE

20 h., Carte blanche, par L. Siou : la Magicienne, de P. *Delastre*. Réalisation A. Lemaître. Avec P. Michael, C. Piéplu, P. Perrin ; 22 h. 5, La fugue du samedi, ou mi-fugue, mi-raisin, divertissement de M. de Breteuil.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, En direct de Berlin, le cinquième concours de chef d'orchestre de la Fondation Karajan : Orchestre philharmonique de Berlin, dirigé par les lauréats ; 23 h., Vieilles cires... Roger Desormière dirige l'orchestre de la Société des concerts du Conservatoire : Scarlatti, Tomasini, Poulenc, Ibert (enregistrements de 1951) ; 0 h. 5, Musique enregistrée.

Dimanche 2 octobre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Bon *appétit* ; *13 h. 20, C'est pas sérieux* ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 16 h., Tiercé ; 16 h. 15, *Vive le cirque !* ; 16 h. 55, Sports première ; 17 h. 50, Téléfilm : « Celui qui ne te ressemble pas », de G. Renier, avec J.-P. Sentier.

Des gitans arrivent à proximité d'un petit village, suscitent des mouvements divers dans la population.

19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : L'ARNAQUEUSE, de P. Hall (1970), avec S. Baker, U. Andress, D. Warner, P. Collier, T.P. McKenna.

A Londres, un employé de banque, un lord dégénéré et une aventurière, organisent un hold-up parfait.

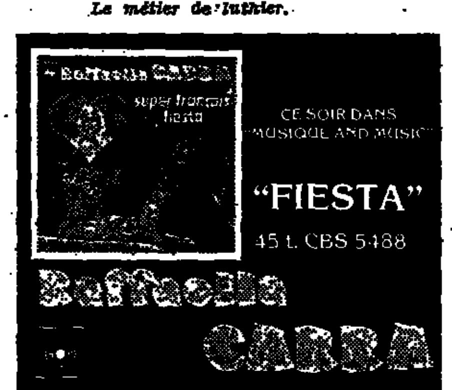
22 h., Magazine : Expressions, par M. Bruzeck.

CHAINE II : A 2

11 h. 30, La télévision des téléspectateurs en super-8 ; 12 h. 10, Toujours sourire ; 13 h. 25, Bon dimanche, avec J. Martin : la Lorgnette ; 14 h. 20, Ces messieurs nous disent ; 15 h. 50, Série : Sur la piste des Cheyennes ; 16 h. 40, Trois petits tours ; 17 h. 25, Les Muppets ; *18 h. 10*, Contre ut ; *19 heures*, Stade 2.

20 h. 30, Variétés : Musique and Music ; 21 h. 40, Feuilleton : Bouquet de ronces ; 22 h. 30, Les chemins de la musique : L'archet *des rois*, de B. *Monsaingeon, réal.* Y. *Courson*.

Le métier de luthier.



CHAINE III : FR 3

10 h., Emission destinée aux travailleurs immigrés : Mosaïque ; 16 h. 55, Reprise : Les grands fleuves, reflets de l'histoire (le Tage, déjà diffusé le 30 septembre à 21 h. 30) ; 17 h. 50, Espace musical, par J.-M. Damian ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Hexagonal : La France des médecines sauvages (première partie : Guérisseurs de nos régions).

Une enquête sur les soignants « parallèles » — plus consultés qu'on ne le croit.

20 h. 5 : Cheval, mon ami.

20 h. 30, L'homme en question : Jean-Christophe Averty ; 21 h. 30, Cinéma d'animation : Le Festival d'Annecy, par G. Braucourt, réalis. B. Tioulong.

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit) : PETER IBBETSON, de H. Hathaway (1935), avec G. Cooper, A. Harding, J. Halliday, I. Lupino, V. Weidler, D. Moore (v.o. sous-titr., N., rediff.).

Un homme et une femme s'aiment depuis l'enfance. Un drame les sépare à jamais, mais ils se rejoignent dans le rêve pour vivre, jusqu'à leur mort, un amour fou.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Roger Munier (et à 14 h.) ; 7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; de 8 h. à 11 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Musique de chambre ;

14 h. 5, *La Comédie-Française* : « Fils de personne », d'Henry de Montherlant ; 17 h. 30, Escales de l'esprit ; 18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Poésie : Roger Munier et Pierre Oster-Soussouev ; 20 h. 40, *Atelier de création radiophonique* : « Les anciens moules ont craqué en Ulster », par A. Orr, avec la participation de diverses personnalités irlandaises ; 23 h., Black and blue ; 23 h. 50, Poésie : Marcel Détienne.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Concert promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, *Musical graffiti* ; 11 h., Harmonia sacra : Desprez, Hindemith ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra-bouffon ;

13 h. 45, Premier jour « J » de la musique ; 14 h., La tribune des critiques de disques : « Deuxième suite pour orchestre en *si mineur* », *BWV 1067 de Bach* ; 17 h., Le concert égoïste de Christa Ludwig : Waxman, Bizet, R. Strauss, Mozart, Verdi, Schubert, Beethoven ; 19 h., Musique du Moyen Age et de la Renaissance ; 19 h. 35, Jazz vivant ;

20 h., Semaines musicales de Budapest 1977, en direct de l'Académie de musique de Budapest : Récital *pour deux pianos* avec Aloys et Alfons Kontarsky (Debussy, P. Boulez, E. Brown, Ligeti, T. Medek) ; 23 h., Les chambres de la musique : Un concert vers la fin du seizième siècle ; 0 h. 5, Musique enregistrée.

Lundi 3 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; *12 h. 30, Midi* première ; 13 h. 35, Magazines régionaux ; *13 h. 50*, Restez donc avec *nous* ; *à 15 h.*, Série : La cloche tibétaine (rediffusion) ; 18 h., A la *bonne heure* ; *18 h. 35, Pour les petits* ; *18 h. 40*, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des *familles* ; *19 h. 43*, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte.

20 h. 30, FILM : L'HOMME DES VALLEES PERDUES, de G. Stevens (1951), avec A. Ladd, J. Arthur, O. de Wilde, V. Heflin, J. Palance (rediffusion).

En 1880, dans le Wyoming, un homme un peu mystérieux s'incorpore quelque temps à la famille d'un fermier. Il aide celui-ci et ses amis à lutter contre de gros propriétaires convoitant leurs terres.

22 h. 5, Pour le cinéma.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres ; 14 h. 5, Aujourd'hui *madame* ; *à 15 h.*, Série : Les chances de l'été (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; *18 h.*, Fenêtre sur ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenir : La joie de vivre.

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Alain Decaux raconte : Rudof Hess.

L'un des anciens dauphins de Hitler emprisonné à Berlin-Spandau.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; *19 h. 5*, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : le nouveau philosophe J.-P. Dolle ; 20 h., les Jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : MODESTY BLAISE, de J. Losey (1966), avec M. Vitti, T. Stamp, D. Bogarde, H. Andrews, M. Craig, S. Gabel. (Rediffusion.)

Une vamp chargée par les services secrets anglais de protéger des diamants destinés à un roitelet arabe, se heurte à un escroc international, son vieil ennemi.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie : Marcel Detienne (et à 14 h., 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Les civilisations de l'écriture ; à *8 h. 32, A propos de Rubens* ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire : « le Cercle dans la France bourgeoise 1810-1840 » ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evénement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « les Espaces brûlés », de P. Silvain ; *14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... : l'invité* du lundi : Julio Carlo Argan, maire de Rome ; 17 h. 30, Ecoles de Paris ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Nuage noir », de F. Hoyle. Adaptation E. Noël, réalisation C. Mourthe (rediffusion) ; 19 h. 25, Présence des arts : Courbet ;

20 h., la Plage, de S. Sarduy. Réalisation J.-P. Colas. Avec S. Artel, J. Bollery, J. Danno ; *21 h.*, Ecoles de Paris ; 22 h. 30, Entretiens avec... André Masson ; *23 h.*, Le Festival d'automne.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Instrumentale ; 9 h. 30, Quasi una fantasia ; 10 h., La règle du jeu ; à 10 h. 30, Cours d'interprétation, avec Sandor Vegh ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles ; Portrait d'un musicien français : Ernest *Chausson* ; *15 h. 32, Après-midi lyrique* : « le Mariage secret » (Cimarosa) ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Concours international de guitare ;

20 h., Entre chien et loup ; 20 h. 30, Musique à découvrir : Octuor à vent Maurice Bourgue : Deux Arias (Haendel), Octuor inachevé, menuet final (Schubert), Rondino (Beethoven), Sinfonietta (Donizetti), Adagio K. 380 (Mozart), Quintette (Reicha), Septuor, création (*E. Lejet*) ; *22 h. 30, Musique enregistrée.*

Mardi 4 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à *tout* ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 45, Restez donc avec nous ;

à 15 h., FILM : LE CŒUR SUR LA MAIN, d'A. Berthomieu (1948), avec Bourvil, M. Philippe, R. Berri, J. Louvigny, C. Bouillaud. (N., rediffusion.)

Le bedeau d'un village normand devient à Paris une vedette de cabaret. Il s'éprend d'une chanteuse qui n'en veut qu'à son argent.

18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Série documentaire : les Provinciales (*la Vigne et le Vin*, première partie : les Raisins de la passion). Prod. J.-C. Bringuier, réal. H. Knapp.

Lire notre article ...

21 h. 30, Variétés : Le temps fuit, je le soumets, prod. P. Sabbagh, réal. B. Lion.

22 h. 30, Concert : Mozart, Vivaldi, Bach, par l'Orch. de chambre de Normandie, dir. P. Duvauchelle.

Avec J.-P. Rampal et R. Vayron-Ducrois, Roger Pierre, M. Mesplé, etc.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; à 15 h., Série : Kojak ; 15 h. 55, Aujourd'hui *magazine* ; *17 h. 55, Fenêtre sur* ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ;

20 h. 35, Les dossiers de l'écran. FILM : S.S. REPRESAILLES, de G. Pan Cosmatos (1972), avec R. Burton, M. Mastroianni, L. McKern, R. Montagnani.

A Rome, en 1944, un attentat des partisans cause la mort de trente-trois S.S. Le colonel Kappler, chef de la sécurité allemande, organise alors l'exécution de trois cent trente otages.

Vers 22 h., Débat : L'affaire Kappler.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Les Quakers ; 20 h., Les jeux ;

20 h. 30, FILM (westerns, policiers, aventures) : *COUPS DE FEU DANS LA SIERRA*, de S. Peckinpah (1962), avec R. Scott, J. McCrea, M. Hartley, R. Starr, Ed. Buchanan.

Un vieux shériff se charge d'emmener, d'une mine à la banque, un convoi d'or. Il engage deux aides qui décident de s'emparer de l'or.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie avec... Marcel Détienne (reprises à *14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50*) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... les civilisations de l'écriture, par J. Peignot ; à 8 h. 32, A propos de Rubens ; 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres, par J. Riesser-Nadal ; 9 h. 7, La matinée des autres : l'Himalaya ; *10 h. 45*, Etranger, mon ami ; 11 h. 2, Ecoles de Paris : les étrangers de Paris avant-guerre ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Un mois d'août à Paris », de Geneviève Gennari ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... géométrie variable ; *16 h.*, Match ; *16 h. 25, Ne quittez* pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 30, Les écoles de Paris ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Nuage noir », de Fred Hoyle, adaptation E. Noël ; 19 h. 25, Sciences ;

20 h., Dialogues : « Mythologie du dessin animé », par R. Escarpit et A. Matelard ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec... André Masson, par N. Neveux ; 23 h., Rencontre à Beaubourg : l'IRCAM.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 30, Quotidien musique ; 8 h. 30, Cinémuse ; 9 h. 2, Instrumentales ; *9 h. 30*, Quasi una fantasia ; *10 h.*, La règle du jeu ; à *10 h. 15*, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... musique ancienne ; à 15 h., Œuvres de M. Leclair, Haydn, Beethoven, Lalo, Copland, J. Bodin de Boismortier ; 17 h., Studio 107 ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Entre chien et loup ;

20 h. 30, Festival estival de Paris 1977... Capella Antiqua de Munich, *direction K. Ruhland* : chant grégorien de l'école Notre-Dame ; 23 h., France-Musique la nuit ; 0 h. 5, Musique enregistrée.

Mercredi 5 octobre

CHAINE I : TF 1

11 h. 30, Emission pédagogique ; 12 h. 30, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; à 15 h. 30, La longue marche des robots ; 18 h. 15, A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte.

20 h. 30, Téléfilm : Inutile envoyer photo, scén. et réal. A. Dhouailly, mus. J. Wiener, avec H. Dieudonné, P. Le Person.

Lire nos « Ecouter Voir ».

2 h., Médicale : Indications (Le médecin et la liberté).

Avec le professeur Minkowsky.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; à 15 h., série : Vivre libre (rediffusion) ; 15 h. 55, Un sur cinq ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 25, Sports : Match de football Manchester-Saint-Etienne.

20 h. 30, Sports : Football (deuxième mi-*temps*).

21 h. 25, Série : L'aigle et le vautour ; 22 h. 25, *Société : La parole à dix-huit ans.*

Lire nos « Ecouter-Voir ».

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Centre national des indépendants et paysans ; 20 h., Les Jeux.

20 h. 30, Cinéma 16 : Au bout du printemps, réal. B. Dubois, avec Cl. Amouroux, N. Arestrup, P. March, M. Meril.

Lire nos « Ecouter Voir ».

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie avec Marcel Detienne (reprises à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Les civilisations de l'écriture ; à 8 h. 32, A propos de Rubens ; 8 h. 50, *Echec au hasard* ; 9 h. 7, *La matinée des sciences* et techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie ; 11 h., Ecoles de Paris : Les étrangers de Paris avant-guerre ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Les combattants du petit bonheur », d'Alphonse Boudard ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Les après-midi de France-Culture... Mercredi jeunesse ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 32, Ecoles de Paris ; 18 h. 30, Feuilleton : *« le Nuage noir », de Fred Hoyle, adapt. E. Noël* ; 19 h. 25, La science en marche ;

20 h., La musique et les hommes ; 22 h. 30, Entretiens avec A. Masson, par N. Neveux ; 23 h., Festival d'automne à Paris.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Instrumentales ; 9 h. 30, Quasi una fantasia ; 10 h., La règle du jeu ; à 10 h. 15, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, *Jazz classique* ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... Emaux et mosaïques : Horovitz, Chabrier, W. Walton ; à 15 h., Œuvres de F. Devienne, H. Wolf, Locatelli, L. Weiner, C.-P.-E. Bach, F. Danzi, Mendelssohn, Loeillet, Glazounov, Stolzel, Stravinski ; 17 h. 30, A cloche-pied ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45, Entre chien *et* loup ;

20 h. 30, Récital d'orgue, à l'église Saint-Séverin, par Jean Boyer : Œuvres de Buxtehude, J.-S. Bach, J. Alain, Mozart ; 22 h. 30, *France-Musique la nuit* ; 0 h. 5, Musique enregistrée.

Écouter-voir

• ENQUETE : INDE VIVANTE. — Du lundi au vendredi, France-Culture, 7 h. 5.

En compagnie de Pierre Amado, du C.N.R.S., qui a vécu plus de dix ans dans ce pays et qui enseigne précisément la civilisation de l'Inde vivante à l'Ecole des hautes études de la Sor*bonne*, Claude Dupont — assisté de Michel Taurand — a voyagé à travers l'Inde du Sud, *de villes en villages*, et il en a rapporté des témoignages extraordinairement vivants et évocateurs.

Avec un regard neuf, il nous fait participer depuis le 26 septembre à sa découverte de l'Inde d'aujourd'hui. Il *a choisi quatre axes essentiels* : les villages et le développement rural ; la tradition artistique (musique et danse) ; les *temples*, les missions, les ashrams et la tradition religieuse ; le monde *moderne et les techniques* de pointe. Loin des *a priori* et des clichés usés, c'est sur le terrain que nous rencontrons les réalités.

• TÉLÉFILM : INUTILE ENVOYER PHOTO. — Mercredi 5 octobre, TF 1, 20 h. 30.

La campagne lilloise, aujourd'hui : le monde particulier des « censiers » — les petits agriculteurs du Nord. Dans cette micro-société secouée par la crise, un cultivateur de cinquante-cinq ans (Paul Le Person) affronte une mère abusive (Hélène Dieudonné) et les problèmes de la reconversion avant d'accéder à la maturité et au bonheur...

Alain Dhouailly, qui avait consacré *son premier téléfilm au monde ouvrier*, poursuit donc, ici, avec *Inutile envoyer photo* le même but précis : promouvoir *« une télévision qui s'intéresse au monde présent sans s'embarrasser de stéréotypes »*.

Avec Robert, le cultivateur vieux garçon, l'homme de la génération des parents, *mais* sans enfant parce que Alice, sa mère — fille et petite fille de censier, — n'a cessé de lui répéter toute sa vie *« Marie une fermière ! »*. On découvre que chaque « champ » possède son histoire avec ses drames, souvent étroitement imbriqués les uns dans les autres (à la campagne, on est toujours le cousin de quelqu'un) et qui disent tous, à leur manière, la même chose : la *difficulté d'être agriculteur* en 1977.

Hélène Dieudonné (on rit à chacune de ses apparitions » incarne un passé encore vivace, une mentalité faite de fierté et d'entêtement. Elle est de celles *qui préfèrent se priver de lecture* plutôt que de porter des lunettes.

• CINÉMA 16 : AU BOUT DU PRINTEMPS. — Mercredi 5 octobre, FR 3, 20 h. 30.

Cette histoire d'un premier amour a été écrite par Gilbert Tanugy, scénariste de Michel Drach. En adaptant *Au bout du printemps* pour la télévision, Bernard Dubois, auteur du film *les Lolos de Lola*, révèle une jeune actrice, Clémentine Amouroux. Une adolescente de seize ans, *Rose*, aime Brandy, type un peu trouble, qui se débat dans ses contradictions de jeune parvenu. Il fait souffrir Rose et, du même coup, ses parents très convenables. L'idylle se termine dans un aéroport.

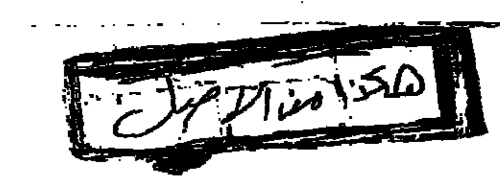
Cette production de FR 3 Lyon mêle les *poncifs* les plus conventionnels aux trouvailles d'un réalisateur un peu trop méticuleux.

• SOCIÉTÉ : LA PAROLE A DIX-HUIT ANS. — A partir du mercredi 5 octobre, A 2, 22 h. 25.

Prévue pour la séquence de fin d'après-midi *Fenêtre sur*, cette série de huit émissions de vingt-six minutes veut refléter par flashes saisissants mais forcément incomplets une réalité difficile à cerner : les jeunes de 1977. Comment se logent-ils, quelle conception ont-ils de la justice, de l'armée, de l'emploi et, plus *généralement*, de leur entrée dans la vie ? Ce premier volet — mini-enquête alerte de Jean-Pierre Richard sur le mariage — propose des témoignages un peu trop contradictoires, mais prouve l'existence d'un langage différent de celui des adultes pour traiter des « graves problèmes » de *l'existence*. Oui, comment parle-t-on quand on a dix-huit ans ?

• COMÉDIE FRANÇAISE. — Lorenzaccio, jeudi 6 octobre, A 2, 20 h. 35.

Grande semaine de direct depuis nos théâtres nationaux : après le palais Garnier, la salle Richelieu s'ouvre — c'est une première — aux téléspectateurs pour une soirée romantique : *Lorenzaccio* de Musset, dans les décors et la mise en scène — très discutés — de *Franco Zeffirelli*. Après Claude Rich, qui assurait le rôle-titre en novembre 1976 (date de la création de cette nouvelle production), voici Francis Huster, jeune « anarchiste » qui n'a *plus d'autre raison de vivre que* le meurtre, face au tyran qu'il poignardera, Jean-Luc Boutté en Alexandre de Médicis.





RADIO-TELEVISION

Jeudi 6 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi-première ; 13 h. 35, Emission régionale ; 13 h. 50, Objectif santé ; 14 h., Emission pédagogique ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 35, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Série : Cinq à sec ; 21 h. 30, Magazine d'actualité : L'événement ; 22 h. 30, Allons au cinéma.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ;

15 h., FILM : CALCUTTA, de L. Malle (1968).

Une suite de séquences sur la ville de Calcutta, tel qu'elle apparaît au regard d'un Occidental, en l'occurrence, le réalisateur.

16 h. 15, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Emission des formations politiques : le parti républicain ;

20 h. 30, En direct du palais Garnier : Lorenzaccio, d'A. de Musset, avec F. Huster, L. Seigner, A. Ducaux, G. Casile.

Lire nos « Ecouter Voir ».

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emission régionale ; 19 h. 40, Tribune libre : la Fédération de l'éducation nationale ; 20 h., Les Jeux ;

20 h. 30, FILM (cinéma français 1968-1976) : C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE, de C. Gion (1975), avec B. Blier, F. Perrin, C. Pieplu, C. Cartier, N. Rouge.

Un jeune loup de la publicité fonde sa propre agence et entre en concurrence avec le puissant P.-D.G. d'une firme où il a fait ses débuts.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : les civilisations de l'écriture ; à 8 h. 32, A propos de Rubens ; 8 h. 50, Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7, La matinée de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag ; 11 h., Ecoles de Paris ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Renaissance des orgues de France, avec J. Charpentier ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « l'Homme de Nazareth », d'Anthony Burgess ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... Le vif du sujet : les nouveaux manuels scolaires ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 30, Ecoles de Paris ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Nuage noir », de Fred Hoyle, adaptation E. Noël (rediffusion) ; 19 h. 25, Biologie et médecine ;

20 h., Nouveau répertoire dramatique : « les *Peupliers* », *de J.-P. Amette, avec D. Colas, P. Destailles*, M. Sarcey, A. Natanson. Réalisation J.-J. Vierne ; suivi de « Joachim c'est un prénom », de G. le Can. Avec D. Colas, P. Destailles, M. Sarcey, A. Natanson. Réalisation G. Peyron (rediffusion) ; 22 h. 30, Entretiens avec... André Masson, par N. Neveux ; 23 h., Festival d'automne à Paris.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 7, Instrumentales ; 9 h. 30, Quasi una fantasia ; 10 h., La règle du jeu ; à 10 h. 15, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... nouvelles auditions de petites formations : Depraz, A. Clostre, J. Komives ; à 15 h., Des notes sur la guitare ; à 15 h. 30, Œuvres de J. Rivier, Géminiani, Honegger, Cherubini, Poulenc ; 17 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : Couperin, J.-S. Bach ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Entre chien et loup ;

20 h. 30, En direct du grand auditorium de Radio-France... Nouvel Orchestre philharmonique, direction G. Amy, avec S. Marcovici, violon, et J. Martin, *soprano : « Jeux » (Debussy)* ; « Concerto pour violon » (Sibelius) ; « Erwartung » (Schoenberg) ; 22 h. 30, France-Musique la nuit ; 0 h. 5, Musique enregistrée.

Vendredi 7 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 55, Emission régionale ; 14 h. 5, Emission pédagogique ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte ;

20 h. 30, Au théâtre ce soir : Bichon, de J. de Letraz, avec D. Ceccaldi, J. Marsan, J.-P. Lamy.

Le secrétaire d'un fabricant de bicyclettes est amoureux de la fille de son patron. Sans espoir.

22 h. 35, Magazine : Téléfoot.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres ; 14 h. 5, Aujourd'hui madame ; à 15 h., Série : Kojak (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ;

20 h. 30, Feuilleton : D'Artagnan amoureux, avec N. Silberg ; 21 h. 35, Emission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Deux itinéraires communistes de la Révolution d'octobre).

Avec MM. Georges Cogniot (Parti pris), *Alain Duhamel et Jacques Fauvet* (Histoire du P.C.), *Charles Tillon* (On chantait rouge).

22 h. 55, FILM (ciné-club) : BREWSTER MAC CLOUD, de R. Altman (1970), avec B. Cort, S. Kellerman, M. Murphy, W. Windom, Sh. Duvall, S. Keach (v.o. sous-titrée, rediffusion).

Dans un abri anti-aérien désaffecté, un jeune homme cherche à trouver le moyen de voler avec des ailes articulées.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : l'Association Nationale de Sauvegarde des Adolescents ; 20 h., Les jeux ;

20 h. 30, Magazine Vendredi : Ailleurs (Le rideau de fer, de S. Walsh).

Le point sur la détente Est-Ouest.

21 h. 30, Série documentaire : Les grands fleuves, reflets de l'histoire (le Gange).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie avec... Marcel Détienne (reprises à 14 h., 15 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Les civilisations de l'écriture, par J. Peignot ; à 8 h. 30, A propos de Rubens ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Ecoles de Paris ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Musique extra-européenne ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « les Gisants », de Jeanne Champion ; 14 h. 5, Les après-midi de France-Culture : les Français s'interrogent ; à 16 h., Les pouvoirs de la musique ; 18 h. 30, Feuilleton : « le Nuage noir », de Fred Hoyle. Adaptation E. Noël (rediffusion) ; 19 h. 25, Les grandes avenues de la science moderne ;

20 h., Poésie hongroise contemporaine : poèmes lus en hongrois par Tamao Major et Heidi Varadi, du Théâtre national de Budapest ; et poèmes lus en français par Sylvie Artel, Jean Bollery, François Chaumette, René Farabet, Vicky Massica et Emmanuelle Riva ; mélodies chantées par Maria Possa. Réalisation G. Godebert ; 21 h. 30, Musique de chambre ; 22 h. 30, Entretiens avec... André Masson, par N. Neveux ; 23 h., Festival d'automne à Paris.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Instrumentales ; 9 h. 30, Quasi una fantasia ; 10 h., La règle du jeu ; à 10 h. 15, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique : Tout Duke ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles : Boccherini, Borodine, Dvorak, Bach ; 15 h., Musique française pour piano : S. Nigg, E.-H. Bull, Jolivet ; à 15 h. 32, Œuvres de Rathgeber, Diruta, Zimmerman, Pal Rigler, Bach, Franck, Sammartini ; 17 h. 30, Les grandes voix ; 18 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time... carnet de bal ; 19 h. 45, Entre chien et loup ;

20 h. 20, Cycle d'échanges franco-allemands... Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck. Direction H. Zender. Avec J. Norman, soprano : prélude de « Tristan et Iseult » (Wagner) ; « Cinq pièces pour orchestre, opus 16 » (Schoenberg) ; « Wesendinck-Lieder » (Wagner) ; « la Nuit transfigurée » (Schoenberg) ; extrait de « la Mort d'Iseult » (Wagner) ; 22 h. 15, Le coin des collectionneurs ; 23 h. 15, Jazz.

Samedi 8 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Emissions régionales ; 12 h. 30, Dis-moi ce que tu mijotes ; 12 h. 45, Jeunes pratique ; 13 h. 35, les Musiciens du soir ; 14 h. 10, Restez donc avec nous ; 14 h. 15, L'Homme qui valait 3 milliards ; 15 h. 40, Chéri-Bibi (rediffusion) ; 17 h. : Amicalement vôtre ; 18 h. 5, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 15, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 43, Le message mystérieux ; 19 h. 45, Eh bien, raconte !

20 h. 30, Variétés : Numéro un (Francis Perrin) ; 21 h. 30, Série : Le riche et le pauvre ; 22 h. 30. La musique est à tout le monde, de S. Kaufmann.

CHAINE II : A 2

12 h. 15, Journal des sourds et des malentendants ; 13 h. 30, Hebdo chansons, hebdo musiques ; 14 h. 10, Les Jeux du stade ; 17 h. 10, Des animaux et des hommes ; 18 h., Concours : La Course autour du monde ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des hommes ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil.

20 h. 30, Série : La brigade des mineurs (La Neige de Noël), réal. M. Wyn, avec J. Daurand, B. Ariel.

Les jeunes et la drogue dans un « document-fiction ».

22 h. 5, Polémique : Le dessus du panier, par Ph. Bouvard ; 23 h., Jazz : Hommage à Count Basie, par J.-Cl. Averty.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Samedi entre nous ; 20 h., Magazine du cheval : Cavalcade.

20 h. 30, Soirée lyrique : La Bohème, de Puccini, mise en scène J.-P. Ponnelle, dir. A. Lombard, avec H. Dose, E. Sauvora, L. Lima, réal. P. Cavassilas.

Une production de l'Opéra du Rhin.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie avec Marcel Detienne (reprises à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 8 h., Les chemins de la *connaissance : Regard sur la science* ; à 8 h. 30, « 77... 2000 : Comprendre aujourd'hui pour vivre demain » ; 9 h. 7, Le monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches ; 11 h. 2, La musique prend la parole ; 12 h. 5, Le pont des arts ;

14 h. 5, Les samedis de France-Culture ; à 16 h. 20, Le livre d'or... Cycle d'orgue à Avignon, avec J. Beraza : Œuvres de Frescobaldi et Bach ; 17 h. 30, Pour mémoire... Fernand Deligny, par F. Estebe et Jean Couturier.

Avec Betty Pons, mère d'un enfant autistique, commence une série d'émissions sur la méthode de Fernand Deligny, le médecin sans médicaments, retiré, avec son « réseau » d'éducateurs, dans les Cévennes. Une rediffusion justifiée.

19 h. 25, Communauté radiophonique ;

20 h., « L'autre monde » ou « Les Etats et empires de la Lune », de Cyrano de Bergerac, adapt. B. Horovicz, avec F. Périer, P. Mazzotti, D. Emilfork, réal. B. Horovicz ; 22 h. 5, « La fugue du samedi ou mi-fugue, mi-raisin », divertissement de B. Jérôme.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Pittoresques et légères ; 8 h., Mélodies ; 9 h. 2, Ensemble d'amateurs ; 9 h. 30, Etude ; 11 h. 15, Les jeunes Français sont musiciens ; 12 h. 40, Jazz, s'il vous plaît ;

13 h. 30, Chasseurs de son stéréo ; 14 h. 10, Discothèque 77 ; à 15 h., En direct du Studio 118 ; 19 h. 10, Non écrites.

20 h., En direct des Semaines de Berlin... Orchestre philharmonique de Berlin, dir. K. Boehm : « Deuxième Symphonie » (Schubert), « Septième Symphonie » (Beethoven) ;

23 h., Vieilles cires... Weingartner dirige Beethoven : enregistrements de 1938 ; 0 h. 5, Musique enregistrée.

Dimanche 9 octobre

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 5, La séquence du spectateur ; 12 h. 30, Bon appétit ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30, Série : Gori le diable, avec R. Etcheverry.

16 h., Tiercé ; 16 h. 5, Vive le cirque ; 16 h. 50, Sports première ; 18 h. 5, Téléfilm : Le garçon du Mississippi, d'après M. Twain.

L'épopée du jeune aventurier Huck le Berry Finn et de son ami Tom Sawyer.

19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 30, FILM : L'HORLOGER DE SAINT-PAUL, de B. Tavernier (1973), avec Ph. Noiret, J. Rochefort, J. Denis, J. Bertheau, S. Rougerie, C. Pascal.

Un modeste horloger de Lyon, dont le fils — adolescent — a commis un meurtre, cherche à comprendre les motifs de cet acte et bouleverse son existence pour se rapprocher du garçon.

CHAINE II : A 2

10 h. 55, Concert : Messe en si mineur, de J.-S. Bach (Credo, Sanctus, Agnus Dei), par l'Orchestre national de France, dir. J.-Cl. Casadesus ; 12 h. 10, Toujours sourire ; 13 h. 35, La lorgnette ; 14 h. 20, Ces Messieurs nous disent ; 15 h. 50, Série : Sur la piste des Cheyennes ; 16 h. 40, Trois petits tours ; 17 h. 25, Les Muffets ; 18 h. 10, Contre-ut ; 19 heures, Stade 2.

20 h. 30, Variétés : Musique and Music ; 21 h. 40, Feuilleton : Bouquet de ronces ; 22 h. 30, Documentaire : La Mâle Parole (Omes d'oc), réal. P. Bureau.

CHAINE III : FR 3

10 h., Emission destinée aux travailleurs immigrés : Spécial Mosaïque ; à 10 h. 30, Mosaïque ; 16 h. 55, Rediffusion : Les Grands Fleuves, reflets de l'histoire (le Gange), reprise de l'émission diffusée le 7 octobre) ; 17 h. 50, Espace musical : Cinquième Symphonie de Schubert, par J.-M. Damian ; 18 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 19 h., Hexagonal ; 20 h. 5, Cheval mon ami.

20 h. 30, L'homme en question : Le danseur et chorégraphe Serge Lifar ; 21 h. 30, Cinéma : Festival de Deauville.

22 h. 30 : FILM (Cinéma de minuit) : BEAU GESTE, de W. Wellman (1939), avec G. Cooper, R. Milland, R. Preston, B. Donlevy, S. Hayward, H. Thatcher (v.o. sous-titrée, N.).

Trois frères s'engagent dans la Légion étrangère après avoir dérobé un bijou de grande valeur. L'un d'eux devient un héros.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie, avec Marcel Detienne (reprises à 14 h. et 23 h. 50) ; 7 h. 5, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 45, Inédits du disque ;

14 h. 5, La Comédie-Française présente : « Paralchimie », de Robert Pinget, avec M. Aumont, R. Acquaviva, G. Giroudon, C. Salviat ; suivi de « la Pupille », de Fagan, mise en scène Yves Gasc, avec J. Toja, J.-P. Moulinot, P. Etesse, réalisation J. Reynier ; 16 h. 5, Ecoles de Paris ; 17 h. 30, Rencontre avec Georges Suffert ; 18 h. 30, Ma non troppo, divertissement de B. Jérôme ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Poésie, avec Marcel Detienne ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique : « Trans-parent », par R. Farabet et J.-L. Parant ; 23 h., Black and blue : « Voyage aux Etats-Unis », avec J.-R. Masson.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Concert promenade ; 8 h., Cantate ; 9 h. 2, Musical graffiti ; 11 h., Harmonia sacra ; 12 h., Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35, Opéra-bouffon ;

13 h. 35, Premier jour de la musique ; 14 h., La tribune des critiques de disques « Deuxième suite en si mineur pour orchestre » (Bach) ; 17 h., Le concert égoïste de Wolinski : J.-S. Bach, Haendel, Parmegiani, Couperin, Phil Glass, Verdi ; 19 h., Musiques du Moyen Age et de la Renaissance ; 19 h. 35, Jazz vivant, en direct de Nancy ;

20 h. 30, Concert... Soirée lyrique : Œuvres de Saverio Mercadante ; 23 h. 30, Musique de chambre : Mozart, Szigeti, Horszowski, Messian ; 0 h. 5, Musique enregistrée.

Lundi 10 octobre

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Magazine regional ; 13 h. 50, Restez avec nous ; à 14 h. 5, Emission pédagogique ; à 14 h. 50, Série : L'Homme sans visage (rediffusion) ; 18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'Ile aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherches dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien, raconte.

20 h. 30, FILM : L'AFFAIRE DU COLLIER DE LA REINE, de M. L'Herbier (1946), avec V. Romance, M. Escande, J. Dacqmine, M. Salina, J. Hébey (N. Rediffusion).

En 1784, la comtesse de la Motte, aidée par son mari et son amant, dupe le cardinal de Rohan en lui faisant acheter un collier de diamants pour le compte de la reine Marie-Antoinette. Les complices s'emparent du bijou.

22 h. 25, Portrait : Le cinéaste Marcel L'Herbier, par B. Panigel.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les Enfants des autres (rediffusion) ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; 15 heures, Série : Les Chances de l'été (rediffusion) ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 18 heures, Fenêtre sur ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil.

20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Documentaire : Portrait de l'Univers (Les fameux centenaires du Caucase), par J. Lallier et M. Tosello.

CHAINE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : P. Wajsman ; 20 h. : les Jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : DANS LA CHALEUR DE LA NUIT, de N. Jewison (1967), avec S. Poitier, R. Steiger, W. Oates, Q. Dean, J. Patterson.

A la suite d'un crime commis dans une petite ville du sud des Etats-Unis, un Noir inconnu est arrêté. Il se révèle être un détective de la police fédérale qui, au lieu de quitter la ville, participe à l'enquête avec un policier blanc mal disposé à son égard.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Poésie avec... Jacques Garelli (reprises à 14 h., 19 h. 55 et 23 h. 50) ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : les civilisations de l'écriture ; à 8 h. 32, La terre de promission de Charles Quint à Rubens ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire : « Charles VI, le bal des ardents », par P. Gascar ; 10 h. 45, Le texte et la marge ; 11 h. 2, Evénement-musique ; 12 h. 5, Parti pris ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Eveil à la musique ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Dimanche après la guerre », d'Henry Miller. Réalisation B. Horovicz ; 14 h. 45, Les après-midi *de France-Culture : l'invité du lundi* ; à 16 h. 25, L'heure qu'il est ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 30, Ecoles de Paris ; 18 h. 30, La vie entre les lignes de M. de Saint-Pierre, par P. Galbeau ; 19 h. 25, Présence des arts ;

20 h., « Le docteur est en visite », de M. Sliovitz, avec M. Renaud, D. Gence, O. Mallet. Réalisation P. Guinard (rediffusion) ; 21 h., Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction Jorge Rotter : Siohan, Marco, Rotter ; 21 h. 40, Ecoles de Paris ; 22 h. 30, Entretiens avec... Tadao Takemoto, par O. Germain-Thomas ; 23 h., Travail sur pierre, de Roger Caillois.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Instrumentales ; 10 h., La règle du jeu ; à 10 h. 15, Cours d'interprétation ; 12 h., La chanson ; 12 h. 40, Jazz classique ;

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... Portrait d'un musicien français : André Jolivet ; à 15 h. 32, Après-midi lyrique : « l'Elixir musical ; 19 h. 45, Concours international de guitare ;

20 h. 5, En direct de la B.B.C... Chœurs et orchestre Monteverdi, dir. J.-E. Gardiner : « Hercule » (Haendel) ; 23 h. 20, France-Musique la nuit.

Les écrans francophones

Lundi 3 octobre

TELE - LUXEMBOURG : 20 h., Mission impossible ; 21 h., *Sept Secondes en enfer*, film de John Sturges.

TELE - MONTE-CARLO : 20 h., Mannix ; 21 h., *la Minute de vérité*, film de J. Delannoy.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Comme des étrangers.

R.T. Bis : 19 h. 55, Thanasse et Casimir ; 20 h. 15, Théâtre Wallon ou Miroir.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, Spécial cinéma.

Mardi 4 octobre

TELE - LUXEMBOURG : 20 h., Hommes de la mer ; 21 h., *le Bal des maudits*, film d'E. Dmytryk.

TELE - MONTE-CARLO : 20 h., La petite maison dans la prairie ; 21 h., *le Sous-Marin de l'Apocalypse*, film d'I. Allen.

TELEVISION BELGE : 19 h. 50, Une histoire sans gravité : Vingt années d'astronautique.

R.T. Bis : 20 h. 20, Au plaisir de Dieu ; 21 h. 15, Civilisations.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 30, Spécial cinéma.

Mercredi 5 octobre

TELE - LUXEMBOURG : 20 h., Opération danger ; 21 h., *A cœur joie*, film de S. Bourguignon.

TELE MONTE-CARLO : 20 h., Mission impossible ; 21 h., *le Visiteur*, film de J. Dréville.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, L'échange ; 20 h. 45, Ces enfants qu'on cache.

R.T. Bis : 19 h 55, *les Quatre Cents Coups*, film de F. Truffaut.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, Mosaïques : Charles Aznavour ; 21 h. 20, Ouvertures.

Jeudi 6 octobre

TELE - LUXEMBOURG : 20 h., Médecin d'aujourd'hui ; 21 h., *Hawkins Sport Business*, film de P. Wendkos

TELE - MONTE-CARLO : 20 h., Les peupliers de la prétentaine ; 21 h., *Un homme fait la loi*, film de B. Kennedy.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, *Mash*, film de R. Altman ; 22 h., Le carrousel aux images.

R.T. Bis : 19 h. 55, Concert ; 21 h. 5, Tokyo.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 30, Temps présent ; 21 h. 20, Des yeux pour entendre.

Vendredi 7 octobre

TELE - LUXEMBOURG : 20 h., Mannix ; 21 h., *Cosmos 99*, film de B. Kellett.

TELE MONTE-CARLO : 20 h., Hawaï, police d'Etat ; 21 h., *les Belles de nuit*, film de R. Clair.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, A suivre ; 22 h. 20, *l'Ange bleu*, film de J. von Sternberg.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 20, Concours international d'exécution musicale ; 21 h. 20, Jeux de la XXI° olympiade.

Samedi 8 octobre

TELE - LUXEMBOURG : 20 h., Dans les rues de San-Francisco ; 21 h., *l'Espionne de Castille*, film de R.-Z. Léonard.

TELE MONTE-CARLO : 20 h., Gunsmoke, le justicier ; 21 h., *Niagara*, film de H. Hathaway.

TELEVISION BELGE : 20 h 15, *L'aventure c'est l'aventure*, film de C. Lelouch ; 22 h. 25, Cinéscope.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 55, Rendez-vous ; 20 h. 35, Les grands explorateurs ; 21 h. 25, Les oiseaux de nuit.

Dimanche 9 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Cent filles à marier ; 21 h., *le Désert rouge*, film de M. Antonioni.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 10, Histoires insolites ; 21 h., *Rencontre à Paris*, film de G. Lampin.

TELEVISION BELGE : 20 h. 26, Récital Fernand Raynaud ; 21 h. 15, Pulcinella, ballet ; 22 h. 5, Septième avenue.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Au plaisir de Dieu ; 20 h. 55, A vos lettres ; 21 h. 15, All you need is love ; 22 h. 5, Vespérales.

Lundi 10 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Mission impossible ; 21 h., *les Rivaux du rail*, film de B. Haskin.

TELE - MONTE - CARLO : 20 h., Mannix ; 21 h., *Okinawa*, film de L. Milestone.

TELEVISION BELGE : 19 h. 51, Marie, réal. H. W. Geissendorfer ; 21 h. 45, Carlo Gesualdo.

R.T. Bis : 20 h. 9, Djacques Bertrand.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Passe et gagne ; 20 h. 30, Destins ; 21 h. 40, André Gagnon.

Tribunes et débats

TF 1, 13 h. : Jacques Delors et Yvon Chotard (le 4).

A 2, 20 h. : François Ceyrac (le 3) ; 21 h. 35, Georges Cogniot, Charles Tillon, Alain Duhamel et Jacques Fauvet (le 7).

FR 3, 20 h. 30 : « L'homme en question », J.-C. Averty (le 2), Alphonse Boudard (le 9) ; 19 h. 40, Tribunes libres : Jean-Paul Dollé (lundi), Les Quakers (mardi), Le Centre national des indépendans et paysans (mercredi), la Fédération de l'éducation nationale (jeudi), l'Association nationale de sauvegarde des adolescents (vendredi), Patrick Wajsman (lundi 10).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Paugam reçoit Gabriel Matzneff (lundi), Glenmore (mardi), Jean Duvignaud (mercredi), Jean-François Revel (jeudi), Chantal Delpal et M. Billy (vendredi).

FRANCE - INTER : 7 h., Jacques Chirac (le 7) ; 11 h., Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur les sucreries (lundi), l'assurance-maladie (mardi), l'amaigrissement (mercredi), le yoga (jeudi), les plantations (vendredi).

EUROPE 1, 19 h. : Jean Lecanuet (le 2).

RADIO MONTE-CARLO : 8 h. 30, Gaston Defferre (le 3) ; 13 h. 15, Jacques Barrot et Noël-Jean Bergeroux (le 7).

SOCIÉTÉ

LANGUE

Les nouveaux Indiens

De nouveau, les Français auront passé leurs vacances sous la houlette de Bison futé. Sans que personne, apparemment, trouve à y redire.

Semaine après semaine, jour après jour, sur toutes les ondes nationales ou assimilées, a retenti la voix grave du grand chef des petits westerns doublés et lui a répondu la clameur onomatopéique autant que respectueuse et admirative de ses sujets, nous autres, la piétaille, si j'ose dire, des automobilistes du pays

Le western

Je n'aurai pas l'indécence de rattacher à cette westernisation (dont Bison futé, si pesant qu'il soit, n'est qu'un avatar parmi tant d'autres) le désolant fait divers récent de la petite fille de sept ans poignardée par son copain de treize ans qui avait voulu jouer aux Indiens jusqu'au bout. Aurait-il joué à Vercingétorix et aux Romains, le drame ne se fût sans doute pas moins produit et je n'aurai pas le cynisme de dire qu'il eût été moindre pour avoir eu une référence bien de chez nous.

Simplement, force est de constater que, pour le meilleur comme pour le pire, l'environnement que nous nous sommes fait nous-mêmes et que voici devenu conditionnement est de plus en plus étranger à notre culture propre et caractérisé par une même auto-sujétion.

Comme l'a écrit Gilles Deleuze, préfaçant l'Aliénation linguistique *d'Henri Gobard (1),* « Le western peut jouer pour un Français aujourd'hui le même rôle que « nos ancêtres les Gaulois » pour un Noir. » *La différence, c'est que les Africains n'avaient pas demandé une telle filiation. Nous, nous la proclamons sans qu'on nous l'ait demandé. De nous-mêmes, nous nous aculturons au profit du maître, comme nous avions, quand nous étions un maître, aculturé les autres.*

Insensiblement, Bison futé et d'autres aidant, nous nous sommes fait à l'idée, jusqu'à la trouver naturelle et agréable, d'être des Indiens, vivant dans une réserve appelée l'Hexagone, qui, pour n'être pas partie intégrante du territoire des Etats-Unis, en serait comme une colonie lointaine.

Et il n'est, somme toute, que normal de lire sous la plume de M. Al. G. Redstein, traduit par Jean Manan, que le président de la colonie — pardon : de la République française — a « fait installer à l'Elysée un bureau de « *marketing politique* » conçu par la firme de Springfield (Massachusetts), Joseph Napolitan associated (2) ».

Normal qu'un jeune exploitant agricole de l'Ouest (de la France) explique qu'il pratique le zéro grazing *et le* no-ploughing, *pour dire qu'il ne conduit plus ses vaches en prairie et ne laboure plus sa terre.*

Normal qu' « une nouvelle race de magasins » *propose, à l'occasion de la rentrée scolaire, les articles suivants : « Cardigan blouse polyamide uni, badge poitrine ; desert boots dessus croûte de velours ; culotte éponge strech uni ; pull acrylique ; training bicolore polyamide », etc.*

Sortir de notre réserve

Normal qu'hier j'aie vu mes deux petits-fils, âgés respectivement de cinq ans et de trois mois, portant l'un un pyjama marqué Jeans, *l'autre un maillot — pardon : un tee-shirt —* Baby club.

Normal que les affiches de la fédération des Maisons des jeunes et de la culture (française) réclamant des subsides soient surchargées d'un énorme Help !

Normal qu'Anne Gaillard ait annoncé une émission sur « le crédit-bail, c'est-à-dire le leasing » *(ou : l'anglais tendant à devenir en France la première langue, le français la seconde).*

Normal que les tickets de caisse du restaurant d'entreprise — pardon : du self *— de Radio-France portent, après* « sous-total », « montant reçu », « rendu », « your receipt – thank you ».

Normal — puisque l'épidémie n'épargne pas d'autres régions francophones — qu'une secrétaire de la présidence de la République du Sénégal, tapant une lettre à destination de la Belgique, ait écrit Belgium *(le mot étant rayé et l'expression juste rétablie de la main de Léopold Sedar Senghor).*

Normal qu'en Suisse la cinquième langue — l'anglais — s'épanouisse jusque dans le texte des flammes postales.

Normal que, l'autre jour, sortant d'un hôtel à Bruxelles, j'aie entendu le portier me demander : « Do you want a taxi, sir ? »

Normal que les boutiques nouvellement installées dans la gare du Midi du même Bruxelles soient dotées, à égalité pour l'instant, d'enseignes soit bilingues (français-flamand), soit en anglais, dont Book shop *et* Leopold's bar *(la langue étrangère mais unique supplantant les deux autres, une manière de régler le conflit linguistique du pays).*

Normal ? Effarant. Insensé. Paradoxal, surtout dans le cas de la France et en ce temps pré-pré-électoral où tout le monde n'a que l'indépendance nationale à la bouche. Cette indépendance, ce n'est pas seulement celle de l'économie, de la monnaie ou de la défense — domaines où il ne dépend pas que de nous que nous ne soyons pas fragiles ; c'est aussi celle de la culture et de la langue, son support et son ferment, — domaines où il ne dépend que de nous d'être forts. Attention ! Bison futé n'est pas une invention innocente. Nous voici en passe de devenir tous des Indiens. Il est temps de sortir de notre réserve. De retrouver notre identité.

JEAN THEVENOT.

(1) Flammarion.
(2) *Le Canard enchaîné*, 31-8-77.

HUMOUR

UN CAS DE CONSCIENCE

Il a ouvert la lettre... — Lui, c'est un ami humoriste, comment dire ? De métier ? Non, ce n'est pas un métier, ni même une condition. Mettons que ce soit un état, voilà : un état. L'humoriste serait à l'humour un peu ce que le bouliste est à la boule, le pompiste à la pompe : il fait rouler, il délivre...

Il a donc ouvert la lettre, et tout à trac, il a lu : « Monsieur, vous êtes un assassin... » *Ça lui a donné un choc, je le connais, sensible, au fond, pas tellement préparé à ce genre de choses. Il n'a rien du sadique, même au petit pied. Bon. La lettre continuait :* « Vous avez tué ma femme... » *Hé là, hé là ! Il tourne le papier pour voir le nom. Ça ne lui disait absolument rien. Pas possible, pense-t-il, c'est une erreur. Après ?* « Vous avez tué ma femme, et voici comment. C'était à la fin du dîner, elle mangeait une pomme et, en même temps, je lui lisais votre dernier billet sur... » *Là, il passe, parce qu'il est modeste, en plus.* « Elle s'étranglait de rire ; d'habitude on emploie l'expression au figuré, eh bien, pour le coup, c'était vrai : elle a avalé un quartier de pomme un peu plus gros à un moment où c'était encore plus drôle, elle a hoqueté, elle est devenue toute bleue et elle a passé, sous mes yeux, en une minute, sans que j'aie pu rien faire. Vous êtes un assassin, Monsieur. Je laisse à votre conscience le soin... », *etc. La lettre continuait encore pendant deux pages sur ce ton.*

Vous vous rendez compte d'une histoire, pour lui, vous imaginez la tuile. Il fallait qu'il fasse quelque chose, mais quoi ? Répondre à ce monsieur, déjà, sûrement. La corvée... Il a répondu (il m'a montré sa lettre) :

« Cher Monsieur, je suis consterné de ce que vous m'apprenez... » *Dès ce début, d'ailleurs, il lui avait fallu recommencer, il avait d'abord écrit :* « Je suis très flatté de... » *— Pensez !*

« ... *Je suis consterné*, et je vous prie de croire que je prends une très grande part, etc. — *enfin toutes les formules pénétrées que vous pouvez concevoir. Ensuite, tout de même, il ajoutait :*

« En ce qui concerne la responsabilité que vous n'hésitez pas à m'attribuer dans ce douloureux accident, je me permettrai de vous faire observer que notre journal a publié voici quelques mois un remarquable article de notre collaborateur médical sur le cas précis que vous évoquez (1). Mon distingué confrère a indiqué avec la plus grande exactitude le geste simple et efficace (énergique compression du diaphragme, exercée en remontant de bas en haut), que vous auriez dû exécuter en moins d'une minute, si vos dossiers personnels avaient été tenus avec soin, et qui aurait sauvé la vie de votre épouse.

» A l'avenir, du reste, et où vous viendriez à envisager un remariage, il me paraîtrait plus sage de pratiquer séparément dans votre vie quotidienne la dégustation des fruits à pulpe et la lecture des textes dits *humoristiques*, afin d'éviter un mélange des genres toujours délicat et, vous venez de le voir, à l'occasion dangereux. »

» Veuillez agréer néanmoins, etc. »

Voilà pour la réponse. Reste, bien sûr, le cas de conscience. Il est moins facile à expédier.

JEAN GUICHARD-MEILI.

(1) *Dr. Escoffier-Lambiotte. Le Monde* du 21 janvier 1976.



... mais en revanche, celles-ci paraissent en septembre pour tenir jusqu'en mars !

LA GÉOGRAPHIE *par Maurice Le Lannou*

UN BANC D'ESSAI DU TOURISME

RENDRE compte par le menu du gros livre de M. Jean Bisson sur les Baléares serait une entreprise difficile : l'ouvrage apparaît de prime abord fort dilué. Un plan compliqué, des redites, un texte surabondant que l'éditeur contient par l'emploi — pour certains paragraphes qui ne sont pas toujours les moins utiles — de petits caractères, voilà qui eût suffi à rendre ma plume méchante si l'intérêt de la lecture n'avait été, tout au long des quatre cents pages, aussi soutenu (1). Notre époque, en matière de géographie, donne plus de prix à la finesse des analyses qu'à la charpente des développements. L'ordre éternel des champs appelait naguère des thèses fortement structurées. L'agitation désordonnée du temps présent ne le permet pas.

Aussi bien cette description enchevêtrée est-elle en quelque sorte à l'image de l'objet considéré. Les Baléares bousculent le géographe et le prennent de court. Ces îles présentent un mélange de vieux et de neuf, d'immobile et de convulsif, de solidement éprouvé et d'encore non vérifié qui est bien une caractéristique de la Méditerranée, mais portée ici à l'extrême : c'est que, d'une part, des transformations qui se sont étalées chez nous sur plusieurs décennies viennent de s'effectuer dans l'archipel, quasiment en frénésie, au cours des quinze, voire des dix dernières années ; et, d'autre part, il s'agit d'îles bien différenciées par la géographie comme par l'histoire, ce qui les fait réagir chacune à sa manière aux sollicitations qu'elles reçoivent de l'extérieur. Il en résulte l'impossibilité de donner de cet ensemble insulaire un tableau géographique comme on aimait en brosser autrefois, Jean Bisson nous convainc que nous ne devons pas trop le regretter.

Pour mettre de l'ordre dans la présentation de ce petit univers bousculé, je prendrai comme idée conductrice une interrogation que pose l'auteur lui-même et qui aurait pu être à mon sens, s'il s'y était plus explicitement tenu, la poutre maîtresse — j'ai parlé tout à l'heure de charpente — de son bel ouvrage : quels ont été les effets de l'extraordinaire invasion des îles par ce tourisme qui est *« l'événement majeur de ces quinze dernières années »* ?

Les trois îles principales (les Baléares proprement dites, Majorque et Minorque, et la plus grosse des Pitiuses, Ibiza) ne se sont pas livrées en même temps à cette irruption. Majorque commence, dès 1955 : l'île majeure avait d'anciens titres de noblesse, consacrés par le séjour qu'y firent George Sand et Chopin ; la guerre civile, un siècle plus tard, la *ferme aux hivernants* des pays brumeux et aux croisières, mais l'île s'ouvre, comme l'Espagne elle-même, au milieu du siècle, et devient, en peu de temps, une plage de l'Europe. Succès grandiose que n'atteindra point Minorque, où les attraits sont moins grands, cependant qu'Ibiza, en fin de compte la plus douée pour ce qui est du tourisme solaire, devra attendre d'être mieux reliée au continent pour s'abandonner et finir par recevoir, proportionnellement à sa population, deux fois plus de touristes qu'à Majorque, quatre fois plus qu'à Minorque.

⁂

Les différences de l'ordre naturel — Minorque est l'île la plus arrosée et la plus venteuse, Ibiza la plus lumineuse — ont sans doute moins compté dans l'évolution récente de chacune des Baléares que les données héritées du passé. Qu'il n'y ait point d'oliviers à Minorque (comme il n'y en a point à Malte) est moins le résultat des vigueurs de la tramontane que celui d'un dispositif agraire et d'une orientation générale de l'économie. De même, la faiblesse relative du tourisme tient surtout à ce que ce dispositif et cette orientation, fruits de l'histoire, ne laissent guère de place à la spéculation hôtelière et à l'*urbanizacion des campagnes*. Minorque a subi durement les raids des Turcs, au point que Charles Quint faillit transférer tous ses habitants à Majorque. Elle eut, aux temps modernes, vocation de jalon impérial : Minorque fut pendant presque tout le dix-huitième siècle — avec un intermède français — sous l'occupation anglaise.

Cette situation guerrière, qui engendrait la peur de ne pouvoir subsister par les seules récoltes de l'île, justifia le développement d'une marine importante et le soin donné à la guerre de course, cependant que la structure foncière *aristocratique* établie par la reconquête préparait le succès des spéculations commerciales (la dernière en date portant fort curieusement sur l'élevage bovin et... le fromage), la nécessité de l'émigration (en dépit des réussites d'industries comme celles de la chaussure et du bijou) et l'habitude de chercher aussi fortune à l'extérieur.

Tout autres sont les dispositions de la plus grande île. Majorque, moins sentinelle que sa voisine, a été précocement marquée par le considérable développement de Palma, sa capitale, qui fut un relais et un centre de redistribution dans la grande période — le quatorzième siècle — du commerce méditerranéen. Mais cette enflure, loin d'épuiser la campagne, commanda de fixer beaucoup de monde à la terre. *« Il est difficile*, écrit J. Bisson, *de concevoir une telle concentration de marchands, hommes d'affaires, artisans, sans un arrière-pays nourricier, ici nécessairement limité au territoire insulaire (...). C'est pourquoi tant d'efforts furent fournis pour peupler la campagne de bras nombreux. »*

Cette politique fut menée par la bourgeoisie urbaine, qui grignota peu à peu le domaine des *latifundia* aristocratiques de l'origine, sans pour cela faire obstacle au développement parallèle de la petite propriété paysanne, si bien que celle-ci s'enracina solidement, donnant à la société majorquine l'une de ses *caractéristiques majeures*. C'est dans ce cadre agraire et dans un paysage de champs complantés associant les céréales et les arboricultures commerciales, que l'île put dérouler avec succès divers cycles économiques, *« au dix-huitième siècle, le cycle des productions destinées à l'Amérique espagnole (eau-de-vie, huile d'amande douce, couvertures de laine...), au dix-neuvième siècle, le cycle de la viticulture, avec, pour héritage au vingtième siècle, le cycle de l'amandier (...), partiellement relayé aujourd'hui par celui de l'abricotier »*.

⁂

Jean Bisson n'hésite pas à écrire que *« le tourisme apparaît en définitive comme le dernier de ces cycles »*. La formule est à peine forcée, étant bien entendu que cette orientation nouvelle menace de rompre totalement les vieux rythmes de la vie paysanne. Et aussi, bien sûr, que les conséquences (on nous dit vilainement l'« impact ») du tourisme de masse ne sont pas du même ordre à travers tout l'archipel.

A Minorque, le problème de ces suites reste entier. Tard venue à l'exploitation des hordes septentrionales, l'île pratique l'industrie *hôtelière sous* la *forme* de grands hôtels liés à des chaînes d'agences et à des compagnies de navigation pour la plupart étrangères. L'agriculture et... l'industrie du fromage ne reçoivent de cette économie plaquée aucune stimulation directe : tourisme et agriculture restent étrangers l'un à l'autre.

Il n'en va pas de même à Ibiza, où tout dans l'organisation agraire et sociale préparait à l'accueil des touristes, des villégiateurs et même de résidents permanents, non seulement sur les littoraux, mais dans toute l'île. Les petits exploitants directs d'un *secano* fort médiocre, dont un tiers est en pinède, un autre tiers en jachère, sont vite libérés de travaux agricoles portant sur des fèves et de l'orge aisément récoltées, et ils peuvent consacrer une partie de leur temps aux activités nées du tourisme ou excitées par lui. Cette souplesse d'adaptation permet donc un genre de vie double, qui associe l'agriculture à l'hôtellerie ou à la construction, et *« cette dualité (...) a tiré les Ibicencos d'une misère réelle que compensait mal l'intensité d'une émigration souvent définitive »*.

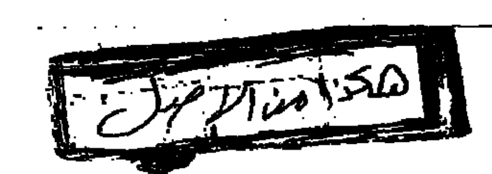
En somme, Ibiza est maintenue en vie par l'intérêt que lui portent les amoureux du soleil. Mais cette *« conversion en une vaste zone résidentielle, au demeurant très diluée »*, si largement amorcée dans la plus grande des Pitiuses, peut-elle être considérée comme *« une préfiguration de l'avenir des îles Baléares »* ? Jean Bisson répond en montrant que Majorque, par son poids historique, par son avance sur les autres îles dans l'exploitation des nouveaux Barbares, se présente pour le moment comme le meilleur banc d'essai, non seulement du tourisme espagnol, mais du tourisme baléare, ce qui est plus probant. Majorque est de toute évidence *« l'île la plus marquée, tant dans la mentalité de ses habitants que par la transformation (...) de ses paysages par la fièvre de l'urbanizacion, la frénésie de la spéculation immobilière »*.

L'activité touristique sous ses diverses formes y a déclenché une grande enflure du secteur tertiaire à travers un exode rural qui a conduit à la ville une foule de jeunes ruraux. Exode qui laisse la terre en position difficile et menacée par la friche. On nous assure pourtant que tout n'a pas été négatif dans cette brutale conversion, puisque l'agriculture, se rétractant, peut se moderniser grâce au numéraire gagné dans la collaboration avec quelque activité touristique. Mais on peut constater aussi que le double genre de vie n'est pas commode à maintenir, que la coupure d'avec le milieu familial engage les jeunes agriculteurs, que les densités de population agricole peuvent tomber au-dessous du niveau optimal, et qu'ainsi, dans *« cet étourdissant tourbillon qu'a provoqué le tourisme »*, la brillante arboriculture majorquine elle-même peut devenir la grande perdante.

Et avec elle l'identité d'une région. L'exode rural intérieur de Majorque n'a point suffi aux besoins de main-d'œuvre introduits par les installations nouvelles : l'île a reçu un grand nombre d'immigrés de la péninsule, et cette immigration massive se traduit par *« une castillanisation qui inquiète les vieux Catalans »*. Au-delà de ces transfusions, il y a la subordination des insulaires aux véritables *« promoteurs »* de l'activité touristique : les agences étrangères exercent un contrôle de plus en plus complet sur tout un marché où s'intègrent chaînes d'hôtels et vols charters, cependant que l'indigène se contente d'emplois subalternes. Beau type d'économie marginale, puisque rien n'empêche l'agence d'orienter ailleurs, à son gré, le flux des touristes. Et il y a le déséquilibrage des rythmes de travail, le détournement des jeunes qui négligent toute formation professionnelle pour un métier fallacieux... Rien ne prépare mieux une société bloquée, en dépit des niveaux de vie en progrès.

A ces conséquences d'*« un essor touristique mal maîtrisé »* s'ajoutent la saturation des littoraux, la contamination des nappes, la pollution des plages... *« au point qu'il est parfois plus sain de se baigner dans la piscine que possède maintenant tout nouvel hôtel »*. Jean Bisson assure que pour les Baléares il n'y a encore que demi-mal, et que l'archipel, grâce à la relative solidarité de sa paysannerie, est encore loin des tristes destins de la côte andalouse et d'un Terremolinos. Mais il ajoute : *« Pour combien d'années encore ? »*

(1) Jean Bisson, *la Terre et l'Homme aux îles Baléares*, Aix-en-Provence, Edisud (Coll. « Connaissance du monde méditerranéen »), 1977, 416 p.



TÉMOIGNAGES

Autoportraits de deux chrétiennes

Avec l'autorisation de M. Pierre Bourdieu, directeur de la revue Actes de la recherche en sciences sociales, *nous reproduisons ici de larges extraits de deux « portraits » parus en marge de l'étude de M. Claude Grignon sur les transformations du champ religieux et de l'espace politique, étude à laquelle Pierre Viansson-Ponté consacre sa chronique* Au fil de la semaine (page 9).

UNE DAME INTÉGRISTE

Mme de T... habite un grand appartement cossu du dix-septième arrondissement ; beaux meubles anciens (Louis XV), tableaux du dix-septième et du dix-huitième siècle : « *Vous pouvez croire, avec tout ce qu'on a là, qu'on roule sur l'or. Mais tout ça, ça vient de ma belle-famille, si vous voulez, depuis des générations. Comme nous sommes assez conservateurs, eh bien ! au lieu de vendre on a tout conservé.* » De fait les de T..., branche en déclin d'une grande famille, s'efforcent avant tout de « sauver l'honneur » et la façade en conservant un décor aristocratique digne de leur passé, quitte à vivre matériellement comme des petits bourgeois dans la gêne (tout en profitant des avantages que leur procure un réseau étendu de relations familiales).

Mme de T... n'a pas de domestiques, elle confectionne elle-même ses habits et les habits de ses filles, repeint son appartement, et loue même une chambre à un étudiant ; les de T... ne vont ni au théâtre (trop cher) ni au cinéma (« *dépenser 15 francs, souvent pour voir un navet* ») ni au restaurant : « *Nos distractions, on va faire un dîner chez des amis, et puis le dimanche après-midi, quand le temps est beau, on va au bois de Boulogne. On laisse la voiture (une « 504 ») à l'entrée et on marche ; ou alors, en hiver, on ne prend pas l'auto et on va visiter Paris, le Marais, avec un livre, et puis voilà.* »

Gros propriétaire foncier dans l'Oranais, le père de Mme de T... s'est trouvé quasi ruiné par « *les événements d'Algérie* ».

M. de T... est le fils d'un diplomate dont la carrière n'a pas été très réussie. (« *Mon beau-père avait des convictions religieuses et, au moment de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, je crois qu'il en a un peu souffert.*) *(...)* Lui-même a été contraint, par la mort de son père, d'entrer dans la vie active dès sa sortie de l'ESSEC ; il est cadre administratif chez un grossiste en métaux ferreux. (...) Il prendra sa retraite bientôt. Il n'a pas une situation « *tellement, tellement... On ne roule pas sur l'or, mais on est très heureux comme ça.* »

Le nouveau curé parle tout le temps

« *Ma paroisse est très correcte, c'est une paroisse qui n'a jamais eu d'excès, ça c'est sûr. On a un nouveau curé depuis le mois d'octobre qui était vicaire à Saint-Honoré d'Eylau, je ne l'aime pas, si vous voulez, je ne l'aime pas. Je suis sûre que c'est un très très bon prêtre, certainement il a une grande foi, mais je n'aime pas son attitude, si vous voulez. Il est en blouson avec un col roulé, moi je ne peux pas admettre ça de la part d'un prêtre, j'estime qu'un prêtre doit montrer qu'il est prêtre, dans son costume, au moins en clergyman. Oui, qu'il n'ait plus sa soutane, ça m'est égal, on en a un qui a gardé sa soutane et qui se promène toujours avec, il est très aimé. Qu'il ne veuille plus porter la soutane, ça m'est égal, quoiqu'ils sont aussi respectés, peut-être plus, avec la soutane. Mettons qu'ils ne la veuillent plus, mais au moins qu'ils aient conservé leur col romain et une croix, mais maintenant ils sont n'importe comment.*

» *Alors donc, si vous voulez, celui-là il arrive toujours en blouson et puis alors sa messe c'est... (...) Il parle avant la messe, il parle après l'évangile, il parle tout le temps. Les prêtres n'alimentent plus leur vie par la prière, on désacralise tout, vous comprenez, maintenant ils se réunissent pour faire du bla-bla-bla mais plus pour prier, alors...*

Il n'y a plus de péché

» *On est catholiques, il n'y a pas de raison qu'on abdique tout sous prétexte d'œcuménisme. La vérité est éternelle, vous comprenez, on ne peut pas changer la vérité, or la vérité je crois que c'est nous qui la détenons. Parce que quand l'Eglise vous dit maintenant que toutes les religions sont valables, c'est nier la mort de Jésus sur la croix pour nous racheter, parce que si Jésus est venu pour racheter le monde, à partir du moment où toutes les religions sont bonnes, pourquoi serait-il venu sur la Terre donner sa vie ?*

» *Vous avez dans toutes les religions, dans toutes les races, partout, des hommes de bonne volonté qui iront au ciel peut-être plus que moi, et peut-être plus vite, ça je ne dis pas, ceux qui sont de bonne foi, dans les autres religions, il y en a qui sont de bonne foi, ils iront au ciel. Mais c'est nous les catholiques, vous comprenez, c'est nous qui sommes fautifs, ceux qui disent ça, ceux qui ont reçu les lumières, qui ont reçu le baptême catholique et qui pensent que toutes les religions sont bonnes, je parle des prêtres, surtout, maintenant.*

» *Ma fille aînée se confessait une fois tous les ans ou plus ; l'année passée je lui ai dit : « Ma petite fille, il faut que tu ailles te confesser absolument avant Noël » ; je lui ai dit : « Essaye, tu vas voir, moi je me suis confessée avenue de Wagram, tu vas aller trouver ce prêtre, et tu vas te confesser, tu vas voir comme c'est agréable. » Car autrefois on se confessait tellement facilement ! Mais maintenant, quand on va se confesser, le prêtre vous rit au nez et vous dit : « Mais pourquoi confessez-vous ça ? C'est pas un péché », etc. Vous ne savez plus que leur dire, rien n'est péché, il n'y a plus de péché maintenant.*

» *Alors elle est allée se confesser. Le prêtre lui a dit : « Avez-vous fait vos Pâques ? » J'ai été désolée de la chose, elle lui a dit : « Qu'est-ce que ça veut dire ? » Vraiment ! elle avait fait ses études chez les dominicaines, comme tous mes enfants, mon fils a été à Fénelon, enfin voyez, mais maintenant les aumôniers ne leur disent même plus ce que c'est ! Je n'étais pas très fière de moi quand elle m'a répété ça, parce que j'aurais pu au moins me substituer au prêtre. Enfin, bon, il lui a expliqué, il s'est mis à rire, et elle a fait une très bonne confession.*

» *On n'a plus de respect. Autrefois, regardez, quand on laissait tomber une hostie, tout ce qu'il fallait faire, purifier l'endroit où elle était tombée, laver, etc. Maintenant, vous prenez une hostie comme vous prenez un bonbon. C'est le manque de respect surtout. Et plus à genoux ; on ne s'agenouille plus, maintenant. Les prêtres s'inclinent, ils ne font même plus la génuflexion devant le tabernacle. Qu'est-ce que vous voulez, non, il y a un certain respect qu'on doit conserver.*

L'ambiance de mon enfance

» *J'ai été à la salle Wagram et là j'ai retrouvé l'ambiance de mon enfance, l'ambiance que j'ai toujours connue, avec laquelle j'ai toujours pratiqué ma religion. Alors voilà, à partir de ce moment-là, je n'ai plus été que là ; hier j'ai été à Saint-Nicolas, et chaque fois que je peux je vais à Saint-Nicolas.* »

Mme de T... a participé à l'occupation par les intégristes de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet. « *Le soir même, je suis rentrée à la maison pour le dîner, et je suis repartie, j'ai passé toute la nuit de dimanche à lundi là-bas. Et nous étions au moins une centaine de fidèles devant le Saint Sacrement qui était exposé nuit et jour pendant une semaine. Nous avons passé la nuit en prières, nous disions le chapelet, les mystères, tout le rosaire, hein ! (...) C'est émouvant toutes ces voix d'hommes qui chantent. Car il y en a. Il y en a des voix d'hommes, la majorité sont des hommes qui assistent à la messe. Ah ! c'est extraordinaire, ces hommes, cette quantité d'hommes et qui chantent, et qui ont leur missel et qui suivent leur messe ! Et beaucoup de jeunes. (...)*

» *Autrefois, on avait de l'enthousiasme, voilà. Et c'est ce qui manque maintenant. Autrefois, il n'y avait pas d'arrière-pensées, vous comprenez. Maintenant, il y a toujours une arrière-pensée et il y a moins d'enthousiasme. Il y a qu'à voir quand on se promène, les jeunes ne sont pas gais. Non, ils ne sont pas gais. Regardez dans les réunions de jeunes, ils ne savent pas s'amuser comme nous nous amusions, tout simplement. Les jeunes maintenant ne font des études et ne prennent de situation qu'en fonction de ce qu'elle rapportera d'argent. Ils ne pensent qu'à ça. Ils ne cherchent pas à savoir si ça conviendra à leurs idées, à leur vie, à leur famille, aux traditions qu'ils ont encore, non.* »

Mme de T... a trois enfants. La fille aînée prépare une licence de langues, la plus jeune (seize ans) est chez les dominicaines, le garçon prépare le concours d'entrée à Saint-Cyr. « *Il aime ça, il a été et est toujours scout d'Europe. Il est heureux là-dedans, il aime la discipline. C'est l'ancien scoutisme, les scouts d'Europe. (...) Le vrai scoutisme, tel qu'il a été fondé par Baden Powell. Enfin catholique, évidemment, tandis que Baden ne l'était pas... mais enfin c'était quand même un beau scoutisme.*

» *Ils manquent d'idéal, les jeunes, ils sont blasés, ils ont tout maintenant, ils ont droit à tout, c'est vrai, c'est vrai, vous savez. Les jeunes ont tellement de choses par rapport à ce qu'on a eu, tellement. Ils ont de l'argent, les parents pour se dédouaner, pour avoir la paix, les bourrent d'argent. Alors les jeunes, bon, les garçons maintenant, au point de vue sexuel, ils ont tous les droits. Ils font ce qu'ils veulent à partir de seize ans, ils connaissent tout. A seize ans, ils ont eu tout, donc ils sont blasés, ils n'ont plus envie de rien, ils n'ont plus d'espérance. Autrefois, on avait l'Eglise, l'Eglise qui nous aidait, qui nous soutenait, qui nous maintenait un petit peu. Les jeunes, on ne les oblige plus ! Et pourtant il faut les diriger, les enfants, ils ne demandent que ça ! D'ailleurs, en 1968, j'avais interpellé des garçons du lycée Chaptal ; ce qu'ils regrettaient le plus et ce qu'ils reprochaient à leurs parents, c'est de ne pas être assez sévères. Et c'étaient des garçons de seize et dix-sept ans, ils regrettaient que les parents n'exercent plus leur autorité, vous comprenez.*

» *Si vous saviez, avec mes enfants, ce qu'ils sont libres, ils me traitent comme une personne de leur âge. Oh ! là ! là ! quand nous allons au bois avec mon mari, nous jouons encore avec mes enfants, enfin avec ma dernière, parce que les grands ne veulent plus venir au bois avec nous, mais on a joué à cache-cache, à chat, on joue aux boules et au volant et on court encore avec mes enfants, comme... je ne sais pas moi, non regardez, voyez, on fait des parties de scrabble, on joue tout le temps avec nos enfants, on chante avec eux, ils sont libres, ils parlent avec nous comme ils se parlent entre eux, si vous voulez ; et alors là moi je suis ravie, je ne leur dis pas : « Vous me manquez de respect. » Oh non, je suis ravie, jamais on ne s'est fait traiter de vieux jeu. Oh non, jamais, jamais, jamais ! Ils nous vouvoient, mais c'est eux qui l'ont demandé. (...)* »

J'ai écrit à Giscard

Mme de T... est « dame adoratrice » du Sacré-Cœur de Montmartre ; elle fait partie d'une chorale ; elle n'a guère le temps de lire. « *Je lis* l'Histoire de France, *de Jacques Bainville, des choses comme ça, voyez. Je lis* l'Aurore, *parce qu'après la guerre d'Algérie, c'est eux qui nous ont soutenus. (...) J'ai voté pour Giscard et je lui ai écrit quand j'ai vu un jour sur le journal qu'il disait que la victoire de la gauche était inéluctable en 1978. Alors, immédiatement, j'ai pris ma plume et je lui ai dit : « On ne vous a pas élu pour penser que la victoire de la gauche était inéluctable, battez-vous pour que la France reste libre et chrétienne. » Voilà exactement ce que je lui ai dit.*

» *Je me suis présentée sur une liste Le Pen aux dernières élections municipales ; j'ai assisté à une réunion de Jean-Marie Le Pen. Il a terminé sa réunion, son discours en disant : « Avec l'aide de Dieu ! » et son second a dit : « Si Dieu le veut ! » Donc, j'estime que là, vraiment, ils sont dans mes convictions religieuses. Voyez, je ne voterais pas pour quelqu'un qui serait en opposition avec mes convictions religieuses.*

» *Evidemment, je m'attendais pas à un autre score, je savais très bien, je me présentais là parce que ce sont mes idées et que ça faisait plaisir à un ami, mais je savais très bien qu'on n'aurait pas beaucoup de voix. Quand il s'est agi de reporter mes voix, je suis allée voir Couve de Murville. De toute façon, je voulais le voir pour lui parler, mais je m'étais toujours dit : je lui donnerai mes voix. Pourquoi ? Parce qu'il a été un de ceux qui ont voté contre l'avortement, ils n'ont pas été nombreux, mais quand ils ont voté cette loi sur l'avortement, ils ont été une soixantaine, il y avait Couve de Murville dedans. Je suis allée le voir, et je lui ai dit je vous donne ma voix, et mon mari aussi d'ailleurs et mes enfants aussi, parce que vous avez voté contre l'avortement.* »

Une militante en recherche

Technicienne dans une maison d'édition, Madeleine N... a quarante-trois ans. Elle est issue de la petite bourgeoisie de promotion par son père, fils d'instituteur, polytechnicien, ingénieur au génie militaire, et de la vieille bourgeoisie par sa mère, fille d'officier. « *J'ai eu une famille pas drôle ! oh ! là ! là ! Des parents très soumis, pas du tout contestataires, ça non ! Alors mon éducation, j'ai été mise dans un cours privé catholique tout ce qu'il y a de pieux, dans le septième arrondissement. C'était pas les écoles du seizième arrondissement, c'était moins huppé, nettement moins, mais c'était très milieu catholique de bourgeoisie moyenne, et on n'y apprenait pas non plus à faire les cornes à la société.* »

Après avoir passé son baccalauréat (philosophie), Madeleine N... prépare l'Ecole des beaux-arts, puis suit le cours d'une école de secrétariat ; elle fréquente également l'Ecole des hautes études. « *Etudiante à dix-huit ans, j'ai été à la paroisse des étudiants, au centre Richelieu, et mon père a commencé à trouver que j'avais de mauvaises idées quand j'allais là, parce que je découvrais des aspects de la révélation, des implications de la foi dans la vie, qui n'avaient rien à voir avec le catéchisme à la noix que j'avais suivi. Et moi je le répétais à la maison, j'en tirais des conclusions sociales, et ça n'avait pas l'heur de plaire à la famille, qui, elle, était conservatrice par structure mentale plus à la limite que par choix réel politique.*

» *Alors c'était toujours l'opposition : j'ai fait plusieurs fois le pèlerinage de Chartres, mon père m'en a empêchée une fois, sous des prétextes ridicules, je suis restée par soumission, enfin j'aurais dû l'envoyer pondre, une fois seulement j'ai laissé passer... J'étais toujours en rupture si tu veux, en opposition permanente. J'étais bloquée. Bien sûr, sur le plan éducation sexuelle, n'en parlons même pas, c'était une catastrophe. Je ne sortais pas ; j'aurais fait la foire, ils l'auraient mieux pris que d'aller au pèlerinage de Chartres, c'était de l'ordre du communisme. Un jour que je gueulais contre elle, ma mère m'a dit : « Mais aussi pourquoi as-tu toujours fait le contraire de ce qu'on aimait ? »*

Un « pot » avec Maire

Après avoir milité en liaison avec l'Action catholique ouvrière et avec *Economie et Humanisme*, Madeleine N... exerce à partir de 1969 des responsabilités au niveau national dans le cadre du syndicat C.F.D.T. de sa branche. « *Si on va à la C.F.D.T., on est classé comme catholique, c'est qu'on a peur des cocos, c'est qu'on veut être du côté des curés. Qu'est-ce que tu veux, ce schéma, il est vomitif, vraiment vomitif, parce qu'il est con. Alors, moi, les raisons de mon choix... comment dirais-je ? A la C.F.D.T., les gens créaient eux-mêmes leurs... On appelle ça autogestion dans un terme plus large, je l'ai découvert après. Il y avait un aspect pour moi assez codifié, assez religieux entre guillemets côté C.G.T., et côté C.F.D.T. un aspect qui allait plus loin, qui avançait, un sens historique d'analyse de ce qui se vivait actuellement et surtout de capacité d'analyser par les travailleurs et non pas de recevoir une doctrine. C'est ça si tu veux. A la limite — je dis à la limite, je pousse, — je voyais dans certains aspects de la C.G.T. — c'est pas ça mais quand même un peu, — une Eglise au sens péjoratif du terme. C'est devenu quand même quelque chose qui a des règles, qui croit d'office qu'ils représentent la classe ouvrière. Mais, je m'excuse, la classe ouvrière s'est donné d'autres instruments, elle elle n'est pas l'unique, enfin tout un tas de prétentions qui me paraissaient bloquer le processus historique, l'avancée, la radicalité... c'est pour cela que j'ai choisi la C.F.D.T.*

» *Et puis en plus du fait de cette non-hiérarchisation à l'intérieur du syndicat, j'ai fait pas mal de sessions dedans, où tu te trouves à prendre un pot avec Maire ; il est comme il est, mais tu te prends un café avec lui, tu peux l'engueuler sur sa dernière intervention à la télé, c'est pas un problème, comme je te cause.*

» *J'ai eu toute une phase dans ma vie très très dépressive. J'étais très barrée, déprimée en général. Bon, je n'avais pas de questions spécifiques portant sur la foi, je m'emmerdais là comme ailleurs.*

» *Je dois dire une chose qui explique aussi des mutations profondes en moi, c'est quand même une clé, c'est peut-être un peu difficile de comprendre mes positions actuelles, c'est que j'ai fait psychanalyse. Et j'aime autant te dire que tu es retournée, tu vois la vie sous d'autres aspects, tu ne peux plus la voir dans certains cadres, enfin tu les vois ces cadres, mais tu as pris la distance. Je me suis mise à fonctionner autrement.*

» *C'est difficile à expliquer, ce n'est pas de l'ordre de l'explicable. Dans l'ancienne culture que j'avais, on ne tenait pas compte de l'effectif, du vécu profond, de l'expérience profonde, on avait donc des mots pour expliquer des choses volontaristes, rationnelles, or je suis sortie de ce système.*

Au P.S.U., je me sentais libre

» *J'ai été deux ans au P.S.U. J'ai quitté en 1972. J'ai quitté parce que je ne pouvais pas être à la ferme et au moulin, au syndicat et dans un parti parce que c'était des groupes de quartier, et que j'étais jamais là, je rentrais à 10 heures du soir. Ça me paraissait assez ouvert, bien qu'il y ait des gens qui étaient très, très rigoureux dans leur croyance marxiste, mais je ne me sentais pas au départ face à un groupe qui posait ça comme priorité... Je ne me sentais pas enfermée dans le domaine de la pensée, et ce qui me frappait, c'était au contraire une avancée de la pensée, une pratique très ouverte, très... qui s'embarrassait pas de traditions philosophiques... Non, ils allaient dans les réalités, ça m'avait intéressée.*

» *Parce qu'à l'époque le P.C., pour des raisons que je considérais comme des fermetures, ça ne m'a jamais traversé l'esprit, j'ai toujours été très fortement sensible à la volonté de pouvoir. Dans le choix d'un parti, j'avais un éventail réduit. Le P.S., à l'époque, bon, il se faisait pas tellement connaître et puis il était pas particulièrement attirant, à l'époque ; aujourd'hui j'irais pas non plus, mais encore pour d'autres raisons ; ben, il n'y avait pas grand chose. Tu avais les petits groupes, mais alors eux me paraissaient très... les gens étaient assez... je ne trouve pas le mot... intolérants, tu vois, souvent assez sectaires et souvent enfermés aussi dans une... dans leur propre vision, si tu veux. A la limite, je caricature, si tu n'étais pas fringué avec un certain style, on se demandait un peu d'où tu sortais, quoi, à la limite. Au P.S.U., il y avait de ça, mais, moi, je me sentais libre là-dedans, sans problèmes.*

Beaucoup de gens de gauche n'ont pas tellement changé

» *C'est une découverte récente pour moi, ça me frappe beaucoup, beaucoup de gens de gauche n'ont pas tellement changé... Ça me frappe... mais enfin ça ne m'affole pas. Et, quelquefois, des gens tout à fait inattendus changent subitement sur le plan culturel alors qu'ils ne sont pas dans le cadre des partis (...).*

» *Tu vois, tu as des gens pas mal radicalisés, traditionnellement de gauche, etc., très anticléricalistes, eh bien ! ils étaient pas du tout ouverts, enfin ils vivaient sur une réputation, mais en réalité ils poussaient le sectarisme à des niveaux invraisemblables, ils en arrivaient à bloquer l'action culturelle auprès des lycéens et des lycéennes modérés, mais d'une manière idiote. A côté de ça, en Lozère, il y a des curés et des bonnes sœurs, des vieux, mais qui sont tout bêtement ouverts à ça, bien qu'ils aient été dans un monde traditionnel (...). C'est un cas extrême, caricatural, mais c'est pour dire que l'ouverture, le changement, ne transitent pas automatiquement par les appareils.*

» *Il y avait une communauté paroissiale très chouette, très ouverte, et puis j'ai participé à un petit groupe de base, il y avait des couples avec des gosses, des gens célibataires, un peu tout, on se réunissait à peu près tous les quinze jours, et qu'est-ce qu'on y faisait ? On venait un peu chacun avec son vécu, sa pratique. C'était pas de la révision de vie au sens de l'Action catholique, je pense pas, c'était très libre, si tu veux ; on parlait entre nous de ce qu'on vivait dans l'action, on parlait de ce qu'on vivait dans la foi, du rapport entre les deux, pas dans un sens théorique mais au jour le jour, de ce qu'on vivait à tous les niveaux ; il y avait des militants syndicaux là-dedans, il y avait des femmes qui travaillaient, d'autres pas, il y avait des adolescents de ces familles qui y participaient un peu, pas tellement, ça c'était l'essentiel, et puis on est allé en vacances deux étés de suite au camping, et on faisait un peu une expérience de s'organiser dans la vie matérielle communautaire (...).* »

Madeleine N... a suivi des cours de théorie économique marxiste à Vincennes. Actuellement, elle prépare à l'Institut catholique la licence de théologie pour les laïcs : elle en est à son premier « parcours », ecclésiologie.

« *Je fais des études à l'Institut catholique en sociologie, théologie, etc., qui sont assez chouettes, ça m'a ouvert des horizons sur tous ces basculements culturels, sur toutes ces articulations différentes entre la foi et les pratiques sociales qui me paraissent un champ vachement intéressant. J'ai fait une découverte, je vois le niveau d'analyse historique à la Catho, il est assez poussé, ils ont une critique vis-à-vis d'eux-mêmes qui est beaucoup plus grande que tu crois.* »

Je n'ai pas tellement de certitudes

» *Je suis en complet retournement dans la manière d'adhérer aux choses, pour la religion comme pour le reste. Dans la nouvelle culture où je suis, les nouvelles expériences de vie que j'ai faites, je m'aperçois que les choses... si on est vraiment honnête avec le vécu, tu prends des risques de te gourer, de tomber dans des impasses qui... c'est invivable. Et la foi ne va pas de soi comme avant où c'était du genre, finalement si tu fais à peu près ton boulot ça se termine bien : maintenant j'ai la notion, que c'est pas du tout ça, d'être livrée à moi-même sur la planète et puis je sais pas tellement bien où j'irai, j'ai pas tellement de certitudes, ça c'est une rupture culturelle importante pour moi.*

» *Je dirai que le mot Eglise est devenu synonyme d'un appareil emmerdant, un truc qui dégoise des choses qui sont pas valables. Pour moi, si j'emploie ce mot, ça constitue d'abord l'ensemble des gens qui considèrent que la vie a un sens dans les domaines qui sont là, qu'il y a déjà un boulot entamé dès maintenant qui a un rapport avec le futur et que, bon, cette manière de vivre, ils l'échangent entre eux, ils ont des pratiques entre eux, bon...*

» *Aller à la messe finalement c'est pas une obligation, c'est se retrouver avec des gens pour parler de ça, pour faire quelque chose ensemble, si tu veux ça naît d'un faire en commun. Donc pour moi, si je dis j'ai une appartenance à une Eglise, je dirais que ça sera parce que je cherche dans le même sens, parce que je voudrais retrouver ces gens pour voir comment ils vivent ça sera absolument pas parce que je me fais étiqueter dans une certaine idéologie. Je suis donc maintenant dans une phase de renouvellement récente qui va encore plus loin et qui correspond à une non-pratique, au sens matériel du terme. Je m'intéresse fortement à cette affaire, mais je sais pas du tout ce qui va en déboucher concrètement, je peux pas prévoir dans ce domaine là comme dans d'autres comment je vais réagir et comment je vais m'insérer peut-être même à la limite ne pas m'insérer, j'en sais rien. Donc c'est peut-être une clé je crois pour comprendre mes métamorphoses et la vision culturelle que j'ai de la chose.* »

ARTS ET SPECTACLES

Musique

La contrebasse à sa vraie place

Depuis plusieurs années, les soirées musicales du Centre culturel américain de la rue du Dragon font salle comble ; détail révélateur quand on sait l'intérêt et la qualité des programmes proposés, c'est encore l'un des rares endroits où l'on puisse entendre des créations ou des premières européennes en étant certain de ne pas rencontrer les habitués des concerts de musique contemporaine. Puissent-ils longtemps encore tenir les compositeur d'outre-Atlantique pour quantité négligeable, et laisser à ces séances le caractère détendu qui rend si agréable le commerce avec les œuvres nouvelles. Le public ne manifeste jamais la moindre mauvaise humeur, écoute en silence, parfois s'étonne, mais ne se moque pas et profite pleinement de ce contact privilégié qui est l'apanage des petites salles (il y a cent cinquante places environ).

Le premier invité de la saison est un contrebassiste virtuose, Bertram Turetzky, qu'on avait déjà pu découvrir au Conservatoire, en mars dernier pendant l'opération portes ouvertes organisée avec l'IRCAM. Cette fois, il ne joue plus sur un instrument traditionnel : la caisse a disparu au profit d'un haut-parleur, mais en fermant les yeux on pourrait s'y tromper. S'agit-il tout de même d'un récital ? « Trop souvent, dit-il, *le concert est une religion dont le soliste joue le rôle d'officiant ; il faudrait, à mon avis, que ce soit une célébration de la vie, c'est plus intéressant !»*

D'entrée de jeu, les choses sont claires et les explications qui précèdent chaque œuvre, mêlant l'humour à des propos tout à fait sérieux, font partie d'une forme bien particulière d'expression artistique qui culmine dans la pièce de Tom Johnson Falling *: l'interprète doit commenter à haute voix, à la manière d'un monologue intérieur, les problèmes que lui pose l'exécution simultanée de cette partition hautement virtuose et d'un texte qu'il est obligé de dire en même temps, texte qui le trouble, l'empêche de se concentrer sur des traits particulièrement périlleux, sans pouvoir sacrifier l'un à l'autre et risquant ainsi à tout moment ce « failing », cette chute si redoutée...*

Inside, *de Kenneth Gaburo, « quatuor pour un contrebassiste », exige de ce dernier une importante participation vocale. Il s'agit de chanter sur les lettres du titre (i-in-ns-si-i-de), de faire claper la langue et claquer les doigts en contrepoint au discours instrumental qui, tantôt accompagne, tantôt imite ou fait contraste. Le résultat, très raffiné, ne tient pas à la qualité, tout à fait quelconque, de la voix, mais à l'économie des moyens employés : chaque élément, présenté dans sa nudité, est, comme un objet trouvé, ingénu et directement expressif.*

La dernière page de la soirée, The last contrabass in Las Vegas, *réclame le concours d'une comédienne (Nancy Turetzky), qui présente d'abord puis se confond, corps et voix, avec cette viole tendre et monstrueuse. Il est facile d'imaginer tout le parti qu'on peut tirer des impressions d'une contrebasse nymphomane placée entre les bras d'un virtuose par la grâce d'un compositeur plein d'humour, Eugène Kurtz en l'occurrence. Le résultat est une scène savoureuse de théâtre musical en même temps qu'un morceau de musique pure, brillant sans être gratuit.*

Cette œuvre, comme environ cent cinquante depuis 1955, a été écrite pour Bertram Turetzky, et c'est grâce à l'intérêt qu'il ne cesse de porter à la jeune musique que demain, un instrument délaissé jusqu'ici aura ses virtuoses, suscités par l'existence d'un répertoire ; en ce sens encore, la place de Turetzky n'est pas seulement celle d'un instrumentiste hors de pair.

GÉRARD CONDÉ.

Variétés

Le retour des « Animals »

Entre 1963 et 1965, les Animals ont été les égaux des Beatles et des Rolling Stones. Comme Mick Jagger et Keith Richard, ils avaient adopté le blues, repris de vieux thèmes de John Lee Hooker, de Bo Diddley. Dans d'autres compositions, Eric Burdon, appuyé par la sonorité « bluesy » de l'orgue d'Alan Price, chantait des complaintes pénétrées par le réalisme de la « Working class » anglaise, les cris tragiques, infinis des sans-espoir. En 1965, Alan Price quitta le groupe. Le chemin emprunté alors par les Animals et Eric Burdon, son fondateur, furent chaotiques, tumultueux. En dix ans, Burdon traversa de multiples expériences, des ivresses, des rêves, fit diverses recherches musicales et des pauses, des retraites.

Les Animals originels (Burdon, Price et Chas Chandler à la basse, Hilton Valentine à la guitare et John Steel à la batterie) s'étaient déjà retrouvés en 1968 pour un concert au City Hall. Le nouvel album enregistré dans le studio mobile des Rolling Stones est un superbe mélange de blues et de rythm and blues. Et, bien entendu, comme au début de leur aventure, il y a dans le disque un titre de Bob Dylan : *It's all over now baby blue* (Polydor, 33 tours, 2 365 106). — C. F.

Le Jardin Champs-Élysées

Avenue Gabriel, sous le Pavillon Gabriel, à l'emplacement de l'ancien Alcazar d'été, qui connut son époque de gloire en 1886 quand Paulus y créa la chanson *En revenant de la revue*, consacrée au général Boulanger, M. Maurice Bataille, président-directeur général de Potel et Chabot, vient d'ouvrir une salle de dîner-spectacle construite dans le même esprit que le Lido mais plus petite (sept cent cinquante spectateurs contre mille deux cents places). Une fosse haute de 18 mètres et une scène profonde de 20 mètres ont été aménagées ainsi que des machines sophistiquées pouvant offrir le luxueux divertissement attendu dans ce genre d'endroit (lumières, tableaux électroniques de commande, chute d'eau, etc.). Le coût global de l'opération s'est élevé à 15 millions de francs.

M. Bataille a confié le spectacle du « Jardin Champs-Elysées » à Marc Doelnitz et Dominique Perrin. Au Lido et au Moulin-Rouge, tout est réglé autour des tableaux somptueux des « girls » et des séquences de numéros visuels remarquables. Avenue Gabriel, la revue (Circus Follies) a pris prétentieusement comme thème l'univers des films de Federico Fellini. Et pendant deux interminables heures, une mauvaise troupe de danseurs occupe la scène avec des costumes plus ou moins laids. Un petit chanteur oublié du début des années 60 (Romuald) et une attraction des... pompiers de Paris complètent Circus Follies.

Un beau gâchis dans une salle aussi bien aménagée.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Dîner à partir de 20 h. 30 ; spectacle à 22 h. 45.

Rock

SUPERTRAMP AU PAVILLON DE PARIS

Certains groupes mettent un point d'honneur à faire abstraction de l'image au profit de la musique. supertramp en est un exemple. Ces cinq Anglais produisent un rock sophistiqué dans ses moindres recoins et, pour mieux le servir, disposent d'un matériel considérable. Au long d'un répertoire composé essentiellement de leurs deux derniers disques Crisis ? What Crisis ? *et* Even in the Quietest Moments... *ils s'attachent à caresser le son, à le glorifier. En maniaques.*

Cherchant la perfection à tout prix, le groupe perd son âme, pour la retrouver seulement au hasard d'une intervention plus spontanée. C'est alors que Supertramp gagne sa raison d'être. Sinon, comment peut-on se contenter d'un rock mécanique, sans autre souffle que celui de la précision ? Les mélodies sont attachantes mais, privées d'instinct, accompagnent une musique mathématique. Pourtant, lorsque les musiciens s'enflamment, l'énergie prend des airs de passion et l'auditeur capture enfin les climats subtils qui sont dévoilés. Oui, Supertramp se prend à swinguer. Vendredi soir, le Pavillon de Paris affichait complet et le public hurlait son plaisir.

Al. W.

Cinéma

« Harlan County U.S.A. »

de Barbara Kopple

« Une autre Amérique... », indique la publicité, et c'est vrai. L'Amérique des pauvres, des ouvriers et des luttes syndicales. Pas celle que montrèrent, dans les années 30-40, des films sociaux imprégnés de l'humanisme rooseveltien, comme *les Raisins de la colère*, de John Ford. Une Amérique prise sur le vif, sur place.

En 1973, *les mineurs de Brookside*, petite ville du comté de Harlem dans le Kentucky, décidèrent d'adhérer au syndicat U.M.W.A. qui venait de se « réformer » en chassant un dirigeant corrompu. Les patrons de l'Eastover Mining, compagnie propriétaire de la mine, refusèrent de signer la convention collective. Une grève éclata, elle dura treize mois et fut le premier test de la nouvelle politique du syndicat.

⁂

Au début de cette grève une jeune femme, Barbara Kopple, était arrivée de New-York avec une caméra, un magnétophone et une petite équipe. C'est elle qui a réalisé, au jour le jour, l'étonnant film de cette grève. On pourrait dire : « *Il* n'y a vraiment que le cinéma direct pour rendre compte de la réalité sociale. » Ce n'est pas exact. L'instrument technique n'est pas, à lui seul, doué du pouvoir d'enregistrer le réel tel quel, et le « cinéma vérité » peut être, dans certains cas, une tromperie. Tout dépend de qui l'utilise.

Barbara Kopple est une militante politique et elle veut dire aux gens en lutte qu'ils ne sont pas seuls (*le Monde* du 29 septembre). A Harlan, elle était du côté des mineurs — c'est-à-dire du côté des opprimés, de ceux qui combattent pour la reconnaissance de leurs droits et de leur dignité — et il fallait que cela se sache. Elle a su filmer leurs conditions de vie et de travail (une misère et des difficultés aujourd'hui inimaginables, au pays de l'abondance) et la façon dont ils ont mené, courageusement, obstinément, leur grève. Elle a su filmer les adversaires d'en face, l'alliance du patronat, de la police fédérale et des « jaunes », la violence à laquelle les grévistes durent riposter.

Harlan County U.S.A. n'est pas un reportage qui — objectif — aurait salsi les scènes caractéristiques de l'un ou l'autre camp. C'est un film engagé dans une dure bataille (qui fut, d'ailleurs, gagnée au prix d'une mort), un film tourné dans l'exaltation d'un combat auquel se mêlent les femmes (c'est très beau ce que Barbara Kopple fait dire à ces femmes et la manière dont elle les montre), un film fait de sang et de larmes. C'est un film qui démonte le mécanisme d'une répression vaincue, rend compte d'une situation locale liée à des problèmes nationaux, qui souligne les nécessités, les limites de l'action syndicale, et la fierté d'une communauté ouvrière refusant l'humiliation.

JACQUES SICLIER.

★ Studio Saint-Séverin, Action-La Fayette, Olympic, Mac-Mahon (v.o.).

« ENFER MÉCANIQUE »

d'Elliot Silverstein

Faire d'une automobile sans conducteur un monstre terrorisant les habitants d'une bourgade des montagnes Rocheuses, c'est prendre la relève de King-Kong ou du requin des *Dents de la mer*. Faire aussi de ce monstre mécanique une incarnation du diable qu'exorcise à la fin de courageux policiers, c'est sacrifier à la mode « satanique » qui traverse, depuis quelque temps, le cinéma américain.

Au croisement de deux genres, ce film d'Elliot Silverstein — une série B — est un produit de consommation parfaitement au point. L'automobile fut longtemps, aux Etats-Unis, le symbole de la réussite et le bien le plus précieux de l'Américain moyen : l'objet industriel par excellence se retourne contre la société qui l'a engendré. On nous dit que le diable s'en mêle, ce qui fait un peu rire les incrédules. Invention de scénariste ? Oui, mais non gratuite. On sait les ravages que font déjà, sur les routes, les accidents de voitures. Et si l'automobile se révoltait... — J. S.

★ Saint-Michel, Ermitage (v.o.), *Grand Rex, Rotonde, U.G.C.-Gobelins*, Mistral, Convention, Saint-Charles (v.f.).

NOUVEAUX ALBUMS

— *Chicago XI :* la modernité toujours renouvelée d'un groupe ouvert à tous les genres. L'image de puissance et de cohésion, une mise en place impeccable, une structuration très élaborée des thèmes. (33 tours. C.B.S. 86031.)

— *The Rolling Stones (Love you live) :* un double album enregistré au cours des derniers concerts du groupe, à Paris et à Toronto. Réunis sur un même album des titres aussi divers que : *Sympathy for the Devil, Honky Tonk Women, Around and Arond* et *It's only rock'n roll.* (Dist. W.E.A. Filipacchi Music. C.O.C. 89101.)

— *Steve Waring :* un Américain de Philadelphie émigré en France depuis plus de dix ans, qui est un musicien ouvert à des styles différents, comme le folk, le jazz et la recherche vocale, et qui, comme tous les généreux, sait observer les gens et les choses. « Le blues de Monsieur » — c'est le titre de l'album — contient des compositions écrites par Waring lui-même : *le Béton, la Bagnole, H.L.M., les Centrales nucléaires.* (33 tours. Chant du Monde. L.D.X. 74639.)

— *Yvon Etienne :* un chanteur breton (par l'âme, le cœur) et éclectique : *Yvon Etienne chante ses propres chansons mais aussi* Tom Paxton (en breton) et Ricet-Barrier. (33 tours. Editions Pluriel. 61350. *Passais La Conception.)*

— *La Bamboche :* par de jeunes musiciens et chanteurs, un beau travail sur du folklore français du Berry, du Limousin, du Rouergue et de Corrèze. (33 tours. W.E.A. Filipacchi Music. 883012.)

— *Coryell et Mouzon :* Larry Coryell, l'un des meilleurs guitaristes de rock, et le batteur Alphonzo Mouzon s'associent à nouveau. « Back Together Again », enregistré en compagnie du guitariste Philip Catherine et du bassiste John Lee, est un des *albums les plus riches en promesses* de Larry Coryell. (33 tours. W.E.A. Filipacchi Music. 50382.)

■ **L'ELYSEE - MONTMARTRE MUSIC-HALL.** — Animation de la Pizza du Marais rebaptisée ensuite du nom des Blancs-Manteaux, puis de la Cour des miracles, Lucien Gibara ouvre l'Elysée-Montmartre à la chanson. Yves Simon ouvre le 1er octobre la nouvelle formule de l'ancien temple du catch. Suivront ensuite le groupe Magma, du 24 octobre au 12 novembre ; Colette Magny du 14 novembre au 10 décembre ; Alain Souchon du 12 au 17 décembre et François Béranger du 16 janvier au 11 février.

Interdit en U.R.S.S.

LE FILM DE PARADJANOV N'A PAS EU LE VISA DE CENSURE EN FRANCE

La foule maintenue par des cordons de police, bloquait la chaussée, vendredi soir, devant la salle *Pleyel, où le Comité de défense de* la cause arménienne (C.D.C.A.) organisait une soirée en l'honneur de Serge Paradjanov, avec la projection de son dernier film — qui date de 1968, — *la Couleur de la grenade.* Paradjanov — de son vrai nom Sarkis Paradjanian, — connu pour *les Chevaux de feu,* purge, depuis la fin de 1973, une peine de cinq ans dans un camp de concentration d'Ukraine pour homosexualité et trafic d'icônes.

Les portes de la salle furent ouvertes à 21 heures seulement. On annonça alors que le retard était dû au fait que le film, étant interdit en U.R.S.S., n'avait pas de visa de censure, mais qu'il était néanmoins autorisé pour une présentation exceptionnelle. — N. Z.

■ **Une cinquantaine de sculptures en plâtre (œuvres des élèves des ateliers de l'Ecole nationale des beaux-arts) ayant été détruites pendant l'été par le sous-directeur du personnel qui désirait « nettoyer » le local où elles étaient entreposées, M. Etienne Martin, dont l'atelier a été le plus touché, va réunir ses élèves le 3 octobre pour décider d'une action judiciaire.**

■ **Myriam Makeba donnera un récital au Théâtre Jean-Vilar de Suresnes, le vendredi 7 octobre à 21 heures.**

■ **Prochains concerts de musique rock : Peter Gabriel le 4 octobre à l'Hippodrome de Paris, le 5 à Lyon, le 6 à Colmar, le 16 à Strasbourg, le 24 à Besançon, le 25 à Nancy, le 26 à Lille, le 28 à Bordeaux, le 29 à Poitiers, le 30 une fois encore à l'Hippodrome de Paris ; B. B. King, le 5 octobre salle Pleyel ; Rory Gallagher, le 7 octobre à Poitiers, le 8 au Havre, le 9 à Orléans, le 10 à Reims, le 11 à Lille, le 12 à Paris, le 13 à Lyon, le 14 à Dijon, le 15 à Colmar ; Léo Soyer, le 29 octobre au Théâtre des Champs-Elysées à Paris. Au Centre américain, 261, boulevard Raspail : Gwendal, le 5 octobre2; Valcania, le 6 ; *Tangerine, le 7.***

Théâtre

« LA GUERRE DES PISCINES »

d'Yves Navarre

Deux jeunes filles, Michèle Baumgartner et Magali Renoir, papotent au bord d'une piscine sous un soleil blanc. Il y a des parasols, des serviettes de bain de toutes les couleurs, des bouteilles d'apéritif, tableau enchanteur de vacances-détente, trop beau pour être vrai. Il n'est pas vrai : le soleil est en néon, les bouteilles sont factices, les parasols et les serviettes sont à vendre et les jeunes filles sont là pour faire vendre. Elles animent la vitrine vivante d'un magasin, jouant à papoter comme de vraies riches. Toutes les demi-heures, un homme (Bruno Sochel) monte de la piscine et, sans un mot, fait admirer ses muscles et ses maillots, mouvements souples, regard vide.

Yves Navarre a écrit *la Guerre des piscines* parce qu'il connait bien la publicité et qu'il traque la dégradation des âmes derrière le placage brillant, le sourire obligé d'une société tout occupée à se montrer. Elle a inventé la publicité du bonheur et lui obéit : si vous n'êtes pas joli à regarder, vous n'êtes pas heureux, et si vous n'êtes pas heureux, vous n'existez pas. Souriez.

Il y a dans *la Guerre des piscines* un dialogue aigu qui raconte une histoire et pourrait se suffire. Mais le plus important est la lucidité inquiète, l'affolement qui transpercent les mots et que la mise en scène de Jacques Rosner enferme dans un air raréfié comme dans un sac de plastique qui s'affaisse, colle, étouffe. C'est un avertissement sans cris, une mise en garde feutrée et impitoyable. — C. G.

★ Petit-Odéon, 18 h. 30.

« OUI »

de Gabriel Arout

Gabriel Arout, auteur de pièces qui ont eu un succès d'estime et de public (*le Bal du lieutenant Helt, Gog et Magog*, etc.), et adaptateur exact (*Cet animal étrange*, d'après Tchékov, *l'Idiot*, d'après Dostoïevski, etc.), a écrit et mis en scène une nouvelle pièce jouée actuellement au Théâtre de Plaisance : *Oui*.

Les deux protagonistes sont un Allemand et un Français, détenus dans un cachot en Allemagne en 1944. Ils vont être fusillés à l'aube. A chacun des deux, les juges ont promis que s'il tue l'autre dans la nuit, il sera lui-même gracié. L'Allemand est un ancien S.A., et le Français est juif. Ils vont apprendre à se connaître. Théâtre philosophique et moral. Deux heures environ d'un dialogue serré.

Ludwig Gaum, grand, mince, visage viril, joue l'Allemand. Jacques Marchand, plus frêle d'aspect, interpète le Français. Musique de Jacques Loussier, décor de Jean-Jacques Aslanian.

M. C.

★ Théâtre de Plaisance, 20 h. 45.

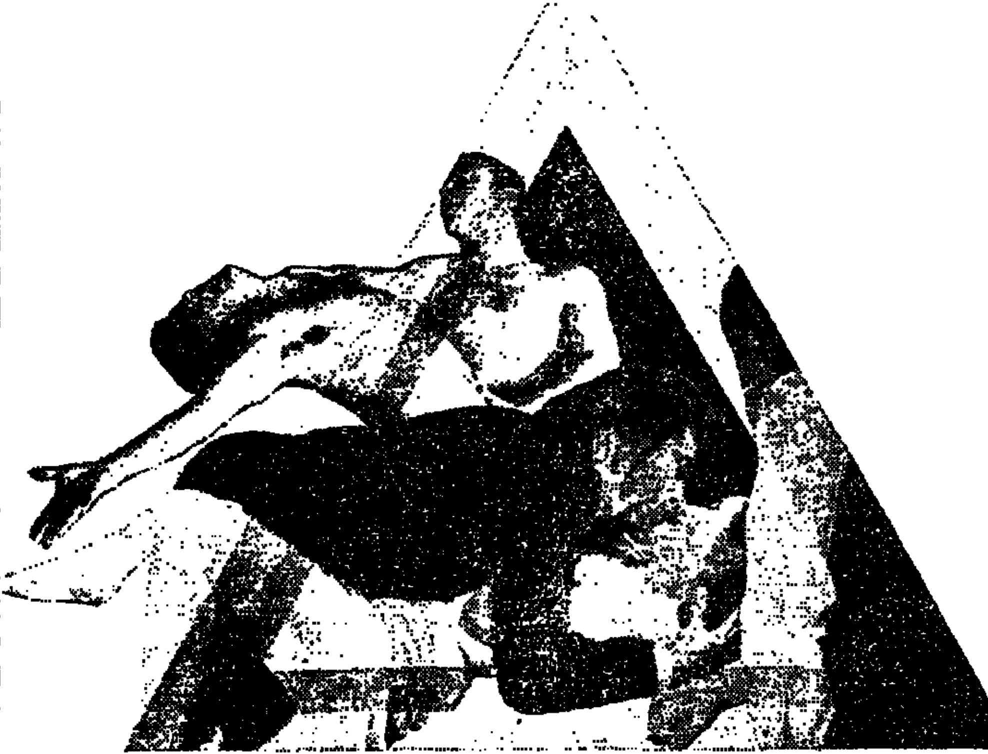
■ **La M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes, expulsée, le 8 août dernier, de ses locaux dans le vingtième arrondissement de Paris, a déposé, vendredi 30 septembre, une plainte en diffamation contre M. Christian de La Malène, premier adjoint au maire de Paris, qui, dans « le Monde » du 28 septembre, accusait l'association de « gestion désastreuse » et de « dilapidation de fonds publics ». Le conseil d'administration estime qu'« il s'agit de véritables calomnies et de mensonges qui tentent de jeter le discrédit sur les administrateurs de la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes ».**













SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : la Cenerentola (sam., 20 h.).
Comédie-Française : Lorenzaccio (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Petit Odéon : la Guerre des piscines (sam. et dim., 18 h. 30).
Centre Pompidou : Spectacle audiovisuel (sam. et dim., 15 h., 18 h. 30 et 20 h. 30).

Les salles municipales

Châtelet : Volga (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 18 h. 30).
Nouveau Carré : Pierrot lunaire (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h. et 20 h. 30).

Les autres salles

Antoine : les Parents terribles (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Arts-Hébertot : Si t'es beau, t'es con (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Atelier : le Faiseur (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Athénée : Equus (sam. 21 h. ; dim., 15 h.).
Biothéâtre-Opéra : la Jeune Fille Violaine (sam. 21 h. ; dim., 15 h.).
Centre culturel du Xe : Nuit bleue, opus 7 (sam., 21 h.).
Comédie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Comédie des Champs-Elysées : le Bateau pour Lipaïa (sam., 20 h. 45; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Daunou : Pepsie (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Edouard-VII : Un ennemi du peuple (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
L'Epicerie : Belle ombre (sam., 21 h.; dim., 18 h. 30).
Fontaine : Irma la Douce (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Gaîté-Montparnasse : Pierre Louki (sam. 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Gymnase-Marie-Bell : Arrête ton cinéma (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45).
La Bruyère : Quoat-Quoat (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Le Lucernaire-Forum, Théâtre noir : la Belle Vie (sam. et dim., 18 h. 30) ; Molly Bloom (sam. et dim., 20 h. 30) ; R. Wagner (sam. et dim., 22 h. 30). — Théâtre rouge : les Emigrés (sam. et dim., 20 h. 30).
Madeleine : Peau de vache (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Mathurins : La ville dont le prince est un enfant (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Michel : Au plaisir, madame ; (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
Michodière : Pauvre assassin (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Montparnasse : Même heure, l'année prochaine (sam., 21 h.).
Mouffetard : Erostrate (sam., 20 h. 45).
Nouveautés : Apprends-moi, Céline (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Œuvre : la Magouille (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h. 15).
Palais-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Plaisance : Oui (sam., 20 h. 45).
Poche-Montparnasse : Sigismond (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30).
Porte-Saint-Martin : Pas d'orchidées pour Miss Blandish (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h.).
Récamier : Jean Harlow contre Billy the Kid (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Saint-Georges : Topaze (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Studio des Champs-Elysées : les Dames du jeudi (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 15 et 18 h. 45).
Théâtre-en-Rond : le Voyage vertical (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
Théâtre du Marais : le Cosmonaute agricole (sam., 20 h. 45).
Théâtre d'Orsay, grande salle : Harold et Maude (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.). — Petite salle : Madame de Sade (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
Théâtre de la Péniche : le Retour (sam., 20 h. 30).
Théâtre Tristan-Bernard : Divorce à la française (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 18 h.).
Troglodyte : Gugozone (sam., 21 h.).
Variétés : Féfé de Broadway (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).

Festival d'automne

Bouffes du Nord : Musique des Touaregs du Niger (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Cirque d'Hiver : Musique de Madagascar (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).

Les concerts

Lucernaire : Solistes du Groupe instrumental de Gennevilliers (Mozart, Brahms, Bartok, Kodaly) (sam., 19 h. ; dim., 19 h. et 21 h.) ; K. Cresenski, soprano ; F. Tillard, piano (Mendelssohn, Mahler, Wolf) (sam., 21 h.).
Grand Palais : C. Cresenski, soprano; F. Tillard, piano (Poulenc, Britten, Obradors, Mahler, Mendelssohn) (sam., 14 h. 30) ; R. Guigou, guitare (sam., 14 h. 30) ; G. Rabol, piano (jazz) (dim., 15 h.).
Eglise Saint-Louis des Invalides : Musique de l'armée de l'air (Berlioz, Fauré, Mozart, Debussy, Wagner) (dim., 16 h.).
Eglise des Billettes : Ensemble 12 (Bach) (dim., 17 h.).

Festival de Sceaux

Orangerie du château : Trio Nordmann (Bach, Mozart, Charpentier, Mendelssohn) (sam., 17 h. 30) ; Duo F. Doreau - A. Loewenguth, piano et violon (Beethoven) (dim., 17 h. 30).

La danse

Bobino : Ballet national du Sénégal (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Palais des sports : Ballet soviétique sur glace (sam., 17 h. et 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30 et 18 h.).
Centre culturel du Marais : Japanese Dance Theater (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).

Les chansonniers

Caveau de la République : Plan, raté plan... et re plan plan (sam., 21 h.; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Deux-Anes : Marianne, ne vois-tu rien venir ? (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Dix-Heures : Le maire est démonté (sam. et dim., 22 h.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 1er - Dimanche 2 octobre

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

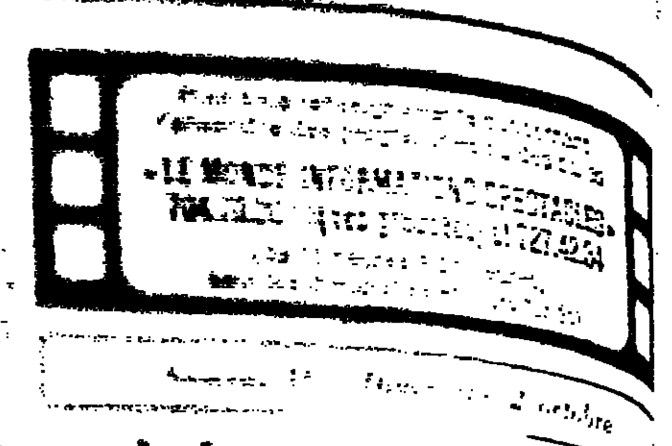
La Cinémathèque

Chaillot, sam., de 10 h. à 20 h., courts métrages à l'occasion de la Journée des animaux : le Sang des bêtes, de G. Franju ; la Fin d'un mythe, Aimez-vous les chiens ?, Terre-Objet, le Manteau, Caracule, la Chasse aux phoques, Chassez le naturel, de L. Bériot ; Arrêtez ce massacre, de C. Zuber ; Animaux en captivité, de P. Cottereau ; *Quelques heures de sursis*, de C. et M. Granier-Bompard ; le Gavage des oies, d'A. Bougrain-Dubourg ; Vive la baleine, de M. Ruspoli ; 20 h. 30, Semaine du cinéma israélien : la Maison de la rue Chlouche, de M. Mizrahi ; 22 h. 30 : Gilda, de C. Vidor. — Dim., 15 h. : la Bible, de J. Huston ; 18 h. 30 : Chronique d'Anna-Magdalena Bach, de J.-M. Straub et D. Huillet ; 20 h. 30, Semaine du cinéma israélien : le Jardin, de V. Nord ; 22 h. 30 : Sunset Boulevard, de B. Wilder.

Les exclusivités

ACCELERATION PUNK (Ang., v.o.) : Vidéo, 6e (325-60-34).
L'AMOUR EN HERBE (Fr.) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
BAD (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-47-19) ; (v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BLACK SUNDAY (A., v.o.) (*) : Marbeuf, 8e (225-47-19).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02).
LA CHAMBRE DE L'EVEQUE (It., v.o.) (*) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Murat, 16e (288-99-75) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27).
COMME LA LUNE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
LE CONTINENT OUBLIE (A. v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Studio Marigny, 8e (225-20-74) ; Arlequin, 6e (548-62-25).
DES ENFANTS GATES (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic-Entrepôts, 14e (542-67-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) : Calypso, 17e (754-10-88).
DUELLISTES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67). v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac, 8e (359-52-70).
FURTIVOS (Esp.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Palais-des-Arts, 3e (272-62-98).
GLORIA (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03); Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gambetta, 20e (797-02-74).
LES GRANDS FONDS (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nations, 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Wepler, 18e (387-50-70).
L'HOMME PRESSÉ (Fr.) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE (Can.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Lucernaire-Forum, 6e (544-57-34).





CTACLES

âtres

cinémas

SPECTACLES

L'IMPRECATEUR (Fr.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
KUNG FU WU SU (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Styx, 5e (633-08-40) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98).
LA MACHINE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LA MENACE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Omnia, 2e (233-39-36) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Odéon, 6e (325-71-08) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
MONSIEUR PAPA (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LES NAUFRAGES DU 747 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V. f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
NICKELODEON (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; France-Elysées, 8e (723-71-11). — V. f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88).
L'OPIUM ET LE BATON (Alg., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Le Seine, 5e (325-95-99).
PADRE PADRONE (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; v.o.-v.f. : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Convention, 15e (828-42-27).
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Templiers, 3e (272-94-56) ; Marignan, 8e (359-92-82).
PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23).
PROVIDENCE (Fr.), vers. anglaise : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
SALO (It., v.o.) (**) : Panthéon, 5e (033-15-04) ; Calypso, 17e (754-10-68).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-Fr.) (*) : Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
UN BOURGEOIS TOUT PETIT, PETIT (It., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Galerie-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Templiers, 3e (272-94-56) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48).
UNE ETOILE EST NEE (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
UN PONT TROP LOIN (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Wepler, 18e (387-50-70).
UN TAXI MAUVE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Balzac, 8e (359-52-70).
VALENTINO (Angl., v.o.) (*) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; U.G.C.-Danton, 5e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marbeuf, 8e (225-47-19 ; v.f. : U.G.C. - Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).

Les films nouveaux

UN AUTRE HOMME, UNE AUTRE CHANCE, film franco-américain de Claude Lelouch. Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59). Cluny-Palace, 5e (033-07-76). Colisée, 8e (359-29-46). Français, 9e (770-33-88). Fauvette, 13e (331-56-86). Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13). Convention, 15e (828-42-27). Mayfair, 16e (525-27-06). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41). Gambetta, 20e (797-02-74).
DITES-LUI QUE JE L'AIME, film français de Claude Miller. Hautefeuille, 6e (633-79-38). Montparnasse-83, 6e (544-14-27). Concorde, 8e (359-92-84). Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64). P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42). Convention, 15e (828-42-27). Victor-Hugo, 16e (727-49-75). Clichy-Pathé, 18e (522-37-41). Gambetta, 20e (797-02-74).
L'AMI AMERICAIN (*), film allemand de Wim Wenders, v.o. Quintette, 5e (033-35-40) Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36). 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. Impérial, 2e (742-72-52). Nations, 12e (343-04-67). Cambronne, 15e (734-42-96).
LE MANQUE (*), film français de Robert Dianoux. Le Seine, 5e (325-95-99).
LES APPRENTIS SORCIERS, film français d'Edgardo Cozarinsky. Racine, 6e (633-43-71). Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
WIVES, film norvégien d'Anja Breien, v.o. Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37). Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
HARLAN COUNTY U.S.A., film américain de Barbara Kopple, v.o. Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91). Action-Lafayette, 9e (878-80-50). Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
ENFER MECANIQUE (*), film américain d'Elliot Silverstein, v.o. Saint-Michel, 5e (326-79-17). Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. Rex, 2e (236-83-93). Rotonde, 6e (633-08-22). U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19). Mistral, 14e (539-52-43). Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LE CHAT CONNAIT L'ASSASSIN (*), film anglais de Robert Benton, v.o. Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62). Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. Capri, 2e (508-11-69). Marivaux, 2e (742-83-90). Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03). Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17). Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA MAISON DE L'EXORCISME (**), film américain de Mario Bava, v.f. Ermitage, 8e (359-15-71). Rio-Opéra, 2e (742-82-54). U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59). Mistral, 14e (539-52-43). Magic-Convention, 15e (828-20-64).

Les grandes reprises

ALLONSANFAN (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39) : H. Sp.
AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
ALICE DANS LES VILLES (All., v.o.) ; Le Marais, 4e (278-47-86).
LA BATAILLE DE MIDWAY (A., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES CONTES DE CANTERBURY (It., v.o.) (**) : Champollion, 15e (033-51-60).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; (v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LA FUREUR DE VIVRE (A., v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
LE GRAND COUTEAU (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) : H. Sp.
HESTER STREET (A., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
IL ETAIT UNE FOIS A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LE JOURNAL D'ANNE FRANCK (A., v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MORE (A., v.o.) (**) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LA MOUSSON (A., v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
OPERATION THUNDERBOLT (Isr., v.o.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussman, 9e (770-47-55).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE PARRAIN 2 : Palace Croix-Nivert, 15e (734-52-21).
SALOME (It., v.o.) : Studio-Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
SATYRICON (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
SCHLOCK (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
SPARTACUS (A., v.o.) : Action République, 11e (805-51-33).
THE KILLING (Ang., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LE ROCK DU BAGNE (A., v.f.) : Hollywood-Boulev., 9e (770-10-41).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
THE BUS (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; Lucernaire-Forum, 6e (544-57-34) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) : H. Sp.
LES VALSEUSES (Fr., **) : Capri, 2e (508-11-69).

ÉCONOMIE - SOCIAL

AFFAIRES

Manufrance : la municipalité de Saint-Étienne a accueilli favorablement le jugement du tribunal de commerce de Lyon

La décision prise le 30 septembre, par le tribunal de commerce de Lyon, d'homologuer — en y apportant certains aménagements — le plan de redressement de Manufrance déposé il y a un mois par les deux curateurs (notre deuxième édition du 1er octobre), a été bien accueillie à Saint-Etienne. Dans une déclaration remise à la presse, le maire de la ville, M. Sanguedolce (P.C.), après avoir noté avec satisfaction que le jugement « écarte toutes solutions provisoires et donne pouvoir au conseil d'administration renouvelé et à son futur président pour appliquer le plan modifié par les diverses réunions ultérieures à son dépôt », s'affirme décidé à obtenir le concours de l'Etat. « Il n'y aura ni démantèlement ni licenciement », a ajouté plus tard le maire de Saint-Etienne. De son côté, M. René Merat, premier secrétaire du P.S. de la Loire, a souligné que la décision du tribunal ouvrait « la voie à une solution conforme aux intérêts des salariés de l'entreprise comme de l'ensemble de la région stéphanoise » et que le gouvernement devait « maintenant, comme le demande le jugement, apporter la preuve concrète qu'il veut aider Manufrance ».

Cependant, les syndicats ont réservé leur jugement, préférant commenter la décision du tribunal de commerce de Lyon après l'avoir attentivement analysée.

Un pari difficile

Saint-Etienne. — A l'analyse, le jugement du tribunal de commerce apparaît un peu comme un acte de confiance envers la municipalité de Saint-Etienne. Puisque nous avons un actionnaire important qui se démène pour sortir l'entreprise de ses difficultés, pourquoi ne l'aiderions-nous pas à atteindre cet objectif, semblent vouloir dire les juges. Leur décision, écartant tout recours à un administrateur provisoire ou judiciaire, prend donc acte de l'engagement de l'*« actionnaire prépondérant »* qu'est la ville de Saint-Etienne de *« reconstituer le conseil d'administration et de faire mettre en exécution le plan des curateurs modifié (...) »*.

Le tribunal remarque à ce propos, d'une part, que trois membres du conseil ont démissionné au cours du mois de septembre ; d'autre part, que la Société générale des coopératives de consommation (Coop) a accepté un poste d'administrateur au sein du conseil *« au nom de l'aide technique qu'elle a décidé d'apporter à la société Manufrance »*. Ce disant, les juges font plus qu'esquisser la base du nouveau conseil qui devra mettre en place dans un délai de dix jours un président-directeur général « habilité ». Le jugement énumère aussi les mesures susceptibles de faciliter l'application du plan de redressement, et pour lesquelles le tribunal a reçu des engagements précis : modification du calendrier des remboursements des créances moratoriées (1), report *« au-delà des trois années du plan »* des créances à court terme des établissements financiers, et *« au-delà de 1981 »* des annuités de remboursement des dettes à moyen et à long terme. Enfin, ayant noté que les pouvoirs publics ont confirmé qu'*« ils seraient prêts à accompagner sous une forme appropriée une solution définitive dans la mesure où un partenaire crédible prendrait la responsabilité effective de la gestion de l'affaire »*, les juges précisent que *« le nouveau conseil devra dans les délais les plus brefs renégocier toute formule permettant l'aide de l'état, afin d'assurer un sauvetage définitif de la société Manufrance »*.

Sur ces passages, dont la rédaction est ambiguë, repose en définitive le succès ou l'échec du sauvetage. En effet, si les voies du redressement sont ouvertes à la municipalité stéphanoise, les résultats ne lui sont pas garantis. Que signifie exactement, par exemple, *« partenaire crédible »* ? Au ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, on soutient avec fermeté que l'aide publique ne sera acquise à la société que sous certaines conditions — très liées d'ailleurs, — qui sont l'entrée de deux partenaires nouveaux et un apport substantiel de capitaux frais, base nécessaire à l'élaboration d'une solution industrielle viable. L'intervention de deux partenaires différents figure d'ailleurs en préambule au plan des curateurs. Pense-t-on que l'assistance technique apportée par les Coop pourrait être réservée aux activités « négoce » de la société ? Des contacts ont-ils été pris, comme on le chuchote, avec la société Gevelot, fabricant de munitions, dans la perspective d'une reprise du secteur « armement » ?

Débat politique ou épreuve de force

En ce qui concerne le capital social, on sait qu'une clause des statuts de la société interdit à la ville de Saint-Etienne de participer à son augmentation. En revanche, la municipalité se refuse à envisager une opération qui tiendrait à amoindrir sa participation dans ce capital. Si les pouvoirs publics devaient s'en tenir à une interprétation restrictive des promesses d'aide affirmées à plusieurs reprises, c'en serait vite fini, on s'en doute, du difficile pari fait par la municipalité de Saint-Etienne. L'état des finances de la société — dont l'aggravation récente est relevée par le jugement — ne permettrait pas à Manufrance de survivre plus de quelques semaines.

Du côté de la municipalité, on semble très conscient de ce danger. On estime généralement que le jugement ne fait qu'ouvrir des possibilités de solution. *« C'est de notre capacité à résoudre les problèmes à court terme que dépend la solution pour le long terme »*, observe, pour sa part, M. Bruno Vennin (P.S.), deuxième adjoint au maire. Selon ce dernier, *« il faut dans un premier temps, d'une part mettre en place une nouvelle structure de gestion — et à cet égard les Coop sont un allié de poids susceptible de redonner de la crédibilité à Manufrance — d'autre part faire face aux difficultés de trésorerie. L'effort supplémentaire réclamé aux créanciers et aux banques y répond, mais on peut aussi mobiliser la valeur du stock ou trouver des bailleurs de fonds. Quant à la restructuration du capital, si on ne peut y échapper, le moment de la réaliser peut être repoussé dans le temps. Le redressement de l'entreprise étant alors amorcé, il serait plus facile d'empêcher un tiers de devenir le maître absolu. »*

Le jugement du tribunal de commerce va donc déboucher au mieux sur un débat politique, au pis sur une épreuve de force. *« Si l'Etat nous refuse l'aide promise, l'opinion publique ne comprendrait pas »*, dit-on dans l'entourage du maire. Il est probable dans ces conditions que dans les jours à venir les organisations syndicales et politiques du département vont peser de toutes leurs forces pour obtenir les moyens de la relance.

BERNARD ELIE.

De notre correspondant régional

(1) 5 % au 31 mai 1978 (au lieu de 10 % proposés par les curateurs), 10 % au 31 mai 1979 (au lieu de 20 %), le reste, 85 %, au 31 mai 1980. Le montant des créances dû aux fournisseurs est de 180 millions de francs.

MADE IN TAIWAN

Etrange histoire que celle qui vient d'arriver à CIBIE, le premier fabricant français de projecteurs pour automobile. L'affaire remonte à deux ans. A cette époque, un incendie avait détruit trois cent mille projecteurs de la firme, freinant ainsi ses exportations. Surveillant avec une certaine inquiétude l'évolution du marché, les dirigeants de CIBIE constatèrent alors avec stupeur que celui-ci était envahi par des produits fort semblables aux leurs : même marque, même emballage, accompagnés de la même documentation... La ressemblance était telle qu'ils se demandèrent même un temps si ces projecteurs ne sortaient pas de leurs propres usines...

L'incertitude aurait pu planer longtemps si — un *i* ayant « sauté » dans le libellé de la marque — n'étaient apparus sur le marché des projecteurs CBIE! Convaincus d'être en présence de faux remarquablement imités, les dirigeants de la firme s'attachèrent alors à déterminer leur provenance. Après une longue enquête, ils découvrirent finalement à Taiwan, une usine employant trente personnes où étaient fabriquées ces « copies » ainsi d'ailleurs que celles d'autres marques. Le coupable dénoncé aux autorités locales a été condamné... à deux mois de prison.

La gravité de la condamnation n'étant pas de nature à décourager les vocations, les dirigeants de CIBIE sont aujourd'hui persuadés que leur faussaire a fait des émules. Taiwan n'étant pas reconnu par la plupart des instances internationales, ils se trouvent désarmés face à cette concurrence d'un genre bien particulier. Faute de mieux, ils ont donc décidé de raconter cette petite histoire, pour mettre en garde leurs clients...

CONFLITS

NOUVELLE EFFERVESCENCE AU CRÉDIT LYONNAIS

Les trente-deux licenciements, dont ceux de treize représentants du personnel, décidés au groupe de conseil d'entreprises A.VA (André Vidal et Associés), dont le Crédit lyonnais détient 44 % du capital, et examinés actuellement par l'inspection du travail, provoquent de violentes réactions syndicales.

« Le Crédit lyonnais a versé 10 millions de francs à A.VA pour qu'il licencie », accusent la C.F.D.T. et la C.G.T., qui ajoutent : *« Cet argent d'une banque nationalisée pourrait être mieux employé. »*

« Les syndicats mélangent deux choses bien distinctes, rétorque le Crédit lyonnais, *A.VA a effectivement bénéficié d'un prêt de 10 millions de francs sans intérêt, et il y a bien un plan de restructuration qui prévoit une trentaine de licenciements, mais ce prêt n'a été assorti d'aucune condition. »*

D'autre part, dans les services informatiques du Crédit lyonnais, les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.O. appellent l'ensemble des personnels (quatre cent cinquante personnes environ) à un arrêt de travail de trois ou quatre heures lundi 3 octobre. Les trois syndicats protestent contre *« l'insuffisance »* des propositions patronales, notamment sur les salaires. Cette dernière revendication avait déjà été à l'origine de la grève de six semaines dans les services informatiques l'été dernier.

● *Un conflit a éclaté chez Renault*, à Billancourt, où plusieurs dizaines de conducteurs d'engins de manutention sont en grève au département « chaîne de moteurs ». Le 30 septembre, à 4 heures du matin, une cinquantaine de personnes (cadres, agents de maîtrise et personnel de surveillance) sont intervenues pour dégager le matériel bloqué. La C.G.T. et la C.F.D.T. déclarent que ces personnes étaient armées et protestent contre les atteintes aux libertés syndicales. La direction de la Régie réfute ces accusations et dénonce *« les provocations irresponsables auxquelles vient de se livrer le syndicat C.G.T. de Billancourt »*.

EMPLOI

● *Licenciements à Marseille.* — L'inspection du travail vient d'accepter le licenciement de soixante-cinq salariés du groupe Comex (Compagnie maritime d'expertise) à Marseille, numéro un mondial pour la plongée sous-marine industrielle. Ce licenciement succède à celui de cinquante-trois salariés de Comex-Data, une filiale du groupe, en mars dernier. Huit cadres et techniciens de cette société, qui avaient été réembauchés par la Sodelec, spécialisée dans l'appareillage électronique, sous-traitante de Comex, viennent de se voir à nouveau licenciés. — *(Corresp.)*

IMMIGRATION

Les mesures françaises suscitent l'inquiétude au Portugal

Les récentes mesures de restriction de l'immigration en France continuent à susciter des réactions. A l'étranger, la plus vive est venue du Portugal. Le secrétaire d'Etat à l'émigration, M. Jao Lima, s'est étonné que, depuis une semaine, les Portugais qui voulaient entrer en France — dont des pèlerins se rendant à Lourdes, affirme le quotidien socialiste *A Luta*, — aient été systématiquement refoulés par les autorités frontalières. M. Lima estime qu'il s'agit là *« d'une violation de l'esprit et de la lettre des accords signés entre le Portugal et la France (...). Le gouvernement portugais*, a-t-il ajouté, *s'opposera fermement à la révocation unilatérale de ces accords »*, qui prévoyaient notamment des facilités pour l'installation des travailleurs portugais et de leurs familles en France.

Un appel de l'épiscopat français

En France, Mgr Saint-Gaudens, président de la commission épiscopale des migrations, a publié, le 30 septembre, une déclaration à propos *« des décisions récentes qui affectent gravement les travailleurs immigrés, tout particulièrement par l'arrêt de l'émigration familiale »*. Dans ce texte, dont nous avons publié de larges extraits dans nos dernières éditions, Mgr Saint-Gaudens reprend les propos de Paul VI selon lesquels *« une nation se grandit toujours lorsqu'elle donne une priorité aux problèmes complexes et aux souffrances souvent profondes de* [ses] *frères étrangers »*. Il lance un appel :

« Que se multiplient les rencontres entre immigrés et Français pour une meilleure connaissance mutuelle dépassant les slogans injustes, source de racisme ; et que se développe par les moyens de communication sociale une information sérieuse en donnant la parole aux immigrés eux-mêmes.

» Que les débats politiques de ces prochains mois amènent les partis et le peuple français pour que soient enfin plus largement reconnus, dans la législation comme dans les faits, les droits des travailleurs immigrés : droit au travail, droit au logement, droit de vivre avec leur famille, droit d'expression, droit d'association, droit à une participation à la vie politique, communale, comme la proposition en est faite au sein de la Communauté économique européenne

» Quels hommes, quelle société, quelle France voulons-nous promouvoir ?

» Une France fermée égoïstement sur elle-même et contribuant ainsi à préparer de violents conflits entre peuples plus ou moins favorisés ?

» Ou une France ouverte aux autres pays et acceptant courageusement de travailler à un nouvel ordre économique international et à des relations solidaires entre les divers peuples du monde ? »

CADRES

● *Rencontre P.S.-C.G.C.* — M. Charpentié, président de la C.G.C., qui conduisait une délégation de cette centrale, a été reçu, le 30 septembre, par M. François Mitterrand ; l'un et l'autre se sont félicités de cette rencontre. Il reste beaucoup de choses à approfondir, a déclaré M. Charpentié, qui avait exposé au P.S. les principales revendications de la C.G.C. *« Nous ne sommes pas rassurés*, a-t-il dit, *sur l'avenir des régimes de retraites complémentaires. »*

ÉCONOMIE - SOCIAL

SIDÉRURGIE

LA CRISE MONDIALE

(Suite de la première page.)

L'effet est désastreux, car la sous-cotation des ronds à béton et des petits fers s'étend par contagion aux autres produits. De plus les utilisateurs d'acier et les négociants retiennent leurs achats dans l'espoir secret que la nouvelle politique de barème capotera. C'est toute la crédibilité de la commission et de son plan qui sont en jeu. A Bruxelles, on vient d'élever le ton, et de menacer les « *Bresciani* » d'amendes pouvant se chiffrer au double des ventes irrégulières constatées. Tout le problème est de savoir si les amendes seront payées, et si le gouvernement italien sera capable d'imposer son contrôle. Aux dernières nouvelles il s'en préoccuperait tant la pression des Français est maintenant des Allemands à leur tour menacés est vive.

Une chose est claire néanmoins : dans la sidérurgie européenne tout le monde lutte aujourd'hui pour sa survie y compris les Bresciani. Dès lors tout peut arriver : en France certains parlent sérieusement d'imposer des quotas sur les livraisons italiennes. Ce serait le commencement de la fin pour la CECA...

FRANÇOIS RENARD.

AGRICULTURE

COUP DE THÉATRE A LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE SUCRE

Un coup de théâtre s'est produit, dans la nuit du jeudi 29 au vendredi 30 septembre, à la conférence des Nations unies sur le sucre, qui se tient depuis huit jours à Genève et se trouvait pratiquement bloquée sur la question des quotas à l'exportation. Les trois grands pays exportateurs, Cuba, Australie et Brésil, sont parvenus à un accord, au profit du Brésil. Un tel événement rend les observateurs plus optimistes sur l'issue de la conférence, sans toutefois que les participants soient susceptibles de conclure un accord sur la stabilisation des cours, ardemment souhaitée en cete période de marasme.

A L'ÉTRANGER

La C.G.T. italienne critique vivement la Fédération syndicale mondiale

De notre correspondant

Rome. — La Confédération générale italienne du travail (la C.G.I.L., qui est le premier des syndicats de la péninsule et annonce 4 300 000 adhérents) se retirera probablement de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), d'obédience marxiste. Déjà, au congrès de Varna, en 1973, la C.G.T. italienne avait obtenu un statut d'associé qui, avec un rôle consultatif, l'engageait moins, ce qui lui permit, ensuite, d'adhérer à la C.E.S. (Confédération européenne syndicale). Aujourd'hui, elle veut franchir un nouveau pas et n'être plus que simple observateur. Parallèlement, elle envisagerait l'envoi d'un observateur au prochain congrès d'une autre fédération mondiale, la C.M.T. (Confédération mondiale du travail), d'origine chrétienne.

Une délégation de la C.G.I.L. est revenue de Moscou il y a quelques jours, très réticente à l'égard de la F.S.M. L'un de ses membres, M. Aldo Bonaccini, secrétaire national chargé des rapports internationaux et membre du parti communiste, a déclaré : « *Si la fédération mondiale ne change pas radicalement de rôle et de structure, le syndicat italien relâchera ses liens avec cette organisation jusqu'à la dernière limite* ».

Les Italiens ont, en effet, le sentiment que la F.S.M. ne change pas. « *Elle reste très fermée, purement idéologique, et opère exclusivement dans le cadre du bloc soviétique* », nous a déclaré M. Mario Dido, un autre secrétaire national qui appartient, lui, au parti socialiste. Le document préparatoire pour le prochain congrès, au printemps 1978, « *n'est pas amendable* ». De plus, ce congrès est convoqué à Prague au moment du dixième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie. « *C'est de la provocation* », affirme M. Dido. La composante communiste de la C.G.I.L. (62,5 % des mandats) est un peu plus nuancée. Il n'est pas question, en tout cas, que la C.G.I.L. envoie dans la capitale tchèque une délégation au plus haut niveau.

La composante socialiste (33 % des mandats) est persuadée que les confédérations mondiales ne permettent pas « *une politique syndicale de classe* » et qu'elles portent la marque de la guerre froide. « *Pour passer d'un syndicalisme diplomatique à un syndicalisme de mouvement, il faut*, dit M. Dido, *développer des structures régionales, comme la confédération européenne syndicale* ». Communistes et socialistes de la C.G.I.L. sont d'accord pour affirmer ceci que la F.S.M. doit devenir un libre forum, et pour cela abandonner sa lourde structure et sa discipline. Les Italiens constatent, d'ailleurs, qu'ils ne sont pas les seuls à le souhaiter. Les Hongrois et les Allemands de l'Est, par exemple, verraient désormais plus d'inconvénients que d'avantages au maintien du monolithisme de la F.S.M.

Quant à la C.G.T. française, « *elle s'est ralliée à nos thèses*, déclare M. Bonaccini, *après avoir été sur une voie différente* ». C'est une litote, car on affirme à Rome, qu'au congrès de Varna « *les Français étaient encore plus durs que les Soviétiques. Ils ont beaucoup changé*, ajoute-t-on, *mais ils croient peut-être encore que la F.S.M. peut être transformée de l'intérieur.* »

ROBERT SOLÉ.

ALLEMAGNE FEDERALE

● *Le coût de la vie* serait pratiquement resté stable en septembre. En un an, par rapport à septembre 1976, la hausse se limiterait à 3,8 % ou 3,9 %, contre un taux annuel de 3,9 % en août et de 4,3 % en juillet. — (A.F.P.)

● *Volkswagen a décidé d'embaucher trois mille salariés* d'ici à la mi-1978, dont deux mille avant la fin de l'année, a annoncé la direction de la firme automobile ouest-allemande.

CHINE

● *Le Japon et la Chine* viennent de signer, à Pékin, un accord sur la protection des marques de fabrique. C'est le cinquième accord officiel entre les deux pays depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques, il y a cinq ans, après ceux portant sur le commerce, l'aviation civile, la marine marchande et la pêche. En outre, les deux pays négocient un accord commercial à long terme, relatif à la fourniture de matières premières chinoises en échange d'usines et de produits industriels japonais, qui pourrait être conclu en novembre à Pékin. — (A.F.P.)

ETATS-UNIS

● *L'indice composite* des principaux indicateurs d'activité a progressé de 0,8 % en août. Il avait augmenté de 0,2 % en juillet (chiffre révisé après l'annonce initiale d'une baisse de 0,2 %) et avait diminué de 0,2 % en juin. La hausse enregistrée en août est la plus forte depuis celle de mars et pourrait marquer le début d'une nouvelle phase de reprise. L'indice s'est inscrit à 131,3 (base 100 en 1967). — (Agefi.)

FINLANDE

● *L'Union des industries de la cellulose Finncell* a décidé d'abaisser les prix de la cellulose de 5 à 15 % selon la qualité. Elle suit ainsi l'exemple de la Suède, qui a récemment baissé ses prix pour regagner les marchés européens perdus au profit des Américains et des Canadiens. La Finlande compte exporter environ 1 million de tonnes de cellulose cette année, soit un tiers de moins que prévu. (Corresp.)

CONSOMMATION

● *La loi de 1972 sur le démarchage à domicile* sera prochainement renforcée, a déclaré Mme Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation, le 29 septembre, lors d'un déjeuner organisé par le Syndicat national pour la vente et le service à domicile. Il s'agira à la fois d'empêcher les pratiques actuelles visant à tourner la loi et d'étendre celle-ci à des secteurs où elle ne s'applique pas.

LOGEMENT

● *Le logement des « catégories particulières de population »* (personnes âgées, travailleurs immigrés, handicapés, jeunes travailleurs mobiles) fait l'objet de toute une série de mesures spécifiques. Il s'agit aussi bien d'aménagements pratiques (adaptation des ascenseurs et des portes aux besoins des handicapés, par exemple) que de facilités de financement (achat en viager par les collectivités du logement de personnes âgées). M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, a fait pour la presse le bilan de ces actions le 29 septembre.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

Rechute du dollar - Hausse brutale du yen

Lourde rechute du DOLLAR sous la pression des ventes dans un marché nerveux, fermeté persistante du FRANC SUISSE, hausse brutale du YEN et tenue très satisfaisante du FRANC FRANÇAIS, tels ont été les événements marquants de la semaine écoulée.

Ainsi donc le DOLLAR s'est sensiblement replié vis-à-vis de toutes les monnaies, à l'exception, naturellement, de la LIVRE et de la LIRE. A l'origine de ce repli, on trouve, comme en juillet dernier, les déclarations fracassantes de M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, qui a laissé prévoir un déficit de 30 milliards de dollars pour la balance commerciale des Etats-Unis en 1977 au lieu des 20 à 25 milliards annoncés précédemment. Etant donné que M. Blumenthal n'est guère optimiste pour l'année 1978, imité en cela par la banque Morgan, les cambistes ont immédiatement réagi en vendant massivement le DOLLAR, qui est retombé au voisinage de 2,30 DM à Francfort (contre 2,33 DM) et de 4,89 F à Paris (contre 4,93 F). Le ton a été donné par M. Hubert Baschnagel, très respecté chef du service des changes de la Société de banque suisse qui prédit une baisse sensible du DOLLAR, dans la livraison d'octobre de la revue britannique *Euromoney*.

Pour lui, le déficit grandissant de la balance des paiements courants américaine (16 milliards de dollars par an à la cadence actuelle) et les exportations de capitaux à partir des Etats-Unis ne peuvent qu'affaiblir leur monnaie. Alors, est-ce une nouvelle crise ? Mais, en fait, on n'est vraiment pas sorti d'une crise qui dure depuis le début de l'année, a connu un violent accès en juillet, puis une rémission de deux mois, grâce à l'intervention des banques centrales, et se manifeste à nouveau avec violence. En 1973, disent les cambistes, des déclarations comme celles de M. Blumenthal auraient fait chuter le DOLLAR de 10 % (ce qui se produisit à l'époque avec un déficit commercial de 6 milliards de dollars seulement). Si la baisse de la devise américaine s'accentue, les conséquences seraient graves. Comme le soulignait à New-York M. Conrad Oort, trésorier général du ministère néerlandais des finances, un DOLLAR trop sous-évalué pourrait provoquer le déclenchement d'une guerre commerciale de grande ampleur.

Cette guerre, en fait, a déjà commencé, du moins verbalement, avec les menaces que le même M. Blumenthal a ouvertement adressées au Japon, dont l'excédent commercial grandit, notamment vis-à-vis des Etats-Unis. Aussitôt le cours du YEN a bondi, le DOLLAR tombant en quelques heures de 266 yens à 263,6 yens, son plus bas niveau historique, déjà atteint en juillet dernier. Selon toutes apparences, le gouvernement japonais se résigne à réévaluer sa monnaie (on parle de 260 yens pour un dollar et au-dessous) pour essayer de réduire l'excédent commercial et éviter des mesures de rétorsion tarifaires).

C'est également son plus bas niveau historique que le DOLLAR a touché sur la place de Zurich (2,3360 FS) pour remonter un peu en fin de semaine. La Banque nationale suisse a bien essayé, mardi, de freiner la hausse de sa monnaie en interdisant les achats de FRANCS SUISSES à court terme (trente jours au moins) effectués par les non-résidents. Cette mesure, faite pour enrayer la spéculation, ne peut contrarier la tendance de fond, qui est à la hausse du FRANC SUISSE, et n'a eu d'effet que pendant une journée...

La Banque d'Angleterre a continué à empêcher la LIVRE de s'élever par rapport au DOLLAR, comme elle en a exprimé publiquement la volonté, afin de préserver la compétitivité des exportations britanniques. Mais il est douteux qu'elle puisse persister dans une telle attitude si le DOLLAR continue à baisser, et déprécie ainsi la LIVRE vis-à-vis des monnaies du Continent, ce qui susciterait les protestations véhémentes des partenaires de la Grande-Bretagne au sein de la C.E.E.

Quant au FRANC FRANÇAIS, contrairement à ce qui s'était passé lors de la crise de juillet dernier, il a pratiquement suivi cette semaine les monnaies fortes dans leur hausse vis-à-vis du DOLLAR, le cours du DEUTSCHEMARK à Paris se maintenant au-dessous de 2,12 F, contre 2,14 F il y a deux mois. A l'origine de cette fermeté, les cambistes citent le ralentissement de la hausse des prix et la désunion de la gauche, qui rassure les opérateurs étrangers.

Sur le marché de l'or, conséquence logique de la chute de la monnaie américaine et de la peur de l'inflation, le cours de l'once a continué à monter frôlant le cours de 154 dollars, contre 151,35 dollars, retrouvant son niveau de septembre 1975.

FRANÇOIS RENARD.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	1,7471	8,5459	4,0952	4,0314	62,3714	4,2917	1543,12
	—	1,7436	8,6029	4,1236	4,0635	62,5952	4,3066	1541,34
New-York.	1,7471	—	20,4436	42,6621	43,3369	2,8011	40,7083	0,1132
	1,7436	—	20,2675	42,2832	42,9184	2,7855	40,4858	0,1131
Paris.....	8,5459	4,8915	—	208,68	211,98	13,7016	199,12	5,5380
	8,6029	4,9340	—	208,62	211,75	13,7437	199,75	5,5814
Zurich....	4,0952	2,3448	47,0541	—	101,5817	6,5658	95,4203	2,6538
	4,1236	2,3650	47,9327	—	101,5021	6,5877	95,7489	2,6753
Francfort.	4,0314	2,3075	47,1736	98,4428	—	6,4635	93,9344	2,6125
	4,0625	2,3300	47,2233	98,5200	—	6,4902	94,3319	2,6257
Bruxelles.	62,3714	35,70	7,2983	15,2303	15,4712	—	14,5328	4,0418
	62,5952	35,9000	7,2760	15,1797	15,4077	—	14,5344	4,0610
Amsterdam	4,2917	245,65	50,2197	104,7994	106,4572	6,8809	—	2,7812
	4,3066	247,00	50,0698	104,4397	106,0085	6,8802	—	2,7941
Milan....	1543,12	883,25	180,56	376,81	382,77	24,7408	350,55	—
	1541,34	884,00	179,16	373,78	379,39	24,6239	357,89	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse de l'étain — Repli du café et du cacao

METAUX. — *Légère progression des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. La poursuite d'achats pour compte chinois et la décision prise par le Japon de se constituer une réserve de métal de 20 000 tonnes ont soutenu le marché. Aussi, l'apparition d'éléments moins favorables a-t-elle été éclipsée. Il s'agit de l'accroissement des stocks britanniques de métal, qui atteignent, à 613 850 tonnes (+ 2 300 tonnes), leur niveau le plus élevé depuis mai dernier, et du règlement d'un conflit du travail dans une raffinerie américaine.*

Nouvelle et sensible progression des cours de l'étain, qui atteignent des niveaux records tant à Londres qu'à Singapour. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette petite flambée des prix : pénurie de disponibilités provoquant de la part des utilisateurs des achats de couverture accrus, dégonflement rapide des stocks ; enfin, la liquidation d'une partie des stocks excédentaires américains ne semble pas envisagée avant le courant de l'année prochaine. Une réunion du Conseil international de l'étain se tiendra la semaine prochaine afin d'étudier les moyens d'améliorer la situation statistique.

La baisse se poursuit sur les cours du zinc à Londres. Plusieurs producteurs australiens viennent pourtant de réduire encore leur activité et le Japon envisage de se constituer un stock de précaution de 100 000 tonnes. L'offre mondiale reste toujours supérieure à la demande, qui ne devrait d'ailleurs progresser que faiblement au cours des années 1977 et 1978.

TEXTILES. — *Hausse des cours du coton à New-York. Le département américain de l'agriculture évalue à deux millions deux cent mille balles la récolte brésilienne 1977-1978, qui sera inférieure de trois cent mille balles à la précédente.*

DENREES. — *Nouveau repli des cours du café sur les différents marchés malgré les tentatives répétées du Brésil — sous forme d'achats, — pour maintenir les prix à des niveaux élevés. La consommation mondiale aurait fléchi de 15 %, et même plus, dans la plupart des pays importants consommateurs.*

Amélioration des cours du sucre, provoquée par l'évolution plus favorable des négociations à Genève relatives à l'élaboration d'un accord international de stabilisation des prix. La récolte mondiale de la campagne en cours est évaluée par la F.A.O. à 88,5 millions de tonnes, supérieure de 2 millions de tonnes à la consommation.

Fléchissement des cours du cacao en prévision d'un approvisionnement prochain des arrivages de fèves en provenance du Brésil et d'Afrique.

Cours des principaux marchés

du 30 septembre 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 694,50 (689), à trois mois 698 (702) ; étain comptant 6 815 (6 550), à trois mois 6 710 (6 570) ; plomb 340 (338) ; zinc 288 (292,50).
— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 56,70 (55,40) ; aluminium (lingots) inch. (53) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) 57,87 (61,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) : inch. (120-125).
— Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 770 (1 715).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton déc. 53,35 (50,85), mars 54,65 (53,60).
— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), déc. inch. (240) ; jute (en dollars par tonne) Pakistan, White grade C inch. (417).
— Roubaix (en francs par kilo) : laine oct. 23,30 (22,85).
— Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute 535 (520).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R. S. S. comptant 57,10-57,75 (57-57,80).
— Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 214,50-215,50 (216,25-216,75).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao, déc. 181 (188,70) ; mars, 181,95 (170,85) ; sucre, disp. 7,10 (7,20) ; janv. 8 (7,80) ; café, déc. 167 (172,06), mars 150,05 (158,20).
— Londres (en livres par tonne) : sucre, déc. 109,20 (108,30), mars 118,40 (117,40) ; café, nov. 2 145 (2 300), janv. 1 865 (2 040) ; cacao, déc. 2 482 (2 530) ; mars, 2 190 (2 275).
— Paris (en francs par quintal) : cacao, déc. 2 130 (2 205), mars 1 970 (2 070) ; café, nov. 1 760 (1 800), janv. 1 640 (1 705) ; sucre (en francs par tonne) : déc. 870 (854), janv. 890 (870).

MARCHÉ MONÉTAIRE

STABILITÉ

Le calme règne sur le marché de l'argent, sinon sur le marché des changes. Le taux au jour le jour est resté pratiquement inchangé à 8 1/8 %, mises à part quelques pointes sans lendemain. L'échéance de fin de mois et de fin de trimestre a été assurée sans difficultés ni tensions, et la Banque de France n'est pas intervenue de la semaine. Il faut dire que sa tâche a été facilitée par la bonne tenue du franc au sein d'une crise qui ressemble curieusement à celle de juillet dernier (voir en rubrique des changes). Dans ces conditions, les nuages qui étaient apparus au début du mois de septembre pourraient peut être se dissiper, et les optimistes prévoient dès maintenant une nouvelle baisse du taux de base des banques vers la fin de l'année, pourvu, évidemment, que le taux d'inflation continue à diminuer.

Un seul facteur pourrait, en théorie, contrarier ce mouvement : la hausse du taux sur le marché américain et sur celui de l'eurodollar, qui lui est intimement lié. Depuis longtemps, on considère, en haut lieu, que les taux français (à un mois et trois mois) doivent être supérieurs de deux points au moins à ceux de l'eurodollar, un tel écart apparaissant indispensable pour rendre plus rémunératrice la place de Paris et soutenir le franc. A l'heure actuelle, l'écart est tombé à 1,5 point, et pourrait diminuer si le « Fed » et M. Burns, son président, continuaient à faire monter les taux outre-Atlantique. Au train où vont les choses, et compte tenu de l'énorme déficit de la balance commerciale américaine, qui pèse sur le dollar, on peut se demander si le maintien de cet écart devient absolument indispensable. C'est un sujet qui mériterait un plus long développement.

Notons, toutefois, que selon M. Burns, le « Fed » allait « *agir avec prudence et modération dans son effort de limitation de la masse monétaire* ». Ladite masse a diminué sensiblement pour la deuxième semaine consécutive, mais son rythme de progression demeure supérieur aux objectifs fixés. Bien des observateurs se demandent pourquoi cette progression est si rapide, attendu que celle des crédits bancaires est très réduite. Augmentation des disponibilités des particuliers, de l'émission de « papier commercial », qui concurrence de plus en plus les concours bancaires ? Encore un sujet à développer.

Relevons enfin, qu'en France, l'encadrement du crédit à quelques exceptions près, se fait moins durement sentir, en raison du ralentissement de l'activité économique ; la « prime de désencadrement » est retombée de 5 % à 2 %. Mais cela pourrait peut-être changer dans les prochains mois si l'activité reprend, ce qui, selon certains signes, n'est nullement exclu. — F.R.

SEMAINE FINANCIÈRE
chute du dollar - Hausse brutale du

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou indexées

Bien que le marché « primaire » apparaisse encore très chargé pour les obligations (le calendrier, pour les trois prochaines semaines, représente d'ores et déjà un appel de fonds de 2,6 milliards de F), les taux de rendement actuariel se sont légèrement détendus en fin de semaine sur le marché secondaire. La présence d'importants ordres d'achat explique ce mouvement. Selon certains spécialistes, cette manœuvre aurait pour but de faciliter le placement des futurs emprunts.

	30 sept.	Diff.
4 1/2 % 1973	658,50	— 2,50
7 % 1973	228,20	— 0,60
Empr. 10,30 % 1975	96,70	+ 0,40
10 % 1976	99,80	+ 0,20
P.M.E. 10,60 % 1976	98,30	+ 0,25
P.M.E. 11 % 1977	99,60	+ 0,20
8,80 % 1977	104,45	— 0,35
4 1/4 % 1963	102	— 0,90
4 1/4 - 4 3/4 % 1963	91,50	— 0,10
5 1/2 % 1965	106,40	+ 1,20
6 % 1966	105,20	+ 1,30
6 % 1967	99,50	inchangé
C.N.E. 3 %	1 963	— 36,80

Lundi, le *Crédit National* procédera à l'émission d'un emprunt d'un montant de 1 milliard de francs au taux nominal de 11 % (taux de rendement acturiel : 11,01 %).

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Le conseil d'administration de la « Compagnie financière de Paris » a décidé de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

Les résultats bruts que dégagent les comptes du *Crédit National* pour les six premiers mois de l'année atteignent 194,5 millions de francs (contre 115,4).

	30 sept.	Diff.
Cetelem	168	+ 5
Compagn. bancaire	321	+ 9
C.C.F.	104,40	+ 8,40
Crédit foncier	288	— 10
Crédit national	243	+ 8
Financ. de Paris	174,50	+ 12,50
Génér. Occidentale	188	— 4
Locafrance	136,50	— 12
Locabail	175,50	— 13,50
Pretabail	306	+ 0,80
U.C.B.	190	+ 14
U.F.B.	219	— 4,80
S.N.I.	332	+ 4
Cie du Midi	289,50	+ 10,50
Pricel	103,50	+ 6
Schneider	139,90	+ 2,40
Suez	236	+ 1

En ce qui concerne la *Cie Financière de Suez* — et toujours pour le premier semestre, — les résultats obtenus sur les opérations courantes représentent 172,7 millions de francs (contre 117,5).

La situation de *Prétabail* (filiale à 20 % de l'*Omnium Financier de Paris)* continue de s'améliorer ; le bénéfice d'exploitation réalisé au cours des six premiers mois de l'année atteint 43,5 millions de F et le bénéfice net 37,5 millions de francs. Les dirigeants de l'entreprise estiment que, pour l'ensemble de l'exercice, le résultat net devrait se situer à près de 77 millions de francs.

Alimentation

Au cours de la récente assemblée générale des actionnaires de la société, le président de *Moët-Hennessy* a indiqué que la progression commerciale du groupe paraissait satisfaisante, et que les résultats financiers devraient être meilleurs que ceux réalisés en 1976.

	30 sept.	Diff.
Beghin-Say	59,90	— 2,60
B.S.N.-Gerv.-Dan.	477	+ 17,50
Carrefour	1 391	+ 61
Casino	1 000	+ 30
Moët-Hennessy	420	— 18
Mumm (1)	315	+ 21
Olida et Caby	134,50	+ 12
Pernod-Ricard	360	+ 16,20
Radar	331	— 1,50
Raffin. St-Louis	71,50	— 2,90
S.I.A.S.	291	— 2
Veuve Clicquot	463	+ 24
Viniprix	351	+ 21
Martell	300	+ 3
Guy. et Gascogne	179	+ 16
Nestlé	7610	+ 10

(1) Compte tenu du détachement d'un coupon de 5 F.

Pour les six premiers mois de l'année, *Cedis* annonce un chiffre d'affaires de 1.228 millions de F, en hausse de près de 15 %, et un bénéfice net de 7,74 millions de francs (+ 19 %). Soulignons que la société, à la suite d'une O.P.A. lancée cet été sur les titres des *Economiques Troyens* et *Docks Réunis*, contrôle maintenant plus de 91 % du capital de cette entreprise.

Filatures, textiles, magasins

Compagnie française de l'Afrique occidentale a été bien orientée. La société a réalisé au premier semestre de 1977 un bénéfice de 18,2 millions de francs, en hausse de 11,6 %. Son chiffre d'affaires consolidé s'est accru de 23,3 % pour atteindre 3,6 milliards de francs. Poursuivant son expansion en France, elle vient d'acquérir 70 % du capital des établissements *Penven S.A.*, qui réalisent un chiffre d'affaires de 42 millions de francs dans le négoce des moteurs Diesel. De même, la filiale *Sodim* a ouvert ou repris plusieurs supermarchés dans la région Sud-Est ; ses ventes du premier semestre se sont élevées à 436 millions de francs (+ 22,1 %).

	30 sept.	Diff.
Dollfus-Mieg	40	inchangé
Sommer-Allibert	436	+ 14
Agache-Willot	420	+ 5
Lain. de Roubaix	47	— 1
Roudière	328	— 12
Vitos	103	— 14
C.F.A.O.	356	+ 13
B.H.V.	59	— 3
Galeries Lafayette	50,80	— 2,90
Nouvelles Galeries	53,90	— 6,10
Paris-France	88,80	+ 4,80
Printemps	34	— 3,10
La Redoute	563	+ 16
U.I.S.	212,50	+ 4,60
Bon Marché	80	+ 5

Nouvelles Galeries inaugure à Marseille son soixante et unième magasin, dont le chiffre d'affaires prévisionnel est évalué à 175 millions de francs. L'exercice en cours sera bénéficiaire et la société n'envisage pas d'opération financière.

Bâtiment et travaux publics

Les comptes de *La Routière Colas* pour le premier semestre de l'exercice en cours se soldent par une perte de 23,8 millions de francs contre un bénéfice de 15,2 millions un an plus tôt. Pour l'année entière, et grâce aux ventes à l'étranger, le bénéfice net devrait cependant se situer autour de 35 millions de francs contre 52,8 millions en 1976.

	30 sept.	Diff.
Auxil. d'entrepr.	208,10	— 11,90
Bouygues	384	— 9,50
Chim. et Routière	105	— 1,80
Ciments français	88,50	— 1,70
Dumez	429,70	— 0,30
Entr. J. Lefebvre	186	+ 1
Génér. d'entrepr.	139	+ 2,50
Gds Travx de Mars.	186	+ 7,50
Lafarge	176	+ 2
Maisons Phénix	935	— 30
Poliet et Chausson	123	+ 7

Le bénéfice net comptable réalisé par les *Etablissements G. Leroy* après six mois d'exercice en 1977, s'est établi à 7,73 millions de francs contre 9,11 millions, un an plus tôt (grâce à une plus-value d'apport d'actifs).

Produits chimiques

Le résultat provisoire de *Quartz et Silice*, pour le premier semestre 1977 s'est traduit par une perte de 0,91 million de francs, contre une perte de 6,54 millions, un an plut tôt.

	30 sept.	Diff.
C.M.-Industries	166,90	— 5,10
Cotelle et Foucher	85,50	+ 10,50
Institut Mérieux	338	— 12
Laboratoire Bellon	153	— 3
Nobel-Bozel	70,50	+ 6,30
Pierrefitte-Auby	58,50	— 0,50
Rhône-Poulenc	55,60	— 4,90
Roussel-Uclaf	165,90	+ 5,80
B.A.S.F.	315,50	+ 2,50
Bayer	289	+ 5,90
Hoechst	288	+ 6

L'offre publique d'achat lancée par *Bayer A.G.* sur *Miles Laboratories*, qui devait permettre au groupe allemand de regrouper ses activités aux Etats-Unis, va faire l'objet d'une enquête anti-trust par le département de la justice américain.

« Zorro » est arrivé

M. Claude-Alain Sarre, qui avait quitté il y a un mois la présidence de la Lainière de Roubaix, vient d'être nommé directeur général du groupe Nobel-Bozel, pour en devenir bientôt administrateur, et plus tard, président. Une indispensable augmentation de capital en numéraire va être effectué par le Crédit commercial, actionnaire à hauteur de 8 %, et, sans doute, par Hoechst (20 %) imité par l'IDI. La crise, qui couvait depuis des mois au sein du groupe Nobel-Bozel, handicapé par la très lourde perte de la filiale Isorel (près de 100 millions de francs) et de plus en plus endetté, est apparemment dénouée, et le problème posé par la famille Roussel résolu du même coup. Après avoir cédé à Hoechst le contrôle de Roussel-Uclaf, la dite famille s'était rabattue sur Nobel-Bozel (électro-métallurgie, explosifs, peintures, panneaux, hélas !) dont elle est le principal actionnaire (42 %) et dont elle a assumé la direction jusqu'à maintenant, d'une manière sans doute peu satisfaisante pour les banquiers : ceux-ci ont imposé à la famille une augmentation de capital qu'elle ne souscrira probablement pas et la nomination d'un nouveau « manager ». Une chose est sûre, en tout cas : M. Claude-Alain Sarre, démissionnaire de Citroën en 1970 pour « convenances personnelles » (et allergie à la gestion hasardeuse du président Bercot), de la Lainière de Roubaix en août dernier pour « raisons familiales » (et divergence d'opinion avec une partie des Prouvost), sans compter sa brève incursion au sein du groupe Boussac, quitté pour totale incompatibilité d'humeur avec Jean-Claude Boussac (non sans raisons), ne sera pas resté longtemps inemployé. Souhaitons-lui de réussir et... de ne pas avoir à partir dans les mêmes conditions, qui témoignent de son caractère, mais aussi de la fatalité qui s'attache aux entreprises dont il se sépare. — F. R.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 26 AU 30 SEPTEMBRE 1977

En attendant le second souffle

L'ARDEUR des opérateurs a été nettement plus mesurée cette semaine à la Bourse de Paris où, d'un vendredi à l'autre, les différents indices n'ont progressé que peu, ou pas du tout.

Certes, les échanges quotidiens ont conservé, et même accéléré le rythme déjà rapide observé précédemment. Les volumes de transactions sont passés d'une moyenne de 150 millions de francs il y a trois semaines, à près de 300 millions à chaque séance. Mais, cette fois, les ordres d'achats n'ont pas toujours été — loin de là — les plus nombreux.

Pourtant, au lendemain d'un week-end politique qui avait vu les relations entre MM. Marchais et Mitterrand se tendre un peu plus, tous les « espoirs » étaient permis au palais Brongniart. De fait, les opérateurs, ne cachant pas leur satisfaction, provoquèrent une nouvelle hausse des valeurs françaises dès lundi. La séance suivante, comme cela était prévisible, et même souhaitable, fut le théâtre d'une phase de consolidation qui permit à de nombreux boursiers de procéder à des ventes — ô combien ! — bénéficiaires. Le marché « tenait ». Mercredi, pour la première fois depuis des lustres, les *commis* d'agents de change exécutèrent des ordres d'achats en provenance directe des Etats-Unis. Simultanément, les Britanniques multipliaient les leurs, tandis qu'« enfin ! » la province française se réveillait. « Quand les provinciaux achètent, le temps est venu de vendre » dit un proverbe boursier, un peu méprisant. Mais, de fait, les ventes se firent plus massives lors de la séance suivante, tandis que, déjà, une partie de la demande se dérobait. Ce passage à vide n'était-il, précisément, qu'un passage ? A la veille du week-end, alors même que l'activité s'était ralentie (les ventes devenant donc théoriquement plus faciles à absorber), l'indice instantané de la chambre syndicale perdit 1,32 %.

Le ressort de la belle mécanique s'est-il brisé ? Autour de la corbeille, on ne le pense pas. L'explication la plus courante tient en peu de mots : « Le marché vient simplement de consolider ses gains précédents. Il reste fondamentalement bien orienté. » Possible. Pourtant, sous les colonnes du palais Brongniart certaines voix s'élèvent pour tempérer quelque peu ce bel optimisme. La grande majorité des milieux financiers ne croient plus, c'est vrai, au succès d'un éventuel troisième « sommet » de la gauche. Mais cette dernière n'apparaît pas pour autant battue aux prochaines élections. Certains estiment même — à l'instar de M. Chirac ? — que la situation actuelle peut renforcer les chances du parti socialiste. Alors, dans les états-majors financiers, l'on dirige à nouveau les projecteurs sur la majorité. Et ce que l'on observe n'est guère réjouissant. Contrairement à ce que beaucoup pensaient, et souhaitaient, la hache de guerre n'est pas enterrée entre le gouvernement, le président de la République, les partis qui la soutiennent avec vigueur, et... le R.P.R. de M. Jacques Chirac. Chacun a pu s'en rendre compte cette semaine, même si les feux de l'actualité son restés braqués sur les difficultés de la gauche. Mais celle-ci paraissant s'installer durablement dans la crise, il se pourrait bien que les « tiraillements » intermajoritaires retrouvent très vite la « vedette » des médias. C'est ce que redoute à juste titre semble-t-il, une proportion encore largement minoritaire d'investisseurs. Comme l'économie, la politique peut aussi, parfois se venger.

PATRICE CLAUDE.

Bourses étrangères

NEW-YORK

Léger redressement

Au terme d'une semaine relativement riche en éléments économiques nouveaux, les cours se sont légèrement redressés à Wall Street.

D'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones est parvenu à progresser de plus de 5 points, s'établissant finalement à 847,11.

L'annonce, au lendemain du week-end, d'un déficit commercial record en août, ainsi que la révision en hausse du déficit probable de la balance des paiements pour l'année 1977, avait, dans un premier temps, provoqué de nouveaux replis.

Puis, les opérateurs ont été favorablement surpris par l'évolution de l'indice des principaux indicateurs économiques lors du mois d'août (+ 0,8 % contre une estimation de 0,5 %). Enfin, peu avant l'ouverture de la dernière séance de la semaine, la Réserve fédérale a annoncé une diminution de 1,1 milliard de dollars de la masse monétaire en une semaine. Sans trop y croire, les boursiers américains ont voulu y voir le signe d'une stabilisation temporaire des taux d'intérêts à court terme.

Les échanges de la semaine ont porté sur 97,6 millions de titres, contre 93,54 millions. *

	Cours 23 sept.	Cours 30 sept.
Alcoa	42 5/8	45
A.T.T.	62 1/2	63 1/4
Boeing	26 7/8	24 3/4
Chase Man Bank	30 1/4	30 3/4
Du P. de Nemours	107 1/8	109 7/8
Eastman Kodak	59 1/8	61 1/2
Exxon	47 7/8	48 1/4
Ford	44 3/8	46 1/4
General Electric	52 3/8	51 1/4
General Foods	33	33 1/8
General Motors	68 7/8	70 5/8
Goodyear	18 7/8	19
I.B.M.	257 3/8	261
I.T.T.	30 5/8	31 3/4
Kennecott	22 3/4	24
Mobil Oil	61 1/8	61 7/8
Pfizer	26 3/8	26 3/4
Schlumberger	67 7/8	68 1/2
Texaco	28 1/2	28 1/8
U.A.L. Inc	18 3/8	19 3/4
Union Carbide	43 1/4	44 1/8
U.S. Steel	28 7/8	28 3/8
Westinghouse	17 3/8	17 1/2
Xerox Corp.	52 1/4	53 5/8

TOKYO

	Cours 23 sept.	Cours 30 sept.
Fuji Bank	277	278
Honda Motors	600	607
Matsushita Electric	623	615
Mitsubishi Heavy	142	140
Sony Corp.	2250	2210
Toyota Motors	963	990

(*) Quatre séances seulement.

LONDRES

Fermeté des fonds d'Etat

Le fait marquant de la semaine au London Stock Exchange a été l'extrême fermeté des Fonds d'Etat. Grâce à leurs rendements élevés, ces titres ont fait l'objet d'une forte demande, notamment étrangère, les rumeurs de dévaluation et l'éventuel contrôle des autorités sur les importations de capitaux au Royaume-Uni, accélérant encore, à la veille du week-end, ce mouvement.

Les valeurs industrielles ne sont pas, pour autant, restées sur la touche, leur indice, calculé par le « Financial Times », passant d'un vendredi à l'autre de 504,7 à 520,7.

C'est l'espoir d'une relance prochaine de l'économie qui est, en grande partie, à l'origine de ce nouveau redressement. Toutefois, à la veille du week-end, l'opposition déclarée de la Banque d'Angleterre à une nouvelle réduction du taux de l'escompte, et les difficultés toujours possibles entre syndicats et gouvernement, tempérait quelque peu l'ardeur des opérateurs.

	Cours 23 sept.	Cours 30 sept.
Bowater	182	185
Brit. Petroleum	918	922
Charter	135	142
Courtaulds	118	126
De Beers	307	295
Free State Geduld*	18 78	18 3/4
Gt Univ. Stores	310	345
Imp. Chemical	416	426
Shell	602	601
Vickers	203	204
War Loan	36	28 1/2

FRANCFORT

	Cours 23 sept.	Cours 30 sept.
A.E.G.	83,50	85,10
B.A.S.F.	149,50	148,70
Bayer	136	137,90
Commerzbank	208	203
Hoechst	135,80	134,70
Mannesmann	155,20	156,50
Siemens	274,50	276,50
Volkswagen	188,50	192

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Michelin	33 200	45 453 950
Peugeot-Citroën	103 125	33 043 412
P.P.P.B.	168 250	28 171 428
Carrefour	18 180	25 343 090
Air Liquide*	73 075	21 851 976
P.U.K.	198 300	17 935 850

* 4 premières séances seulement.

Métallurgie, constructions mécaniques

Le bénéfice net provisoire de *Denain - Nord - Est - Longwy* au 30 juin 1977 s'est élevé à 12,65 millions de francs, contre 14,30 millions de francs, un an plus tôt.

Avant amortissements, impôts, et déductions de pertes hors exploitation (341 000 F). Le résultat semestriel de *Carnaud S.A.* atteint 54,3 millions de francs, contre 27,4 millions de francs, un an auparavant.

FEREM et *SMAC* vont soumettre à leurs assemblées générales respectives, les 26 et 29 décembre prochain, un projet de fusion. Une nouvelle société de regroupement serait ainsi créée. Les premières estimations font état des parités d'échanges suivantes : 8 actions nouvelles contre 10 FEREM et 11 actions nouvelles pour 10 SMAC.

	30 sept.	Diff.
Chiers-Châtillon	16,20	— 0,20
Creusot-Loire	86,80	— 1,20
Denain Nord-Est	45,70	— 2,60
Marine-Wendel	43,90	+ 3,40
Métal. Normandie	41	— 2
Pompey	67,60	— 0,40
Sacilor	25,70	— 0,75
Saulnes	58,60	— 1,90
Usinor	22,55	— 1,45
Vallourec	84,50	— 1,60
Alspi	58	— 0,90
Babcock-Fives	88,85	+ 3,85
Génér. de fonderie	131	+ 12
Poclain	149,10	— 1,90
Sagem	405	— 5,50
Saunier-Duval	82	— 3,50
Penhoët	160,20	— 0,80
Peugeot-Citroën	311,50	+ 3,50
Ferodo	392	+ 21

Le bénéfice réalisé par *Jaeger* pour les six premiers mois de l'exercice en cours a atteint 13,8 millions de francs contre 9,70 millions de francs un an plus tôt. Chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le semestre : 439,07 millions de francs, soit une progression de 10,5 %

De Dietrich a réalisé un bénéfice provisoire établi au 30 juin 1977 de 13,48 millions de francs (non compris 4 millions de francs de plus-values) contre 13,7 millions de francs au 30 juin 1976.

Manhurin affiche, pour le premier semestre 1977, un bénéfice consolidé provisoire de 41,4 millions de francs, avant amortissements, provisions et impôts.

Le bénéfice net comptable et consolidé de *Solex*, pour le premier semestre de l'exercice 1977, a atteint 7,07 millions de francs, contre 1,55 million de francs, un an plus tôt.

Matériel électrique, services publics

De nombreux points de fermeté ont été observés cette semaine sur la cote du matériel électrique, le plus remarquable étant *Matra*, qui progresse de près de 20 %.

Machines Bull, en revanche, s'inscrit en baisse. L'exercice de dix-huit mois clos le 30 juin dernier se solde par un bénéfice d'exploitation de 33,8 millions de francs, auquel les dividendes 1976 et 1977 de *CII Honeywell - Bull* ont contribué à hauteur de 30,6 millions. Le bénéfice net s'élève à 54,4 millions de francs, dont 20,5 millions provenant de modifications de provisions après ajustement de la valeur des participations. Le dividende net a été fixé à 1,60 F net (18 mois), contre 1 F pour les douze mois de l'exercice précédent.

	30 sept.	Diff.
Alsthom-Atlant.	53,40	— 1,60
C.E.M.	68	+ 0,50
C.G.E.	289	+ 6
C.S.F.	162	+ 8
C.I.T.-Alcatel	973	+ 58
Matra	729	+ 123
Leroy-Somer	504	+ 15
Machines Bull	29,10	— 2,05
Moulinex	183	+ 13,60
Fr. Tél. Ericsson	184	+ 11
Thomson-Brandt	185	— 4
Ericsson	124,40	+ 6,90
Générale des eaux	507	+ — 1
Lyonnaise des eaux	406	+ 34
Chauffage urbain	53	+ 3

Pétroles

La situation provisoire au 30 juin 1977 de la *Compagnie Française des Pétroles* a fait ressortir un bénéfice de 88,13 millions de francs contre 95,4 millions, un an plus tôt.

	30 sept.	Diff.
Aquitaine	325	+ 11,50
Esso	59,60	+ 0,80
Franç. des pétroles	101,60	— 3,40
Pétroles B.P.	61,50	— 1,20
Primagaz	125	— 1
Raffinage	66,50	— 0,35
Sogerap	73,30	— 2,70
Exxon	238	— 2
Norsk Hydro	239,50	+ 10,50
Petrofina	552	— 4
Royal Dutch	276,20	+ 1,70

Valeurs diverses

Bis S.A. va procéder au doublement de son capital par réévaluation des actifs non amortissables, ce qui se soldera par l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour une ancienne.

Avec un chiffre d'affaires en hausse de 14,9 % pour les six premiers mois de l'exercice, *Cedis* a réalisé un bénéfice net de 7,74 millions de francs, en progrès de 19 % sur la période correspondante de 1976. La marge brute d'autofinancement est passée, dans le même temps, de 29,8 millions de francs à 35,7 millions de francs.

	30 sept.	Diff.
L'Air liquide	284,50	— 6,50
Bic	667	— 13
Europe n° 1	374	— 4,50
L'Oréal	703	+ 24
Club Méditerranée	380	— 1,10
Arjomari	105	— 4
Hachette	130	+ 1,20
Presses de la Cité	255	— 7,20
P.U.K.	87,20	— 2,80
St-Gob.-P.-à-M.	127	— 2,20
Skis Rossignol	1 840	+ 9
Chargeurs réunis	152,20	+ 0,20

Essilor a réalisé, au cours du premier semestre de l'exercice 1977, un bénéfice net de 12 millions de francs, contre 11,6 millions un an plus tôt. Le résultat net consolidé du groupe s'est élevé à 22,8 millions de francs, contre 18,4 millions.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Les résultats consolidés du groupe *Imétal* pour le premier semestre 1977 se sont élevés à 68 millions de francs (intégrant pour la première fois les résultats de Lead Industries Group) contre 65 millions de francs un an plus tôt. La société *Imétal* a réalisé un bénéfice net semestriel de 18,3 millions de francs contre 20,9 millions. La société *Peñarroya* affiche un résultat semestriel positif de 21 millions de francs, contre une perte de 2,7 millions. La *Compagnie de Mokta* enregistre un bénéfice net semestriel de 11,6 millions de francs contre 8,7 millions un an auparavant. Quant au *Nickel S.L.N.* (Imétal-S.N.E.A.) son bénéfice semestriel s'est élevé à 14,2 millions de francs.

	30 sept.	Diff.
Imétal	70,20	+ 0,30
Peñarroya	41,60	+ 0,10
Charter	12,25	+ 0,65
Inco	97,30	— 2,80
R.T.Z.	17,35	— 0,15
Tanganyika	12,70	+ 0,20
Union minière	115,20	+ 3,80
Z.C.I.	0,94	— 0,03
Kléber	33,50	— 3,70
Michelin	1 351	+ 11

Mines d'or, diamants

L'exercice clos le 30 juin 1977 chez *Buffelsfontein* s'est soldé par un bénéfice net de 20,9 millions de rands contre 22,6 millions. Les dividendes ont totalisé 130 cents contre 125 cents.

	30 sept.	Diff.
Amgold	168	+ 0,50
Anglo-American	20	— 1,50
Buffelsfontein	66,80	+ 0,80
Free State	91,20	— 1,90
Goldfields	17,40	+ 0,60
Harmony	27,75	+ 0,65
President Brand	67,20	— 3
Randfontein	196,50	— 6,40
Saint-Helena	60,50	+ 0,65
Union Corporation	19,85	+ 0,05
West Driefontein	132	— 0,50
Western Deep	47	— 1,30
Western Holdings	112	— 2
De Beers	19,75	— 1,45

Les indices hebdomadaires de la Bourse de Paris seront publiés dans la première édition du Monde daté mardi 4 octobre.

MARCHÉ DE L'OR

	COURS 23.9	COURS 30.9
Or fin (kilo en barre)	24510 ..	24860 ..
— (kilo en lingot)	24530 .	24890 ..
Pièce française (20 fr.)	247 ..	246 ..
Pièce française (10 fr.)	219 50	219 90
Pièce suisse (20 fr.)	219 20	218 ..
Union latine (20 fr.)	209 20	213 50
● Pièce tunisienne (20 fr.)	186 ..	179 .
Souverain	225 10	227 .
● Souverain Elizabeth II	251 ..	256 50
● Demi-souverain	249 ..	252 ..
Pièce de 20 dollars	1129 ..	1116 ..
— 10 dollars	565	570 ..
— 5 dollars	342 60	337 50
— 50 pesos	1004 .	998 50
● — 20 marks	272	275 50
— 10 florins	218 50	219 90
● — 5 roubles	121 ..	123 ..

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	26 sept.	27 sept.	28 sept.	29 sept.	30 sept.
Terme	166 657 650	150 062 827	130 129 256	133 093 075	77 252 773
Comptant :					
R. et obl.	69 852 930	99 126 938	118 228 139	103 471 269	118 013 913
Actions	53 416 438	47 995 788	61 069 141	60 652 879	46 266 303
Total	289 927 018	297 185 553	309 426 536	297 217 223	241 532 989

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1976)

	26 sept.	27 sept.	28 sept.	29 sept.	30 sept.
Franç.	96,2	96	96,5	96,3	95,1
Etrang.	105,3	104,9	104,3	103,9	104,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1976)

	26 sept.	27 sept.	28 sept.	29 sept.	30 sept.
Tendance	104,8	104,4	105,4	104,7	103,4

(base 100, 29 décembre 1961)

	26 sept.	27 sept.	28 sept.	29 sept.	30 sept.
Ind. gén.	62,9	62,9	63,2	63,4	62,4

STABILITE



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Le premier ministre israélien*, M. Menahem Begin, a été hospitalisé, vendredi 30 septembre, à Tel-Aviv. Selon son médecin, M. Begin n'a pas été victime d'une nouvelle attaque cardiaque, mais est simplement très fatigué, ce qui a nécessité qu'il se soumette à un examen médical général. — *(A.F.P.)*

● *M. Kurt Waldheim*, secrétaire général des Nations unies, a adressé, vendredi 30 septembre, un appel aux gouvernements éthiopien et somalien *« pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin d'instaurer un cessez-le-feu et d'engager un processus de négociations en vue d'un règlement pacifique du problème »*. Avant cette démarche, M. Waldheim s'était entretenu à New-York avec les ministres des affaires étrangères d'Addis Abeba et Mogadiscio. — *(A.F.P.)*

Le numéro du « Monde » daté 1er octobre 1977 a été tiré à 539 906 exemplaires.

A B C D E F G

A ORLY-OUEST

Un mort, un blessé grave et trois blessés légers après le détournement de la Caravelle d'Air Inter

Un passager décédé, Joachim Castanheira, trente-quatre ans, magasinier à Air Inter, un autre gravement atteint, M. Bornier, âgé d'une quarantaine d'années, et trois blessés légers, tel est le résultat du détournement vendredi 30 septembre d'une Caravelle III d'Air Inter.

Après sept heures et quarante-cinq minutes de négociations, la brigade de recherches et d'interventions et la brigade d'intervention de la gendarmerie ont donné l'assaut de l'appareil, à Orly-Ouest, se rendant maîtres de Jacques Robert, le pirate de l'air. Ce dernier a été écroué. Ce détournement était le premier qui visait la compagnie Air Inter.

Le dialogue avec la tour

Après que la Caravelle détournée se fut posée à 12 h. 56 et eut pris place sur la *« voie de circulation n° 47 »*, au lieu-dit *« point d'alerte à la bombe »*, un long dialogue s'est établi entre le commandant de bord, M. Magnol, porte-parole contraint du pirate de l'air, et les autorités installées dans la tour de contrôle. Dès 13 h. 30, le commandant faisait savoir au nom de son « invité » qu'un message de celui-ci devait être diffusé par Europe 1 et Radio-Monte-Carlo avant 14 heures, *« faute de quoi un passager serait exécuté »*.

A 14 h. 6, le préfet du Val-de-Marne, M. Jean Périer, déclare que *« tout est O.K. pour cette émission, mais à condition que tous les passagers soient libérés »*. Réponse : *« Non, pas question, on verra après. »*

Vers 16 h. 15, le commandant précise que *« l'invité est au courant de la situation des voyants de trappe et de porte »*. Cela signifie pour les autorités qu'il n'est pas question d'une intervention par ces ouvertures sans que le pirate ne s'en aperçoive immédiatement. A 16 h. 40, pour la première fois, Jacques Robert parle directement avec le commissaire Leclerc. Celui-ci ayant indiqué qu'il n'était pas question de céder aux exigences tant que le sort de tous les passagers ne serait pas garanti, Jacques Robert répond : *« Il est inutile de vouloir instaurer une controverse, je veux que le plein soit fait et le message diffusé. Vous discutez de la vie des passagers comme un marchand de tapis. »* A 17 h. 10, nouveau dialogue. Le commissaire Leclerc demande si, à l'occasion du ravitaillement, l'auteur du détournement ne consentirait pas à laisser sortir les femmes, ce qui serait *« un geste chevaleresque et apprécié par les autorités »*. Réponse : *« Je ne veux pas être élégant ni chevaleresque, je veux du carburant et la diffusion du message. »*

Pendant plusieurs heures Jacques Robert ne parlera plus, laissant au commandant Magnol le soin de dialoguer avec les autorités, sous réserve que la radio de bord soit branchée sur les haut-parleurs de cabine. Malgré ces précautions, le commandant de bord, comme l'ensemble de l'équipage, gardera un calme et un sang-froid exemplaires. Il réussira dans différents messages à faire comprendre à ses interlocuteurs que, bien que son *« ami »* soit *« déterminé, il ne servirait à rien de céder à ses exigences.*

Aux environs de 20 heures, un ultime dialogue s'engageait entre le commissaire Leclerc et le pirate Jacques Robert : *« Cela fait sept heures que cela dure, je ne veux pas gêner les passagers plus longtemps. »* Le commissaire : *« Nous sommes d'accord pour le plein et pour le message, il nous faut simplement quelques minutes. »* Jacques Robert : *« Je vous ai donné toutes vos chances, je ne demande que le droit à l'expression et cela fait cinq fois que j'ai pris l'engagement de libérer cinquante passagers. Depuis 13 heures vous bloquez la situation, c'est terminé maintenant, je cesse la conversation. »*

A 19 h. 37, le pilote signale que Jacques Robert a dégoupillé la grenade.

A 20 heures, le commissaire Leclerc fait savoir au pirate qu'il a *« un de ses amis près de lui »*. Réponse : *« Cela m'étonnerait, mais j'aimerais lui causer. Cela nous passera un moment. »* Il s'agit, en fait, de Max Meynier, qui fut lui aussi victime de Jacques Robert.

L'animateur de radio lui ayant fait remarquer qu'il ne pouvait pas mettre ainsi en jeu la vie de quatre-vingt-quatorze personnes, Jacques Robert répond : *« Quand j'étais avec toi, j'avais un petit calibre, aujourd'hui, j'ai un gros calibre... Vous portez tous la responsabilité... Ma force, c'est le carburant... Dis à Leclerc que, s'il veut donner l'assaut, qu'il le donne tout de suite. On verra bien... Si je suis là, c'est parce que j'ai été trop gentil la première fois, je ne suis pas méchant, je suis enragé. Les autorités craignent la vérité. Elles refusent dix minutes d'antenne contre la vie de cinquante passagers. Je me demande... »*

La communication à ce moment-là s'interrompt : la police est intervenue.

Le passé de Jacques Robert : vingt ans de prison ou d'asile

« Je suis un hors la vie », disait de lui-même Jacques Robert, à l'âge de quarante-deux ans *(le Monde* du 12 mars 1976), après vingt ans passés de prison en asile psychiatrique, ballotté entre son instabilité, son *« idéalisme passionné et médiocre »*, selon les rapports de psychiatres, et sa *« démence »*. Sur ce terme, les médecins qui l'ont examiné sont en désaccord, mais, d'après lui, ce « label » ne le quittera pas. *« Craché imperturbablement par un ordinateur, sans aucune possibilité de le faire rectifier » (Libération* du 30 juin 1975).

La biographie de Jacques Robert commence comme celle de la majorité des délinquants. *« Enfant de couple désuni, il a toujours connu une existence difficile. »* A l'âge de quinze ans, il tente par deux fois de se suicider. A dix-huit ans, il est atteint d'une poliomyélite dont il gardera des séquelles. Un an plus tard, en 1953, il tue son père, mais sera acquitté en 1954 par la cour d'assises de Seine-et-Oise. Il part alors en Amazonie avec les membres d'une expédition qui recherche l'explorateur Mauffrais. On le retrouve, en 1958, fervent gaulliste, puis activiste dans l'O.A.S., la politique algérienne du général de Gaulle ayant déçu ses espoirs. En mars 1964, il est arrêté alors qu'il *« avait l'intention d'enlever Johnny Hallyday »*, déclare-t-il aux policiers. Les experts psychiatres concluent à *« l'existence d'anomalies mentales avec éléments délirants évoluant chez une personnalité paranoïaque, assimilable à un état de démence au sens de l'article 64 du code pénal et nécessitant l'internement »*. On lui refuse une contre-expertise et l'hôpital Sainte-Anne, où il est transporté, délivre un *« non-lieu après expertise mentale »*.

Jacques Robert est admis à Villejuif, où les premiers certificats le présentent comme *« calme et docile »*. Il s'enfuit après un mois et demi et ne sera repris qu'un an plus tard. *« Pendant un an de fuite*, racontera-t-il, *je n'eus d'autre perspective que d'être rejeté dans une cellule capitonnée. »* A l'infirmerie spéciale du dépôt, on déclare que rien ne justifie sa réintégration à l'hôpital psychiatrique. L'expertise des docteurs Chanoit et Delteil fait remarquer que *« ces anomalies caractérielles »* ne sont pas *« de dimension franchement psychiatrique »*. En 1967, un nouvel examen des docteurs Delteil et Bailly-Salin aboutit à des constatations presque identiques. Il essaye, explique-t-il, de *« reprendre pied dans la vie »*. Mais la fiche psychiatrique le suit toujours, bien qu'on l'ait jugé apte à mener sa vie hors des murs de l'asile. Personne ne veut l'embaucher. Quand il veut monter une entreprise, la banque revient sur les accords de prêt qu'elle avait consentis, ses associés l'abandonnent. La rumeur l'accompagne et, en peu de temps, ses voisins savent qu'un *« fou meurtrier »* habite le quartier. *« Partout c'était le mur*, disait-il quand nous l'avions rencontré *(le Monde* du 12 mars 1976). *Pour tout le monde, j'étais un malade mental, alors que les examens psychiatriques que j'avais subis depuis des années prouvaient le contraire. J'avais besoin de rompre ce cercle de mensonge et de silence qui m'enserrait, de clamer publiquement la vérité ; j'ai eu l'idée de commettre un crime au sens pénal du terme pour pouvoir tout expliquer devant une cour d'assises. »*

La probation

Le 8 février 1974, il pénètre dans les studios de la station de radio périphérique R.T.L., interrompant l'émission « Les routiers sont sympa », animée par Max Reynier. Il demande à passer un communiqué puis à obtenir une demi-heure d'antenne sur les trois chaînes de télévision. M. Marceau Long, alors président-directeur général de l'O.R.T.F., accepte ses exigences ; il dépose les armes, et on l'arrête. A sa sortie de prison, en juin 1975, pour *« avoir la chance de se faire entendre une fois encore »*, il donne un texte au quotidien *Libération*, qui le publie le 30 juin 1975.

« Que je me sois contenté pour déposer les armes, écrit-il, à propos de son intrusion à R.T.L., *de la parole formelle et publique d'un représentant du gouvernement, ne prouve-t-il pas que je ne cherchais pas l'affrontement ? Que les autorités aient abusé de ma confiance et renié leur parole solennelle n'incite-t-il pas à des dénouements plus dramatiques, à des actions extrêmes ? »*

Condamné pour escroquerie, le 24 janvier 1977 par la douzième chambre correctionnelle de Paris à treize mois de prison, dont sept avec sursis, assortis d'une mise à l'épreuve de cinq ans, M. Jacques Robert avait été libéré le 26 mars dernier en fin de peine.

La probation à laquelle il était théoriquement soumis n'a rien empêché. La justice observe que les contrôleurs de probation sont en nombre insuffisant et qu'on ne sauraient, de toute manière, placer un agent de probation derrière chaque détenu libéré.

DEUX DÉCLARATIONS

M. Neuwirth, député R.P.R. de la Loire, présent dans l'appareil, et assis au premier rang, devait déclarer pour sa part, alors que la mort de M. Joachim Castanheira n'était pas encore connue : *« C'est une expérience enrichissante pour un élu que de se trouver, pour une fois, de l'autre côté. Cela donne à réfléchir. »* Par la suite, M. Neuwirth a indiqué : *« Je suis stupéfait qu'on ait pu mettre en balance la vie de* quatre-vingt-quatorze passagers *et la libre disposition, pour le pirate, de dix minutes d'antenne. Il me semble que le jeu ne valait pas la chandelle. »* M. Philippe Malaud, ancien ministre (C.N.I.P.) de l'information, se trouvait également dans la Caravelle.

Samedi, M. Camus, président du Syndicat national des pilotes de ligne devait notamment déclarer : *« Chaque détournement est une démonstration de la carence des mesures préventives. Les insuffisances des contrôles et des fouilles à Orly-ouest, au départ du vol I.T. 429, en sont une regrettable démonstration. L'issue tragique de de l'assaut organisé par la brigade anti-gang et la brigade d'intervention de la gendarmerie démontre l'absurdité d'une initiative hâtive, inopportune et inadaptée. Les pilotes de ligne français rappellent la doctrine de la Fédération internationale des pilotes de ligne, qui condamne l'intervention armée à tout moment, sauf si le commandant de bord le juge opportun et s'il a la possibilité de le demander. Le S.N.P.L. tient à dénoncer les principes inacceptables, pour lui et pour les passagers, de la méthode de fermeté française mise en œuvre par le ministère de l'intérieur depuis septembre 1976. »*

L'IMPUISSANCE ?

Au-delà du drame qui s'est produit vendredi se pose de nouveau un problème qui touche tant à la justice qu'à la psychiatrie. La première question est celle de la responsabilité. Aux termes de l'article 64 du code pénal, « il n'y a ni crime ni délit » lorsque le sujet était en « état de démence » au moment des faits. Le jugement repose donc très largement sur les résultats des expertises psychiatriques. Or il se trouve que, dans le cas présent, ces expertises sont totalement contradictoires. Acquitté en 1954 après le meurtre de son père, défini en 1964 comme « paranoïaque », puis, au cours de la même année, comme ne relevant pas d'un état « franchement psychiatrique », Jacques Robert devait-il être pris en charge par le système pénitentiaire ou par des structures sanitaires, hospitalières ? Lesquelles ? Il existe, certes, un modèle intermédiaire, tels ces quelques hôpitaux — comme celui de Cadillac, près de Bordeaux — où sont placés les malades mentaux reconnus irresponsables de crimes qu'ils ont commis, sous l'empire de la démence, il y a parfois de nombreuses années. Combien de temps ces malades devront-ils être internés ? Comment évaluer le risque de récidive dans un milieu aussi artificiel qu'un hôpital-prison ?

En second lieu, cette affaire soulève précisément le problème de l'expertise psychiatrique. Il est impossible de négliger le fait qu'un nombre croissant de psychiatres se détournent de cette pratique. Ils supportent mal, en effet, que la société les charge tout à la fois du « renfermement » des fous et les accuse d'interner arbitrairement des êtres sains d'esprit.

On parle, enfin, depuis des années, d'une modification de l'article 64 du code pénal. Dans quel sens ? Faut-il redéfinir la notion d'irresponsabilité pour faciliter le travail de l'expert ? Pour mieux protéger la société et le malade lui-même ? Le problème est si ardu que cette réforme est toujours en chantier et qu'elle est devenue, dans les milieux de justice et de psychiatrie, un véritable serpent de mer. Jusqu'à quand ? — C. B.

LE DÉTOURNEMENT DU D.C.-8 DE LA JAL

Vives réactions dans la police japonaise après la décision de Tokyo de céder aux exigences de l'armée rouge

De laborieuses négociations avaient lieu, dans la matinée du samedi 1er octobre, à Dacca, entre le commando de l'Armée rouge qui a détourné un DC-8 de la JAL et des responsables japonais, arrivés au Bangladesh à bord de l'avion transportant une « rançon » de 6 millions de dollars et six personnes, dont les terroristes exigeaient la libération. Les tractations portaient sur le nombre d'otages que le commando devait libérer, avant de partir pour une destination inconnue, puisqu'il n'entend pas relâcher tous les passagers.

A Tokyo, le ministre de la justice a réaffirmé son intention de donner sa démission pour « assumer la responsabilité » *de l'* « acte illégal » *qu'il a dû ordonner en faisant libérer les détenus. Les réactions sont très vives dans la police, dont le directeur général, M. Asanuma, a déclaré qu'il se sentait* « humilié ». *Les deux jeunes femmes dont l'Armée rouge a obtenu la libération avaient participé, en octobre 1974, à Tokyo, à un attentat à la bombe qui avait fait huit morts et trois cent quatre-vingts blessés, rappelle la police.*

De notre correspondant

Tokyo. — Dans l'avion spécial de la JAL qui a quitté Tokyo pour Dacca se trouvaient M. Hajime Ishii, vice-ministre des transports, et M. Kumihiko Doko, chef adjoint du cabinet. Une cinquantaine de fonctionnaires et de policiers les accompagnaient. Plusieurs de ces personnes devaient éventuellement prendre la place des otages pour la dernière partie de l'opération : le départ de l'avion pour le pays qui acceptera de recevoir le commando.

Ce n'est que quarante-huit heures après avoir fait connaître son accord que le gouvernement japonais a pu réunir les détenus dont la libération était exigée (certains se trouvant dans des prisons en Hokkaïdo, au nord de l'archipel) et les 6 millions de dollars en coupures de 100, dont une partie est venue des Etats-Unis. A Dacca, d'autre part, il y avait des problèmes techniques pour les communications avec le commando.

Les autorités nippones ont apparemment été surprises par la nouvelle opération de l'Armée rouge. La police, qui estime que le groupe compte aujourd'hui une vingtaine de membres, pensait que le mouvement avait été démantelé après l'affaire de la prise d'otages aux consulats américain et suédois de Kuala-Lumpur, en 1975, à la suite de laquelle deux membres avaient été capturés (Hidaka, mort en prison en Jordanie, et Okudaira, extradé de ce pays, et qui, en instance de jugement au Japon, est parti pour Dacca avec les cinq autres détenus réclamés par le commando).

La rapidité avec laquelle le gouvernement a décidé d'accepter les exigences du commando continue à susciter des controverses au Japon. Le premier ministre, M. Fukuda, a pour sa part déclaré que *« le Japon n'était pas en position de force pour tenir tête aux terroristes »*. Les autorités japonaises se déclarent, en revanche, fermement décidées à demander, comme elles l'avaient fait après l'affaire de Kuala-Lumpur, que soit élaboré un accord international dont les signataires s'engageraient à ne pas donner refuge aux terroristes.

PH. P.

En Italie

Violents affrontements à Rome après le meurtre d'un militant d'extrême gauche

De notre correspondant

Rome. — Le quartier Trionfale, situé derrière le Vatican, a été le théâtre d'une furieuse bataille entre extrémistes de gauche et de droite pendant la soirée du vendredi 30 septembre. Le bilan est lourd : un mort, plusieurs blessés, deux permanences de partis prises d'assaut, un bar et des véhicules incendiés.

Les néo-fascistes romains s'agitent beaucoup depuis quelques jours, n'hésitant pas à tirer des coups de feu contre leurs adversaires. Vendredi soir, des militants de Lotta continua (extrême *gauche) distribuaient des tracts* à une centaine de mètres d'un siège du Mouvement social italien (extrême droite). La réplique ne se fit pas attendre : un commando sortit de la permanence du parti de M. Almirante, et l'un de ses membres alla vider son revolver en direction des distributeurs de tracts. Atteint d'une balle à la nuque, Walter Rossi, vingt-huit ans, mourut en arrivant à l'hôpital.

Les forces de l'ordre firent alors irruption au siège du M.S.I. et interpellèrent une vingtaine de personnes. Mais la nouvelle de la mort de Walter Rossi avait déjà fait le tour de Rome grâce aux « radios libres ». Fous de rage, plusieurs centaines de militants d'extrême gauche entreprirent une expédition punitive, dévastant notamment le siège du Front de la jeunesse, une organisation néo-fasciste, brûlant des véhicules, brisant des vitrines de magasin... A leur tour, des militants d'extrême droite s'attaquèrent à une permanence du parti communiste dans un autre *quartier*.

Pour protester contre l'assassinat de leur camarade, les membres du Mouvement (étudiant) ont décidé une grève dans les écoles ce samedi matin 1er octobre, et, dans l'après-midi, une manifestation sur les lieux mêmes de la bataille. Les policiers — à qui ils reprochent une passivité « criminelle » — devaient y faire face en très grand nombre afin d'éviter de nouveaux incidents.

ROBERT SOLÉ.

NOUVELLES BRÈVES

● *Mme Giscard d'Estaing* a regagné Paris jeudi soir 29 septembre après un voyage de quarante-huit heures dans le département de la Manche, où elle a visité notamment une exploitation agricole à Saint-Georges-de-la-Rivière, la place d'Utah-Beach et le Mont-Saint-Michel.

● *M. Michel Poniatowski* se rendra le 2 octobre à Téhéran. Il devrait rencontrer le chah d'Iran. On reste très discret sur la mission qui a été confiée à l'ancien ministre de l'intérieur. M. Poniatowski tentera sans doute d'améliorer les relations franco-iraniennes qui se sont quelque peu assombries ces derniers mois, comme en témoigne le report *sine die* de la signature — prévue pour le 18 septembre — du contrat de livraison à l'Iran de deux centrales nucléaires par la société Framatome, filiale du groupe Creusot-Loire.

● *Les membres des familles des cinq otages enlevés à Zouérate (Mauritanie)* le 1er mai dernier ont été reçus vendredi 30 septembre au ministère des affaires étrangères par M. Claude Chayet, directeur des conventions administratives et des affaires consulaires, auquel ils ont exprimé leur vive préoccupation sur le sort de leurs parents.

Ils ont été informés, précise un communiqué du Quai d'Orsay, des *« démarches entreprises en vue de la libération des leurs et des concours attendus à cette fin »*.

● *L'assemblée générale du « Parisien libéré »* s'est réunie vendredi 30 septembre.

Trente-neuf actionnaires avec 7 250 actions sur 8 311 étaient présents ou représentés. L'assemblée a approuvé les comptes de 1976 et le rapport moral que présentait au nom du conseil le P.-D.G., M. Claude Bellanger, par 6 011 voix, comprenant les mandataires judiciaires à la succession et M. Philippe Amaury, contre 1 239 (Mlle Francine Amaury). Le conseil a réélu à l'unanimité M. Bellanger président-directeur général.

